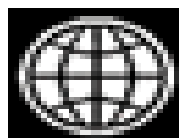
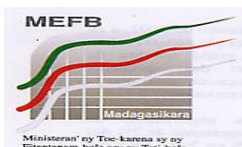


REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

SECRETARIAT GENERAL



E

ENQUÊTE PERIODIQUE AUPRÈS DES MENAGES 2004

P

RAPPORT PRINCIPAL

M

Janvier 2006

PREFACE

La mise en œuvre des politiques de développement de l'Etat fait appel à un système d'informations statistiques fiables, à jour, précises et détaillées. L'objectif final de ces politiques étant l'amélioration du bien être de la population, le suivi des conditions de vie des ménages constitue un pilier de ce système.

La série d'Enquêtes Périodiques auprès des Ménages (EPM) s'inscrit dans ce cadre comme étant le principal outil de collecte et d'analyse des informations sur les ménages au niveau national, provincial et selon le milieu. Elle fournit des indicateurs de suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement et du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté. En particulier, les EPM possèdent l'exclusivité sur la production des niveaux et des évolutions des indicateurs d'incidence et d'intensité de la pauvreté.

La présente enquête a bénéficié de l'appui technique de la Banque Mondiale. L'Etat Malgache, par le Programme d'Investissement Public, et l'Union Européenne, par le Programme d'Appui pour la Réduction de la Pauvreté, ont assuré son financement. Nous adressons nos vifs remerciements à ces partenaires techniques et financiers.

Le présent rapport contient les principaux résultats de l'EPM 2004 et fournit des informations détaillées et fiables sur les structures démographiques, les activités, les sources de revenu, les consommations et les conditions sociales de vie des ménage. L'innovation concerne les sections traitant des opinions des ménages sur leur propre bien être et les situations économiques du pays. Ces informations contribueront à l'atteinte des objectifs des politiques du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget pour la mise en œuvre d'un système d'information fiable nécessaire à la connaissance de la situation économique et financière du pays. Elles aideront l'Etat, les partenaires, les opérateurs, les chercheurs et les autres acteurs du développement dans la formulation, le ciblage et la mise en œuvre des stratégies de développement à Madagascar.



AVANT-PROPOS

L'Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) de 2004 est la sixième du genre depuis 1993. Les EPM sont devenues un instrument indispensable pour la formulation de stratégies et pour le suivi de la lutte contre la pauvreté à Madagascar. Elles sont essentielles pour des analyses microéconomiques sur des aspects d'incitation et de distribution, et ainsi, à l'analyse de la plupart des questions de politique économique. De plus, elles sont particulièrement adaptées pour le calcul de certains indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les EPM ont permis d'identifier les caractéristiques des pauvres et d'éclairer les décisions de politique économique.

La conception et l'organisation technique de l'EPM de 2004 ont été assurées par l'équipe technique de la Direction des Statistiques des Ménages à l'Institut National de la Statistique. La collecte des données a été exécutée par des enquêteurs et des superviseurs en collaboration étroite avec les Directeurs inter-régionaux de IINSTAT. L'échantillonnage des localités d'enquête d'une part et la formation des enquêteurs d'autre part ont bénéficié de l'appui technique de la Banque Mondiale. Le traitement, l'analyse des données et la rédaction du rapport ont été réalisés par la Direction des Statistiques des Ménages de l'INSTAT.

Nous remercions le Gouvernement Malgache et l'Union Européenne pour le financement de l'EPM 2004, les autorités locales à différents niveaux dans les zones d'enquête : maires, présidents de fokontany pour leur coopération dans la réalisation de la collecte des données. La patience et la bonne volonté des 5454 ménages répartis dans toute l'Ile ont été déterminantes dans la qualité des informations recueillies. Enfin, nous exprimons notre gratitude envers la Banque Mondiale pour son appui technique.



SOMMAIRE

PREFACE	1
AVANT-PROPOS	1
SOMMAIRE	1
LISTES DES TABLEAUX	4
LISTE DES TABLEAUX ANNEXES	8
LISTE DES GRAPHIQUES	9
SIGLES ET ABREVIATIONS	10
RESUME	11
I- DEMOGRAPHIE	16
<i>I-1 Population</i>	16
<i>I-2 Ménage:</i>	18
II- MIGRATION	21
III- EMPLOI	23
<i>III-1 L'activité</i>	23
<i>III-2 Le chômage</i>	25
<i>III-3 Structure de l'emploi à Madagascar</i>	27
<i>III-4 Les revenus salariaux</i>	28
IV- AGRICULTURE	30
<i>IV-1 Problèmes inhérents à l'agriculture</i>	33
<i>IV-2 Utilisation des récoltes</i>	34
<i>IV-3 Les cultures qui rapportent le plus de revenus</i>	36
<i>IV-4 Les zones qui fournissent les produits agricoles sur le marché</i>	37
V- ENTREPRISES NON AGRICOLES	38
<i>V-1 Généralité sur les Entreprises Non Agricoles</i>	38
<i>V-2 Répartition des Entreprises Non Agricoles</i>	40
<i>V-3 Activité des Entreprises Non Agricoles</i>	41
<i>V-4 Les revenus des ENA</i>	42
<i>V-5 Les difficultés liées à la création des entreprises</i>	43

VI- LES TRANSFERTS	45
<i>VI-1 Les opérations de transferts</i>	<i>45</i>
<i>VI-2 L'analyse du système amortisseur.....</i>	<i>47</i>
<i>VI-3 Situation financière des ménages vis-à-vis des transferts.....</i>	<i>50</i>
<i>VI-4 L'accès aux crédits.....</i>	<i>51</i>
VII- SANTÉ	55
<i>VII-1 Incidence des maladies et blessures.....</i>	<i>55</i>
<i>VII-2 Consultations</i>	<i>58</i>
<i>VII-3 Coûts des consultations.....</i>	<i>63</i>
<i>VII-4 Vaccination</i>	<i>67</i>
<i>VII-5 Le planning familial.....</i>	<i>69</i>
<i>VII-6 Consultation prénatale (CPN).....</i>	<i>79</i>
<i>VII-7 Tétanos néonatal (TN)</i>	<i>83</i>
VIII- EDUCATION.....	86
<i>VIII-1 Le niveau d'instruction de la population.....</i>	<i>86</i>
<i>VIII-2 Le niveau d'alphabétisation de la population</i>	<i>89</i>
<i>VIII-3 La population scolaire actuelle</i>	<i>90</i>
IX- HABITATION	94
<i>IX-1 Le type de logement.....</i>	<i>94</i>
<i>IX-2 Les types de matériaux utilisés.....</i>	<i>95</i>
<i>IX-3 L'évacuation des ordures ménagères.....</i>	<i>99</i>
<i>IX-4 Le type de combustible utilisé</i>	<i>100</i>
<i>IX-5 La source d'éclairage.....</i>	<i>102</i>
<i>IX-6 Le type de toilette.....</i>	<i>103</i>
<i>IX-7 La principale source d'eau à boire</i>	<i>103</i>
<i>IX-8 Accès à l'eau contrôlée</i>	<i>105</i>

X- AVOIR.....	106
<i>X-1 Possession de biens durables.....</i>	<i>106</i>
<i>X-2 Etat de privation des ménages en biens durables.....</i>	<i>108</i>
<i>X-3 Mode d'Acquisition des Biens</i>	<i>110</i>
<i>X-4 Durée Moyenne de possession des biens.....</i>	<i>111</i>
XI- CONSOMMATION DES MENAGES	113
<i>XI-1 Comparabilité des données.....</i>	<i>113</i>
<i>XI-2 Les quintiles de consommation.....</i>	<i>114</i>
<i>XI-3 Niveau des consommations moyennes par tête.....</i>	<i>115</i>
<i>XI-4 Répartition de la consommation.....</i>	<i>118</i>
<i>XI-5 Structure de la consommation.....</i>	<i>121</i>
<i>XI-6 Structure par type de consommation.....</i>	<i>123</i>
XII- PAUVRETE	126
<i>XII-1 Contexte économique.....</i>	<i>127</i>
<i>XII-2 L'évolution de l'incidence et de l'intensité de la pauvreté.....</i>	<i>128</i>
<i>XII-3 L'incidence de pauvreté par groupe socio économique</i>	<i>133</i>
<i>XII-4 Sensibilité des indicateurs de pauvreté.....</i>	<i>136</i>
<i>XII-5 Déterminants de la pauvreté.....</i>	<i>137</i>
XIII- VULNERABILITE.....	138
<i>XIII-1 Types de chocs rencontrés par les ménages.....</i>	<i>138</i>
<i>XIII-2 Conséquences des chocs</i>	<i>138</i>
<i>XIII-3 Le temps de récupération du choc</i>	<i>141</i>
<i>XIII-4 Compensation des chocs.....</i>	<i>143</i>
XIV- OPINION DES MENAGES	149
<i>XIV-1 Opinion des ménages sur les conditions de vie</i>	<i>149</i>
<i>XIV-2 Perception des ménages sur le Document des Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP).....</i>	<i>163</i>

LISTES DES TABLEAUX

Tableau 1: Répartition de la population selon les groupes d'age, par milieu	16
Tableau 2: Taille moyenne des ménages par province, par sexe du chef et répartition des ménages selon le sexe du chef de ménage	19
Tableau 3: Taille moyenne des ménages, par quintile et province	19
Tableau 4 : Répartition des ménages selon la situation matrimoniale du chef, par quintile.....	20
Tableau 5: Répartition des ménages selon groupe socio-économique du chef de ménage et quintile.....	20
Tableau 6 : Taux de migration par strate	21
Tableau 7: Taux de migration selon le niveau d'instruction des chefs de ménage.....	21
Tableau 8: Répartition des migrants selon leur situation d'emploi avant la migration	22
Tableau 9: Répartition des migrants selon la raison de migration	22
Tableau 10: Taux d'activité par province.....	23
Tableau 11: Répartition de la population active par sexe, selon les provinces.....	24
Tableau 12: Répartition des individus selon les motifs de non recherche d'emploi	25
Tableau 13: Répartition des emplois pour le secteur d'activité selon le milieu de résidence	27
Tableau 14: Répartition des emplois selon le CSP	28
Tableau 15: Répartition des emplois par secteur institutionnel.....	28
Tableau 16: Revenus salariaux moyens nominaux par catégorie socioprofessionnelle	29
Tableau 17: Evolution des revenus salariaux moyens par catégorie socioprofessionnelle 2001-2004.....	29
Tableau 18: Proportion de ménages agricoles par milieu et par province	30
Tableau 19: Superficie moyenne des terres cultivés selon le quintile et par milieu	31
Tableau 20: Proportion des parcelles avec monoculture, par province	31
Tableau 21: Proportion de parcelles ayant nécessité différents types de main d'œuvre, par province.....	32
Tableau 22: Proportion de parcelles ayant utilisé différents types de traction, par province	32
Tableau 23: Utilisation des moyens de production par type de culture	33
Tableau 24: Taux d'utilisation de la production.....	35
Tableau 25: Revenu moyen généré par l'agriculture par province et par quintile de consommation	35
Tableau 26: Les principales cultures génératrices de revenu par province	36
Tableau 27: Part de chaque province dans les ventes des produits agricoles.....	37
Tableau 28: Taux de possession d'ENA par province et par milieu	38
Tableau 29:Durée d'activité des Entreprises Non Agricoles	39
Tableau 30: Proportion des ENA ayant une carte statistique.....	41
Tableau 31 : Structure des emplois dans les ENA.....	41
Tableau 32: Revenu net moyen au cours de 12 derniers mois	42
Tableau 33: Répartition des ENA selon l'évolution de leur revenu, par branche.....	43
Tableau 34: Difficultés rencontrées à la création d'ENA.....	44
Tableau 35: Proportion des ménages qui ont émis des transferts.....	45
Tableau 36: Part dans la masse des transferts par quintile.....	46
Tableau 37: Proportion des ménages ayant émis des transferts et répartition de la masse de transfert selon le GSE par type de transfert	
Unité : %	46
Tableau 38: Valeurs moyennes des transferts effectués selon le GSE.....	47
Tableau 39: Répartition de la destination des transferts émis selon le milieu de résidence de l'émetteur.....	48
Tableau 40 : Répartition de la destination des transferts émis selon le quintile	49
Tableau 41: Répartition des transferts selon les raisons et la quintile de consommation.....	50
Tableau 42: Masse de transferts effectués et situation des ménages selon le quintile et le GSE.....	51
Tableau 43: Répartition des demandes de crédit selon la province et les raisons	53
Tableau 44: Répartition des demandes de crédit selon le quintile de pauvreté et les raisons	53
Tableau 45: Répartition des demandes de crédit selon les raisons, par milieu	54
Tableau 46: Répartition des malades selon le type de maladie déclarée.....	55
Tableau 47 : Taux d'incidence par âge et par province.....	56
Tableau 48 : Taux d'incidence par âge et par milieu	56
Tableau 49: Taux de consultation externe par province	58
Tableau 50: Répartition des malades selon la raison de non consultation, par milieu	59
Tableau 51: Répartition des malades selon les raisons de non consultation externe.....	60
Tableau 52: Part des automédications parmi les non-consultants et coût moyen des médicaments achetés ..	61
Tableau 53: Pourcentage de visite par lieu de consultation.....	61
Tableau 54: Lieux de consultation par Groupe Socio Economique	62
Tableau 55: Taux d'hospitalisation par province et selon le milieu	62
Tableau 56: Coût moyen d'une consultation par province et par milieu.....	63
Tableau 57: Coût moyen d'une consultation par lieu de consultation.....	64

Tableau 58 : Coût moyen d'une consultation par lieu de consultation, par quintile.....	64
Tableau 59: Coût moyen de médicaments par visite médicale et par province	65
Tableau 60: Coût moyen de médicaments par visite médicale selon le lieu de consultation	65
Tableau 61: Coût moyen des médicaments par visite médicale, par quintile.....	66
Tableau 62: Coût moyen des consultations et des médicaments des deux dernières semaines.....	66
Tableau 63: Coût moyen des consultations et des médicaments des deux dernières semaines par province.....	67
Tableau 64 : Taux de vaccination par type de vaccin pour les enfants entre 12 et 23 mois	68
Tableau 65: Proportion d'enfant ayant pu présenter leur carnet et ceux l'ayant déjà eu	68
Tableau 66: Proportion d'individus connaissant le PF, par province	69
Tableau 67: Proportion d'individus connaissant le PF, par tranche d'âge	70
Tableau 68: Proportion d'individus connaissant le PF, selon le milieu.....	70
Tableau 69: Proportion d'individus connaissant le PF, selon le Groupe Socio-Economique	71
Tableau 70: Perception du Planning Familial (PF) par province	71
Tableau 71: Perception du Planning Familial (PF) par tranche d'âge.....	72
Tableau 72: Perception du Planning Familial (PF) selon le milieu	72
Tableau 73: Perception du Planning Familial (PF) selon le Groupe Socio-Economique	73
Tableau 74 : Utilisation du Planning Familial (PF) par province.....	73
Tableau 75 : Utilisation du Planning Familial (PF) par tranche d'âge	74
Tableau 76: Utilisation du Planning Familial (PF) selon le milieu	74
Tableau 77: Utilisation du Planning Familial (PF) selon le Groupe Socio-Economique	75
Tableau 78: Taux d'usage du PF par les femmes ne voulant pas d'enfant.....	75
Tableau 79: Taux d'utilisation par méthode	76
Tableau 80: Taux d'utilisation par méthode, par province	76
Tableau 81: Taux d'utilisation par méthode, par milieu	77
Tableau 82: Motifs de non utilisation de Planning Familial	78
Tableau 83 : Motifs de non utilisation de planning familial par tranche d'âge	79
Tableau 84: Proportion de femmes ayant eu une consultation prénatale, par province et par milieu.....	80
Tableau 85: Taux d'achèvement de la grossesse avec ou sans consultation prénatale.....	81
Tableau 86: Lieux de consultation choisis pour consultation prénatale, par province.....	82
Tableau 87: Lieux de consultation choisis pour consultation prénatale par quintile.....	82
Tableau 88: Lieux de consultation choisis pour consultation prénatale par milieu	83
Tableau 89: Proportion des enfants protégés contre le tétanos néonatal par province et quintile.....	84
Tableau 90: Proportion des enfants protégés contre le tétanos néonatal par province, par milieu	84
Tableau 91: Proportion des enfants protégés contre le tétanos néonatal selon le Groupe Socio- Economique du chef de ménage	85
Tableau 92: Répartition de la population selon le niveau d'instruction.	86
Tableau 93: Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par milieu et par genre.....	87
Tableau 94: Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par groupe socio-économique du chef de ménage.....	88
Tableau 95: Taux d'alphabétisation des individus âgés de 15 ans et plus par milieu et par province.....	89
Tableau 96 : Taux d'alphabétisation des individus âgés de 15 ans et plus selon le genre, le quintile de consommation et le groupe socio-économique du chef de ménage.....	90
Tableau 97: Taux de scolarisation, brut et net, par niveau, entre 2001 et 2004.....	91
Tableau 98: Taux de scolarisation par niveau et par province.....	91
Tableau 99: Taux de scolarisation selon le niveau d'instruction et le quintile du chef de ménage.....	92
Tableau 100: Rendement scolaire au niveau primaire selon le quintile.....	92
Tableau 101: Rendement scolaire au niveau primaire par genre	92
Tableau 102: Niveau et structure des dépenses scolaires, par enfant scolarisé, tous niveaux confondus par le milieu	93
Tableau 103: Niveau et structure des dépenses scolaires, par enfant scolarisé, tous niveaux confondus par quintiles de consommation	93
Tableau 104: Type de logement par province	94
Tableau 105: Type de logement selon le milieu.....	94
Tableau 106: Type de logement par quintile	95
Tableau 107 : Type de matériaux des murs extérieurs par province.....	95
Tableau 108: Type de matériaux des murs extérieurs, par milieu	96
Tableau 109: Type de matériaux des murs extérieurs, par quintile.....	96
Tableau 110: Type de matériaux du plancher par province	97
Tableau 111: Type de matériaux du plancher, par milieu	97
Tableau 112: Type de matériaux du plancher, par quintile.....	98
Tableau 113 : Type de matériaux fixe du plafond, par province	98
Tableau 114: Type de matériaux fixe du plafond, par milieu.....	99
Tableau 115: Type de matériaux fixe du plafond selon le quintile	99

Tableau 116 : Type de débarrassage des ordures ménagères, par province.....	100
Tableau 117 : Type de débarrassage des ordures ménagères par quintile.....	100
Tableau 118: Type de combustible utilisé par province	101
Tableau 119: Type de combustible utilisé, selon le milieu	101
Tableau 120: Type de combustible utilisé, par quintile.....	101
Tableau 121: Répartition de la population selon la source d'éclairage, par province	102
Tableau 122: Répartition de la population selon la source d'éclairage, par milieu	102
Tableau 123: Répartition de la population selon la source d'éclairage, par quintile	103
Tableau 124: Répartition des ménages selon le type de toilette, par milieu.....	103
Tableau 125: Répartition des ménages selon la source principale d'eau à boire, par milieu.....	104
Tableau 126: Répartition des ménages selon la source principale d'eau à boire, par province	104
Tableau 127: Taux d'accès à l'eau contrôlée, par milieu	105
Tableau 128: Taux de possession de certains biens, par province	106
Tableau 129 : Taux de possession de certains biens, par milieu.....	107
Tableau 130 : Taux de privation de certains types de biens, selon le groupe socio-économique du chef de ménage	108
Tableau 131 : Taux de privation de certains types de biens, par province	109
Tableau 132 : Taux de privation de certains types de biens, par province	109
Tableau 133 : Taux de privation de certains types de biens, selon le genre du chef de ménage.....	109
Tableau 134: Mode d'acquisition des maisons selon les provinces	110
Tableau 135: Mode d'acquisition de terrain non agricole selon les provinces et milieu.....	111
Tableau 136 : Durée de possession moyenne de certains biens durables, par province	111
Tableau 137 : Durée de possession moyenne de certains biens durables, par milieu	112
Tableau 138: Consommation par tête, par strate	115
Tableau 139: Evolution des consommations par capita en termes réels.....	116
Tableau 140: Consommation annuelle moyenne par tête selon le GSE du chef de ménage.....	116
Tableau 141 : Consommation par tête suivant le sexe du chef du ménage, par milieu.....	117
Tableau 142: Consommation par tête selon l'âge, par milieu.....	117
Tableau 143: Consommation par tête suivant la taille du ménage, par milieu	118
Tableau 144: Consommation par tête suivant le niveau d'instruction, par milieu	118
Tableau 145 : Comparaison de la répartition de la population et de la consommation	120
Tableau 146: Comparaison de la répartition de la population et de la consommation selon le groupe socio-économique	120
Tableau 147: Part de l'alimentation dans la consommation totale.....	121
Tableau 148 : Part de l'alimentation dans la consommation selon les GSE.....	123
Tableau 149 : Répartition des Consommations par grand poste par milieu	125
Tableau 150: Répartition des Consommations par grand poste suivant les quintiles de consommation	125
Tableau 151 : Indicateurs de pauvreté par strate en 2004.....	128
Tableau 152 : Evolution du taux de pauvreté et de quelques indices	129
Tableau 153 : Evolution des écarts entre les différents déciles.....	130
Tableau 154 : Ratio de pauvreté selon le milieu et la taille des ménages.....	133
Tableau 155 : Indicateurs de pauvreté selon les Groupe Socio-Economique du chef de ménage.....	134
Tableau 156 : Indicateurs de pauvreté selon quelques modes de vie des ménages	135
Tableau 157 : Sensibilité des indicateurs de pauvreté	136
Tableau 158: Déterminants de la pauvreté	137
Tableau 159: Répartition des chocs rencontrés, par milieu	138
Tableau 160 : Proportion de ménages ayant déclaré un type de conséquence suite au choc	139
Tableau 161 : Répartition des ménages ayant subi une perte de biens suite au choc, par province et milieu	139
Tableau 162 : Répartition des ménages ayant déclaré une perte de revenus suite au choc, par province et milieu	140
Tableau 163: Répartition des ménages ayant déclaré une réduction de la consommation suite au choc, par province et milieu.....	140
Tableau 164: Temps effectif de récupération du choc	141
Tableau 165: Temps effectif de récupération du choc par milieu	141
Tableau 166 : Temps effectif de récupération du choc par province.....	142
Tableau 167 : Temps estimé pour la récupération de choc.....	142
Tableau 168 : Temps estimés pour la récupération du choc, par milieu	143
Tableau 169 : Temps estimés pour la récupération par province	143
Tableau 170 : Principales stratégies adoptées pour compenser le choc, par milieu	145
Tableau 171 : Principales activités pour compenser le choc, par quintile	146
Tableau 172 : Répartition par milieu des ménages ayant reçu des dons en compensation du choc	146
Tableau 173 : Répartition par Province des ménages ayant reçu des dons en compensation du choc	147

Tableau 174 : Répartition par milieu des ménages ayant reçu des dons venant du gouvernement, en compensation du choc	147
Tableau 175 : Répartition par Province des ménages ayant reçu des dons venant du gouvernement, en compensation du choc	147
Tableau 176 : Répartition par milieu des ménages ayant reçu des dons venant des ONG, en compensation du choc	147
Tableau 177 : Répartition par Province des ménages ayant reçu des dons venant des ONG, en compensation du choc	148
Tableau 178 : Répartition par milieu des ménages ayant reçu des dons venant des organismes internationaux, en compensation du choc	148
Tableau 179 : Répartition par Province des ménages ayant reçu des dons venant des organismes internationaux, en compensation du choc	148
Tableau 180 : Perception des ménages sur leur niveau absolu des conditions de vie.....	150
Tableau 181 : Perception des ménages sur leur niveau de vie relatif selon le niveau d'instruction du chef de ménage	151
Tableau 182 : Pauvreté en termes de perception générale des conditions de vie selon le quartile de dépenses en 2004.....	158
Tableau 183 : Score de la pauvreté de satisfaction	160
Tableau 184 : Score de la pauvreté financière.....	161
Tableau 185 : Croisement de la pauvreté financière à la pauvreté monétaire	161
Tableau 186 : Synthèse des différentes formes de pauvreté	162
Tableau 187 : Proportion d'individus ayant déjà entendu parler du DSRP par milieu et province.....	163
Tableau 188 : Répartition des ménages selon leur perception sur l'initiateur du DSRP, par province.....	164
Tableau 189 : Répartition des ménages selon leur perception, selon leur niveau d'instruction, de l'initiateur du DSRP	165
Tableau 190 : Mode de prise de connaissance du DSRP	165
Tableau 191 : Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, par quintile	166
Tableau 192 : Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, selon le niveau d'instruction	167
Tableau 193 : Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, par milieu	167
Tableau 194 : Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, par province	168
Tableau 195 : Répartition des ménages si toutes les entités concernées ont participé à l'élaboration du DSRP, par quintile	168
Tableau 196 : Répartition des ménages si toutes les entités concernées ont participé à l'élaboration du DSRP, selon le niveau d'instruction.....	169
Tableau 197 : Répartition des ménages si toutes les entités concernées ont participé à l'élaboration du DSRP, par province.....	169

LISTE DES TABLEAUX ANNEXES

Tableau A 1: Répartition des ménages selon le quintile, par taille de ménage	170
Tableau A 2: Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par quintile.....	170
Tableau A 3: Répartition de la population par strate et selon les quintiles	170
Tableau A 4: Répartition de la population par groupe socio-économique et quintile.....	171
Tableau A 5: Indicateurs de pauvreté selon le sexe du chef de ménage.....	171
Tableau A 6 : Indicateurs de pauvreté selon l'âge du chef du ménage.....	171
Tableau A 7: Indicateurs de pauvreté selon le niveau d'instruction du chef de ménage.....	172
Tableau A 8: Consommation des ménages par quintile, par province.....	172
Tableau A 9: Consommation des ménages selon la province, par milieu	172
Tableau A 10: Consommation par tête selon le groupe Socio-Economique du chef de ménage, selon le milieu	173
Tableau A 11: Consommation par tête suivant le niveau d'instruction du chef de ménage, par milieu.....	173
Tableau A 12: Consommation par quintile.....	173
Tableau A 13: Répartition de la population selon le groupe socio-économique et le niveau d'instruction du chef de ménage.....	174
Tableau A 14: Répartition de la population selon le niveau d'instruction et par quintile	174
Tableau A 15: Répartition des maladies déclarées par province	175
Tableau A 16: Répartition des maladies par milieu	175
Tableau A 17: Répartition des malades selon la raison de non consultation, par type de maladie	176
Tableau A 18: Proportion des femmes connaissant ou utilisant le Planning Familial (PF) par province	176
Tableau A 19: Répartition des femmes selon le motif de non utilisation du PF, par tranche d'âge.....	177
Tableau A 20: Proportion des enfants protégés contre le tétanos néonatal par province et quintile	177
Tableau A 21: Taux de possession de maison par province et par milieu	178
Tableau A 22: Taux de possession de terrain du ménage selon le quintile, par milieu.....	178
Tableau A 23: Valeur actuelle déclarée de tous les avoirs selon le quintile et par milieu	178
Tableau A 24: Répartition des ménages selon le mode d'acquisition des maisons par province et par milieu	179
Tableau A 25: Répartition des ménages selon le mode d'acquisition des maisons par age du chef de ménage	179
Tableau A 26: Répartition des ménages selon le mode d'acquisition des maisons selon le quintile de consommation	179
Tableau A 27: Répartition des ménages selon le mode d'acquisition des terrains non agricole, par province et milieu	180
Tableau A 28: Répartition des ménages selon le mode d'acquisition de terrain non agricoles, par quintile.....	180
Tableau A 29 : Répartition des ménages selon le type de logement, par taille de ménage.....	180
Tableau A 30: Répartition des ménages selon le type de logement, par niveau d'instruction du chef de ménage	181
Tableau A 31: Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures, par niveau d'instruction du chef de ménage.....	181
Tableau A 32: Répartition des ménages selon le type de combustible utilisé, par taille du ménage	181
Tableau A 33: Répartition des ménages selon le type de combustible utilisé, par niveau d'instruction du chef de ménage.....	182
Tableau A 34: Répartition des ménages selon le type d'éclairage, par niveau d'instruction du chef du ménage	182
Tableau A 35: Répartition des ménages selon le type d'éclairage, par groupe socio-économique du chef du ménage	182
Tableau A 36: Répartition des ménages selon la source d'eau à boire, par le niveau d'instruction du chef de ménage	183
Tableau A 37: Répartition des ménages selon la source principale d'eau à boire, par quintile.....	183
Tableau A 38 : Temps moyen d'approvisionnement en eau à boire pour une journée, selon l'activité du chef de ménage.....	184
Tableau A 39: Distance moyenne entre le domicile et la source d'eau à boire, par province	184
Tableau A 40: Distance moyenne entre le domicile et la source d'eau à boire, selon le groupe socio-économique du chef de ménage.....	184
Tableau A 41: Distance moyenne entre le domicile et la source d'eau à boire, par quintile	185
Tableau A 42 : Précision des estimations des tailles moyennes des ménages selon les strates	185
Tableau A 43 : Précision des estimations des consommations des ménages selon les strates.....	186
Tableau A 44 : Mesure de sensibilité des indicateurs de pauvreté selon les seuils	186
Tableau A 45: Estimation de la précision des indicateurs de scolarisation.....	187

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Pyramide des âges en 2004.....	17
Graphique 2: Répartition de la population par province	18
Graphique 3 : Taux d'activité par âge	24
Graphique 4 : Taux de chômage par province.....	26
Graphique 5 : Taux de chômage par tranche d'âges.....	26
Graphique 6 : Taux de possession par quintile.....	39
Graphique 7 : Répartition des ENA par branche	40
Graphique 8 : Salaire annuel moyen (en Fmg)	42
Graphique 9 : Evolution de revenu généré par les ENA	43
Graphique 10 : Principales sources de financement des ENA	44
Graphique 11 : Répartition des maladies par milieu	57
Graphique 12 : Taux d'incidence des maladies selon l'âge	58
Graphique 13 : Raison de non consultation externe en cas de maladie, par maladie	59
Graphique 14 : Distribution de la population selon le niveau d'instruction, par province	87
Graphique 15 : Répartition de la population selon le niveau d'instruction et par quintile.....	88
Graphique 16 : Part des quintiles dans la masse de consommation.....	119
Graphique 17 : Part des quintiles de consommation dans l'alimentation.....	122
Graphique 18 : Répartition des Consommations par grand poste	124
Graphique 19 : Courbe d'Incidence de la Pauvreté	130
Graphique 20 : Courbes d'incidence de la pauvreté par milieu.....	131
Graphique 21 : Courbe d'incidence de la pauvreté dans les provinces	132
Graphique 22 : Pourcentage des ménages non satisfaits par rapport à leurs besoins essentiels.....	152
Graphique 23 : Perception de l'aisance financière selon le niveau d'instruction du chef de ménage.....	154
Graphique 24 : Niveau minimum moyen de revenus réclamé selon le quintile de dépenses.....	156
Graphique 25 : Estimation du seuil de pauvreté en 2004.....	157

SIGLES ET ABREVIATIONS

AGCU	Autres Grands Centres Urbains
CHD	Centre Hospitalier de District
CHD1	CHD sans chirurgie
CHD2	CHD avec chirurgie
CHR	Centre Hospitalier Régional
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CPN	Consultations Périnatales
CSB	Centre de Santé de Base
CSP	Catégorie Socio-Professionnel
CUS	Centres Urbains Secondaires
DSM	Direction des Statistiques des Ménages
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
EPM	Enquête Périodique auprès des Ménages
ENA	Entreprises Non Agricoles
IDH	Indicateurs de développement humain
INSTAT	Institut National de la Statistique
IRA	Infection Respiratoire Aigüe
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PF	Planification Familiale
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TN	Tétanos Néonatal
TNS	Taux Net de Scolarisation

RESUME

La série d'Enquêtes Périodiques auprès des Ménages (EPM) est la seule série d'enquêtes multi thèmes, temporelles et de représentativité nationale et provinciale qui sert d'outil de mesure des conditions de vie des ménages, des causes et corollaires de ces conditions de vie. La définition retenue d'un ménage est: "groupe de personnes apparentées ou non, vivant ensemble, d'habitude sous le même toit ou dans un même domaine, qui rassemblent leurs revenus en vue de les consommer ensemble, et qui reconnaissent l'autorité d'un membre appelé chef du ménage (CM)".

Afin d'assurer la faisabilité technique, le choix de l'échantillon de l'EPM 2004 s'est effectué à deux niveaux: Le premier est le choix des localités et le second le choix des ménages dans chaque localité. Cet échantillonnage à deux niveaux s'est effectué d'une façon aléatoire. Ceci garantit la représentativité des résultats. La prise en compte des six provinces et des milieux urbain et rural conduit à la définition de 12 strates. Il s'agit alors d'une Enquête multi thème auprès de 5 454 ménages répartis dans 303 localités ou zones de dénombrement elles mêmes réparties au niveau national. La collecte des données s'est effectuée en deux périodes, les premières descentes sur terrain ont eu lieu en septembre 2004. Ensuite, la collecte a repris au mois de janvier 2005 et a pris fin au mois d'avril 2005.

L'approche par échantillonnage permet de gagner en temps de collecte, de saisie, de traitement et d'analyse à moindre coût. De plus elle répond à un souci de faisabilité. En effet, l'administration des sections telles que l'agriculture, l'emploi et les dépenses des ménages, qui feront l'objet d'analyse, nécessitent des instructions précises auprès des enquêteurs et des contrôles assez stricts. Par contre, la représentativité et surtout la significativité des résultats d'une enquête par échantillonnage ne sont assurées qu'à un niveau agrégé. Dans notre cas, il s'agit des douze strates, croisement des six provinces et deux milieux. Par ailleurs, pour une enquête sur 5.454 ménages la précision a priori d'un indicateur de proportion est au mieux 1,35%¹. A l'instar des EPM qui précèdent celle de 2004, le calcul des indicateurs de pauvreté se base sur le niveau de consommation courante agrégée.

L'EPM 2004 fait ressortir que plus des trois quarts (77,9%) de la population résident en milieu rural. Un individu sur dix habite dans les Centres Urbains Secondaires et il en est de même pour ceux qui habitent les Grands Centres Urbains. Cette distribution reste pratiquement la même selon la classification par genre. A Madagascar, deux individus sur trois sont âgés de moins de 20 ans. Ceci peut être interprété comme un avantage si l'on peut leur assurer un avenir meilleur en terme de productivité. Par contre, pour le présent et à court terme, le fait que ceux qui sont âgés de moins de 15 ans représentent un peu moins de la moitié de la population (ceux qui devraient, en principe, être dépendants) constitue un surplus de contrainte pour les ménages. En ce qui concerne les personnes à l'âge de la retraite, âgées de 60 ans et plus, leur poids au sein de la population sont de 4%.

Le rapport moyen de dépendance économique rend compte du nombre moyen de personnes âgées de moins de 15 ans ou supérieur à 64 ans pour un individu potentiellement actif, c'est à dire âgées entre 15 à 64 ans. Cette définition adopte une optique d'analyse des conditions de vie dans un ménage moyen. Dans l'ensemble, ce rapport est de 1,09. Il atteint 1,15 en milieu rural et est lié négativement au niveau de consommation. En effet, ce taux décroît de 1,6 chez les ménages les plus pauvres à 0,62 chez les ménages les plus riches. Pour la définition du rapport de dépendance qui adopte une optique communautaire, il s'agit de

¹ Si on a appliqué un tirage aléatoire simple et si le taux attendu est de 50%. La prise en compte des strates améliore la précision mais la mise en grappe la détériore.

calculer le rapport entre le nombre total des personnes d'âge potentiellement inactif et du nombre total des personnes d'âge potentiellement actif dans un regroupement donné. Dans l'ensemble, il y a 96,5 individus d'âge potentiellement inactif pour 100 individus potentiellement actifs. Ensuite, le même constat qui précède se reproduit pour la classification selon le milieu de résidence et le niveau de consommation. En effet, le rapport de dépendance est relativement plus élevé chez les groupes de ménages les plus pauvres où il atteint 136,2 en milieu urbain et 132,5 en milieu rural. Chez les groupes des plus riches, ces rapports sont respectivement de 51,2 en milieu urbain et 61,1 en milieu rural.

En moyenne, un ménage est composé de 4,9 personnes. En terme de taille, un ménage rural est plus grand qu'un ménage urbain. Ceci peut être causé par les types et modes d'activités économiques en milieu rural qui font appel à beaucoup plus d'aide familiale. Parallèlement à cela, on constate une liaison négative entre le niveau d'instruction du chef de ménage (CM) et la taille du ménage. Une grande majorité des ménages de taille inférieure à 5 se trouve dans les deux quintiles des plus riches. Le groupe des ménages composés de 8 à 10 personnes est plus ou moins uniformément distribué entre les cinq quintiles. Une "famille nombreuse" sur trois se trouve dans le groupe de ménages les plus pauvres.

La migration au sens de l'EPM 2004 est le fait de vivre dans une autre district pour une période de six mois ou plus. 14,8% des individus de 6 ans et plus ont déjà migré. Plus le niveau d'instruction est élevé, plus la probabilité d'avoir migré est élevée, passant de 7,6% chez les "sans instruction" à 43,2% chez les individus de niveau d'instruction "supérieur". Un niveau de qualification élevé permet davantage d'opportunités d'emploi. Ainsi, les raisons liées à l'emploi: meilleure rémunération, recherche d'un premier emploi... constituent les motifs les plus évoqués de migration (plus de la moitié).

Les maisons "en dur", faites avec de la brique ou de la pierre, caractérisent le milieu urbain tandis qu'en milieu rural, des matériaux plus légers pour des constructions plus précaires sont plus courantes : écorce, terre battue, etc. Un ménage occupe en moyenne 28 mètres carrés pour son usage habitation. Un peu plus de 32% de la population ont accès à l'eau protégée, soit une hausse de 3 points par rapport à 2002. L'accès à l'électricité comme source d'éclairage ne concerne que 16% des ménages soit 14% de la population.

Au niveau national, l'incidence globale², toutes maladies confondues, est de 10,8%. Ceci constitue une amélioration de l'état de la santé par rapport à 2002. La province d'Antananarivo présente la proportion de malades la plus basse, à 8%, tandis qu'elle atteint près de 14% à Toliara. Dans l'ensemble, la fièvre, signe du paludisme, constitue la première maladie déclarée. Ensuite viennent les maladies diarrhéiques, pour 12% des cas et les infections respiratoires aiguës pour 8%. Parmi ceux qui ont déclaré être malade, 39% sont allés en consultation. Les motifs de non consultation sont diverses : non gravité de la maladie, problèmes financiers ou éloignement par rapport aux centres de santé.

Le taux de consultation prénatale pour les femmes enceintes âgées de 15 à 49 ans a connu une hausse entre 2001 et 2004, passant de 63% à 80%. Toutes les provinces ont connu cette augmentation. Notons tout de même que plus d'une femme sur cinq ne reçoivent pas ce service en milieu rural.

La proportion des individus de 6 ans et plus classés "sans instruction" a diminué entre 2002 et 2004, passant de 45,7% à 35,2%. Mais l'opposition persiste toujours entre le milieu urbain et le milieu rural. En effet, plus de 90% n'ont pas dépassé le niveau primaire en milieu

² L'incidence globale est la proportion d'individus ayant déclaré malades. Les deux dernières semaines précédant l'interview constituent la période de référence.

rural. Il n'existe pas de différenciation notable selon le genre. Cependant, les femmes comptent 4% de plus que les hommes dans la proportion des "non instruits".

Un individu est classé alphabète s'il sait lire, écrire et faire un petit calcul ou, s'il fréquente l'école actuellement et a atteint au moins la troisième année du primaire. Le taux d'alphabétisation des 15 ans et plus est de 59,2%, dont 78,0% en milieu urbain et 53,2% en milieu rural. En tête viennent les provinces d'Antananarivo, Antsiranana et enfin Toamasina. Le taux est de l'ordre de 63,0% pour les hommes et de 55,5% pour les femmes. Il varie en croissant de 41,5% pour les ménages du quintile des plus pauvres à 79,4% pour les ménages du quintile des plus riches. En effet, les non alphabétisés se rencontrent surtout chez les ménages agriculteurs : 54% des petits exploitants agricoles sont analphabètes, et 47% pour le groupe des grands exploitants agricoles. Le taux brut de scolarisation au niveau primaire s'est stabilisé autour de 122%, tandis que le taux net a enregistré un bond de plus de 13 points.

Entre 2002-2004 le taux d'activité, c'est-à-dire le rapport entre le nombre d'actifs et la population potentiellement active de 6 ans et plus, est de 66,7%. Il est légèrement supérieur pour les hommes. Le chômage concerne 2,7% de la population active. Il est maximum pour Antananarivo et atteint un taux de 5,9%. L'agriculture occupe plus de 80% de la population active occupée. Viennent ensuite le commerce, 4%, et l'administration publique à près de 3%.

Vu selon la catégorie socio-professionnelle (CSP), 33% des actifs travaillent comme indépendants (avec ou sans salariés) et près de 45% opèrent à titre d'aide familiale. Ainsi, si l'on considère le secteur institutionnel, près de 78% des actifs sont des indépendants, en grande partie dans le secteur informel. De son côté, le secteur privé formel contribue à près de 13% des emplois. Dans le milieu rural, 9 ménages sur 10 pratiquent l'agriculture contre 4 sur 10 en milieu urbain. Selon les provinces, le taux de pratique de l'agriculture de 62% à Antananarivo est le plus bas. Pour les autres provinces, ce taux dépasse 78%.

La superficie moyenne des parcelles agricoles est de 65,9 ares. Pour les ménages les plus pauvres, cette superficie atteint 72,6 ares. A partir du 2^{ème} quintile, cette superficie croît jusqu'à atteindre 87 ares pour les plus riches. L'aide familiale est la première source de main d'œuvre de l'agriculture malgache. 71% des parcelles en font appel. L'entraide vient en deuxième position avec un taux de 36%. Le taux d'utilisation des salariés est de 27% et 16% des parcelles ne sont exploitées que par une seule personne. L'agriculture malgache se caractérise par un très faible taux de mécanisation, de l'ordre de 2,3%. L'utilisation des zébus concerne 27,4% des parcelles et 70,8% n'ont utilisé que de la main d'œuvre.

En moyenne, le niveau de consommation totale par tête d'un individu a été évalué à 1 240 000 FMG en 2004. Les ménages d'Antananarivo urbain et d'Antsiranana urbain ont une consommation nettement plus élevée que celles des autres localités³. Le niveau des consommations des ménages urbains est 1,5 fois plus élevé que celui des ruraux.

L'alimentation représente 70% de la consommation totale des ménages. En principe, selon la loi d'Engel, la part des biens inférieurs (en l'occurrence la part de l'alimentation) dans la consommation des ménages décroît selon le niveau total de consommation. C'est ensuite que cette décroissance apparaisse jusqu'au décile des plus riches. L'explication que l'on peut avancer est que dans un contexte de pauvreté extrême, un surplus de revenu est tout d'abord consacré à l'amélioration en quantité (et dans une moindre mesure en qualité) de l'alimentation. C'est ainsi que la part de l'alimentation augmente jusqu'au groupe des ménages "moyens".

³ Rappelons que ces valeurs sont rendues comparables à l'aide de l'utilisation des deflateurs temporels et spatiaux

En ce qui concerne la distribution des masses de consommation selon les quintiles, les plus pauvres consomment 6,6% (respectivement 5,2%) de la masse de consommation alimentaire (respectivement consommation non alimentaires) contre respectivement 45,7% et 60,1% pour les plus riches.

En 2004, 72,1% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté qui est de 1 288 375 FMG. Cela représente une baisse de 8,6 points par rapport au taux de 2002 et une hausse de 2,5 points par rapport au taux de 2001. Selon les milieux, les ruraux ont enregistré une plus forte baisse de 9,1 points. Ainsi, l'incidence de la pauvreté en milieu rural retrouve pratiquement son niveau de 2001. De la même manière, l'intensité de la pauvreté⁴ dans toutes les provinces et les milieux ont baissé de 2002 à 2004. Il en est de même pour la variation de 2001 à 2004 de cet indicateur en milieu rural. Par contre, la pauvreté s'est intensifiée de 1,9 points en milieu urbain pendant la même période.

Le ratio de pauvreté est en liaison avec la taille du ménage. En effet, si ce taux est de moins de la moitié pour un "petit" ménage, il atteint les 90% en milieu rural dès que le ménage est composé de plus de sept individus. Ce dernier constat se précise avec la prise en compte des rapports de dépendance. Les groupes qui comportent plus d'individus d'âge potentiellement actif ont le moins de ratio de pauvreté. Selon le groupe socio économique, les groupes de ménages dirigés par les cadres, les ouvriers qualifiés, les personnes classées comme "rentiers" ont un ratio de pauvreté inférieur à la moitié. Par contre, les petits et moyens exploitants agricoles, les manœuvres et les pêcheurs ont plus de 3 individus sur 4 qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Le niveau d'instruction est un des déterminants de la pauvreté. Quel que soit le milieu de résidence, le groupe des mieux instruits a un ratio de pauvreté moindre. Si pour les ménages dirigés par les non instruits ce taux est de 83%, il n'est que de 27% chez ceux qui ont fréquenté l'enseignement supérieur. Néanmoins, le contrôle par le regroupement par niveau d'instruction n'enlève pas la disparité urbain-rural de l'ampleur de la pauvreté. A même niveau d'instruction la pauvreté rurale est toujours plus élevée que celle urbaine.

80% des ménages possèdent une maison (soit 83% de la population), dont 86% pour le milieu rural et 64% pour le milieu urbain (respectivement 88% et 64% en termes de population). La construction propre est le principal mode d'acquisition de maisons pour les ménages malgaches, puisque plus de 70% d'entre eux sont dans ce cas. Ceci explique le fait que le taux de possession augmente avec l'âge du chef de ménage. Ensuite, vient l'héritage pour 19%.

Un peu plus de huit ménages sur dix se sentent en difficulté dans leur vie quotidienne. Près de 53% des ménages déclarent vivre en difficulté, et 30% vivre avec attention. Moins de 1% se sentent à l'aise et 17% ont un niveau de vie moyenne. Plus un ménage vit loin des localités urbaines plus il se sent en difficulté. En ce qui concerne les perceptions de son niveau de vie relatif, un ménage sur dix se positionne dans la catégorie des ménages les plus pauvres de la société. Ensuite, deux ménages sur trois se considèrent parmi les pauvres. Ceux qui se placent dans les catégories moyennes et riches représentent 30% de l'ensemble des ménages.

L'étude de la situation financière des ménages est une approche plus ou moins objective de la pauvreté, puisqu'elle permet d'éliminer certains aspects étroitement liés à des préférences purement individuelles telles que les goûts, les habitudes alimentaires, les coutumes, etc. La seule préférence influant dans cette analyse est le niveau de la propension à épargner ou à

⁴ *L'intensité de la pauvreté est la moyenne des écarts entre les dépenses des gens pauvres avec le seuil de la pauvreté.*

consommer. Cinq possibilités de réponses ont été proposées aux responsables des ménages selon leur situation financière : à l'aise financièrement, faible capacité à épargner, revenus juste pour les dépenses, obliger à puiser sur l'épargne antérieure, obliger de s'endetter. Selon les résultats de l'enquête, 54% des ménages malgaches sont vulnérables en ce sens que leur situation financière était déficitaire en 2004. Ensuite 32% des ménages ont déclaré que leurs revenus correspondent juste à leurs dépenses. Un peu plus d'un ménage sur dix ont pu économiser une partie de leurs revenus. Les ménages ruraux sont plus en difficultés financières que les ménages urbains.

Les difficultés économiques de 2004 ont eu un impact sur les niveaux de bien être des ménages selon leurs propres opinions. 16% (respectivement 42%) des ménages ont vécu une forte dégradation (respectivement légère dégradation) de leur bien être. Un peu moins d'un tiers des ménages ont déclaré que leurs situations sont restées stables et 12% ont enregistré une amélioration. Cette tendance d'opinion se confirme lorsqu'on pose la question sur les évolutions des consommations alimentaires. Ce sont surtout les ménages urbains qui ont déclaré avoir accusé une légère baisse des consommations alimentaires. En milieu rural, un ménage sur cinq a constaté une forte dégradation de sa consommation alimentaire. Par contre, quel que soit le milieu de résidence, un ménage sur dix a pu améliorer sa consommation alimentaire entre 2003 et 2004.

Différents types de chocs peuvent survenir dans un ménage et avoir des impacts dans leur niveau de vie. Les plus vulnérables peuvent ainsi tomber en dessous du seuil de pauvreté. Les problèmes liés au climat (tels que les cyclones, inondations, etc.) d'une part, et les problèmes économiques tels que l'augmentation générale des prix constituent les principaux types de choc cités par les ménages. Les ménages ont survécu, ou atténué les impacts, surtout grâce à des stratégies individuelles pour affronter les chocs : travailler davantage ou réduction de la consommation alimentaire. Ainsi, les mécanismes d'entraide communautaire ou le capital social n'ont pas été utilisés, ce qui peut provoquer des situations d'exclusion.

Les transferts constituent un système de mécanisme amortisseur pour les ménages vulnérables. 34,3% des ménages ont émis des transferts. Cependant, cela ne concerne que les ménages les plus aisés. Les parents proches sont les principales destinations de ces transferts, ce qui explique l'importance des réseaux d'assistance familiaux. Formant une catégorie de ménages le plus souvent vulnérables, les ménages gérés par les femmes reçoivent, plus que les autres, des transferts.

Les montants reçus constituent des parts non négligeables dans les sources de revenu des ménages concernés. Plus précisément, les principales raisons de transfert sont : soutien à la famille, appui et dons.

I- DEMOGRAPHIE

I-1- Population

I-1-1. Age

La population malgache est jeune car 56,6% ont moins de 20 ans. Le milieu rural fournit la majorité de ces jeunes. Cette proportion de jeunes diminue au fur et à mesure que l'on s'approche du milieu urbain. Dans la Capitale, les moins de 20 ans ne représentent plus que 45,6% de la population.

Notons que le pourcentage des personnes âgées de plus de 65 ans dans la composition de la population n'est que de 2,7%. Cette faible représentation des personnes âgées n'est que le reflet d'une faible espérance de vie.

Le ratio de dépendance, c'est-à-dire le rapport des personnes d'âge inactif (individus de moins de 15 ans ou de 65 ans et plus) et des personnes d'âge actif (individus de 15 à 64 ans), est de 96,5. En d'autres termes, il y a 96 personnes inactives sur 100 personnes actives. Ce ratio est plus élevé en milieu rural. On y compte une personne inactive pour une personne active alors que dans la Capitale, trois personnes actives ont en charge de deux personnes inactives

Tableau 1: Répartition de la population selon les groupes d'âge, par milieu

	Unité: %				
	Capitale	AGCU	CUS	Rural	Total
0-4	12,2	13,9	16,5	18,2	17,5
5-9	12,3	11,4	15,7	16,3	15,8
10-14	12,0	12,3	13,3	13,2	13,1
15-19	9,1	12,4	10,1	10,1	10,2
20-24	8,2	10,6	7,6	7,5	7,7
25-29	8,8	7,7	7,7	6,6	6,9
30-34	7,8	6,7	6,4	5,8	6,0
35-39	6,4	5,8	5,4	5,2	5,3
40-44	6,0	4,9	4,7	4,6	4,7
45-49	4,5	4,6	3,5	3,8	3,8
50-54	3,5	3,9	3,2	3,2	3,2
55-59	2,8	2,4	1,4	1,5	1,6
60-64	3,6	1,5	1,5	1,4	1,5
65-69	1,3	1,0	1,2	1,0	1,0
70-74	1,1	0,4	1,0	0,8	0,9
75-79	0,2	0,2	0,4	0,4	0,4
80 et plus	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ratio de dépendance	64,9	65,3	94,0	101,2	96,5

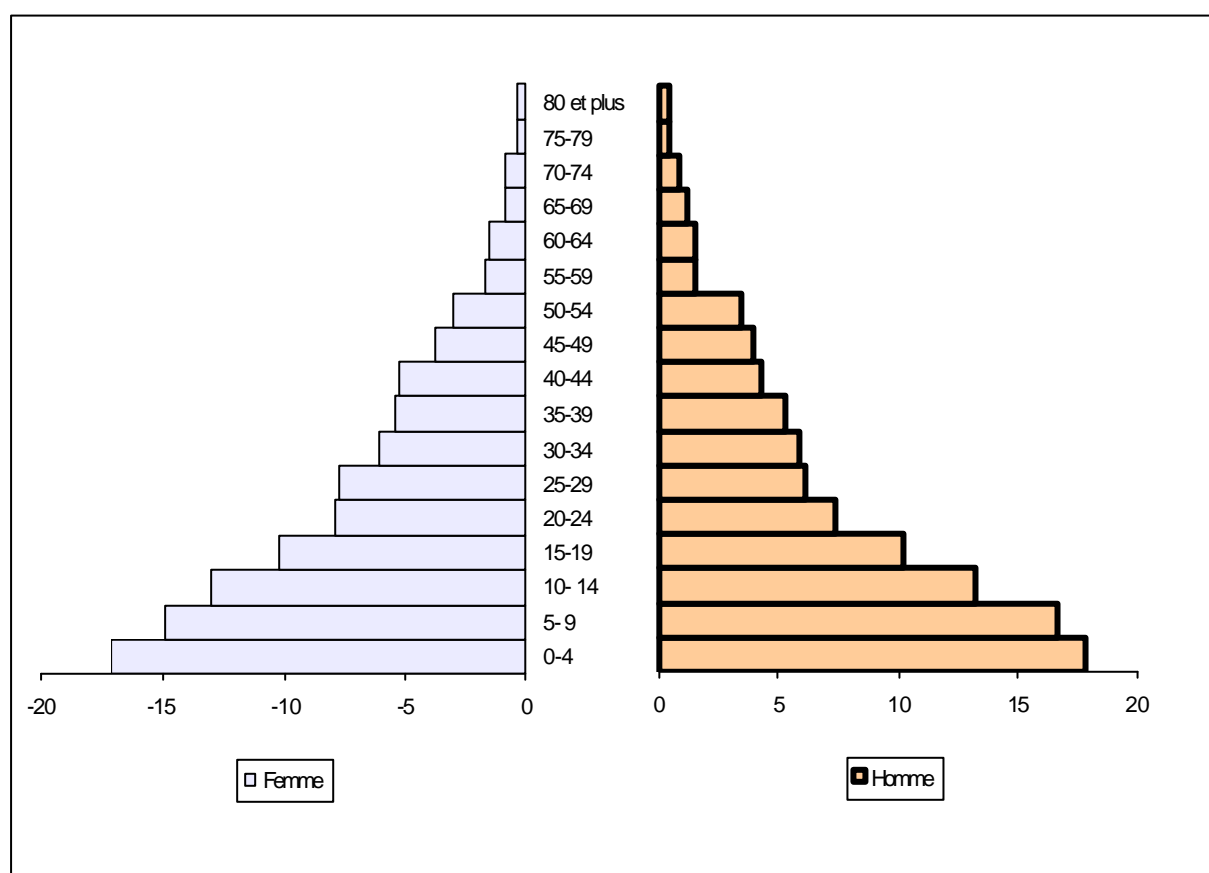
Source: INSTAT/DSM/EPM2004

I-1-2. Age selon le sexe

La pyramide des âges se présente comme la pyramide classique des pays en développement : une large base et un sommet aigu. Il faut remarquer aussi un creux pour les hommes entre les classes d'âge des 50 – 54 ans à la classe suivante. Ce creux ne s'observe pas chez les femmes.

En pourcentage, si les femmes sont minoritaires pour les moins de 20 ans, elles dépassent l'effectif des hommes pour toutes les tranches d'âge comprises entre 20 et 45 ans. On remarque aussi une nette parité entre hommes et femmes. En effet, on estime qu'il y a 99,8 hommes pour 100 femmes. Toutefois, il y a des provinces où les femmes sont majoritaires comme Fianarantsoa, Mahajanga et Antsiranana (avec respectivement 98,7 ; 96,7 et 97,8 hommes pour cent femmes). A Toliara, l'effectif des hommes dépasse largement celui de la femme avec un ratio de 103,9 hommes pour 100 femmes. Cette réalité peut être expliquée par l'effet migratoire dû aux exploitations minières dans le Sud.

Graphique 1 : Pyramide des âges en 2004

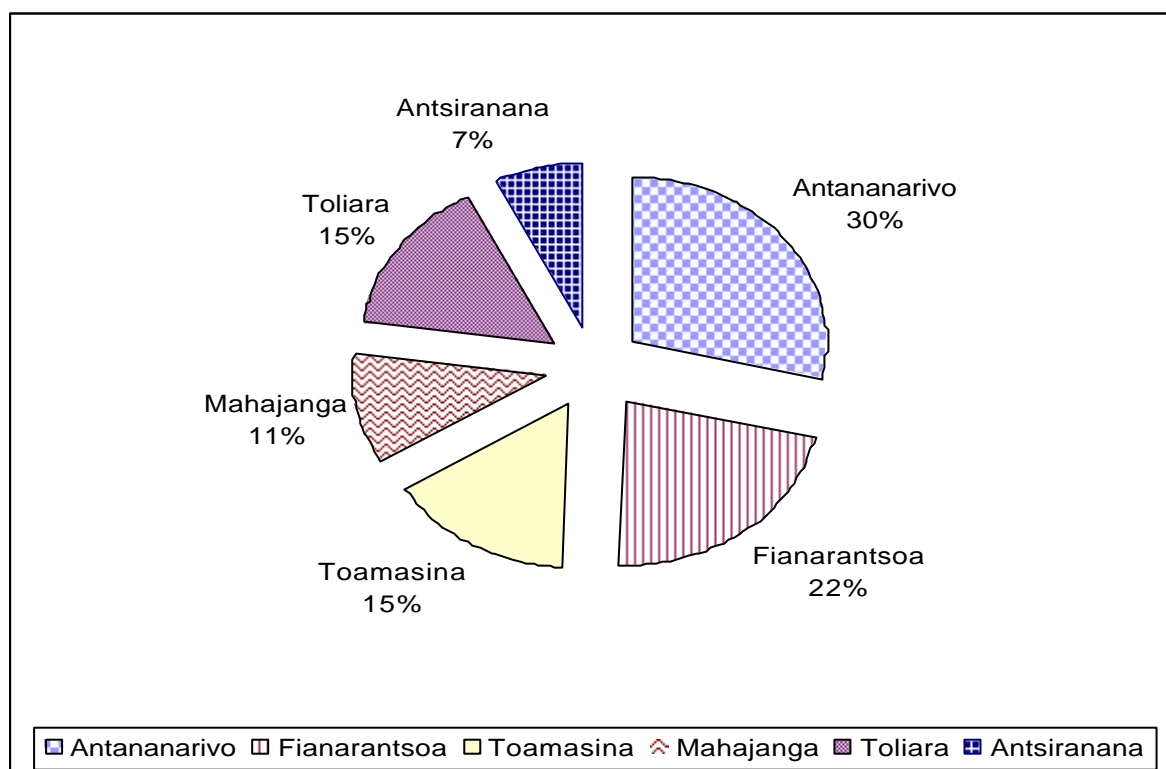


Source: INSTAT/DSM/EPM2004

I-1-3. Répartition de la population par province

Antananarivo fournit 30% de la population de Madagascar. A ce titre, la province demeure la zone ayant la densité démographique la plus élevée. C'est la province de Fianarantsoa qui offre le second réservoir de la population avec 22%. Toliara et Toamasina ont la même part de population avec 15%. Enfin, Mahajanga et Antsiranana sont les lieux d'habitation de 15% et de 7 % des malgaches.

Graphique 2: Répartition de la population par province



Source: INSTAT/DSM/EPM2004

I- 2 Ménage:

Le Ménage malgache est composé en moyenne de 4,9 personnes. Toliara et Fianarantsoa se distinguent par une taille assez élevée avec 5,3 personnes contrairement à Toamasina et Antsiranana avec 4,5 personnes.

Les ménages dirigés par les femmes sont de taille moins élevée que ceux dirigés par les hommes. 19,3% des ménages sont d'ailleurs dirigés par les femmes. C'est à Mahajanga que l'on rencontre un pourcentage le plus élevé de femmes chefs de ménage (22,2%) et à Antananarivo la proportion la moins élevée (16,2%).

Tableau 2: Taille moyenne des ménages par province, par sexe du chef et répartition des ménages selon le sexe du chef de ménage

Unité : %

	Taille moyenne			Pourcentage des ménages selon le sexe du Chef de Ménage		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Total
Antananarivo	5,0	3,6	4,8	83,9	16,2	100,0
Fianarantsoa	5,6	4,2	5,3	79,4	20,6	100,0
Toamasina	4,8	3,3	4,5	79,7	20,3	100,0
Mahajanga	5,4	3,5	5,0	77,8	22,2	100,0
Toliara	5,6	4,0	5,3	79,6	20,4	100,0
Antsiranana	4,7	3,6	4,5	79,9	20,1	100,0
Ensemble	5,2	3,7	4,9	80,7	19,3	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Dans toutes les provinces, la taille des ménages est en relation inverse avec le niveau de consommation par tête. Les ménages les plus pauvres ont une taille élevée avec 6,6 personnes alors que les ménages plus riches ne sont constitués que de 3,6 personnes. Dans la province de Fianarantsoa où le taux d'incidence de la pauvreté est le plus élevé, le nombre moyen de personnes par ménage atteint 6,9 personnes dans le quintile le plus pauvre.

Tableau 3: Taille moyenne des ménages, par quintile et province

Unité : %

	Les plus				Les plus	Ensemble
	pauvres	quintile_2	quintile_3	quintile_4	riches	
Antananarivo	6,6	6,1	5,6	4,8	3,7	4,8
Fianarantsoa	6,9	5,7	5,4	4,2	3,6	5,3
Toamasina	6,1	4,7	4,3	3,8	3,2	4,5
Mahajanga	6,9	6,3	5,0	4,7	3,2	5,0
Toliara	6,7	6,5	6,0	4,8	3,7	5,3
Antsiranana	6,4	5,1	4,5	4,4	3,6	4,5
Ensemble	6,6	5,7	5,3	4,5	3,6	4,9

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

28,7 % des chefs de ménages sont mariés légalement c'est-à-dire que l'union est enregistrée devant l'Etat Civil. Les mariages coutumiers monogames sont les plus fréquents avec 41,1% des cas. La polygamie est rare car elle ne concerne que 1,9% des ménages. Les ménages dont le chef n'est ni marié ni en union libre représentent 23,1% de l'ensemble.

On remarque que la proportion la plus élevée des ménages dont le chef est marié légalement se rencontre dans la classe les plus riches (avec 38,8%) tandis que la moins élevée (17,9%) est rencontrée dans la classe la plus pauvre. Cela traduirait la difficulté des ménages plus pauvres de trouver les moyens nécessaires pour officialiser leur union. La moitié des ménages les plus pauvres optent en effet pour les mariages coutumiers alors que cela ne concerne que 30,4% des ménages les plus riches.

Tableau 4 : Répartition des ménages selon la situation matrimoniale du chef, par quintile

Unité: %

	Les plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Les plus riches	Ensemble
Marié (e) légalement	17,9	22,3	25,4	30,9	38,8	28,7
Marié (e) coutumièrement monogame	49,3	48,4	45,2	39,6	30,4	41,1
Marié (e) coutumièrement polygame	2,2	1,9	2,3	2,0	1,4	1,9
Union libre monogame	11,0	6,9	4,7	4,0	2,1	5,2
Union libre polygame	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,1
Divorcé (e)	2,5	0,7	2,0	1,8	1,8	1,8
Séparé (e)	6,0	9,7	9,3	8,1	8,5	8,4
Veuf (ve)	7,7	7,9	8,8	10,1	8,2	8,6
Célibataire	3,2	2,1	2,2	3,3	8,3	4,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Comme on voit dans la section agriculture, les ménages agricoles constituent la majorité des ménages malgaches. Dans la classe des plus pauvres, ils sont largement majoritaires avec 81,2%. C'est dans la classe des plus riches que l'on rencontre les plus fortes proportions de ménages dont le chef exerce une activité indépendante ou est cadre supérieur, ou cadre moyen ou ouvrier.

Tableau 5 : Répartition des ménages selon groupe socio-économique du chef de ménage et quintile

Unité : %

	Les plus pauvres	Quintile_2	quintile_3	quintile_4	Les plus riches	Ensemble
Cadre supérieur	0,2	0,2	0,6	0,5	3,4	1,0
Cadre moyen ou agent de maîtrise	1,4	1,0	1,5	2,3	8,2	2,9
Ouvrier ou salarié qualifié	4,0	2,7	4,3	5,6	11,9	5,7
Ouvrier non qualifié	3,1	5,0	6,1	6,7	7,3	5,7
Manceuvre	4,2	4,8	2,7	4,5	2,9	3,8
Stagiaire rémunéré	0,0	0,0	0,3	0,1	0,3	0,1
Indépendant	3,8	10,7	8,9	12,2	18,1	10,8
Chômeur	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
Inactif	1,7	0,9	1,9	1,7	5,7	2,4
Petit exploitant agricole	56,6	50,5	40,0	32,4	19,1	39,7
Moyen exploitant agricole	19,7	19,4	24,4	25,1	13,3	20,4
Grand exploitant agricole	4,9	3,5	7,2	7,6	8,2	6,3
Pêcheur	0,0	0,3	0,9	0,3	0,3	0,4
Autre	0,5	0,7	1,0	1,0	1,2	0,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

II- MIGRATION

La migration se définit comme un changement de résidence de manière prolongée. Deux éléments entrent alors dans sa définition : un critère spatial et un critère temporel. Du côté du critère spatial, un ménage a effectué une migration s'il a changé de fivondronana de résidence. Pour être considéré comme une migration, ce déplacement ne doit pas être passager ou saisonnier et doit de ce fait être supérieur à six mois.

Le taux de migration des malgaches est de 14,8%. La proportion des individus vivant actuellement en milieu urbain ayant effectué une migration est supérieure à celle des ruraux (23,4% en milieu contre 12,2%). La province d'Antananarivo détient le maximum de taux de migration avec une moyenne de 19%.

Tableau 6 : Taux de migration par strate

Province	Unité : %		
	Urbain	Rural	Total
Antananarivo	25,2	16,3	19,0
Fianarantsoa	26,1	9,4	12,2
Toamasina	20,4	15,0	16,3
Mahajanga	21,2	8,5	11,1
Toliara	21,3	11,0	13,3
Antsiranana	22,5	8,9	11,5
Ensemble	23,4	12,2	14,8

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

Le taux de migration augmente avec le niveau d'instruction du chef de ménage. En effet, si 7,6% des individus membres des ménages des sans instruction ont effectué une migration, cette proportion est de 43,2% pour les individus dans les ménages des individus de niveau supérieur. De même, cette proportion augmente aussi selon les quintiles de consommation des ménages où les individus appartiennent.

Tableau 7: Taux de migration selon le niveau d'instruction des chefs de ménage

	Unité: %
Non instruit	7,6
Primaire	13,6
Secondaire	31,7
Supérieur	43,2
Ensemble	14,8

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

Ce sont les étudiants et les actifs occupés qui ont le plus effectué des mouvements migratoires. 31,4% des premiers ont effectué une migration contre 22,7% pour les derniers. La part des femmes au foyer ayant effectué une migration est aussi importante avec un taux de 14,6%. Cela s'explique surtout par les raisons de mariage.

Tableau 8: Répartition des migrants selon leur situation d'emploi avant la migration

	Unité: %
Occupé	31,4
Chômeur	8,1
En quête d'un premier emploi	3,7
Homme/Femme au foyer	14,6
Etudiant	22,7
Retraité	0,4
Incapable de travailler	10,9
Autres	8,2
Ensemble	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

La recherche de meilleures conditions de vie motive généralement les migrations. Ce constat est valable à Madagascar, car ceux qui ont effectué une migration pour rechercher un meilleur emploi représentent 19,2% de ceux qui ont migré, « pour gagner plus d'argent » 10,6%. Le mariage est évoqué par 14,7% des cas. L'affectation ou le changement de lieu de travail occupe aussi une part importante avec 14,8%. Ce sont les individus travaillant dans le secteur de l'administration qui sont en général touchés par cette raison. En effet, 15,3% des migrants travaillent dans le secteur de l'administration.

Tableau 9: Répartition des migrants selon la raison de migration

	Unité: %
Etude terminée	0,2
Continuation des études	1,3
Pris en charge par un parent	0,7
Travail saisonnier	1,2
Service militaire	1,0
Recherche de premier emploi	2,3
Perte d'emploi	2,6
Recherche d'un meilleur emploi	19,2
Entreprise de l'intéressé non rentable	1,2
Pour gagner plus d'argent	10,6
Mariage	14,7
Autres raisons familiales	17,9
Raison de santé	0,4
Ambiance d'insécurité	1,4
Retraite, retiré des affaires	4,0
Affectation, changement de lieu de travail	14,8
Appelé pour aider un membre du ménage	1,1
Pas d'infrastructure sociale et communication	0,9
Autres	4,7
Ensemble	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

III- EMPLOI

Les individus âgés de 6 ans à 65 ans ont fait l'objet de la section Emploi de sorte que le travail des enfants puisse être mieux appréhendé. L'approche est axée essentiellement sur l'activité elle-même, et non sur son statut vis-à-vis de la loi. Toutefois, les activités illicites comme le vol ou le trafic de drogue sont exclus de la notion d'activité. Toute l'analyse a été basée sur la situation vis à vis de l'emploi de cette population de référence pendant les douze derniers mois, leurs conditions dans l'emploi, ainsi que les perspectives.

III-1 L'activité

III-1-1. La population active

La population active se définit comme la population en âge de travailler qui sont ou qui veulent s'insérer sur le marché du travail. Cette notion englobe ainsi aussi bien la part de population qui travaille déjà que celle qui en cherche encore. Les étudiants, les personnes incapables de travailler où qui ne veulent pas travailler, les retraités qui n'exercent plus d'activité sont exclue de fait de la population active. Le taux d'activité dans l'ensemble de Madagascar est de 66,7%. Les taux d'activité sont les plus élevés à Antsiranana et Fianarantsoa avec respectivement 71,4% et 71,7%.. Relativement à l'année 2001, ce taux d'activité n'a pas beaucoup évolué. A Fianarantsoa, toutefois, le taux d'activité a connu une hausse sensible passant de 65,7% en 2001 à 71,7% en 2004. Cela peut s'expliquer par le fait d'introduire des inactifs (enfants ou autres) dans le marché de travail afin de récolter plus de revenu pour faire face à la crise.

Tableau 10: Taux d'activité par province

	Unité : %
Antananarivo	62,5
Fianarantsoa	71,7
Toamasina	68,5
Mahajanga	67,7
Toliara	63,2
Antsiranana	71,4
Ensemble	66,7

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

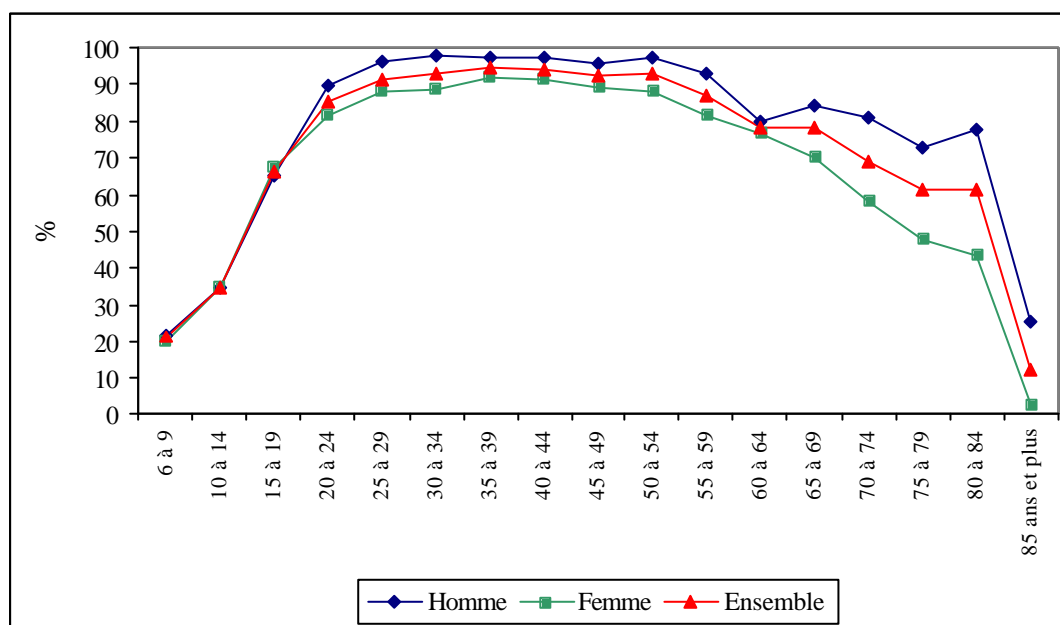
La parité homme femme dans la population active est plus ou moins respectée. En effet, 50,5% de cette population active est de sexe masculin. En général, la proportion de femmes dans la population active est généralement supérieure à celle des hommes. Mais cela doit être analysé en tenant compte de la répartition homme de la population elle-même au sein de chaque strate.

Tableau 11: Répartition de la population active par sexe, selon les provinces

	Unité : %		
	Homme	Femme	Total
Antananarivo	51,8	48,2	100
Fianarantsoa	48,3	51,7	100
Toamasina	51,7	48,3	100
Mahajanga	48,5	51,5	100
Toliara	51,7	48,3	100
Antsiranana	50,8	49,2	100
Ensemble	50,5	49,5	100

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

L'insertion sur le marché du travail se fait progressivement avec les tranches d'âge. Elle avoisine déjà les 100% à partir de la tranche d'âge 30 à 34 ans. Vers l'approche de l'âge de retraite (60 à 64 ans), le taux d'activité commence à diminuer. Le taux d'activité des hommes reste toujours supérieur à celui des femmes, toutes activités confondues dans la mesure où les femmes sont généralement assignées aux travaux domestiques.

Graphique 3 : Taux d'activité par âge

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

III-1-2. Motifs de non recherche d'emploi

Parmi les potentiellement actifs, le fait d'être étudiant ou d'être trop âgé sont les raisons généralement évoquées pour ne pas s'insérer dans le marché de travail. Ce phénomène est normal dans les pays comme Madagascar où les individus sont obligés de travailler pour pouvoir subsister. Aussi, c'est seulement pendant leur période d'études ou de retraite qu'ils ne sont pas dans le marché du travail. Le fait d'être trop âgé comme facteur d'inactivité est valable seulement dans les grands centres urbains.

Tableau 12: Répartition des individus selon les motifs de non recherche d'emploi

	Unité : %			
	GCU	CUS	RURAL	Ensemble
Etudiant	65,1	70,6	72,9	71,2
Période sabbatique	0,0	0,2	0,1	0,1
Trop âgé ou retirées des affaires	10,6	5,2	3,9	5,2
Handicapé ou incapable de travailler	1,2	2,1	3,0	2,6
Niveau de vie actuel satisfaisant	0,6	0,3	0,1	0,2
En attente d'une période de forte activité	1,7	1,9	1,0	1,3
Niveau de qualification insuffisante	4,3	4,3	2,5	3,1
Emploi précédent non satisfaisant	0,2	0,1	0,0	0,1
Démarches antérieures infructueuses	0,3	0,1	0,0	0,1
En attente d'une réponse à une demande d'emploi	0,9	0,3	0,0	0,2
Ne sait pas où s'adresser	2,8	1,7	2,1	2,1
Objection d'un membre de la famille	4,4	4,2	3,5	3,7
Autres	8,0	9,0	11,0	10,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

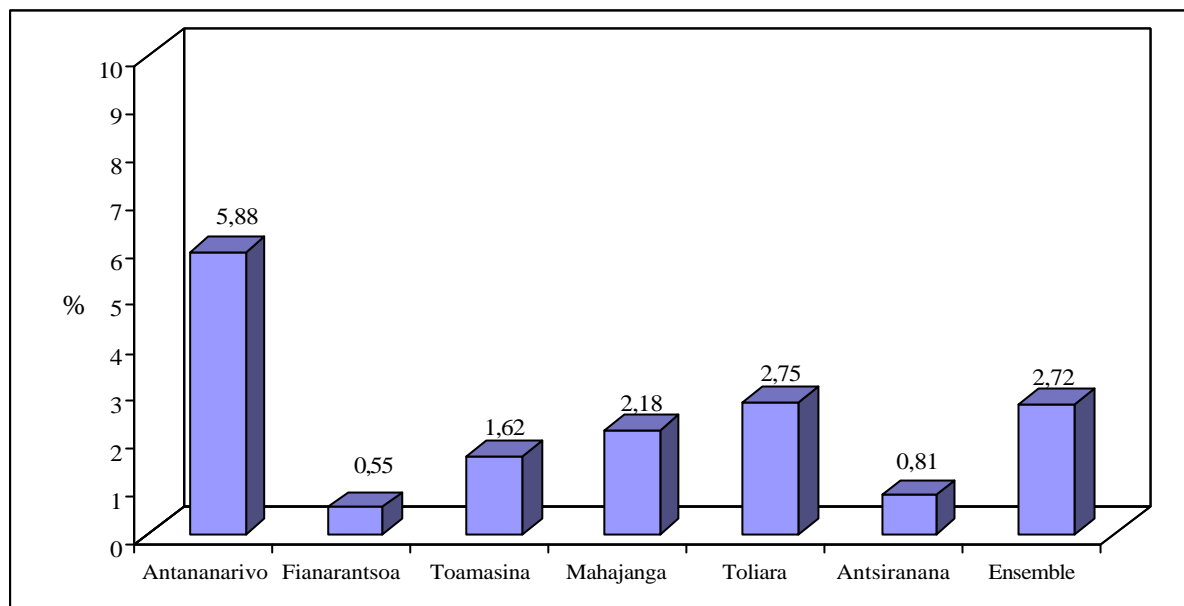
Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

III-2 Le chômage

La notion de chômage est définie au sens du Bureau International du Travail : un chômeur est un actif dépourvu d'emploi au cours d'une période de référence relativement courte, entreprenant une recherche active de travail et disponible d'exercer un emploi dans un délai relativement court. Par souci de comparabilité dynamique, la période de référence considérée lors de l'EPM2004 est les sept derniers jours. Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeur et l'effectif de la population active. Ce taux doit être considéré avec prudence dans la mesure où il est toujours faible dans les pays en voie de développement.

En 2004, le taux de chômage à Madagascar est de 2,7%. Il est particulièrement élevé à Antananarivo avec 5,6%, contre 0,6% à Fianarantsoa et 0,8% à Antsiranana. Ce phénomène se justifie par le fait que le chômage est un phénomène essentiellement urbain et se rencontre surtout dans la Capitale.

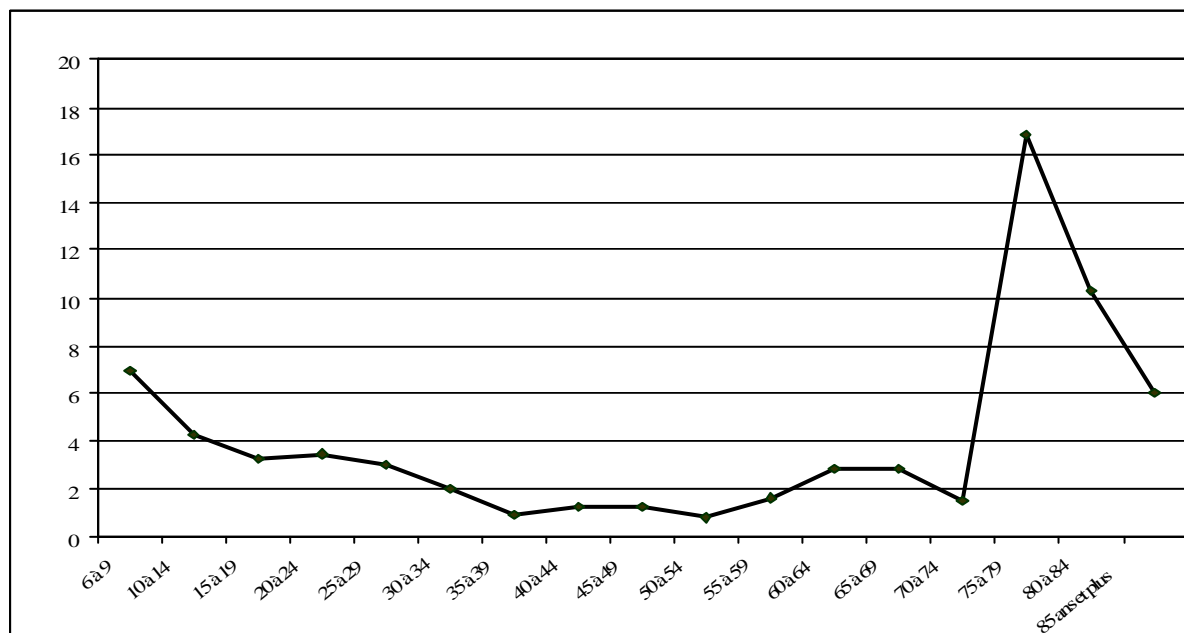
Graphique 4 : Taux de chômage par province



Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

Les femmes sont, en général, plus touchées par le phénomène du chômage. En effet, le taux de chômage chez les femmes est de 3,0% contre 2,4% chez les hommes. Les jeunes sont les plus touchés par ce chômage. Cela se justifie en grande partie par leur manque d'expérience d'une part et le problème du travail des enfants d'autre part.

Graphique 5 : Taux de chômage par tranche d'âges



Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

III -3 Structure de l'emploi à Madagascar

A Madagascar, 82% des actifs occupés exercent principalement dans le secteur primaire. Cette forte proportion est valable dans toutes les provinces sauf à Antananarivo où elle est relativement faible avec 67% des occupés. A part ce secteur, celui du commerce occupe aussi une place importante avec 4,0% des actifs dans l'ensemble. Par rapport à la situation en 2001, les emplois dans le secteur primaire ont augmenté en proportion. Cela résulte en partie d'une réaffectation de la main d'œuvre dans ce secteur suite à la forte augmentation des prix des produits agricoles et la baisse de la part de l'industrie textile après le démantèlement des Accords Multifibres entraînant la fermeture de grand nombre d'entreprises franches. En effet, si l'industrie textile occupait 2,4% des emplois totaux en 2001, elle n'occupe plus que 0,8% en 2004.

Selon le milieu de résidence, la prépondérance du commerce est très marquée avec 21,2% des emplois. Cette proportion a augmenté par rapport à l'année 2001 pendant laquelle elle était à 18,8%. La part de l'industrie textile a aussi diminué entre les deux années dans les GCU, passant de 15% dans la Capitale et 5,3% dans les autres GCU à seulement 6% dans l'ensemble des grands centres urbains.

Tableau 13: Répartition des emplois pour le secteur d'activité selon le milieu de résidence

	Unité : %			
	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Agriculture/primaire	11,7	71,8	90,1	82,4
Industrie alimentaire	1,6	0,4	0,2	0,3
Textile	6,0	0,3	0,4	0,8
BTP/HIMO	4,6	1,4	1,3	1,5
Autres industries	7,4	2,1	1,0	1,6
Commerce	21,2	9,6	1,7	4,0
Transport	5,9	1,5	0,6	1,1
Santé privée	0,6	0,2	0,1	0,1
Enseignement privé	2,1	0,8	0,2	0,4
Administrations publiques	10,6	4,0	2,0	2,9
Autre services privés	28,3	8,0	2,5	4,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

L'analyse de la structure des emplois selon les catégories socio professionnelles montre une prépondérance des aides familiales avec 44,9% et des indépendants avec 33,0%. Cela montre d'une certaine manière l'importance du secteur informel et de l'agriculture à Madagascar où l'on travaille généralement en famille. Les cadres représentent seulement 2,8%, les ouvriers qualifiés ou non, représentent 17,1% des emplois dans l'ensemble. Par rapport à 2001, la proportion de ces ouvriers (passant de 10,6% à 13,5%) ont augmenté au détriment des indépendants et patrons (baissant de 40,8% à 33%).

Tableau 14: Répartition des emplois selon le CSP

	Unité: %			
	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Cadre supérieur ou moyen	12,9	3,4	1,2	2,3
Ouvrier ou salarié qualifié	15,9	4,9	2,4	3,6
Ouvrier non qualifié	24,3	14,6	12,4	13,5
Indépendant ou patron	30,0	36,3	32,8	33,0
Stagiaire rémunéré	0,3	0,1	0,1	0,2
Aide familiale	3,2	35,8	49,9	44,9
Autre	13,3	5,0	1,3	2,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

Les emplois à Madagascar sont concentrés essentiellement dans les activités indépendantes et les petites entreprises individuelles non agricoles qui représentent 77,9% de l'emploi total. Les entreprises privées et les zones franches emploient près de 12,7% de la main d'oeuvre. Le secteur public et parapublic occupe, quant à lui, 3,2% des emplois à Madagascar.

Tableau 15: Répartition des emplois par secteur institutionnel

	Unité: %			
	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Publique	12,7	4,6	2,2	3,2
Entreprise privée / Zone franche	40,3	13,5	10,2	12,7
ONG	0,9	0,8	0,3	0,4
Indépendant / ENA	33,2	72,0	82,6	77,9
Autre	12,9	9,1	4,7	5,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

III -4 Les revenus salariaux

Les revenus salariaux augmentent significativement selon la catégorie socio-professionnelle. En effet, si les ouvriers gagnent annuellement en moyenne 3,460 millions, les cadres gagnent quant à eux 16,234 millions de Fmg. Les salaires moyens des ouvriers ne représentent que 21% de ce que gagnent les cadres. Pour faire l'analyse de l'évolution dynamique des salaires, les salaires en 2004 ont été ramenés au prix de 2001. En comparaison avec la situation en 2001, les cadres ont en moyenne gardé leur pouvoir d'achat car leur salaire moyen était de 7,163 millions par an en 2001 contre 7,132 millions en 2004.

Tableau 16: Revenus salariaux moyens nominaux par catégorie socioprofessionnelle

Unité: millier FMG

	Cadre supérieur ou moyen	Ouvrier ou salarié qualifié	Ouvrier non qualifié ou manœuvre
Antananarivo	20 038	8 042	3 170
Fianarantsoa	9 219	5 651	4 241
Toamasina	13 041	5 924	2 398
Mahajanga	7 512	5 122	3 090
Toliara	20 025	8 558	3 920
Antsiranana	10 816	5 428	5 330
Ensemble	16 234	7 272	3 460

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

Tableau 17: Evolution des revenus salariaux moyens par catégorie socioprofessionnelle 2001-2004

Unité: millier FMG au prix de 2001

	Cadre supérieur ou moyen		Ouvrier ou salarié qualifié		Ouvrier non qualifié ou manoeuvre	
	2001	2004	2001	2004	2001	2004
Antananarivo	8 489	8 015	8 489	3 772	1 918	1 859
Fianarantsoa	5 440	5 176	2 626	3 620	742	1 297
Toamasina	5 188	9 871	3 034	4 524	1 779	1 678
Mahajanga	6 577	5 593	3 564	3 926	1 747	2 254
Toliara	5 100	6 835	3 485	5 193	1 670	2 312
Antsiranana	4 646	5 329	4 162	4 031	3 244	2 960
Ensemble	7 163	7 132	3 284	3 995	1 540	1 746

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

IV- AGRICULTURE

La majorité des Malgaches dépendent encore de l'agriculture. Trois ménages sur quatre pratiquent au moins une activité agricole. Pour les ménages qui en font une activité principale, environ deux chefs de ménage sur trois font vivre leur famille des activités liées à l'agriculture. En milieu rural, la proportion atteint trois chefs de ménages sur quatre. Les taux les moins élevés se rencontrent en milieu urbain dans les provinces d'Antananarivo et d'Antsiranana. Ces zones sont d'ailleurs vues comme celles où le taux d'incidence de la pauvreté est le moins élevé. A l'inverse, les régions rurales des cinq provinces à l'exception d'Antananarivo sont encore fortement agricoles avec un taux supérieur à 75%.

Tableau 18: Proportion de ménages agricoles par milieu et par province

Province	Unité: %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	15,8	60,8	46,7
Fianarantsoa	36,8	77,0	70,0
Toamasina	46,4	76,6	69,8
Mahajanga	40,8	85,7	75,6
Toliara	36,1	76,2	67,1
Antsiranana	6,7	89,2	73,6
Madagascar	29,0	74,5	63,6

Source: INSTAT/DSM EPM 2004

D'autres ménages cultivent mais sans en prendre compte comme une activité principale mais pour amortir les chocs économiques extérieur ou intérieur. Il peut s'agir par exemple de petites activités agricoles qui occupent un ou plusieurs membres du ménage en dehors des activités principales du chef de ménage et de son (a) conjoint(e). En 2004, 14,1% des ménages ont cultivé différents types de culture sans que cela constitue le principal pourvoyeur de revenu du ménage. Pour le cas de Fianarantsoa où le taux de pauvreté est élevé, 18,5% des ménages ont procédé ainsi pour faire face aux chocs et en particulier à la crise du riz.

Mais l'agriculture dont dépendent la majorité des malgaches reste rudimentaire. La superficie économique (c'est-à-dire que la même parcelle est comptée autant de fois qu'on y a cultivé pendant une année) est de 65,9 ares. Même la superficie moyenne des terrains cultivés ne dépasse pas 1 hectare pour les plus riches. C'est pour cela d'ailleurs que la population dont le chef de ménage est un petit exploitant agricole (exploitant moins de 1,5 Ha) constitue la majorité des malgaches (39,7% de toute la population et 59,7% de la population agricole). Les membres des ménages des grands exploitants agricoles (exploitant plus de 4 Ha) ne constituent que 6,3 % des malgaches et 9,5% de toute la population agricole.

Tableau 19: Superficie moyenne des terres cultivées selon le quintile et par milieu

Milieu	Unité : are					
	Les plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Les plus riches	Ensemble
GCU	5,3	6,1	7,9	27,7	22,0	18,2
CUS	68,5	57,3	61,4	80,1	135,7	85,4
RURAL	73,3	45,0	64,2	60,4	81,8	64,4
Ensemble	72,6	45,6	63,4	61,8	87,3	65,9

Source: INSTAT/DSM EPM 2004

Peu d'agriculteurs se contentent d'un seul type de culture. Dans les provinces de Fianarantsoa et d'Antananarivo, 4,5% et 7,5% seulement des ménages pratiquent la monoculture. C'est dans les zones appropriées pour les cultures d'exportation que la proportion est plus élevée (33% à Mahajanga et 23,8% à Antsiranana). Cette diversification de la culture permet de faire face aux périodes de soudure et de répartir les risques liés à la baisse des prix des cultures pérennes.

Mais cette diversification des cultures ne signifie pas que les agriculteurs alternent différentes cultures sur une parcelle. En effet, peu de gens cultivent des cultures différentes sur une même parcelle. Par exemple, 78% des parcelles (en nombre mais non pas en superficie) sont destinées pour un seul type de culture. En général, la proportion des parcelles vouées à la monoculture s'accroît dans les zones des cultures d'exportation (86% à Antsiranana, 81% à Toamasina et 87% pour Mahajanga).

Tableau 20: Proportion des parcelles avec monoculture, par province

	Unité : %
Antananarivo	75,6
Fianarantsoa	75,4
Toamasina	81,0
Mahajanga	87,1
Toliara	76,7
Antsiranana	86,1
Ensemble	77,9

Source: INSTAT/DSM EPM 2004

Les agriculteurs optent plutôt pour l'aide familiale pour les travaux des champs. Seuls 17% des parcelles ont nécessité une main d'œuvre salariée. Ce recours à la main d'œuvre salarié est plus courant dans la province d'Antananarivo avec (39,8% des parcelles) sans que cela ne réduise le recours à l'aide familiale qui reste élevé. Notons que 15,9% des parcelles n'ont nécessité aucune main d'œuvre.

La valeur traditionnelle malgache matérialisée par l'entraide communautaire est encore fortement ancrée notamment dans la province d'Antananarivo. Plus de 53% des parcelles cultivées l'ont été grâce à l'entraide communautaire.

Tableau 21: Proportion de parcelles ayant nécessité différents types de main d'œuvre, par province

	Unité : %			
	Aide familiale	Salarié	Entraide	Aucune main d'œuvre
Antananarivo	74,7	39,8	53,4	6,2
Fianarantsoa	76,0	24,6	27,4	15,7
Toamasina	54,2	21,4	24,2	31,6
Mahajanga	66,9	13,2	29,2	22,9
Toliara	63,8	18,8	36,6	19,4
Antsiranana	77,9	17,0	24,9	15,9
Ensemble	70,9	27,0	35,7	15,9

Source: INSTAT/DSM EPM 2004

C'est la culture du riz qui mobilise le plus de main d'œuvre de tout type (entraïdes familiales, salarié et communautaire). Cela met en exergue l'importance stratégique de ce produit dans la vie des agriculteurs. A l'opposé, les cultures de vanille, de café et de girofle nécessitent peu de main d'œuvre salariée. Ceci contribue à la non professionnalisation de la culture de ces produits pérennes et au vieillissement des plantations.

L'agriculture malgache est aussi très peu mécanisée. Seules les cultures faites sur 2,2 % des parcelles ont nécessité des tractions mécaniques. La majorité ne nécessite aucune traction animale ou mécanique. Les agriculteurs de Fianarantsoa, de Toamasina et d'Antsiranana ont le moins d'accès à ces machines agricoles. Mahajanga, Antananarivo et Toliara sont par contre les provinces où les paysans y ont le plus souvent recours avec un taux d'emploi estimé respectivement à 57%, 32,4% et 35,7%. Ces provinces sont d'ailleurs réputées comme détenant le plus de réserves de zébus.

Tableau 22: Proportion de parcelles ayant utilisé différents types de traction, par province

	Unité : %		
	Animale	Mécanique	Aucune
Antananarivo	32,4	2,1	66,1
Fianarantsoa	14,6	2,6	82,9
Toamasina	9,9	2,5	88,4
Mahajanga	57,0	1,7	41,9
Toliara	35,7	1,5	62,9
Antsiranana	13,5	1,2	85,4
Ensemble	24,2	2,2	74,0

Source: INSTAT/DSM EPM 2004

Comme précédemment, c'est la culture du riz qui nécessite le plus d'outils à tractions animales. En effet, 43,6% des parcelles de culture de paddy en ont fait appel contre 15,1% pour la pomme de terre et 18,8% pour les haricots.

Tableau 23: Utilisation des moyens de production par type de culture

Source	Unité : %		
	Animale	Mécanique	Aucune
Paddy	43,6	2,2	54,9
Maïs	24,0	3,0	73,5
Manioc	16,4	2,1	81,9
Pomme de terre	15,1	1,3	83,8
Patate douce	11,9	2,1	86,2
Arachides	29,6	2,8	67,6
Haricots	18,8	4,0	77,9
Voanjobory	23,2	5,0	71,8
Voanemba	16,6	1,0	82,5
Canne à sucre	4,0	0,1	95,9
Coton	68,0	0,0	32,0
Café	0,6	1,3	98,1
Girofle	0,0	4,1	95,9
Vanille	0,3	0,0	99,7
Ensemble	27,4	2,3	70,8

Source: INSTAT/DSM EPM 2004

IV-1- Problèmes inhérents à l'agriculture

Les exploitants agricoles rencontrent des problèmes de différentes natures. Ces problèmes diffèrent d'une province à l'autre. Les problèmes évoqués sont liés à chaque culture de chaque parcelle c'est-à-dire que les problèmes sont spécifiques à la culture et peuvent être différents sur une même parcelle.

Les cyclones et inondations sont les problèmes les plus évoqués par les agriculteurs à l'exception de Fianarantsoa et de Toliara où on rencontre plutôt l'insuffisance des pluies ou leur arrivée tardive. A Antananarivo et à Antsiranana, 37,9% et 41,2% des parcelles ont connu des problèmes d'inondation. Le second problème diffère beaucoup d'une province à l'autre. A Mahajanga, 13,8% des parcelles rencontrent des maladies phytosanitaires des plantes ; à Toamasina, on déplore plutôt la destruction des plantes par les rats (20% des parcelles)

La non-maîtrise de l'eau est la principale source de problèmes pour les produits vivriers tels le paddy, le maïs, la pomme de terre, les haricots. Ils souffrent tantôt d'une eau trop abondante tantôt d'une insuffisance selon les provinces décrites auparavant. Pour les trois principaux produits d'exportation à savoir le café, le girofle et la vanille, le problème se concentre plutôt sur une eau trop abondante due aux intempéries. Pour le cas particulier de la vanille, le cas des exploitants qui déplorent en outre les vols sur pieds et qui concernent 21,7% des plantations n'est pas négligeable.

Signalons que la culture du voanemba et du Coton ont été les plus risqués pour l'année 2004 car plus de 67% des plantations du premier ont dû faire face au manque d'eau tandis que la moitié des parcelles de la culture du coton ont été secoués par l'invasion des insectes ou acridienne et 18% par les mauvaises herbes. De l'autre côté, la culture de la canne à sucre était la plus sûre car environ la moitié des plantations n'ont connu aucun problème.

IV-2 Utilisation des récoltes.

Les politiques de désenclavement initiées par le gouvernement devraient permettre aux paysans d'écouler davantage leurs produits sur le marché. Cette vente améliorera les revenus des ruraux et contribuera à la réduction de la pauvreté. En 2004, 15,2% de la quantité des récoltes non transformées produites sont destinés à la consommation propre ou autoconsommation et environ le quart est destiné à la vente. Toutefois, ce constat d'ensemble cache une disparité entre les différentes cultures.

Il existe deux catégories de produits selon l'utilisation des récoltes : ceux destinés en grande quantité à la vente et ceux plutôt réservés à l'autoconsommation. Le riz, le maïs, le manioc, le saonjo sont classés dans la deuxième catégorie. Le soja, le voanemba, les légumes telles la tomate ou les brèdes, la vanille, le café, la canne à sucre sont plutôt destinés à la vente sous forme transformée ou non.

Pour la récolte de paddy, 27,2% sont destinées à la vente dont 19,6% sous forme de paddy et 7,6% sous forme de riz blanc. 45,4% sont encore destinés à l'autoconsommation et 18% sont encore retenues en stock pour faire face à toute éventualité. Une infime partie des récoltes sont allouées au métayage, au salaire ou à d'autres fins. Notons que 58% des récoltes en paddy sont transformés en riz par les exploitants.

Les patates douces, haricot et manioc sont partagées presque à moitié à la consommation propre et l'autre moitié à la vente. Ces produits constituent de véritables amortisseurs pour les agriculteurs pendant la période de soudure.

Tableau 24: Taux d'utilisation de la production

Unité : %

	Vente		Métayage au propriétaire		Salaires		Remboursement crédit		Cadeau		Nourriture bétail		Pertes/vols		Réserve de semences		Stock		Autoconsommation		Total
	NT*	T*	NT	T	NT	T	NT	T	NT	T	NT	T	NT	T	NT	T	NT	T	NT	T	
Paddy première saison	19,6	7,6	2,9	0,1	1,0	0,3	0,2	0,1	0,8	0,4	0,1	0,1	0,3	0,1	3,6	13,4	4,6	0,0	45,4	100	
Mais grain sec	38,2	8,8	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,3	0,2	1,3	0,0	0,2	0,0	3,7	10,2	4,5	10,1	22,0	100	
Mais épi secs	10,6	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,3	0,0	0,9	5,7	2,0	67,5	11,4	100	
Mais épi frais	31,4	2,7	0,3	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,5	0,0	0,9	0,0	2,7	3,5	0,6	52,8	3,1	100	
Manioc frais	21,2	13,4	0,3	0,1	1,7	0,1	0,2	0,0	0,6	0,2	2,5	0,2	1,3	0,0	0,2	1,8	5,3	37,3	13,5	100	
Pomme de terre	42,2	0,0	0,1	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	2,7	0,0	0,6	0,0	10,8	5,0	0,0	37,4	0,1	100	
Patate douce	38,4	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	5,3	0,0	0,2	0,0	0,1	10,5	0,0	44,2	0,1	100	
Saonjo/Taro	23,0	0,0	0,7	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	3,8	0,0	0,3	0,0	2,3	5,7	0,0	62,9	0,0	100	
Arachide en coque	38,1	20,8	1,2	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,2	0,0	4,8	5,5	2,5	16,6	9,2	100	
Haricot blanc frais	40,1	0,0	0,7	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	2,2	4,7	0,0	49,8	0,0	100	
Haricot non blanc frais	45,1	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	3,0	0,0	1,2	0,7	0,0	46,3	0,0	100	
Haricot blanc sec	38,7	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,7	0,0	0,5	0,0	0,2	0,0	6,6	17,3	0,0	35,4	0,4	100	
Haricot non blanc sec	38,6	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	7,7	10,8	0,0	41,1	0,0	100	
Soja	50,1	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,8	0,0	0,0	0,0	3,9	6,1	0,3	36,1	1,3	100	
Voanjobory	35,7	6,4	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,3	6,6	3,4	31,0	12,3	100	
Voanemba	70,7	2,1	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,9	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	3,0	1,3	0,6	18,5	1,6	100	
Tomate	83,2	0,1	3,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1	12,2	0,2	100	
Brède	59,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	40,0	0,0	100	
Banane	46,5	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,1	0,0	0,6	0,0	0,4	0,0	1,4	0,0	0,0	4,2	0,0	46,5	0,0	100	
Litchis	73,3	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	2,2	0,0	0,0	0,0	6,3	0,0	0,0	0,0	0,0	17,8	0,0	100	
Canne à sucre	32,3	21,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	2,6	0,2	32,4	10,0	100	
Café vert	7,8	62,1	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,6	2,3	1,7	24,9	100	
Vanille verte	53,2	32,9	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,9	5,6	0,0	6,5	100	
Ensemble	25,1	7,9	1,8	0,0	0,9	0,2	0,2	0,0	0,7	0,3	0,9	0,0	0,5	0,0	2,8	9,6	3,8	15,2	30,1	100	

Source: INSTAT/DSM EPM 2004

*NT=Non Transformé

**T=Transformé

Tableau 25: Revenu moyen généré par l'agriculture par province et par quintile de consommation

	Unité millions de FMG						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Plus pauvre	318	209	281	675	530	3,966	447
Quintile2	414	326	333	760	605	1,741	504
Quintile3	527	387	599	936	1,134	2,361	717
Quintile4	683	345	770	1,107	1,420	2,430	881
Plus Riche	1,250	504	4,486	2,111	2,288	2,789	2,003
Total	708	333	1,204	1,261	1,303	2,539	925

Source: INSTAT/DSM EPM 2004

Le revenu moyen annuel généré par la vente des produits agricoles est estimé à 925 000 FMG, tel. On note une très forte disparité entre les provinces: le revenu moyen à Fianarantsoa représente le huitième de celui d'Antsiranana. Mahajanga, Toamasina et Toliara

présentent un peu le même profil avec un revenu moyen estimé aux environs de 1 200 000 FMG. A Toamasina, l'écart entre les revenus entre le quintile le plus riche et le moins riche est très élevé. Ceci a contribué sans doute à la forte inégalité dans cette province.

IV-3 Les cultures qui rapportent le plus de revenus

En ne considérant que l'ensemble des ventes des produits agricoles, le riz tient un rôle privilégié comme première source de revenu des exploitants agricoles. En effet, il assure 48,2% des revenus agricoles des paysans dont 34,9% venant du riz première saison. Dans les provinces de Toamasina et de Mahajanga, le riz procure respectivement 72,3% et 70,8% des revenus agricoles. Ceci confirme le caractère de greniers à riz de ces provinces et qui renferment des zones très productrices telles l'Alaotra ou Marovoay ou Bealanana. Après le riz viennent la vanille, le manioc, le maïs et la patate douce. Antsiranana est d'ailleurs la seule province où la vanille assure plus de 66% des revenus agricoles tandis que le riz n'y constitue que 15,4% du total des revenus agricoles de la province.

On remarque également une place importante de la pomme de terre à Antananarivo et du manioc à Fianarantsoa et Toliara. Le maïs peut se prévaloir d'être la troisième source de revenu dans la province de Toliara avec une part de 10% de l'ensemble des ventes. Signalons en outre que la baisse du prix du café ne fait plus procurer qu'un revenu marginal (moins de 2% de l'ensemble des ventes).

Tableau 26: Les principales cultures génératrices de revenu par province

	Unité : %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
<i>Paddy / Riz</i>	44.1	43.9	72.3	70.8	48.0	15.4	48.2
Vanille	0.0	0.0	6.0	0.0	0.0	66.5	13.7
<i>manioc frais</i>	8.6	14.1	3.9	5.2	20.3	1.2	8.7
<i>Mais</i>	6.0	2.2	1.3	6.3	10.1	0.6	4.5
<i>Patate douce</i>	2.3	3.7	4.8	0.8	6.3	0.0	3.1
<i>Arachide en coque</i>	0.7	3.1	1.0	9.1	3.2	0.1	2.4
<i>Pomme de terre</i>	11.3	1.2	0.1	0.0	0.0	0.0	2.3
<i>Haricot</i>	6.2	2.8	0.7	0.3	1.4	0.4	2.0
<i>Café vert</i>	0.0	7.1	2.2	0.1	0.0	3.3	1.8
<i>Banane</i>	0.2	6.0	0.8	2.5	0.0	1.7	1.5
<i>Brede</i>	3.5	2.0	0.2	0.1	0.1	0.4	1.0
<i>Kabaro</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	5.3	0.0	1.0
<i>Canne a sucre</i>	0.8	3.5	0.1	1.8	0.4	0.5	0.9
<i>Girofle</i>	0.0	0.0	3.9	0.0	0.0	0.2	0.8
<i>Voanemba</i>	0.0	0.0	0.0	0.6	3.3	0.0	0.7
<i>Saonjo</i>	1.3	0.4	0.0	0.0	0.0	0.2	0.3
<i>Autres cultures</i>	15.1	9.8	2.8	2.5	1.5	9.4	6.9
<i>Total</i>	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

IV- 4 Les zones qui fournissent les produits agricoles sur le marché

Les provinces d'Antananarivo, de Toamasina et de Toliara assurent une part égale de l'ensemble des ventes des produits agricoles avec un taux avoisinant 19,3%. Mahajanga et Fianarantsoa ne procurent qu'une faible part de la masse des ventes de produits agricoles. Cette mévente est due aux problèmes d'enclavement de leurs zones agricoles potentielles et qui procurent un prix aux producteurs plus faible. Pour Fianarantsoa par exemple, le riz assure 44% des revenus agricoles alors que les producteurs de riz n'arrivent à vendre que 10,5% de leur production en paddy et la même proportion sous forme de riz blanc.

Tableau 27: Part de chaque province dans les ventes des produits agricoles

Culture	Unité: %						Total
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	
<i>Paddy / Riz</i>	17.7	9.9	28.9	18.2	19.3	6.0	100.0
<i>Mais</i>	14.6	12.1	4.2	11.6	55.9	1.6	100.0
<i>manioc frais</i>	11.1	5.9	2.9	5.7	14.9	59.5	100.0
<i>Pomme de terre</i>	93.7	5.7	0.6	0.0	0.0	0.0	100.0
<i>Patate douce</i>	14.3	13.0	29.7	3.1	39.8	0.1	100.0
<i>Saonjo</i>	76.0	14.3	0.0	0.0	0.0	9.7	100.0
<i>Arachide en coque</i>	5.3	14.2	7.9	46.3	25.9	0.4	100.0
<i>Haricot</i>	66.6	15.8	3.5	1.5	10.2	2.4	100.0
<i>Banane</i>	3.0	44.2	10.0	20.8	0.3	21.7	100.0
<i>Café vert</i>	0.0	42.7	22.9	0.5	0.0	34.0	100.0
<i>Vanille</i>	0.0	0.0	8.1	0.0	0.0	91.9	100.0
Ensemble toutes cultures	19.3	10.9	19.2	12.4	19.3	18.8	100.0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

V- ENTREPRISES NON AGRICOLES

V-1 Généralité sur les Entreprises Non Agricoles

Une entreprise non agricole (ENA) est une petite unité de production ou de service gérée par les ménages. L'exploitation d'ENA est généralement assimilée comme une alternative à l'emploi salarié. De ce fait, les ENA sont de petite taille et exercent en majorité dans l'informalité. Elles utilisent en grande partie des aides familiales. En 2004, 28,6% des ménages exploitent une entreprise non agricole. Fianarantsoa enregistre le plus fort taux avec 42,8%. Les taux de possession d'ENA sont généralement plus élevés en milieu urbain qu'en milieu rural (42,3% en milieu urbain contre 24,8% en milieu rural).

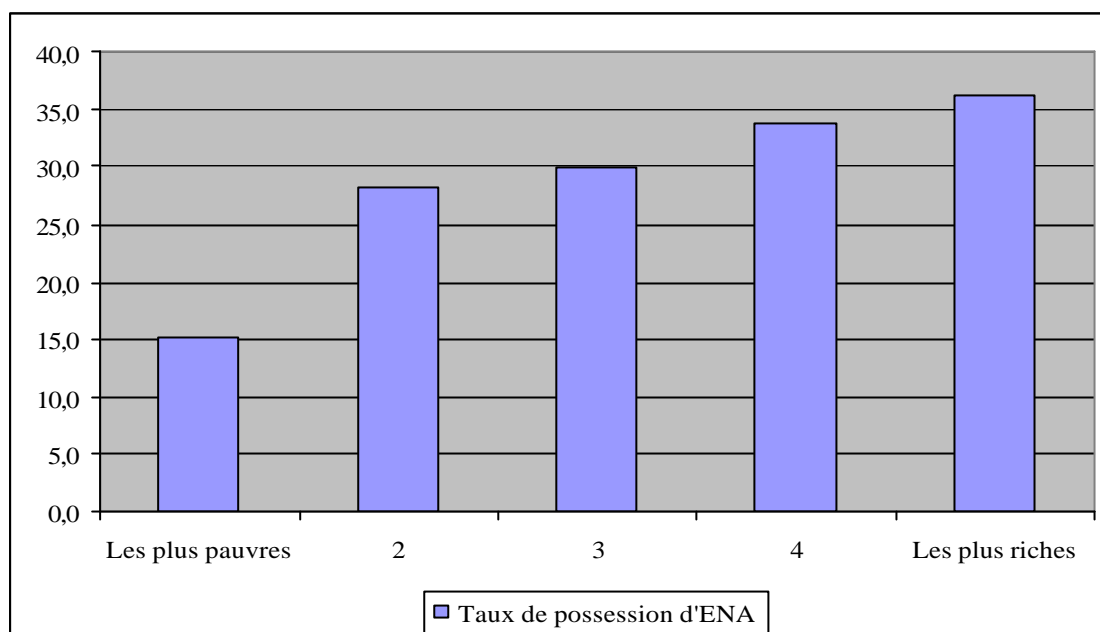
Tableau 28: Taux de possession d'ENA par province et par milieu

Province	Unité: %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	43,2	24,8	30,1
Fianarantsoa	57,5	40,0	42,8
Toamasina	27,6	19,1	20,9
Mahajanga	35,8	15,1	19,3
Toliara	37,7	21,1	24,7
Antsiranana	55,5	11,7	19,6
Ensemble	42,3	24,8	28,7

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Les taux de possession d'ENA augmentent avec les quintiles de consommation. Cela signifie que bien que l'ENA soit généralement considérée comme une alternative aux emplois formels, les ménages qui possèdent une entreprise non agricole ont moins de probabilité d'être pauvre. Cela peut aussi s'expliquer par le fait que les revenus générés par les ENA étaient plus ou moins à l'abri de l'inflation survenue en 2004 par rapport aux salaires dans la mesure où leurs bénéfices pouvaient s'ajuster rapidement contrairement aux salaires.

Graphique 6 : Taux de possession par quintile



Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

23,8% des ENA ont été créés seulement cette année. Mais les ENA déjà existant ont exercé en moyenne depuis 10,6 années. Les ENA de Fianarantsoa sont les plus âgées avec 12,9 ans d'âge en moyenne. Les entreprises d'art et artisanat étant les fréquentes dans cette province, les traditions liées au passage de père en fils de l'activité peuvent expliquer ce phénomène. Dans la province d'Antsiranana, le taux de création d'ENA lors de l'année 2004 est assez élevé avec 41,2%. Ce taux est de 30,7% Toamasina et 12,6% à Fianarantsoa.

Tableau 29:Durée d'activité des Entreprises Non Agricoles

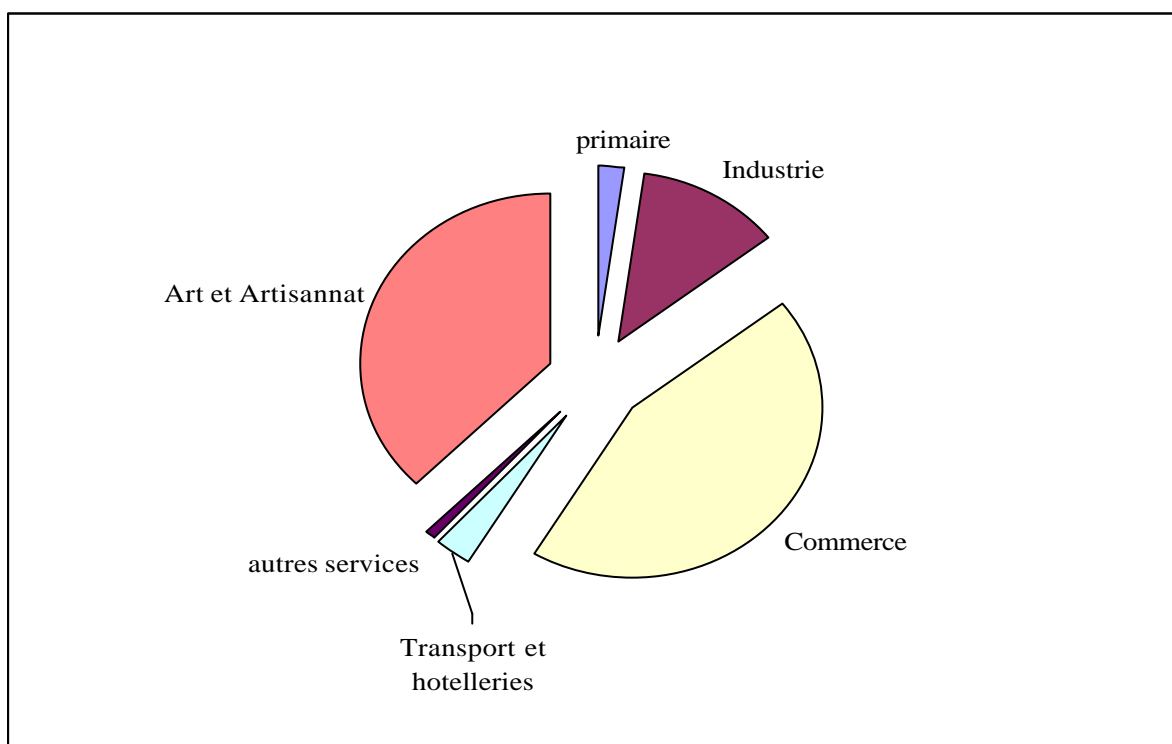
Province	Ont exercé pour la première fois (%)	Age moyen (en année)
Antananarivo	25,8	9,4
Fianarantsoa	12,6	12,9
Toamasina	30,7	8,9
Mahajanga	29,2	9,9
Toliara	30,7	9,1
Antsiranana	41,2	7,6
Ensemble	23,8	10,6

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

V-2 Répartition des Entreprises Non Agricoles

Les ENA à Madagascar exercent en grande partie dans le commerce. En effet, 44,1% des ENA dans l'ensemble exerce dans ce secteur. L'art et l'artisanat, en particulier les vanneries, occupent aussi une place importante avec 37,7% de l'effectif des ENA. Viennent ensuite l'industrie avec 12,2% et les transports et hôtelleries avec 3,2%.

Graphique 7 : Répartition des ENA par branche



Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Les ENA exercent en majorité dans le secteur informel. En effet, seuls 12,7% des ENA ont un numéro statistique. Le degré de formalité est le plus faible à Fianarantsoa avec 6,0% d'entreprises enregistrées seulement. De même à Antsiranana, ce taux n'est que de 7,5%. Le taux est le plus élevé à Antananarivo avec 18,4%. En milieu urbain, la proportion d'entreprises disposant de carte statistique est plus élevée qu'en milieu rural.

Tableau 30: Proportion des ENA ayant une carte statistique

Province	GCU	CUS	RURAL	Unité : %
				Ensemble
Antananarivo	18,4	29,3	16,7	18,4
Fianarantsoa	11,8	9,6	4,8	6,0
Toamasina	19,0	22,2	16,8	18,1
Mahajanga	13,6	18,3	14,0	14,9
Toliara	13,4	10,8	5,8	7,5
Antsiranana	23,7	20,2	21,6	21,4
Ensemble	17,2	16,7	10,5	12,7

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

V-3 Activité des Entreprises Non Agricoles

Les ENA sont en général de petite taille. La nombre moyen d'employés dans les ENA est de 1,52. Seules les entreprises dans les secteurs primaire et industrie emploient en moyenne plus de deux employés. Par ailleurs, 88,5% des employés dans les ENA sont des membres des ménages propriétaires des ENA. Ce sont les commerces, l'art et l'artisanat qui sont exercés en famille. Les secteurs primaire et industrie emploient moins de membres de ménage avec respectivement des taux de 60,6% et 78,3%

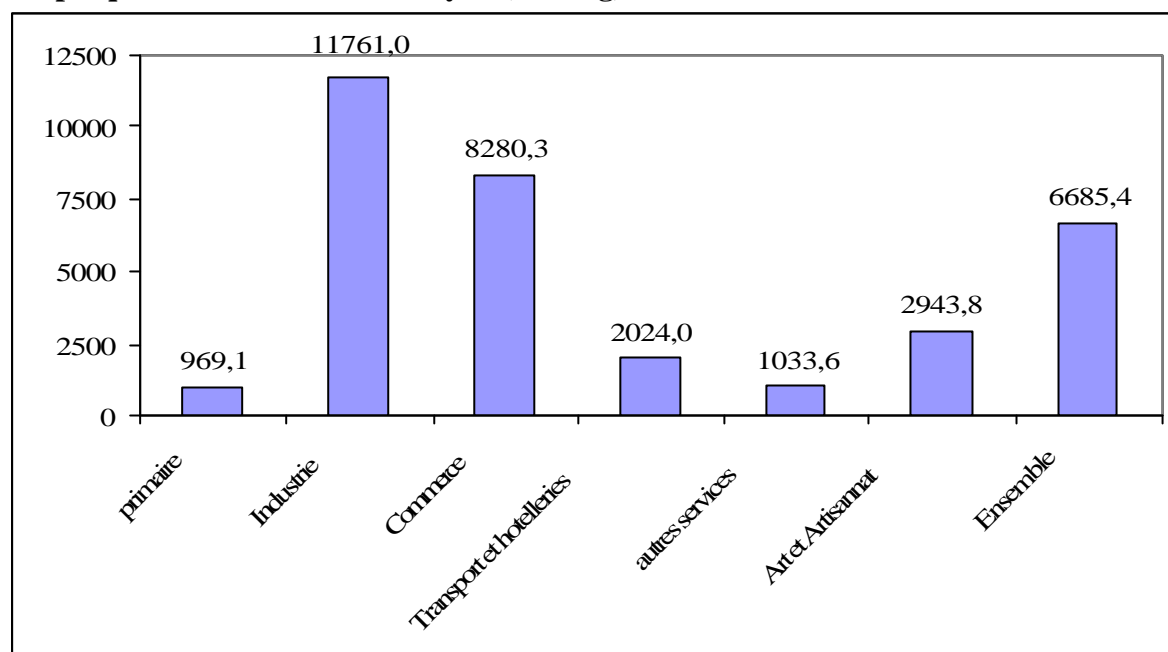
Tableau 31 : Structure des emplois dans les ENA

Branches	Unité: %		
	Membres des ménages	Non membres	Total
Primaire	60,6	39,4	100,0
Industrie	78,3	21,7	100,0
Commerce	92,7	7,3	100,0
Transport et hôtelleries	70,7	29,3	100,0
Autres services	76,9	23,1	100,0
Art et Artisanat	92,6	7,4	100,0
Total	88,5	11,5	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Le salaire versé moyen par branche est de 6,685 millions par an. Les entreprises du secteur industrie sont les plus rémunératrices avec en moyenne un salaire annuel moyen de 11,7 millions. Le secteur commerce vient après l'industrie avec un salaire annuel moyen de 8,3 millions de Francs. Les entreprises du secteur primaire sont les moins rémunératrices avec un salaire versé annuel moyen de 0,9 million.

Graphique 8 : Salaire annuel moyen (en Fmg)



Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

V-4 Les revenus des ENA

Dans l'ensemble, les revenus annuels générés par les ENA sont en moyenne de 9,4 millions de FMG. Ce sont les entreprises de commerce qui rapportent le plus avec un revenu annuel moyen de 13,9 millions, puis les transports/hôtelleries avec 12,5 millions. L'art et artisanat, malgré sa part importante dans les effectifs des ENA ne rapporte en moyenne que 5,0 millions par mois.

Tableau 32: Revenu net moyen au cours de 12 derniers mois

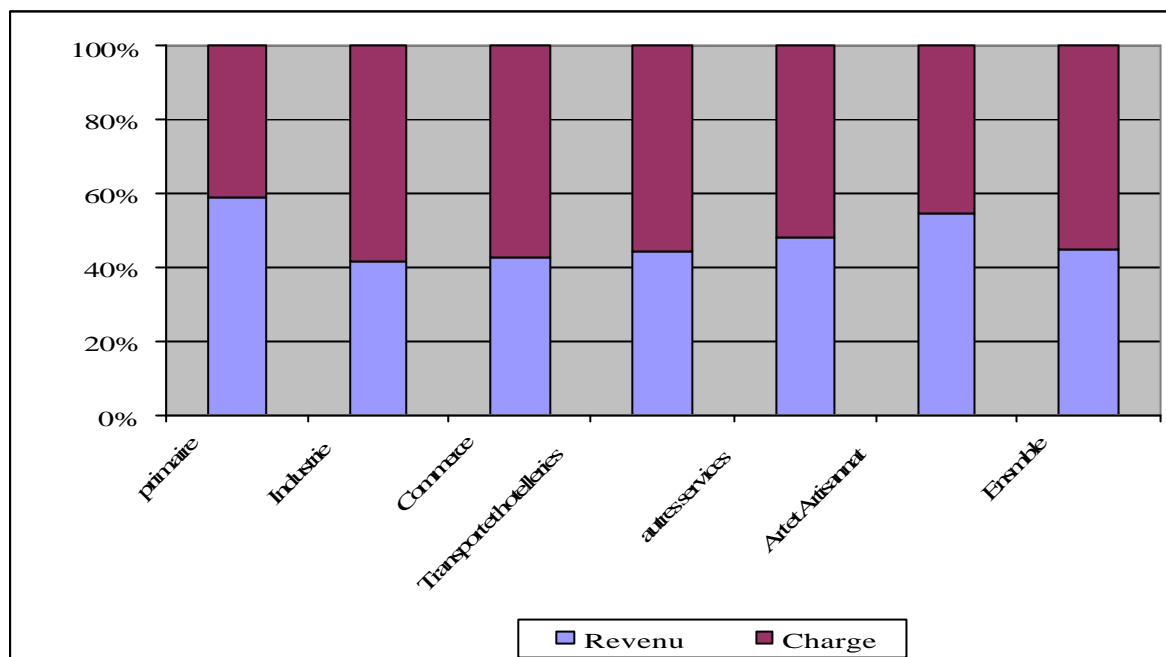
Unité: en millier FMG

Province	Primaire	Industrie	Commerce	Transport et Hôtellerie	Autres services	Art et Artisanat	Ensemble
Antananarivo	4 395	4 613	6 718	8 864	5 332	4 700	5 963
Fianarantsoa	1 400	1 720	6 333	3 8610	7 060	1 177	3 100
Toamasina	751	5 981	54 802	9 774	4 874	1 466	24 177
Mahajanga		4 417	5 118	7 445	4 528	2 629	4 417
Toliara	2 231	39 427	16 240	13 804	2 500	32 617	21 593
Antsiranana	14 361	12 301	11 385	11 967	19 231	5 257	10 707
Ensemble	2 598	7 115	13 948	12 489	5 857	5 008	9418

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Les revenus générés par les ENA représentent en moyenne 44,7% du chiffre d'affaires total. Ce sont les ENA du secteur industrie qui sont les moins avantagés avec une proportion de 42,0%. Le secteur primaire détient la plus forte proportion avec 59,0% suivi de l'art et artisanat avec 54,8%.

Graphique 9 : Evolution de revenu généré par les ENA



Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Les avis des dirigeants d'entreprises non agricoles sont partagés sur l'évolution des revenus générés par les ENA. En effet, chaque modalité représente à peu près les tiers de l'effectif des ENA. 36,8% ont en effet vu leur revenu stagner, 30,9% augmenter et 32,3% diminuer. Les entreprises de transport et hôtellerie ont profité de la période d'inflation car la proportion de ceux qui ont déclaré que leurs revenus ont augmenté est le plus élevé avec 41,5%.

Tableau 33: Répartition des ENA selon l'évolution de leur revenu, par branche

	Unité: %			
	Baisse	Augmente	Inchangé	Total
Primaire	16,3	18,1	65,6	100,0
Industrie	34,5	34,8	30,7	100,0
Commerce	37,5	33,3	29,2	100,0
Transport et hôtellerie	30,0	41,5	28,5	100,0
Autres services	13,1	49,2	37,7	100,0
Art et Artisanat	26,9	26,4	46,7	100,0
Ensemble	32,3	30,9	36,8	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

V-5 Les difficultés liées à la création des entreprises

Le principal blocage lié à la création des ENA est la recherche de financement. En effet, 48,3 des dirigeants d'ENA enquêtés l'ont affirmé. C'est surtout au niveau des secteurs de commerce et de transport que le problème se pose. L'évaluation du marché constitue aussi un problème important avec 10,7% des avis. Les difficultés techniques ne représentent que 6,2% des avis recueillis. Par ailleurs, la principale source de financement des ENA reste les épargnes

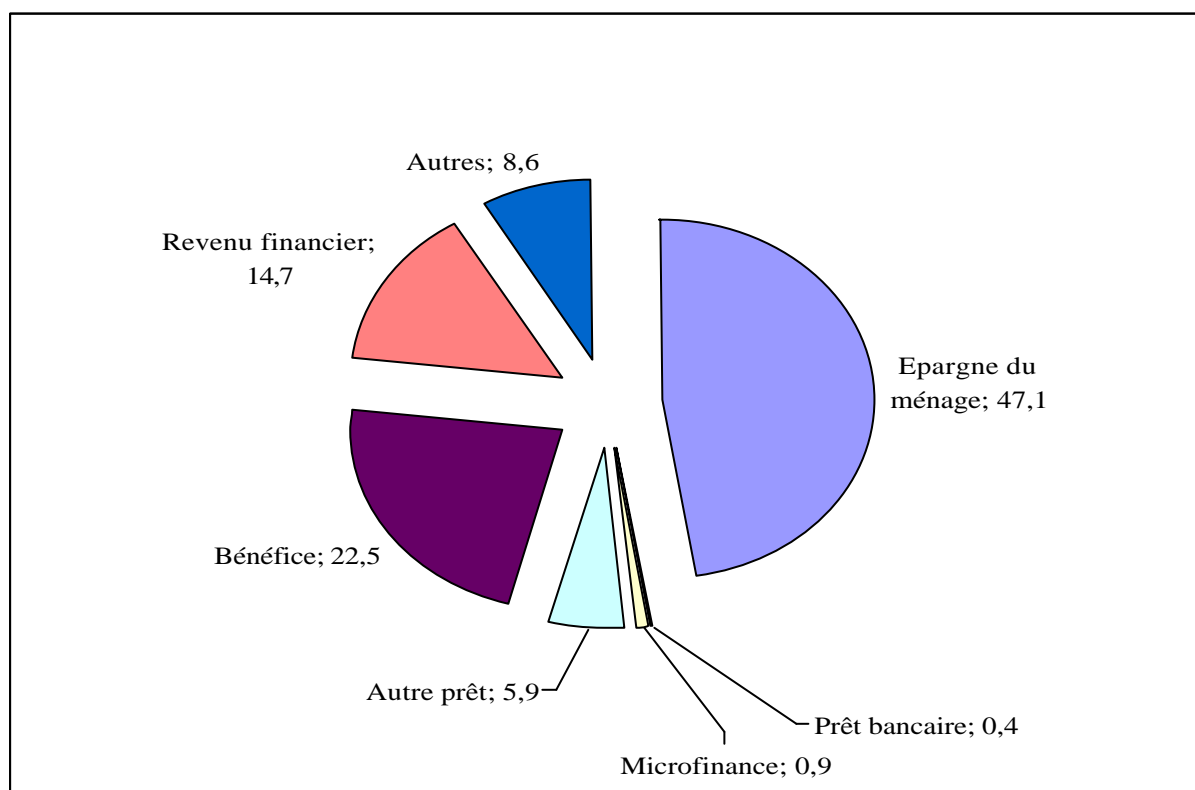
du ménage et les bénéfices tirés de ces ENA. Le concours au crédit ne représente que 1,25% (0,36% pour les prêts bancaires et 0,89% pour la micro finance).

Tableau 34: Difficultés rencontrées à la création d'ENA.

Création	Unité: %						
	Primaire	Industrie	Commerce	Transport	Autres services	Art et Artisanat	Ensemble
Capital / crédit	37,3	37,6	67,3	63,2	23,1	29,1	48,3
Techniques	4,5	17,9	3,1	5,4	19,5	6,0	6,2
Associés	14,0	19,1	3,1	10,5	9,9	15,8	10,3
Equipement	1,7	0,0	0,9	0,5	2,1	0,7	0,8
Evaluation du marché	18,5	7,6	10,8	6,7	1,5	11,5	10,7
Manque de compétence	0,0	3,0	3,1	4,2	4,7	6,6	4,4
Autres	15,5	2,9	3,2	3,7	1,2	5,6	4,2
Aucune	8,6	11,9	8,5	5,9	37,9	24,6	15,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Graphique 10 : Principales sources de financement des ENA



Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

VI- LES TRANSFERTS

Dans la société malgache où le concept de famille est revêtu de plusieurs dimensions à la fois complexes et étendues, les transferts constituent les meilleurs moyens d'amortissement des chocs subis par les ménages. Dans cette partie, nous nous efforcerons de voir l'ampleur et les raisons des transferts dans la vie des ménages. Par la suite, nous verrons l'accès des ménages aux crédits.

VI-1 Les opérations de transferts

VI-1-1- L'émission des transferts

Au niveau national, la somme totale des transferts émis s'élève, en terme nominal, à 1 146,1 milliards de FMG, soit 805,0 milliards de plus par rapport au montant total des transferts émis en 2001. Les hausses généralisées et successives des prix entre 2001 et 2004 ainsi que les intempéries répétitives qui ont frappé presque toutes les régions de l'Ile au cours de l'année 2004 sont, entre autres, les facteurs expliquant cette forte augmentation des transferts émis en 2004.

Dans l'ensemble du pays, 34,3% des ménages ont émis des transferts, soit 1,7 points de pourcentage de plus comparé au taux de 2001. La proportion des ruraux (34,8% contre 32,0% en 2001) ayant émis des transferts est plus élevée que celle des urbains, dont 31,9% dans les Centres Urbains Secondaires (CUS) et 33,3% dans les Grands Centres Urbains (GCU). Cette tendance est exactement identique à celle de 2001. Parmi les 34,3% des ménages émetteurs de transferts précédemment évoqués, 77,8% (62,4% en 2001) sont des ruraux, contre 11,2% dans les GCU et 11,0% dans les CUS.

Tableau 35: Proportion des ménages qui ont émis des transferts

Unité : %

	Ont émis des transferts	Types de transfert			
		Argent	Nourriture	Autres biens	Total
GCU	33,3	14,5	1,7	4,9	11,2
CUS	31,9	11,2	11,0	8,2	11,0
Rural	34,8	74,3	87,3	86,9	77,8
Ensemble	34,3	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Comme en 2001, en analysant selon le quintile, on observe que la proportion des ménages ayant émis des transferts croît avec le quintile : de 27,2% (21,8% en 2001) chez les ménages du premier quintile à 43,3% (42,5% en 2001) chez ceux du dernier quintile. Parmi les émetteurs de transferts et tout type de transfert confondu, cette tendance à la hausse selon le quintile reste valable, de 10,9% (2,8% en 2001) parmi les plus pauvres du premier quintile à 36,3% (60,6% en 2001) chez les plus riches du dernier quintile. Par type des transferts, c'est parmi les plus pauvres que l'on voit la proportion exceptionnellement importante des émetteurs des « autres biens ».

Tableau 36: Part dans la masse des transferts par quintile

	Ont émis des transferts	Unité : %			
		Types de transfert			
		Argent	Nourriture	Autres biens	Total
Les plus pauvres	27,2	9,1	14,6	22,7	10,9
Quintile_2	27,8	11,6	19,2	12,9	13,4
Quintile_3	31,7	15,5	21,3	12,5	16,7
Quintile_4	35,1	22,4	24,2	19,6	22,7
Les plus riches	43,3	41,4	20,7	32,4	36,3
Ensemble	34,3	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Selon le groupe socio-économique d'appartenance du chef de ménage, ce sont les cadres supérieurs (51,6%), les cadres moyens (50,0%), les ouvriers qualifiés (47,7%), les manœuvres (45,4%) et les grands exploitants agricoles (44,2%) sont les plus nombreux, en terme de proportion, à émettre des transferts. Remarquons qu'en 2001, la proportion maximale était observée chez les « *grands exploitants agricoles* ». Parmi les émetteurs, 30,4% sont des « *petits exploitants agricoles* », 17,0% des « *moyens exploitants agricoles* » et 16,2% des « *indépendants* ». Les proportions des « *chômeurs* », les « *inactifs* » et les « *petits exploitants agricoles* » émetteurs d'argent, de nourritures et même des « *autres biens* » sont les plus élevées.

Tableau 37: Proportion des ménages ayant émis des transferts et répartition de la masse de transfert selon le GSE par type de transfert

	Ont émis des transferts	Unité : %			
		Types de transferts			
		Argent	Nourriture	Autres biens	Ensemble
Cadre supérieur	51,6	2,1	0,6	0,3	1,7
Cadre moyen ou agent	50,0	5,4	2,4	5,2	4,7
Ouvrier ou salarié qualifié	47,7	9,2	4,6	4,2	8,0
Ouvrier non qualifié	41,4	7,7	4,0	4,9	6,8
Manœuvre	45,4	6,5	0,9	2,2	5,1
Stagiaire rémunéré	63,2	0,4	1,0	0,0	0,5
Indépendant	42,1	17,7	9,3	26,9	16,2
Chômeur	16,4	0,1	0,0	0,2	0,1
Inactif	21,3	2,5	0,1	0,0	1,9
Petit exploitant agricole	27,2	27,5	40,0	28,0	30,4
Moyen exploitant agricole	32,7	14,5	24,2	22,8	17,0
Grand exploitant agricole	44,2	5,5	12,0	4,5	7,0
Pêcheur	28,9	0,2	0,6	0,0	0,3
Autre	19,7	0,6	0,3	0,9	0,5
Ensemble	34,3	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Dans l'ensemble du pays, la valeur moyenne des transferts effectués, tout type de transfert confondu, a été de l'ordre de 434 900 FMG en 2004, soit une nette progression par rapport à l'année 2001 au cours de laquelle ce montant n'était que de 31 900 FMG. Ce sont ceux ayant des ressources plus conséquentes qui ont effectué les plus grandes sommes des transferts. En effet, les « *cadres supérieurs* » ont émis la plus grande valeur moyenne de 1 212 500 FMG de transferts, suivis des « *cadres moyens et agents de maîtrise* », avec la valeur

moyenne de 923 800 FMG, des « *grands exploitants agricoles* » avec 762 900 FMG, contre seulement 175 500 FMG des « *manœuvres* ».

Par nature des transferts, la plus grande moyenne est occupée par les transferts d'argent de 499 300 FMG, suivi des transferts de nourriture de 288 400 FMG et finalement des transferts des « *autres biens* » de 88 200 FMG. Ces montants étaient respectivement de 181 300 FMG, 32 300 FMG et 11 700 FMG en 2001. La somme moyenne des transferts d'argent la plus importante a été opérée par les « *cadres supérieurs* » atteignant 1 216 000 FMG. En 2001, ce sont les « *cadres salariés* » (pouvant également inclure les « *cadres supérieurs* » qui effectuaient la plus forte moyenne de transferts d'argent (430 600 FMG).

Tableau 38: Valeurs moyennes des transferts effectués selon le GSE

Unité : millier FMG

	Argent	Nourriture	Autres biens	Ensemble
Cadre supérieur	1 216,0	1 229,8	600,0	1 212,5
Cadre moyen ou agent de maîtrise	1 057,1	262,7	109,4	923,8
Ouvrier ou salarié qualifié	551,5	1 019,8	58,3	603,0
Ouvrier non qualifié	253,1	487,8	30,0	278,4
Manœuvre	181,6	83,3	43,6	175,5
Stagiaire rémunéré	179,5	72,5	0,0	131,5
Indépendant	522,6	167,6	83,6	447,2
Chômeur	153,8	0,0	660,0	228,8
Inactif	904,5	250,0	0,0	895,5
Petit exploitant agricole	345,4	223,0	70,0	298,5
Moyen exploitant agricole	434,5	178,3	112,1	334,2
Grand exploitant agricole	987,9	471,9	104,6	762,9
Pêcheur	992,4	421,2	714,8	714,8
Autres	603,5	15,0	234,0	498,2
Ensemble	499,3	288,4	88,2	434,9

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

VI-2- L'analyse du système amortisseur

Cette étude du système amortisseur permettra non seulement de cerner qui sont les principaux bénéficiaires des transferts, mais également de comprendre le phénomène de solidarité au sein de la société malgache. Cette section abordera aussi l'analyse des transferts entre les administrations publiques et les ménages.

VI-2-1-Les bénéficiaires

Au niveau national, plus de la moitié des transferts émis sont destinés aux membres de « *famille* »⁵. En effet, 21,7% des transferts émis ont été envoyés aux « *parents* » et 4,5% aux « *frères et sœurs* ». En 2001, les parts des transferts envoyés aux « *parents* » et aux « *autres parents* » étaient beaucoup plus importantes, respectivement de 41,8% et 24,5%. Aux

⁵ Famille : toute personne ayant un lien de parenté avec l'émetteur.

« administrations », cette part est de 8,4% (dont 7,9% à l'administration locale), soit 9,4 points de pourcentages de moins par rapport en 2001. La part des transferts au profit des « institutions » est également en baisse comparée à celle de 2001 (de 1,8% en 2001 à seulement 0,6% en 2004). Il y a lieu de noter premièrement l'importance, par rapport à l'ensemble, des transferts destinés aux personnes sans lien de parenté avec l'émetteur (9,6%) et surtout aux « églises » (15,2%) et deuxièmement la part infime des transferts destinés à la CNAPS⁶ (0,1%). Ceci montre l'importance de la place des églises dans le quotidien des ménages malgaches et la quasi-absence des transferts pour la sécurité sociale des ménages.

Selon le milieu de résidence, la proportion des ménages des GCU et des CUS ayant émis des transferts au profit des membres ayant un quelconque lien de parenté avec l'émetteur est relativement plus élevée (28,4% dans les GCU et 27,5% dans les CUS) que celle des ménages ruraux (19,9%). Par contre, la part des transferts émis par les ménages des GCU destinés aux personnes non apparentées avec l'émetteur est très faible de 3,2%, contre plus de 10% dans les CUS et en milieu rural. Au profit des églises, la proportion des transferts émis est la plus importante dans les GCU (21,1%), suivie de celle des zones rurales (15,8%) et finalement des CUS (4,8%). Par ailleurs, destinés aux administrations, la répartition des transferts émis baisse légèrement et progressivement avec l'importance du milieu de résidence des ménages : des GCU (10,5%) au milieu rural (8,0%) en passant par les CUS (9,0%).

Tableau 39: Répartition de la destination des transferts émis selon le milieu de résidence de l'émetteur

	Unité : %			
	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Parent	28,4	27,5	19,9	21,7
Enfant	7,7	22,2	19,5	18,5
Frère ou sœur	4,1	5,7	4,3	4,5
Autres parents	9,2	11,1	11,6	11,3
Personnes non apparentées	3,2	10,2	10,4	9,6
Institutions	0,9	0,1	0,7	0,6
CNaPS	0,1	0,0	0,1	0,1
Administration locale	9,1	8,8	7,6	7,9
Administration centrale	1,4	0,2	0,4	0,5
Eglise	21,1	4,8	15,8	15,2
Autres	14,9	9,5	9,8	10,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Un examen par quintile de la pauvreté permet de montrer que les parts des transferts émis au profit des « parents » et des « enfants » augmentent avec le quintile : de respectivement 19,6% et 4,7% dans le quintile des plus pauvres à 22,8% et 23,0% dans le quintile des plus riches. En 2001, la part des transferts destinés aux « parents » passe de 30,9% dans le premier quintile à 51,0% dans le dernier. Par contre, aux « frères et sœurs », la part des transferts émis diminue globalement avec le quintile, allant de 8,2% dans le premier quintile à 3,4% dans le dernier (le cas de 3,1% du quatrième quintile en est une exception). Les transferts envoyés aux « personnes non apparentées » sont de moins en moins importants, en terme de proportion, au fur et à mesure que le quintile augmente. En effet, si parmi les plus pauvres, un peu moins de 30% des transferts émis leur ont été destinés, chez les plus riches, cette proportion n'excède pas

⁶ CNAPS : Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale.

5%. En outre, la proportion des transferts reçus par les « administrations » augmente également avec le quintile : de 5,1% (dont 5,1% à l'administration locale) dans le premier quintile à 12,4% (dont 11,8% à l'administration locale) dans le dernier quintile.

Tableau 40 : Répartition de la destination des transferts émis selon le quintile

	Unité : %					
	Les plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Les plus riches	Total
Parent	19,6	19,8	21,1	22,3	22,8	21,7
Enfant	4,7	9,9	16,5	24,1	23,0	18,5
Frère ou sœur	8,2	5,7	5,2	3,1	3,4	4,5
Autres parents	10,0	12,0	15,6	9,9	10,3	11,3
Personnes non apparentées	29,1	13,8	8,6	6,1	4,9	9,6
Institutions	0,0	0,3	1,0	1,0	0,5	0,6
CNAPS	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,1
Administration locale	5,1	2,6	6,1	7,5	11,8	7,9
Administration centrale	0,0	0,0	0,7	0,6	0,6	0,5
Eglise	6,4	19,9	14,7	18,1	14,3	15,2
Autres	16,9	16,0	10,1	7,2	8,3	10,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

VI-2-2-Les raisons des transferts

Toutes couches sociales confondues, les principaux objets des transferts sont relatifs aux « *us et coutumes* » (33,2% contre 39,1% en 2001), au « *soutien à la famille* » (27,6% contre 28,5% en 2001) et à l'« *appui* » (10,3% contre 11,3% en 2001). Les « *impôts et taxes* » qui étaient à l'objet des 16,9% de l'ensemble de transferts en 2001, ne représentent plus que 2,2% en 2004.

En regardant selon le quintile de consommation, les traditions sont enracinées plus chez les plus pauvres. On observe qu'en terme de fréquence de transferts, les « *us et coutumes* » sont de moins en moins importants lorsque le quintile augmente. En effet, parmi les plus pauvres du premier quintile, 53,1% (60,0% en 2001) des transferts y ont été consacrés, alors que chez les plus riches du dernier quintile, ce taux est de 25,8% (21,7% en 2001). Par contre, une tendance à la baisse est observée pour les transferts dans le cadre des « *bourses d'études* », des paiements des « *impôts et taxes* » et de « *soutien à la famille* ». En d'autres termes, ce sont effectivement les plus riches qui ont plus de moyens pour effectuer ce genre de dépenses. Cette situation était déjà constatée en 2001.

Tableau 41: Répartition des transferts selon les raisons et la quintile de consommation

Unité : %

	Les plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Les plus riches	Total
Indemnisation	1,2	0,7	2,1	3,4	2,3	2,2
Bourse	1,6	2,1	2,6	3,4	3,9	3,1
US et coutumes	53,1	37,9	37,3	29,6	25,8	33,2
Appui	8,1	10,6	8,1	10,5	11,8	10,3
Soutien à la famille	20,0	24,1	25,1	26,0	33,2	27,6
Don	8,5	8,6	9,2	12,7	9,0	9,8
Impôts et taxes	1,7	0,0	1,6	2,1	3,4	2,2
Autres	5,7	15,9	14,0	12,3	10,5	11,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

VI-3 Situation financière des ménages vis -à-vis des transferts

Dans les pays en développement en général et à Madagascar en particulier, les transferts versés par les ménages sont généralement sous-estimés, alors que théoriquement ils doivent être exactement égaux aux transferts reçus. Pour assurer cet équilibre, nous avons procédé à l'ajustement par l'application de la structure des transferts versés sur la masse totale des transferts reçus. Ces différents types de transferts figurent dans le tableau ci-dessous.

Comme on pouvait s'y attendre, les transferts, aussi bien reçus que versés, croissent avec le quintile. Ce sont effectivement les ménages plus riches qui ont plus de moyens pour effectuer des transferts au profit d'autres ménages. Si les ménages du quintile des plus riches étaient les seuls « *créditeurs*⁷ » en 2001 (ceux des autres quintiles étaient « *débiteurs* »), en 2004, ce sont les ménages des quintiles extrêmes des plus pauvres et des plus riches qui sont « *débiteurs* ». La situation créditrice du dernier quintile peut être expliquée par la possibilité plus forte chez les plus riches d'émettre des transferts. Alors que parmi les plus pauvres du premier quintile, ce serait plutôt le phénomène de la solidarité et de l'entraide qui y est encore fortement enracinée qui explique leur situation créditrice.

⁷ Les crédateurs sont ceux qui ont versé plus qu'ils n'en reçoivent.

Tableau 42: Masse de transferts effectués et situation des ménages selon le quintile et le GSE

Unité : milliard FMG

	Reçus	Versés	Versés ajustés	Situation (dans l'ensemble)
Quintile				
Les plus pauvres	62,9	45,5	70,4	Créditrice
Quintile_2	94,2	39,4	60,9	Débitrice
Quintile_3	150,1	91,8	141,8	Débitrice
Quintile_4	211,7	130,2	201,3	Débitrice
Les plus riches	627,3	434,6	671,8	Créditrice
Groupe Socio- Economique				
Cadre supérieur	32,4	35,3	54,6	Créditrice
Cadre moyen ou agent de maîtrise	64,5	73,7	113,9	Créditrice
Ouvrier ou salarié qualifié	66,0	82,2	127,0	Créditrice
Ouvrier non qualifié	45,4	32,1	49,6	Créditrice
Manœuvre	16,3	15,2	23,5	Créditrice
Stagiaire rémunéré	1,4	1,2	1,8	Créditrice
Indépendant	131,1	123,1	190,3	Créditrice
Chômeur	2,5	0,2	0,3	Débitrice
Inactif	367,2	28,5	44,0	Débitrice
Petit exploitant agricole	184,3	154,6	238,9	Créditrice
Moyen exploitant agricole	100,5	97,1	150,1	Créditrice
Grand exploitant agricole	84,4	90,6	140,0	Créditrice
Pêcheur	3,7	3,2	5,0	Créditrice
Autre	46,5	4,7	7,2	Débitrice
Total	1 146,2	741,5	1 146,2	

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

VI-4- L'accès aux crédits

Selon le DSRP, le secteur privé sera désormais le fer de lance du développement de Madagascar. Pour un secteur privé efficace, il faut un secteur financier capable de financer rationnellement les activités économiques de toutes les composantes de la société. Dans cette section, nous examinerons l'état du secteur financier à Madagascar, à travers l'accès des ménages aux crédits.

A la question de savoir si le ménage connaissait d'établissements de crédit, dans l'ensemble du pays, la proportion des ménages qui ont répondu affirmativement a fortement reculé, de 51,3% en 2001 à seulement 39,2% en 2004. Par province de résidence des ménages, c'est à Antananarivo que l'on trouvé la proportion la plus importante des ménages connaissant d'établissements des crédit (54,9%), suivie de la province de Toamasina (42,5%), d'Antsiranana (40,1%), de Fianarantsoa (34,0%), de Toliara (28,7%) et de Mahajanga (15,2%). Par milieu de résidence, les ménages des GCU sont, comme on pouvait s'y attendre, les plus nombreux, en terme de proportion, à connaître des établissements de crédits, soit 71,9% contre 33,2% en milieu rural. La connaissance des établissements de crédits augmente avec le niveau d'instruction des ménages, de 13,2% parmi les ménages non instruits à 82,7% chez ceux ayant

le niveau d'instruction supérieur.

Il a été également posé la question de savoir si le ménage a déjà procédé à une demande de crédit auprès d'un établissement de crédit. Dans l'ensemble du pays, force est d'admettre qu'une proportion très faible (7,8%) a reconnu avoir fait cette demande.

Une observation par province montre que c'est à Fianarantsoa que l'on trouve le taux maximum (11,5%) de demande de crédit formel, suivi d'Antananarivo (7,8%), de Toliara (7,4%), de Mahajanga (7,3%), de Toamasina (6,6%) et d'Antsiranana (2,9%). Par milieu de résidence, on voit que les taux de demande de crédit sont relativement plus élevés en GCU et en zones rurales, respectivement de 9,2% et 7,8%, contre 5,7% dans les CUS. La proportion de demandes de crédits augmente avec le niveau d'instruction des ménages. En effet, si parmi les ménages non instruits la proportion est de 0,9%, chez ceux qui ont le niveau d'instruction supérieur, elle est passée à 10,5%.

Dans l'ensemble du pays, les principales raisons de la demande de crédits sont pour l'« *alimentation* » (36,5%), l'« *agriculture* » (15,2%), la « *santé* » (12,2%) et pour les « *autres dépenses du ménage* » (11,3%). On remarque que les activités d'investissements productifs telles que l'agriculture sont loin d'être les priorités des demandes de crédits. Cette structure des demandes de crédits selon les raisons est, à quelques exceptions près, égale à celle de 2001.

Selon la province, c'est à Toliara que l'on a enregistré la part la plus importante (48,3%) de demandes de crédits destinées à l'« *alimentation* », suivie de Toamasina (45,9%), de Fianarantsoa (41,5%), de Mahajanga (29,8%), d'Antananarivo (25,9%) et d'Antsiranana (23,5%). Alors qu'en 2001, c'est la province de Fianarantsoa qui avait la proportion maximale de 68,3%, suivie de Toliara de 35,1%. Quant aux demandes de crédits pour l'agriculture, c'est la province de Toamasina qui a le taux le plus élevé avec 19,9%, contre seulement 5,1% dans la province de Toliara.

Tableau 43: Répartition des demandes de crédit selon la province et les raisons

	Unité : %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Total
Agriculture	17,0	16,2	19,9	16,0	5,1	12,3	15,2
Santé	15,5	6,2	15,3	19,0	10,0	8,5	12,2
Education	7,6	4,1	2,8	5,6	2,2	5,7	4,9
Alimentation	25,9	41,5	45,9	29,8	48,3	23,5	36,5
Autres dépenses du ménage	15,6	10,1	3,8	5,2	11,6	18,8	11,3
Achats des biens durables	4,0	3,4	1,6	2,8	3,3	3,3	3,2
Activité	7,5	7,6	9,0	15,8	8,1	15,6	8,7
US et coutumes	2,5	7,4	0,7	1,9	1,6	3,8	3,3
Autres	4,4	3,5	0,9	3,9	9,8	8,5	4,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Selon le quintile de pauvreté, la fréquence des demandes de crédits pour l'« *alimentation* » diminue globalement avec la richesse des ménages. En effet, la proportion de demande crédit pour l'« *alimentation* » passe de 54,2% (57,4% en 2001) chez les plus pauvres du premier quintile à 27,4% (13,4% en 2001) chez les plus riches du dernier quintile (les 36,0% du deuxième quintile étant une exception). Quant aux demandes de crédits pour l'« *agriculture* », c'est plutôt parmi les ménages des quintiles intermédiaires (deuxième, troisième et quatrième) que l'on enregistre les proportions les plus élevées, respectivement de 18,9%, de 16,0% et de 19,2%.

En ce qui concerne les demandes de crédits pour les « *autres dépenses des ménages* », les « *achats des biens durables* » et les « *activités* », les proportions les plus fortes ont été constatées parmi les ménages du dernier quintile. Par contre, les crédits destinés aux « *us et coutumes* » ont été relativement rares chez les riches du dernier quintile que parmi les ménages des autres quintiles. Notons la proportion relativement forte (8,4%) des demandes de crédit pour l'« *éducation* » effectuées par les plus pauvres du premier quintile.

Tableau 44: Répartition des demandes de crédit selon le quintile de pauvreté et les raisons

	Unité: %					
	Les plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Les plus riches	Total
Agriculture	7,1	18,9	16,0	19,2	13,7	15,2
Santé	11,3	18,4	7,2	12,6	12,4	12,2
Education	8,4	1,8	4,2	5,2	5,3	4,9
Alimentation	54,2	36,0	41,8	36,0	27,4	36,5
Autres dépenses du ménage	8,0	6,3	11,8	9,3	15,7	11,3
Achats des biens durables	2,9	0,0	1,8	3,4	5,6	3,2
Activité	3,3	7,3	9,5	6,2	12,4	8,7
Us et coutumes	3,2	5,7	3,8	3,4	2,0	3,3
Autres	1,7	5,6	3,8	4,8	5,5	4,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Comme nous pouvons le constater dans le tableau ci-dessous, les fréquences des demandes de crédits pour l'« agriculture », l'« alimentation » et pour les « us et coutumes » croissent au fur et à mesure que l'on s'éloigne des grands centres urbains : allant respectivement de 0,2%, 30,2% et 0,4% dans les GCU à respectivement 17,7%, 38,4% et 3,5% dans les CUS. Cette situation témoigne non seulement la forte dépendance des ménages ruraux de l'agriculture, mais également la place encore prépondérante occupée par l'alimentation, les us et les coutumes dans leurs vies quotidiennes.

Quant aux crédits pour l'« éducation », la tendance est plutôt à la baisse lorsque l'on quitte les grands centres urbains, car la fréquence va de 13,3% dans les GCU à seulement 4,2% dans les zones rurales (la proportion de 2,8% des CUS étant une exception). Cette tendance à la baisse est également observée pour les crédits destinés aux « achats des biens durables », aux « activités » et aux « autres dépenses du ménage ».

Tableau 45: Répartition des demandes de crédit selon les raisons, par milieu

	Unité : %			
	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Agriculture	0,2	12,9	17,7	15,2
Santé	12,7	13,0	11,9	12,2
Education	13,3	2,8	4,2	4,9
Alimentation	30,2	31,1	38,4	36,5
Autres dépenses du ménage	13,6	10,7	11,1	11,3
Achats des biens durables	9,7	4,1	2,2	3,2
Activité	17,8	15,1	6,3	8,7
Us et coutumes	0,4	4,8	3,5	3,3
Autres	2,2	5,4	4,7	4,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

VII- SANTÉ

VII-1 Incidence des maladies et blessures

L'incidence au niveau national, toutes maladies et tous âges confondus, est de 10,8%. Dans l'ensemble, la province d'Antananarivo présente la proportion de malades la plus basse avec 8,2%. La province de Toliara contrairement à Antananarivo, présente la proportion la plus élevée avec 13,6%. Les âgés de plus de 4 ans présentent le taux le plus bas avec 10,1% tandis qu'il atteint les 18,9% pour les moins de 11 mois.

Ces taux d'incidences ont à peu près les mêmes caractéristiques dans toute les provinces et ils ont tous tendance à diminuer au fur et à mesure que l'age augmente, sauf pour Toliara où le taux est de 14,8% pour les moins de 11 mois et de 15,7% pour les 11 à 48 mois.

La fièvre enregistre le taux d'incidence le plus élevé en matière de maladie déclarée avec 42,4% des cas. Après la fièvre, les maladies diarrhéiques représentent 11,9% des cas. Suivent l'IRA avec 8,1% et les infections bucco dentaires : 6,8%. Les infections gynécologiques, avec 1,6% des maladies déclarées, détiennent le taux le plus bas puis les infections de l'œil et de ses annexes avec 1,9% des cas recensés.

Tableau 46: Répartition des malades selon le type de maladie déclarée

	Unité : %
	Ensemble
IRA	8,1
Fièvre ou suspicion de paludisme	42,4
Maladies diarrhéiques	11,9
Infections cutanées	1,9
Infections bucco-dentaires	6,8
Blessures, brûlures,	5,4
Infections de l'œil et de ses annexes	1,9
Hypertension artérielle	3,1
Toux de plus de trois semaines	5,2
Infection gynécologique	1,6
Autre	11,8
Total	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau 47 : Taux d'incidence par âge et par province

Unité : %

	Moins de 11 mois	De 11 à 48 mois	Agés de plus de 4 ans	Ensemble
Antananarivo	15,0	8,2	7,9	8,2
Fianarantsoa	18,9	14,8	11,6	12,4
Toamasina	16,7	15,2	9,9	11,0
Mahajanga	21,6	13,9	9,8	10,9
Toliara	14,8	15,7	13,2	13,6
Antsiranana	19,5	13,3	8,6	9,8
Ensemble	17,3	13,0	10,1	10,8

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

En général, le taux le plus élevé est enregistré au niveau des moins de 11 mois avec 17,3% alors qu'il est de 10,1% pour les plus de 48 mois. En tenant compte du milieu résidence, c'est au niveau des Centres Urbains Secondaires que la proportion de malades est la plus élevée, soit 11,1%. Elle est de 10,2% au niveau des Grands Centres Urbains.

Tableau 48 : Taux d'incidence par âge et par milieu

Unité : %

Age	GCU	CUS	Rural	Ensemble
<11 mois	23,2	16,3	16,9	17,3
11 à 48 mois	11,4	14,8	12,9	13,0
>48 mois	9,6	10,3	10,2	10,1
Ensemble	10,2	11,1	10,8	10,8

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

C'est au sein de la province de Fianarantsoa que le taux le plus élevé en matière de fièvre ou suspicion de paludisme est enregistré avec près de 53,4% des maladies déclarées, ensuite Toamasina avec 43,3%. En matière de fièvre, la province d'Antananarivo enregistre le taux le plus bas avec 37,2% des cas. Les tendances pour les provinces sont à peu près les mêmes pour les maladies déclarées sauf pour la province d'Antananarivo où l'IRA, avec un taux d'incidence de 13,1%, devance les maladies diarrhéiques.

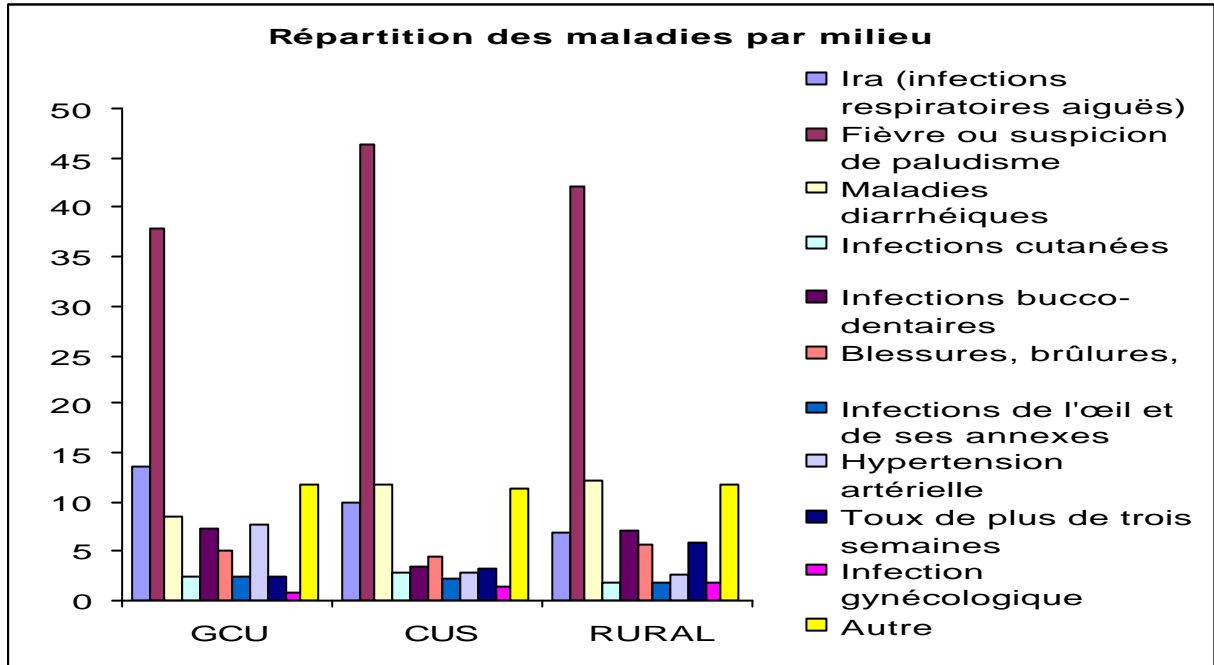
La province de Toliara enregistre le taux le plus élevé en matière d'infections gynécologiques avec 4% des cas, ce taux dépasse même le taux d'hypertension déclaré avec 0,9%. Mahajanga enregistre les taux les plus bas concernant les infections gynécologiques avec 0,5% suivi d'Antananarivo, soit 0,6%. Il est à noter que le taux d'hypertension artérielle est plus élevé à Toamasina soit 6,1% et à Antananarivo soit 5,4% contrairement aux autres provinces où il est de 0,9% pour Mahajanga ou encore de 1,3% pour Antsiranana.

Sur le plan géographique et en matière de fièvre, ce sont les centres urbains secondaires qui enregistrent le taux le plus élevé, 46,5%, suivis du milieu rural avec 42,3% de cas. Les grands centres urbains enregistrent le taux le plus bas avec 37,9%.

Les maladies diarrhéiques sont moins fréquentes dans les grands centres urbains, 8,6% des cas, alors que le milieu rural enregistre un taux de 12,3% et les centres urbains secondaires

11,9%. Ce sont les GCU qui enregistrent aussi le taux le plus bas concernant les infections gynécologiques soit 0,7% s'il est de 1,7% pour le milieu rural et de 1,4% pour le CUS. L'hypertension artérielle est élevée dans les GCU avec 7,4% des cas recensés, ce taux vaut 2,6% dans le milieu rural et 2,9% dans les CUS.

Graphique 11 : Répartition des maladies par milieu

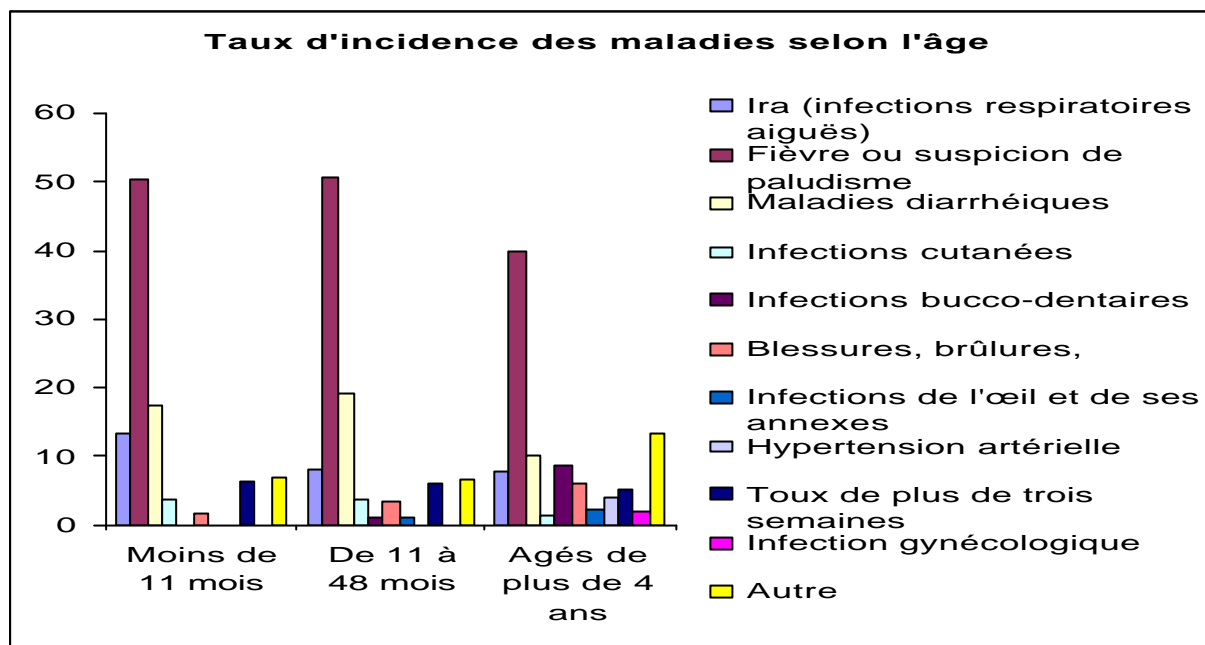


Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Les personnes ayant entre 11 et 48 mois sont les plus vulnérables au paludisme, 50,8% des maladies les touchant sont en effet composées essentiellement du paludisme. Le paludisme représente 50,4% des maladies touchant les moins de 11 mois et 39,9% des personnes âgées de plus de 4 ans. Au même titre que la fièvre, ce sont aussi les personnes entre 11 et 48 mois qui sont les plus touchées par les maladies diarrhéiques avec 19,1% des cas.

Le taux d'IRA enregistré pour les moins de 11 mois est plus élevé par rapport aux autres catégories d'âges avec 13,2% des cas, alors qu'il vaut 8,1% pour les 11 à 48 mois et de 7,7% pour les plus de 4 ans. Avec 0,1%, les moins de 11 mois enregistrent le taux le plus bas concernant les infections de l'œil s'il est de 1,2% pour les 11 à 48 mois et de 2,2% pour les plus de 4 ans.

Graphique 12 : Taux d'incidence des maladies selon l'âge



Source: INSTAT/DSM/EPM2004

VII-2 Consultations

Une personne malade sur 4 déclare être allée dans un centre de soin pour une consultation médicale. Le taux de consultation le plus élevé, 45,8%, est enregistré dans la province de Toliara puis à Antananarivo avec un taux de 45,4% suivis d'Antsiranana et de Mahajanga avec respectivement 43,4% et 42,1%. La province de Fianarantsoa, avec 26,7%, correspond au taux le plus bas.

Tableau 49: Taux de consultation externe par province

	Unité : %
Antananarivo	45,4
Fianarantsoa	26,7
Toamasina	37,9
Mahajanga	42,1
Toliara	45,8
Antsiranana	43,4
Ensemble	39,1

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Les raisons de non consultation sont à peu près identiques pour tous les milieux. Avec un taux de 50%, la première raison pour laquelle les malades ne vont pas en consultation est qu'ils estiment que leurs maladies ne sont pas graves. Les problèmes financiers, avec un taux de 26,2%, sont la deuxième raison de non consultation et viennent enfin l'éloignement du lieu de consultation avec un 10,4% des cas.

3,7% estiment qu'ils ne veulent tout simplement pas consulter un médecin. Ce sont surtout les gens des GCU avec 68,1% qui jugent qu'une consultation n'est pas nécessaire à

cause de la non gravité de leurs maladies. 1,5% des gens du grand centre urbain affirment que leurs non consultations sont dues à l'éloignement des centres de santé, 2,8% des personnes résidant en milieu urbain secondaire prétendent ne pas consulter un centre de soin pour d'autres raisons. Et enfin, 3,4% des gens résidant en milieu rural ne consultent aucun centre de soin parce qu'ils ne veulent tout simplement pas le faire.

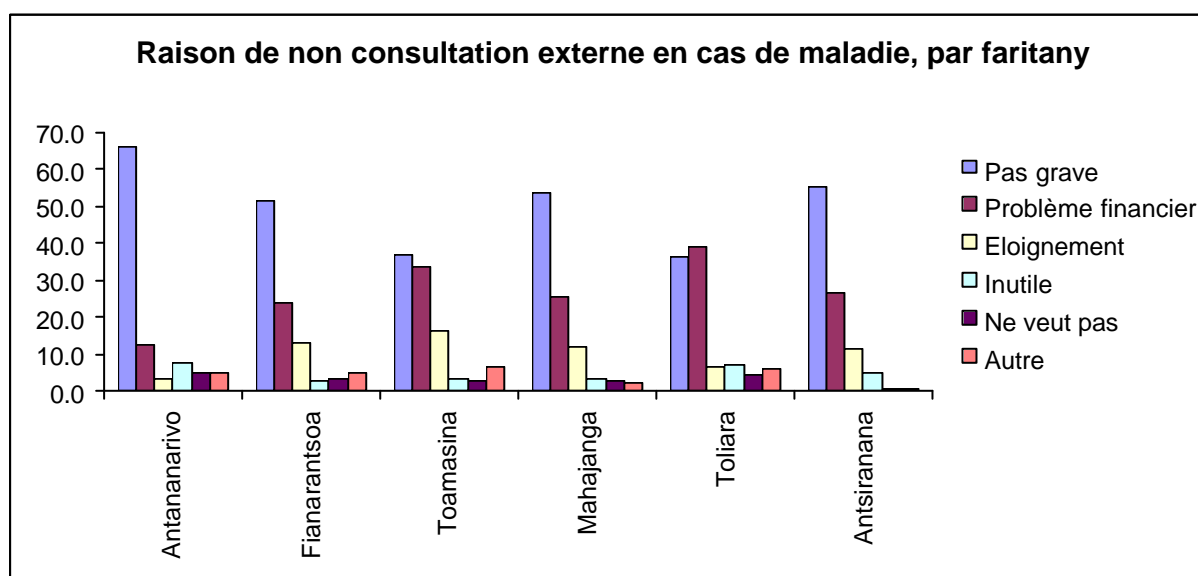
Tableau 50: Répartition des malades selon la raison de non consultation, par milieu

	Unité : %			
	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Pas grave	68,1	51,6	48,2	50,0
Problème financier	16,7	28,1	26,8	26,2
Eloignement	1,5	6,6	11,7	10,4
Inutile	3,0	5,7	4,8	4,8
Ne veut pas	4,3	5,1	3,4	3,7
Autre	6,4	2,8	5,1	5,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

66,1% des résidents dans la province d'Antananarivo, 55,1% des gens de la province d'Antsiranana et 53,7% des gens dans la province de Mahajanga ne vont pas en consultation médicale puisqu'ils estiment que leurs maladies ne sont pas graves. Comme précédemment, la seconde raison qui persuade les malades de ne pas aller en consultation est le problème financier (39% des cas pour la province de Toliara, 33,6 % pour Toamasina et 26,7% pour Antsiranana).

Graphique 13 : Raison de non consultation externe en cas de maladie, par maladie



Source: INSTAT/DSM/EPM2004

La première maladie pour laquelle les malades ne vont pas en consultation est l'IRA à cause de sa non gravité apparente. En effet, en cas d'IRA 45,3% des malades ne vont nulle part pour prendre des soins. La seconde raison de non consultation est le problème financier avec 36% des cas.

Tableau 51: Répartition des malades selon les raisons de non consultation externe

Unité : %

	IRA	Fièvre ou de suspicion de paludisme	Maladies diarrhéiques	Infections cutanées	Infections de l'œil et de ces annexes	Infection gynécologique	Autres maladies
Pas grave	45,3	57,7	52,4	19,3	28,7	2,2	37,4
Problème	36,0	17,6	30,0	62,6	46,9	80,0	38,4
Eloignement	4,0	13,7	12,7	0,0	13,8	2,2	3,2
Inutile	5,6	3,6	1,2	15,2	0,0	0,0	7,9
Ne veut pas	6,4	3,0	1,5	2,9	0,0	0,0	3,9
Autre	1,6	4,4	2,3	0,0	10,6	15,4	8,7
Non concerné	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
Ensemble	1100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

En cas de fièvre ou de suspicion de paludisme, 57,7% des malades estiment que leurs maladies ne sont pas graves et ne vont pas en consultation. La seconde raison de non consultation concerne les problèmes financiers soit 17,6% des cas, ensuite l'éloignement du lieu de consultation avec 13,7% des cas.

La même tendance que pour les deux précédentes maladies se précise. En effet, la première raison qui poussent les gens à la non consultation en cas de maladies diarrhéiques est qu'ils estiment que leurs maladies ne sont pas graves avec 52,4% des réponses, ensuite viennent les problèmes financiers avec 30% des cas puis l'éloignement des lieux de consultations avec 12,7%.

Contrairement aux autres cas, la première raison qui pousse les gens à la non consultation en matière d'infections cutanées est le problème financier soit 62,6% des réponses. 19,3% des gens estiment que leurs maladies ne sont pas assez graves pour nécessiter une consultation et 15,2% estiment que consulter un médecin pour une infection cutanée est inutile.

Au même titre que les infections cutanées, une non consultation en cas d'infection de l'œil et de ces annexes est due premièrement à un problème financier avec 46,9% des cas. Ensuite ceux qui estiment que leurs maladies ne sont pas graves présentent 28,7% des cas, suivent ceux qui jugent que les lieux de consultations sont loin avec 13,8% des cas.

En cas d'infections gynécologiques, 80% des personnes enquêtées ne consultent aucun médecin à cause des problèmes financiers. En ce qui concerne les autres maladies, le problème financier est la première cause de non consultation avec 38,4% des réponses. 37,4% estiment que leurs maladies ne sont pas suffisamment graves pour consulter un médecin.

Plus de la moitié des non-consultants choisissent de pratiquer l'automédication. L'hypertension artérielle (63,1%), la fièvre ou suspicion de paludisme (62,4%) et les maladies diarrhéiques (61,6%) sont les principales maladies pour les quelles les non-consultants la pratiquent. Même si certaines maladies nécessitent beaucoup d'argent (8 911,18 Ar pour une infection gynécologique), lors d'une automédication, les médicaments valent en moyenne 1 758 Ar.

Tableau 52: Part des automédications parmi les non-consultants et coût moyen des médicaments achetés

	Auto médications	Dépense moyenne en Fmg
IRA (infections respiratoires aiguës)	49,2	7 699
Fièvre ou suspicion de paludisme	62,4	4 696
Maladies diarrhéiques	61,6	17 744
Infections cutanées	54,8	15 186
Infections bucco-dentaires	58,7	3 010
Blessures, brûlures,	48,2	4 112
Infections de l'œil et de ces annexes	42,1	7 496
Hypertension artérielle	63,1	16 962
Toux de plus de trois semaines	47,0	6 854
Infection gynécologique	44,6	44 556
Autre	45,9	13 657
Ensemble	56,7	8 790

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

En moyenne, 4 personnes sur 10 vont dans les CSB2 quand elles sont malades, cette part est la plus importante. Le médecin privé est consulté par 18,7% des malades. Il faut aussi noter que 3,3% des gens voient un guérisseur pour y prendre des soins médicaux quand ils tombent malades.

Tableau 53: Pourcentage de visite par lieu de consultation

	Unité : %
	Ensemble
CHU/CHR	7,3
CHD	8,5
CSB1	11,5
CSB2	39,2
Clinique	4,2
Organisation sanitaire	1,1
Médecin privé	18,7
Guérisseur	3,3
Pharmacie	1,0
ONG- Association	2,5
Sage/femme	0,2
Autre	2,7
Ensemble	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

D'une manière générale, peu importe leur classe sociale, en cas de maladie, les personnes préfèrent aller dans un CSB ou voir un médecin privé. 4,2% des cadres supérieurs et plus d'un chômeur sur deux voient un médecin privé en cas de maladie. La totalité des stagiaires rémunérés enquêtés et la majorité des exploitants agricoles vont dans un CSB quand ils tombent malades.

Tableau 54: Lieux de consultation par Groupe Socio Economique

Unité : %

	CHU/ CHR		Médecin	
	CSB	CHD	privé	Autres
Cadre supérieur	32,2	1,3	44,2	22,3
Cadre moyen ou agent	26,4	25,1	28,2	20,3
Ouvrier ou salarié qualifié	31,2	10,4	28,6	29,8
Ouvrier non qualifié	43,9	8,0	26,0	22,2
Manœuvre	62,1	14,3	6,2	17,4
Stagiaire rémunéré	100,0	0,0	0,0	0,0
Indépendant	39,1	17,7	30,0	13,2
Chômeur	17,9	27,5	54,7	0,0
Inactif	31,2	5,95	43,7	19,2
Petit exploitant agricole	57,1	17,7	12,6	17,6
Moyen exploitant agricole	59,6	18,6	9,7	12,1
Grand exploitant agricole	62,1	12,3	15,2	10,4
Pêcheur	56,5	23,1	20,4	0,0
Autre	48,4	0,0	34,0	17,6
Ensemble	50,7	15,8	18,7	15,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

En général, le taux d'hospitalisation reste relativement faible car, en moyenne, seulement deux personnes sur 1000 sont hospitalisées. C'est à Toliara que ce taux est le plus élevé avec une moyenne de 6 personnes sur 1000. Ce taux vaut 1 sur 1000 à Antananarivo, Toamasina et Antsiranana.

Tableau 55: Taux d'hospitalisation par province et selon le milieu

Unité : %

	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	0,0	0,1	0,1
Fianarantsoa	0,2	0,2	0,2
Toamasina	0,3	0,0	0,1
Mahajanga	0,2	0,2	0,2
Toliara	0,3	0,6	0,6
Antsiranana	0,2	0,1	0,1
Ensemble	0,2	0,2	0,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

VII-3 Coûts des consultations

Le coût de consultation varie sensiblement d'une province à un autre, d'un milieu à un autre. Si dans la plupart des provinces, le coût de la consultation tourne autour de la moyenne, c'est-à-dire 5 393 FMG, c'est dans la province de Toliara qu'il est le plus élevé (8 002 FMG), Fianarantsoa enregistre le coût le plus bas avec 2 202 FMG.

D'une manière générale, une consultation vaut plus chère en milieu urbain qu'en milieu rural, à Antsiranana par exemple, une consultation en milieu urbain coûte deux fois plus qu'une consultation en milieu rural (10 529 FMG en milieu urbain contre 4 768 FMG en milieu rural). C'est uniquement à Toliara qu'une consultation est plus chère en milieu rural (8 785 FMG) qu'en milieu urbain (5 440 FMG).

Tableau 56: Coût moyen d'une consultation par province et par milieu

	Unité : en FMG		
	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	9 660	4 542	6 277
Fianarantsoa	2 515	2 078	2 202
Toamasina	6 478	3 969	4 599
Mahajanga	5 953	3 041	3 943
Toliara	5 440	8 795	8 002
Antsiranana	10 529	4 768	5 828
Ensemble	6 703	4 890	5 393

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

C'est dans les organisations sanitaires et dans les CSB2 que les gens paient le moins d'argent (1 000 FMG en moyenne) pour une consultation médicale. Si le coût moyen d'une consultation est de 5 000 FMG, dans une ONG ou Association il atteint son maximum (37 000 FMG). Une consultation chez un médecin privé coûte 10 000 FMG en moyenne.

Tableau 57: Coût moyen d'une consultation par lieu de consultation

Unité: FMG

	Ensemble
CHU/CHR	5 000
CHD	6 000
CSB1	2 000
CSB2	1 000
Clinique	12 000
Organisation sanitaire	1 000
Médecin privé	10 000
Guérisseur	4 000
Pharmacie	0
ONG ou Association	37 000
Sage femme informelle	2 000
Autre	11 000
Ensemble	5 000

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Pour se procurer des soins médicaux, les gens les plus riches sont logiquement ceux qui dépensent le plus d'argent (9 000 FMG). Toutefois, les gens les plus pauvres dépensent autant d'argent que les gens moyennement riches (quintile 4) au niveau sanitaire (3 000 FMG). Si une consultation dans un CSB vaut en moyenne 3 000 FMG, les gens les plus riches et moyennement riches paient plus d'argent, 4 000 FMG.

Tableau 58 : Coût moyen d'une consultation par lieu de consultation, par quintile

Unité: FMG

	CHU		Médecin privé	ONG		Autres	Ensemble
	CHR	CHD		Ou	Association		
Les plus pauvres	13 000	3 000	7 000	0	3 000	3 000	
Quintile_2	5 000	3 000	10 000	61 000	10 000	4 000	
Quintile_3	6 000	3 000	11 000	51 000	12 000	5 000	
Quintile_4	8 000	4 000	5 000	13 000	14 000	3 000	
Les plus riches	24 000	4 000	13 000	14 000	65 000	9 000	
Ensemble	11 000	3 000	10 000	37 000	29 000	5 000	

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Si le prix moyen de médicament par visite médicale est de 26 000 FMG, c'est à Antsiranana que les gens paient le plus d'argent pour des médicaments lors d'une visite médicale (43 000 FMG) alors qu'à Fianarantsoa ils paient, en moyenne, 14 000 FMG.

Tableau 59: Coût moyen de médicaments par visite médicale et par province

Unité : FMG	
	Ensemble
Antananarivo	18 000
Fianarantsoa	14 000
Toamasina	22 000
Mahajanga	31 000
Toliara	38 000
Antsiranana	43 000
Ensemble	26 000

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Si en moyenne, après une visite médicale, il faut payer 26 000 FMG de médicaments, dans une clinique il faut payer la somme record de 74 000 FMG. A part dans les pharmacies, où les gens paient en moyenne 9 000 FMG de médicaments par visite médicale, c'est dans les organisations sanitaires que les gens peuvent avoir les médicaments les moins chers, 11 000 FMG par visite médicale.

Tableau 60: Coût moyen de médicaments par visite médicale selon le lieu de consultation

Unité : FMG	
	Ensemble
CHU/CHR	30 000
CHD	30 000
CSB1	40 000
CSB2	18 000
Clinique	74 000
Organisation sanitaire	11 000
Médecin privé	28 000
Guérisseur	24 000
Pharmacie	9 000
ONG ou Association	46 000
Autre	73 000
Ensemble	26 000

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

La logique est respectée, le coût moyen des médicaments par visite médicale augmente en même temps que le niveau de vie des gens, les gens les plus riches dépensent deux fois plus que les gens les plus ou moyennement pauvres. Cette différence est flagrante dans les cliniques où les gens le plus pauvres paient 17 000 FMG en moyenne (et les gens moyennement pauvre 3 000 FMG), alors que les plus riches dépensent 126 000 FMG.

Tableau 61: Coût moyen des médicaments par visite médicale, par quintile et selon le lieu de consultation

Unité : FMG

Quintile de consommation	CUH			ONG		Ensemble
	CHR	CHD	CSB	Clinique	ou Association	
Les plus pauvres	16 000	32 000	17 000	5 000	46 000	14 000
Quintile_2	69 000	20 000	3 000	49 000	111 000	16 000
Quintile_3	23 000	38 000	38 000	35 000	127 000	24 000
Quintile_4	69 000	48 000	26 000	100 000	125 000	28 000
Les plus riches	98 000	50 000	126 000	59 000	212 000	35 000
Ensemble	60 000	38 000	74 000	46 000	145 000	26 000

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Les deux semaines qui ont précédés les enquêtes, pour avoir des soins médicaux les gens ont payé en moyenne 46 000 Fmg. Ce sont dans les pharmacies que les gens ont dépensé le moins d'argent pour des soins médicaux (13 000 FMG) alors que les personnes qui sont allées dans les ONG ou Associations ont payé dix fois plus.

Tableau 62: Coût moyen des consultations et des médicaments des deux dernières semaines

Unité:FMG

	Ensemble
CHU/CHR	48 000
CHD	75 000
CSB1	32 000
CSB2	25 000
Clinique	107 000
Organisation sanitaire	19 000
Médecin privé	62 000
Guérisseur	32 000
Pharmacie	13 000
ONG ou Association	130 000
Sage/femme	13 000
Autre	102 000
Ensemble	46 000

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Les deux dernières semaines qui ont précédées les enquêtes, c'est à Fianarantsoa que le coût moyen des consultations et des médicaments est le plus faible (20 000 FMG). Ce coût atteint son maximum à Antsiranana avec 17 600 Fmg. C'est à Mahajanga que le coût le plus élevé a été enregistré, 121 400 Fmg ont été dépensées dans des ONG ou Associations.

Tableau 63: Coût moyen des consultations et des médicaments des deux dernières semaines par province

Unité : FMG

	CHU		Clinique	ONG		Ensemble
	CHR	CHD		Ou Association	Autre	
Antananarivo	127 000	34 000	65 000	123 000	161 000	42 000
Fianarantsoa	151 000	25 000	16 000	13 000	85 000	20 000
Toamasina	108 000	41 000	279 000	63 000	153 000	40 000
Mahajanga	105 000	69 000	448 000	607 000	129 000	52 000
Toliara	85 000	57 000	109 000	107 000	506 000	56 000
Antsiranana	374 000	135 000	364 000	0	184 000	88 000
Ensemble	123 000	57 000	107 000	130 000	241 000	46 000

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

VII- 4 Vaccination

Un changement positif est visible dans l'amélioration de la santé infantile entre 2001 et 2004. On a en effet estimé à 36% le taux de vaccination complet des enfants âgés entre 12 et 23 mois en 2001 alors qu'en 2004, ce taux avoisine 63,4%. Le pourcentage des enfants n'ayant reçu aucun vaccin a aussi légèrement diminué de 2 points avec un taux estimé à 13,7% en 2004. Ces efforts sont notamment visibles pour les vaccins contre la rougeole et le Dtcoq polio. On évalue respectivement à 75% et à 72% le taux d'immunisation des enfants contre ces maladies.

Les provinces d'Antananarivo, de Fianarantsoa et de Toamasina figurent parmi les zones les plus privilégiées car leur taux de couverture est compris entre 72 et 77%. Les trois autres provinces présentent un taux de vaccination complète de plus faible envergure en particulier pour Antsiranana où 31,2 % des enfants seulement sont protégées contre les trois types de maladies. Les enfants des Grands Centres Urbains sont aussi les plus avantageux mais il n'y a pas de différence significative entre les Centres Urbains Secondaires et le Milieu Rural.

Tableau 64 : Taux de vaccination par type de vaccin pour les enfants entre 12 et 23 mois

	Unité : %				
	BCG	DTc/Polio	Rougeole	Complet	Aucun
Province					
Antananarivo	88,7	82,7	81,0	73,5	9,5
Fianarantsoa	90,1	81,8	77,1	71,9	9,7
Toamasina	85,9	86,4	85,2	77,1	9,1
Mahajanga	58,3	58,8	73,9	47,0	15,7
Toliara	66,5	47,5	60,6	45,3	27,2
Antsiranana	68,6	38,7	58,9	31,2	20,5
Milieu					
AGCU	88,5	78,3	85,6	74,9	8,6
CUS	76,8	70,3	74,3	61,5	16,2
Rural	80,0	71,3	74,3	62,4	13,9
Ensemble	80,4	71,7	75,2	63,4	13,7

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Notons que 55,7 % des enfants ont pu présenter leur carnet de vaccination dans l'enquête et 67,7% ont affirmé en avoir déjà eu. Il y avait donc 12% qui n'ont pu présenter le leur. Cette présentation a fait défaut notamment dans les provinces de Toliara et d'Antsiranana où 55% seulement des enfants ont déjà eu possession de leur carnet. A Antsiranana, 24% seulement des enfants ont pu présenter leur carnet aux enquêteurs.

Tableau 65: Proportion d'enfant ayant pu présenter leur carnet et ceux l'ayant déjà eu

	Unité : %	
	Présentation	Possession
Province		
Antananarivo	63,8	73,0
Fianarantsoa	59,5	71,2
Toamasina	68,6	73,8
Mahajanga	50,2	66,7
Toliara	41,8	54,3
Antsiranana	23,9	54,9
Milieu		
AGCU	46,8	66,0
CUS	56,0	64,7
Rural	56,6	68,3
Ensemble	55,7	67,7

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

VII- 5 Le planning familial

Le PF est une méthode de contraception, et il a pour but de limiter le nombre de la population. Son utilisation assure une meilleure santé de la mère et rendre à l'Etat un développement rapide. Le PF a pour but de lutter contre les IST SIDA, offrir l'Information Education et Communication à la mère famille et communauté en matière de la santé publique.

VII-5-1 Connaissance du planning familial

En général, 62% des personnes enquêtées connaissent ce qu'est le Planning Familial. C'est à Antananarivo que les gens sont les plus sensibilisés sur le concept de PF (73,7% des personnes enquêtées), Toamasina se trouve à la deuxième place avec 71,3%. Plus de la moitié des enquêtés ne connaissent pas le PF à Mahajanga et à Toliara.

Tableau 66: Proportion d'individus connaissant le PF, par province

	Unité: %
	Connaissent le PF
Antananarivo	73,7
Fianarantsoa	56,4
Toamasina	71,3
Mahajanga	46,5
Toliara	48,5
Antsiranana	63,7
Ensemble	62,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Les personnes qui ont entre 15 et 20 ans sont les moins sensibilisées sur le PF. A partir de 20 ans, la part de gens qui connaissent le PF tourne autour de la moyenne mais atteint son maximum, 68,3%, dans la tranche d'âge [35-40[ans.

Tableau 67: Proportion d'individus connaissant le PF, par tranche d'âge

	Unité: %
	Connaissent le PF
[15-20[	48,4
[20-25[	63,8
[25-30[	67,4
[30-35[	65,4
[35-40[	68,3
[40-45[	67,5
[45-50[	61,7
Ensemble	62,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Les personnes vivant dans les Grands Centres Urbains sont celles qui connaissent le plus le PF, 88,4% d'entre elles. 57% des ruraux savent ce qu'on entend par PF.

Tableau 68: Proportion d'individus connaissant le PF, selon le milieu

	Unité %
	Connaissent le PF
GCU	88,4
CUS	66,9
Rural	56,9
Ensemble	62,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Les stagiaires rémunérés sont ceux qui connaissent le plus le PF. Plus de 8 personnes sur 10 sont sensibilisées sur le PF dans les groupes des Cadres supérieurs, Ouvriers ou salariés et chômeur. Et si la part de personnes connaissant le PF tourne autour de la moyenne dans presque la totalité des autres groupes socio-économiques, seuls 46,6% des membres du groupe des petits exploitants le connaissent.

Tableau 69: Proportion d'individus connaissant le PF, selon le Groupe Socio-Economique

	Unité %
	Connaissent le PF
Cadre supérieur	84,6
Cadre moyen	79,4
Ouvrier ou salarié	86,0
Ouvrier non qualifié	81,2
Manœuvre	63,6
Stagiaire rémunéré	100,0
Indépendant	76,9
Chômeur	88,4
Inactif	79,4
Petit exploitant	46,6
Moyen exploitant	61,4
Grand exploitant	59,1
Pêcheur	58,0
Autre	78,0
Ensemble	62,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

VII-5-2 Ceux qui pensent que le Planning Familial (PF) est utile

Toutes les personnes qui connaissent le PF ne sont pas convaincues qu'il est utile. En moyenne 68,7% de ceux qui le connaissent pensent qu'effectivement il est nécessaire. C'est à Fianarantsoa et à Antananarivo, respectivement 76% et 70,7%, que les gens sont les plus sensibilisés sur l'utilité du Planning Familial. Dans les autres provinces, cette part varie sensiblement autour de la moyenne sauf à Antsiranana où elle vaut 52,4%.

Tableau 70: Perception du Planning Familial (PF) par province

	Unité : %
	Pensent que c'est utile le PF
Antananarivo	70,7
Fianarantsoa	76,0
Toamasina	66,9
Mahajanga	63,9
Toliara	68,0
Antsiranana	52,4
Ensemble	68,7

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

C'est entre 20 et 40 ans que les gens sont les plus persuadés de l'utilité du PF, en gros 7 personnes sur 10. Cette part baisse sensiblement en dehors de cette tranche d'âge puisque de 15 à 20 ans et de 40ans et plus, 6 personnes sur 10 en sont convaincues.

Tableau 71: Perception du Planning Familial (PF) par tranche d'âge

	Unité : %
	Pensent que c'est utile le PF
[15-20[	60,7
[20-25[	73,9
[25-30[	74,0
[30-35[	71,4
[35-40[	72,4
[40-45[	61,6
[45-50[	62,2
Ensemble	68,7

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Le milieu de résidence n'a pas trop d'influence sur la conviction de l'utilité du PF. Que ce soit dans un Grand Centre Urbain, dans les Centre Urbain Secondaires ou dans le milieu Rural, la part des personnes convaincues de la nécessité du PF varie autour de la moyenne.

Tableau 72: Perception du Planning Familial (PF) selon le milieu

	Unité : %
	Pensent que c'est utile le PF
GCU	69,5
CUS	69,1
Rural	68,4
Ensemble	68,7

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Dans le groupe des pêcheurs et des stagiaires rémunérés, 9 personnes sur 10 sont persuadées que le PF est nécessaire. Plus de 7 personnes sur 10 en sont convaincues dans les groupes des Cadre supérieur, Ouvrier ou salarié, Manœuvre et chômeurs. Dans les autres groupes, la part des personnes convaincues de l'utilité du PF tourne autour de la moyenne.

Tableau 73: Perception du Planning Familial (PF) selon le Groupe Socio-Economique

	Unité : %
	Pensent que c'est utile le PF
Cadre supérieur	70,8
Cadre moyen	68,2
Ouvrier ou salarié	78,7
Ouvrier non qualifié	78,2
Manœuvre	75,3
Stagiaire rémunéré	91,6
Indépendant	69,5
Chômeur	73,3
Inactif	54,9
Petit exploitant	66,0
Moyen exploitant	65,3
Grand exploitant	65,2
Pêcheur	93,7
Autre	63,3
Ensemble	68,7

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

VII-5-3 Le taux d'utilisation du PF

Les personnes persuadées de l'utilité du PF ne l'utilisent pas forcément toutes. En moyenne seulement 15% des persuadées l'utilisent. Antananarivo dépasse les autres provinces dans le taux d'utilisation du PF avec ces 20% d'utilisateurs. C'est à Antsiranana que ce taux est le plus faible (11,7%).

Tableau 74 : Utilisation du Planning Familial (PF) par province

	Unité : %
	Utilisent le PF
Antananarivo	20,0
Fianarantsoa	12,4
Toamasina	12,6
Mahajanga	14,0
Toliara	13,7
Antsiranana	11,7
Ensemble	15,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Entre 15 et 20 ans le taux d'utilisation du PF est le plus faible 4,3%. A partir de 20 ans, ce taux augmente et atteint son maximum dans la tranche d'âge [30-35[ans pour finalement tomber à 8,8% dans le groupe des [45-50[ans.

Tableau 75 : Utilisation du Planning Familial (PF) par tranche d'âge

Unité : %	
Utilisent le PF	
[15-20[	4,3
[20-25[	14,0
[25-30[	20,4
[30-35[	23,0
[35-40[	19,7
[40-45[	18,8
[45-50[	8,8
Ensemble	15,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Le milieu de résidence a une influence particulière sur le taux d'utilisation du PF. En effet, c'est dans les Grands Centre Urbain que le taux est le plus fort, 24,5%, et dans le milieu rural où il est le plus faible 12,8%.

Tableau 76: Utilisation du Planning Familial (PF) selon le milieu

Unité : %	
Utilisent le PF	
GCU	24,5
CUS	18,5
Rural	12,8
Ensemble	15,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

C'est dans les groupes des pêcheurs et ouvriers non salariés que le taux d'utilisation atteint son apogée, globalement 3 personnes sur 10. Le groupe des inactifs enregistre le taux le plus bas, 7,2%.

Tableau 77: Utilisation du Planning Familial (PF) selon le Groupe Socio-Economique

	Unité : %
	Utilisent le PF
Cadre supérieur	20,2
Cadre moyen	18,3
Ouvrier ou salarié	29,7
Ouvrier non qualifié	25,5
Manœuvre	16,5
Stagiaire rémunéré	19,5
Indépendant	22,0
Chômeur	18,0
Inactif	7,2
Petit exploitant	10,2
Moyen exploitant	11,3
Grand exploitant	12,8
Pêcheur	30,5
Autre	25,6
Ensemble	15,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Le taux d'usage du PF par les femmes ne voulant pas d'enfant dans les 12 prochains mois est de 16,4%. Ce taux est sensiblement supérieur au taux moyen d'usage du PF. Dans cette situation, c'est toujours Antananarivo qui a le plus grand taux (21%) et Antsiranana le plus faible (12,8%).

Tableau 78: Taux d'usage du PF par les femmes ne voulant pas d'enfant dans les 12 prochains mois, par province

	Unité : %
Antananarivo	21,0
Fianarantsoa	13,9
Toamasina	14,0
Mahajanga	13,9
Toliara	14,8
Antsiranana	12,8
Ensemble	16,4

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

La méthode injection est la plus utilisée des femmes avec 45,1% de taux d'utilisation (ce sont des injections effectuées sur la femme en des périodes fixes (entre 1 et 3 mois selon le produit) constituant la durée de protection). La pilule et l'abstinence périodique sont utilisées par respectivement 22,1% et 20,7% des femmes. Le condom n'est utilisé, comme méthode de PF, que par 4,1% des femmes. La méthode de retrait est utilisée par uniquement une personne sur 1000.

Tableau 79: Taux d'utilisation par méthode

	Unité : %
Pilule	22,1
DIU	0,7
Injections	45,1
Implants	1,0
Diaphragme	0,2
Condom	4,1
Stérilisation féminine	1,5
Abstinence périodique	20,7
Retrait	0,1
Autres	4,5
Ensemble	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Dans l'ensemble, les injections, la pilule et l'abstinence périodique sont les moyens les plus utilisés dans toutes les provinces de Madagascar. Si dans la presque totalité des cas la méthode injection est la plus utilisée, c'est à Toliara et à Fianarantsoa que le taux d'utilisation de cette méthode est le plus grand (respectivement 59,1% et 51,5%). L'abstinence périodique représente un moyen que 25% des personnes vivant à Antananarivo et à Mahajanga utilisent. Le condom et la stérilisation féminine sont les méthodes les moins utilisées.

Tableau 80: Taux d'utilisation par méthode, par province

	Unité : %					
	Pilule	Injection	Condom	Stérilisation féminine	Abstinence périodique	Autre
Antananarivo	22,3	43,5	1,9	2,5	25,0	4,9
Fianarantsoa	13,2	51,5	1,2	0,5	24,3	9,3
Toamasina	36,6	36,3	6,5	0,4	16,2	3,9
Mahajanga	11,9	45,9	6,6	0,5	25,5	9,6
Toliara	20,5	59,1	9,6	1,3	4,8	4,7
Antsirana na	38,8	22,9	4,7	3,2	18,3	12,0
Ensemble	22,1	45,1	4,1	1,5	20,7	6,5

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

La même tendance que dans les provinces se poursuit dans le milieu géographique. Les injections, la pilule, et l'abstinence périodique sont les méthodes les plus utilisées. La part d'utilisation de ces méthodes est quasiment la même que ce soit dans les grands centres urbains, dans les centres urbains secondaires ou dans le milieu rural. Toutefois, par rapport aux centres urbains, le taux d'utilisation du condom, comme moyen de contraception, est relativement faible en milieu rural (2,9% contre 5,3% et 7,2%).

Tableau 81: Taux d'utilisation par méthode, par milieu

Unité : %

	Pilule	Injections	Condom	Stérilisation féminine	Abstinence périodique	Autres
GCU	22,9	42,1	5,3	2,9	20,5	6,3
CUS	21,7	45,0	7,2	0,8	23,1	2,2
RURAL	22,0	46,1	2,9	1,3	20,2	7,6
Ensemble	22,1	45,1	4,1	1,5	20,7	6,5

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Malgré une légère augmentation de la prévalence contraceptive moderne depuis 1997, le niveau de l'utilisation de PF était passée de 10 à 17 % chez les femmes en union, le niveau d'utilisation demeure encore faible en 2004 dans chaque province. La diminution de taux d'utilisation de Planning Familial est due à des motifs très différents dans chaque province.

Dans l'ensemble la situation matrimoniale joue un très grand rôle sur la non utilisation de Planning familial surtout pour les non mariés ou célibataire. 18,3% des non utilisateurs du Planning familial évoquent leur situation matrimoniale comme principale raison, c'est la part la plus importante d'entre toutes les raisons dans chaque province. La province de Toamasina atteint 23,5% en ce qui concerne ce motif, suivi de la capitale avec 22,8%, de Toliara avec 16,63%, d'Antsiranana avec 15,9%, de Mahajanga avec 15,5% et enfin de Fianarantsoa avec 12,4%

L'absence de rapport sexuel, le rapport sexuel peu fréquent et l'allaitement sont des motifs fréquents du non utilisation de Planning familial et le taux est plus élevé dans la province de Fianarantsoa avec respectivement 17,4% , 9,0% et 13,1% des cas. La ménopause qui est élevée à Antananarivo et à Toliara est aussi l'un des principaux motifs de non utilisation de PF avec 3,6% des cas. A Antsiranana ce motif représente 3,1% de cas, 2,1% à Fianarantsoa, 1,9% à Toamasina et 1,7% à Mahajanga.

Le stérilet, l'interdit religieux, l'opposition des autres personnes pour l'utilisation de PF, l'enquête opposée, le non connaissance de la source de méthode, la peur des effets secondaires, le prix de la méthode l'interférence avec le processus normal du corps, l'utilisation déjà d'une méthode contraceptive, le non habitude de pratiquer l'utilisation de PF sont des motifs que non négligeable pour la non utilisation de PF. Même si leur taux est faible (il varie entre 0,1% à 1,8%) ces motifs sont toujours présents pendant l'enquête dans chaque province.

L'ignorance de la méthode est très élevée pour la province de Mahajanga avec 31,9% des cas, Toliara se trouve à la deuxième place avec 15,6% des cas, suivi d'Antsiranana avec 10,5%, de Toamasina avec 5,8%, de Fianarantsoa avec 4,7% des cas et enfin de la capitale avec 4,3%. Il y a aussi la volonté d'utiliser les méthodes naturelles. Ce motif obtient le plus grand taux dans la capitale avec 14,9% et le plus faible dans la province de Mahajanga avec 2,4%.

Il ne faut non plus oublier que la volonté d'avoir d'autres enfants est un motif important pour la non utilisation de PF car dans l'ensemble elle atteint 10,4% des cas. La province de Toliara est le plus concerné avec 14,8% des cas, suivi de Toamasina avec 12,3%, de Mahajanga et ces 12,1%, d'Antsiranana avec 11,5%, de Fianarantsoa avec 10,8% et enfin de la Capitale avec 5,8%. Les motifs de non utilisation de Planning Familial ont une importance quant à son étude pour évaluer les objectifs du gouvernement. Ils doivent être étudiés au niveau national dans chaque province ainsi que dans les milieux urbains et ruraux

Tableau 82: Motifs de non utilisation de Planning Familial

	Unité : %
	Ensemble
Pas marié	18,3
Pas de rapport sexuel	11,3
Rapport sexuel peu fréquent	4,4
Ménopause	2,8
Stérile	0,5
Allaitement	6,9
Veut d'autres enfants	10,4
Enceinte	5,0
Enquêté opposée	1,8
Conjoint opposé	3,0
Autres personnes opposées	0,5
Interdits religieux	1,8
Ne connaît pas de méthode	9,9
Ne connaît pas de source	1,6
Problèmes de santé	2,8
Peur des effets secondaires	4,5
Pas accessible	0,2
Trop chère	0,3
Pas pratique à utiliser	1,0
Interférer avec le processus normal du corps	0,3
Utilise déjà une méthode contraceptive	0,1
Veulent utiliser les méthodes naturelles	8,4
Autres	2,0
Ne sais pas	2,5
Total	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

A Madagascar, le principal motif de non utilisation de Planning Familial pour les jeunes de 15-20 ans est leur situation maritale. 37% d'entre eux ont dit que le fait qu'ils ne sont pas mariés les incite à n'utiliser aucune méthode contraceptive. Dans cette tranche d'âge le motif « Pas de rapport sexuel » obtient un taux de non-utilisation de 19,8%. La ménopause est la principale raison de non utilisation pour les adultes compris entre 45-50 ans, le taux de non-utilisation atteint 23,8% pour cette raison.

Tableau 83 : Motifs de non utilisation de planning familial par tranche d'âge

Unité: %

	[15-20[	[20-25[	[25-30[	[35-40[	[45-50[
Pas marié	37,0	21,6	11,7	7,0	11,1
Pas de rapport sexuel	19,8	11,8	5,6	8,1	9,5
Rapport sexuel peu fréquent	5,3	3,8	5,0	1,9	7,3
Ménopause/Hystérectomie	0,0	0,0	0,0	0,6	23,8
Stérile	0,0	0,4	0,2	0,9	1,1
Allaitement	5,0	9,8	9,4	7,8	2,8
Veut d'autres enfants	7,8	13,4	13,0	10,2	4,2
Enceinte	3,4	8,8	7,6	3,9	0,1
Enquêté opposée	0,7	1,1	0,8	4,4	2,4
Conjoint opposé	1,0	1,9	3,6	4,7	5,0
Autres personnes opposées	0,3	1,0	0,2	0,3	0,1
Interdits religieux	1,0	1,3	1,5	2,9	3,7
Ne connaît pas de méthode	8,1	7,1	11,9	13,6	6,9
Ne connaît pas de source	2,1	1,2	1,7	0,8	0,4
Problèmes de santé	0,7	1,8	3,8	5,4	2,4
Peur des effets secondaires	1,5	4,4	3,8	7,4	4,3
Trop chère	0,1	0,0	0,6	0,2	
Pas pratique à utiliser	0,3	0,3	1,6	1,0	1,3
Utilise déjà les méthodes			0,2	0,6	
Utilise méthodes naturelles	2,9	7,1	11,9	11,7	7,2
Ne sais pas	1,8	2,2	4,1	2,8	1,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

VII- 6 Consultation prénatale (CPN)

D'après les recommandations du Groupe Hospitalier Mère Enfant, l'accouchement doit être pratiqué en centre hospitalier pour sauver la vie du nouveau né et de la mère. En plus, la CPN est la meilleure méthode pour dépister tous les risques et les pathologies pouvant survenir au cours de la grossesse. Une mère doit être subir 4 CPN au minimum. La CPN a pour but de savoir le plan d'accouchement (voie basse ou opération césarienne), de voir l'évolution de la grossesse si évolutive ou arrêtée, de voir l'indication d'un examen échographique.

Des variations existent quant à la proportion des femmes ayant eu une consultation prénatale par province et par milieu. Dans la capitale le taux de consultation est le plus élevé au niveau de GCU où il atteint 96,2%. Toamasina a un taux de 91,7% suivi de Fianarantsoa et de Mahajanga avec respectivement 87,6% et 80%. Toliara et Antsiranana enregistrent les taux les plus faibles avec respectivement 69,4% et 69,8%. Dans les CUS, la province de Fianarantsoa occupe la première place avec un taux e consultation de 89% suivi d'Antsiranana avec 88,9%, ensuite Antananarivo avec 88,5% et enfin Mahajanga 82,4%. Les taux les plus bas se retrouvent à Toamasina et à Toliara avec respectivement 74,8% et 71,2%.

En milieu rural, Toamasina a le taux e consultation le plus élevé avec 91% des cas suivi de la Capitale avec un taux de 85,2% et de Fianarantsoa avec 83,0%. Toliara et Antsiranana ont respectivement des taux de 67,8% et 73,7%. La province de Mahajanga se retrouve à la

dernière position avec un taux très faible de 58,7%. Mais dans l'ensemble, GCU par rapport à CUS et RURAL, le taux de consultation est plus élevé dans les Grands centre urbain (91,1%) par rapport au centre urbain secondaire (82,4%) et au milieu rural (78,6%).

Tableau 84: Proportion de femmes ayant eu une consultation prénatale, par province et par milieu

Province	Unité : %			
	GCU	CUS	RURAL	Ensemble
Antananarivo	96,2	88,5	85,2	87,4
Fianarantsoa	87,6	89,3	83,0	83,9
Toamasina	91,7	74,8	91,1	88,6
Mahajanga	80,0	82,4	58,7	62,4
Toliara	69,4	71,2	67,8	68,4
Antsiranana	69,8	88,9	73,7	75,1
Ensemble	91,1	82,4	78,6	80,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

A Madagascar, presque la totalité des naissances a été achevée avec une consultation de soin prénatal. Quant à l'accouchement naturel, le taux d'achèvement atteint 96,2% et la différence est très étroite par rapport aux grossesses qui n'ont pas suivi le soir prénatal, le taux d'achèvement est de 91,9%. Le taux d'achèvement de ce grossesse avec ou sans consultation par voie d'accouchement naturel est de 95,5% dans l'ensemble.

Le soin prénatal suivi d'un accouchement par césarienne n'occupe que 0,6%, et 0,3% pour ce qui n'ont pas eu de consultation prénatale. Dans l'ensemble, le taux d'achèvement de la grossesse avec ou sans consultation prénatale est de 0,5% ce qui n'est vivement pas proportionnel au taux d'accouchement naturel.

Les mort-nés, les fausses couches spontanées occupent 1,1% et 1,5% du taux d'achèvement avec consultation et presque leur double pour le taux d'achèvement sans consultation prénatale avec un pourcentage de 1,7% et de 3,8%. Ils atteignent plus du double du pourcentage de l'accouchement par césarienne avec 1,2% c'est à dire pour les mort-nés et ce taux est triplé pour les fausses couches spontanées car il atteint 12,9% dans l'ensemble. Les fausses couches provoquées et l'avortement provoqué ont respectivement un taux d'achèvement très bas avec respectivement 0,1% et 0,6% pour ceux qui ont eu une consultation prénatale (sans consultation, ce taux vaut 1,8% et 0,5%).

Tableau 85: Taux d'achèvement de la grossesse avec ou sans consultation prénatale

Unité: %

	Soin prénatal		
	Oui	Non	Ensemble
Accouchement naturel	96,2	91,9	95,5
Accouchement par césarienne	0,6	0,3	0,5
Mort-né	1,1	1,7	1,2
Fausse couche spontanée	1,5	3,8	1,9
Fausse couche provoquée	0,1	1,8	0,3
Avortement provoqué	0,6	0,5	0,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Dans l'ensemble, c'est le CSB2 qui est le lieu qui attire le plus de gens pour la consultation prénatale dans l'île avec un pourcentage de 59,6%. Pour Antananarivo c'est le CSB2 qui occupe la première place et le médecin privé informel qui est la dernière. Et c'est pareil pour la province de Fianarantsoa, de Mahajanga, et d'Antsiranana.

La clinique privée obtient 6,4% des choix des femmes qui veulent accoucher dans la Capitale. Cette part est quasiment nulle pour les autres provinces surtout Toamasina et Fianarantsoa. Pour les médecins privé c'est la province d'Antsiranana qui occupe la première place avec 14,4%, suivi de Toliara avec 7,1%, de Mahajanga avec 5,8%, ensuite de la capitale avec 3,8% et enfin Toamasina et Fianarantsoa avec 1,7% chacun.

Pour le CSB2, c'est la province de Toamasina qui a le pourcentage le plus élevé avec 70,1% des cas. En ce qui concerne le CSB1, c'est la province d'Antsiranana qui occupe la première place avec un taux de 24% et le taux le plus faible est celui du province de Toamasina avec 3,6%. Par contre, le pourcentage de CHU, de pharmacie, de médecin privé informel ainsi que l'organisation sanitaire est égale à 0 dans cette province.

Tableau 86: Lieux de consultation choisis pour consultation prénatale, par province

Unité: %

	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
CHU	3,8	1,1	0,6	1,3	1,1	0,0	1,8
CHR	3,7	0,6	3,1	3,1	1,3	1,2	2,3
CHD1	4,3	2,7	3,0	4,3	9,9	2,2	4,2
CHD2	7,7	7,8	6,4	4,2	12,0	2,3	7,3
CSB1	9,0	10,3	3,6	21,5	12,7	24,0	11,3
CSB2	57,5	67,4	70,1	56,8	45,2	50,4	59,6
Clinique privé	6,4	0,0	0,0	0,4	0,2	0,3	2,1
Médecin privé	3,8	1,7	1,7	5,8	7,1	14,4	4,4
Organisation sanitaire	1,7	0,9	0,2	0,4	0,1	0,0	0,8
Pharmacie	1,4	1,0	10,5	2,3	7,3	4,6	3,7
Médecin privé informel	0,0	0,0	0,5	0,0	2,1	0,0	0,3
ONG	0,2	0,2	0,0	0,0	1,0	0,0	0,2
Autres	0,5	6,2	0,3	0,0	0,1	0,7	1,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Dans l'ensemble, en analysant les lieux de consultation par quintile, c'est toujours le CSB2, avec son taux de consultation de 59,6%, qui occupe la première place devant le CSB1. Les ONG et médecin privé informel obtiennent le taux le plus bas. Ce sont les plus pauvres qui vont le plus dans les CSB1 (14,6%).

Tableau 87: Lieux de consultation choisis pour consultation prénatale par quintile

Unité : %

	Les plus pauvres	Les plus riches	Ensemble
CHU	0,2	3,9	1,8
CHR	2,4	2,8	2,3
CHD1	2,6	3,7	4,2
CHD2	5,0	4,6	7,3
CSB1	14,6	11,0	11,3
CSB2	63,4	53,8	59,6
Clinique privé	0,0	8,1	2,1
Médecin privé	1,6	6,9	4,4
Organisation sanitaire	0,7	2,5	0,8
Pharmacie	6,4	1,4	3,7
Médecin privé informel	1,3	0,2	0,3
ONG	0,1	0,3	0,2
Autres	1,9	1,0	1,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Les taux de consultation du médecin privé informel, des ONG sont toujours faibles pour chaque milieu de résidence. Dans l'ensemble, le CSB2 reste le lieu le plus visité, peu importe le milieu de résidence. Par contre, les Grands centres urbains ont une nette tendance à aller dans les CHU, CHR ou clinique privée pour une consultation prénatale. Ces lieux sont moins visités dans les centres urbains secondaires et dans le milieu rural, où la tendance est plutôt pour les CSB1.

Tableau 88: Lieux de consultation choisi pour consultation prénatale par milieu

	Unité: %		
	GCU	CUS	RURAL
CHU	10,1	1,7	0,8
CHR	10,4	1,9	1,4
CHD1	8,3	12,6	2,5
CHD2	1,1	13,4	7,1
CSB1	6,9	20,4	10,5
CSB2	36,6	39,1	65,3
Clinique privée	12,5	0,9	1,0
Médecin privé	9,5	3,2	4,0
Organisation sanitaire	2,1	1,5	0,6
Pharmacie	0,6	2,1	4,3
Médecin privé informel	0,0	1,0	0,3
ONG	1,1	1,0	0,0
Autres	0,8	1,2	2,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

VII- 7 Tétanos néonatal (TN)

La TN est une maladie infectieuse aiguë avec des séquelles neurologiques graves. Selon les recommandations de l'OMS, toutes les mères enceintes doivent être vaccinées contre les maladies pendant leur grossesse en particulier la TN. En matière du Programme Elargie de la Vaccination PEV, le Vaccin Antitétanique VAT est obligatoire et il faut l'achever avant l'accouchement. L'absence de la CPN pendant la grossesse, le mauvais choix du plan d'accouchement et le problème de la matrone provoquent la TN.

Durant l'année 2004, 37,4% des futurs enfants des femmes les plus pauvres sont protégés contre le tétanos néonatal contre 55,5% pour les plus riches. D'une manière générale, c'est Antananarivo qui bénéficie le plus de la protection contre le tétanos néonatal puisque 65,9% es plus pauvres et 64,56% des plus riches en profitent. Antsiranana est le plus dépourvu de ces protections puisque 3,8% des plus pauvres et 18,6% des plus riches en jouissent. Ce sont les plus riches de Toamasina qui profitent le plus de ces protections avec un taux de 76%. Dans l'ensemble donc, Madagascar a un pourcentage de 45,2% pour le promotion des enfants protégés cotre le tétanos néonatale.

Tableau 89: Proportion des enfants protégés contre le tétanos néonatal par province et quintile

	Unité : %		
	Plus pauvre	Plus riche	Ensemble
Antananarivo	65,9	64,5	62,2
Fianarantsoa	37,3	52,1	46,1
Toamasina	36,5	76,0	44,1
Mahajanga	26,5	64,2	25,3
Toliara	24,6	50,2	38,2
Antsiranana	3,8	18,6	26,3
Ensemble	37,4	55,5	45,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Dans l'ensemble, sur la proportion des enfants protégés contre le tétanos néonatal, c'est la Capitale qui tient la première place avec 62,2% des cas, suivi de Fianarantsoa avec 46,1%, de Toamasina avec 44,1%, ensuite de Toliara avec 38,0%, d'Antsiranana avec 26,3% et enfin de Mahajanga avec 25,3%.

En tenant compte du milieu de résidence, au niveau de GCU c'est toujours la Capitale qui a le pourcentage le plus élevé avec 68,5% des cas. C'est Fianarantsoa qui a le plus faible pourcentage, 47,5%. D'une manière générale, dans les GCU, 64,3% des femmes ont pu avoir cette protection contre 49,2% dans le CUS et 42,7% dans le milieu rural.

Tableau 90: Proportion des enfants protégés contre le tétanos néonatal par province, par milieu

	Unité : %		
	GCU	CUS	RURAL
Antananarivo	68,5	57,4	61,2
Fianarantsoa	47,5	52,9	45,2
Toamasina	66,3	42,0	42,9
Mahajanga	59,6	44,8	20,8
Toliara	58,9	47,1	35,5
Antsiranana	49,0	43,3	24,2
Ensemble	64,3	49,2	42,7

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

L'année dernière, l'ensemble de la proportion des enfants protégés contre le tétanos néonatal est en moyenne 42,2%. Le taux est très élevé, 66,4%, dans une famille dont le chef de ménage est un manoeuvre. Il vaut 50,8% dans une famille où le chef est un cadre supérieur, 58,2% pour un indépendant.

Tableau 91: Proportion des enfants protégés contre le tétanos néonatal selon le Groupe Socio- Economique du chef de ménage

	Unité : %
Cadre supérieur	50,8
Cadre moyen ou agent de maîtrise	49,4
Ouvrier ou salarié qualifié	54,0
Ouvrier non qualifié	57,7
Manœuvre	66,4
Indépendant	58,2
exploitant agricole/pêcheur	38,7
Chômeur/inactif/autre	80,0
Ensemble	45,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

VIII- EDUCATION

VIII-1 Le niveau d'instruction de la population

La population âgée de quatre ans ou plus est classée en quatre catégories selon le niveau scolaire atteint :

- sans instruction : ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école ou qui ont atteint au maximum la troisième année du primaire ;
- niveau primaire : ceux qui ont achevé au moins la quatrième année du primaire (T4 ou la classe de 8^{ème}) et n'ont pas dépassé la classe de 4^{ème} des collèges ;
- niveau secondaire : ceux qui ont achevé au moins la classe de 3^{ème} des collèges et au plus une classe terminale ;
- niveau supérieur : ceux qui ont obtenu le baccalauréat ou ont déjà fréquenté un établissement d'enseignement supérieur.

La proportion des individus de 6 ans et plus classés «sans instruction» a diminué entre 2002 et 2004, passant de 45,7% à 35,2%. Dans le même sens, les proportions des individus de « niveau primaire » ou « secondaire » ont augmenté, passant respectivement de 42,4% et 9,3% à 51,6% et 10,5%.

Tableau 92: Répartition de la population selon le niveau d'instruction.

	Unité : %		
	2001	2002	2004
Sans instruction	48,0	45,7	35,2
Primaire	41,9	42,4	51,6
Secondaire	8,3	9,3	10,5
Supérieur	1,8	2,5	2,7
Total	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

L'opposition persiste toujours entre le milieu urbain et le milieu rural. En effet, plus de 90% n'ont pas dépassé le niveau primaire en milieu rural contre 71% en milieu urbain. Il n'existe pas de différenciation notable selon le genre. Cependant, les femmes comptent 4% de plus que les hommes dans la proportion des "non instruits".

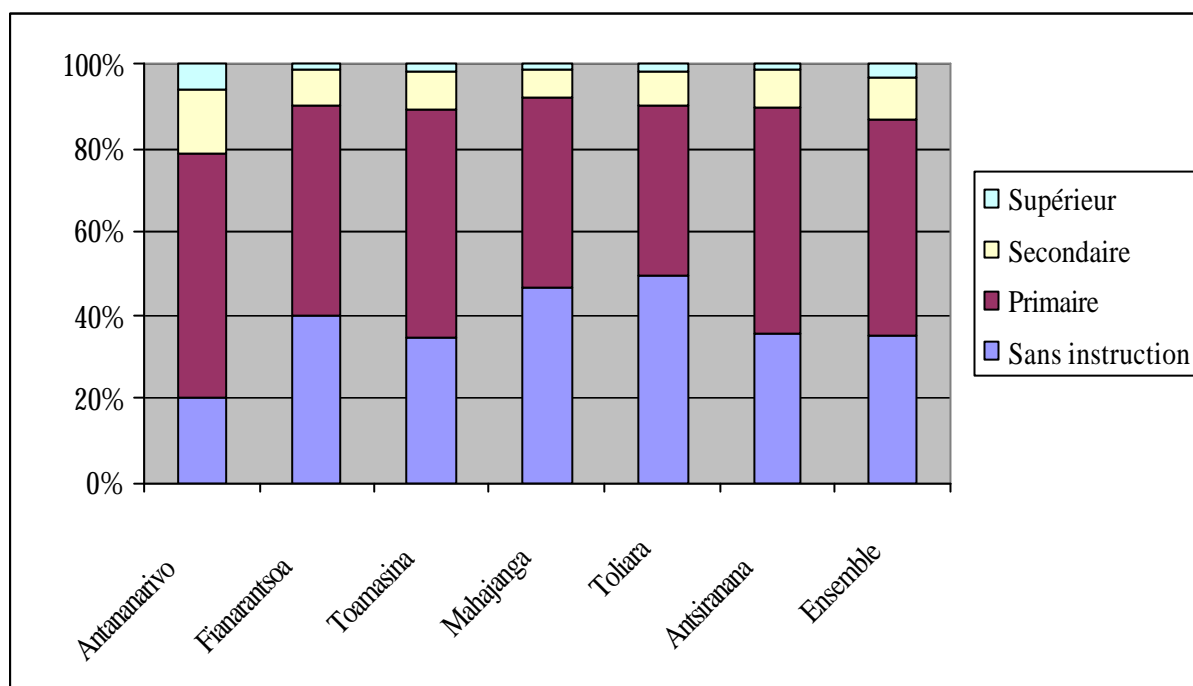
Tableau 93: Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par milieu et par genre

Unité: %

	Milieu		Genre		Ensemble
	Urbain	Rural	masculin	féminin	
Sans instruction	22,7	38,9	33,2	37,3	35,2
Primaire	48,5	52,5	52,5	50,6	51,6
Secondaire	21,1	7,5	11,3	9,8	10,5
Supérieur	7,8	1,2	3,0	2,3	2,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Graphique 14 : Distribution de la population selon le niveau d'instruction, par province

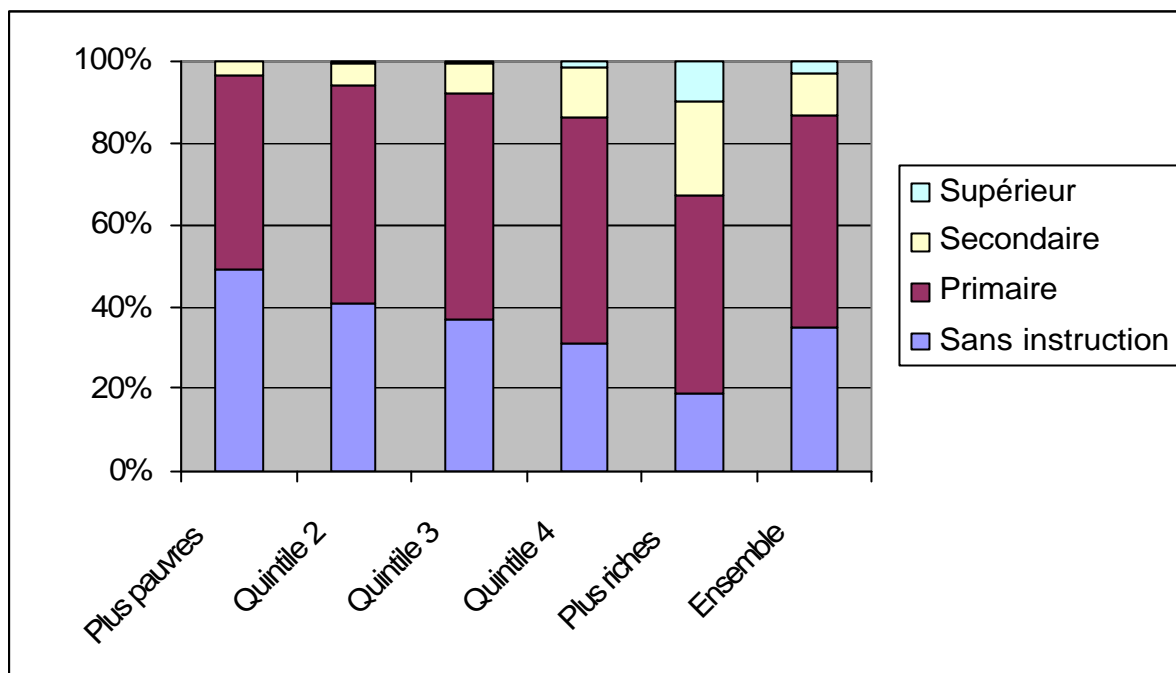


Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Parmi toutes les provinces, Toliara et Mahajanga présentent les plus fortes proportions de "sans instruction", avec des taux respectifs de 49,5% et 46,9%. Pour les autres provinces, la proportion de ceux qui ont atteint au moins le niveau primaire dépasse les 60% et atteint 80% pour Antananarivo.

Si la proportion de "sans instruction" est de 49% pour les quintiles les plus pauvres, elle n'est que de 19% pour les plus riches. Le classement est inversé pour les individus de niveau secondaire et supérieur. Par contre, on note que la proportion d'individus de niveau primaire reste stable à travers ce classement par quintile de consommation.

Graphique 15 : Répartition de la population selon le niveau d'instruction et par quintile



Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau 94: Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par groupe socio-économique du chef de ménage

Unité: %

Groupe socio-économique	Niveau d'instruction du chef de ménage				Total
	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	
Cadres supérieurs	12,6	27,5	27,8	32,1	100,0
Cadres moyens ou agents de maîtrise	17,9	35,7	26,5	19,9	100,0
Ouvriers ou salariés qualifiés	16,4	46,8	31,1	5,8	100,0
Ouvriers non qualifiés	26,3	53,3	17,7	2,7	100,0
Manœuvres	33,0	57,5	9,3	0,2	100,0
Stagiaires rémunérés	11,5	38,0	27,9	22,6	100,0
Indépendants	24,4	51,7	18,8	5,1	100,0
Chômeurs	4,3	68,0	19,4	8,4	100,0
Inactifs	13,0	46,8	27,1	13,1	100,0
Petits exploitants agricoles	44,3	50,6	4,7	0,5	100,0
Moyens exploitants agricoles	39,2	55,5	4,8	0,5	100,0
Grands exploitants agricoles	35,7	56,2	7,9	0,3	100,0
Pêcheurs	33,3	59,6	6,9	0,2	100,0
Autres	20,1	56,0	20,1	3,9	100,0
Ensemble	35,2	51,6	10,5	2,7	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Les individus classés « sans instruction » se rencontrent davantage chez les ménages dont le chef est agriculteur. Par contre, les ménages gérés par des « Cadres » ou des « ouvriers qualifiés » comprennent plus d'individus de niveau secondaire.

VIII-2 Le niveau d'alphabétisation de la population

Un individu est classé alphabète si:

- il sait lire, écrire et faire un petit calcul, ou
- s'il fréquente l'école actuellement, il a atteint au moins la troisième année du primaire.

Le taux d'alphabétisation des individus âgés de 15 ans et plus est de 59,2%, dont 78,0% en milieu urbain et 53,2% en milieu rural. En tête viennent les provinces d'Antananarivo, Antsiranana et Toamasina avec respectivement 76,1%, 60,9% et 60,7%.

Tableau 95: Taux d'alphabétisation des individus âgés de 15 ans et plus par milieu et par province

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	89,8	69,7	76,1
Fianarantsoa	71,0	46,6	50,7
Toamasina	66,4	58,9	60,7
Mahajanga	71,6	38,6	45,6
Toliara	65,4	39,1	45,1
Antsiranana	85,2	54,7	60,9
Ensemble	78,0	53,2	59,2

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Le taux est de l'ordre de 63,0% pour les hommes et de 55,5% pour les femmes. Il varie en croissant de 41,5% pour les ménages du quintile des plus pauvres à 79,4% pour les ménages du quintile des plus riches. Par ailleurs, les non alphabétisés se rencontrent surtout chez les ménages agriculteurs : 54% des petits exploitants agricoles sont analphabètes, et 47% pour le groupe des grands exploitants agricoles.

Tableau 96 : Taux d’alphabétisation des individus âgés de 15 ans et plus selon le genre, le quintile de consommation et le groupe socio-économique du chef de ménage.

Unité : %

Genre	
Masculin	63,0
Féminin	55,5
<i>Ensemble</i>	59,2
Quintiles de consommation	
Plus pauvres	41,5
Quintile 2	47,7
Quintile 3	53,6
Quintile 4	63,8
Plus riches	79,4
<i>Ensemble</i>	59,2
Groupe socio-économique du chef de ménage	
Cadres supérieurs	93,8
Cadres moyens ou agents de maîtrise	90,4
Ouvriers ou salariés qualifiés	88,7
Ouvriers non qualifiés	77,1
Manœuvres	60,0
Stagiaires rémunérés	95,9
Indépendants	75,7
Chômeurs	98,2
Inactifs	85,9
Petits exploitants agricoles	45,6
Moyens exploitants agricoles	51,0
Grands exploitants agricoles	52,6
Pêcheur	58,6
Autres	77,0
<i>Ensemble</i>	59,2

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

VIII-3 La population scolaire actuelle

VIII-3-1 Taux de Scolarisation

L'accès à l'éducation pour les enfants d'âge scolaire peut être représenté par un indicateur appelé « taux de scolarisation » qui résume, à la fois, les effectifs de chacun des différents niveaux : primaire, secondaires premier et deuxième cycle et la population des tranches d'âge qui devraient les fréquenter.

Le taux brut de scolarisation du primaire est le rapport de l'effectif total du primaire sur la population des 6 à 10 ans. Le taux net du primaire est la proportion d'enfants de 6 à 10 ans qui sont effectivement scolarisés dans le primaire. Ainsi, le taux net est toujours inférieur à 100%, tandis que le taux brut peut dépasser 100% du fait des retards d'admission, des redoublements, etc. Ces deux définitions s'adaptent aux niveaux secondaire, premier et second cycle, avec les tranches d'âges adéquates : 11 à 14 ans pour le premier et 15 à 17 ans pour le

second. Le taux brut de scolarisation au niveau primaire s'est stabilisé autour de 122% entre 2002 et 2004, tandis que le taux net a enregistré un bond de plus de 13 points.

Tableau 97: Taux de scolarisation, brut et net, par niveau, entre 2001 et 2004.

	Unité : %		
	2001	2002	2004
Primaire			
Taux brut	112,3	122,8	122,3
Taux net	64,9	72,1	85,6
Secondaire du 1er cycle			
Taux brut	32,0	36,2	30,5
Taux net	11,9	16,3	16,5
Secondaire du 2nd cycle			
Taux brut	14,8	21,8	13,0
Taux net	4,1	6,5	4,9

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Mahajanga et Toliara enregistrent les taux les plus bas en terme de taux net de scolarisation, à moins de 80%. Antananarivo et Toamasina dépassent les 90%. Au niveau national, ces taux nets tombent respectivement à 16,5% et à 4,9% pour les primaires premier et second cycles.

Tableau 98: Taux de scolarisation par niveau et par province

Province	Unité: %					
	Primaire		Secondaire premier cycle		Secondaire second cycle	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Antananarivo	125,7	90,2	43,6	27,3	26,9	11,6
Fianarantsoa	121,3	84,5	23,2	10,3	7,3	2,4
Toamasina	137,3	90,0	33,0	18,1	8,9	3,4
Mahajanga	107,5	79,9	24,0	9,9	7,2	0,8
Toliara	112,6	79,4	21,2	10,5	8,9	2,7
Antsiranana	129,3	86,2	26,4	12,8	8,7	3,6
Madagascar	122,3	85,6	30,5	16,5	13,0	4,9

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Plus le ménage est riche, plus il a d'opportunités d'envoyer ses enfants à l'école. Au niveau primaire, le taux brut de scolarisation passe de 116,6% pour les plus pauvres à 133,5% pour les plus riches. Ces chiffres varient entre 81,3% à 90,9% en ce qui concerne les taux nets. Les chiffres sont évidemment plus faibles pour les niveaux supérieurs, compte tenu des déperditions, mais les différences entre pauvres et riches sont nettement plus accentuées.

Tableau 99: Taux de scolarisation selon le niveau d'instruction et le quintile du chef de ménage

Unité: %

	Primaire		Secondaire premier cycle		Secondaire second cycle	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
	Plus pauvres	116,6	81,3	17,1	6,8	1,3	0,1
Quintile 2	118,0	84,4	20,3	9,2	2,8	1,1
Quintile 3	122,1	84,0	21,0	11,1	6,5	1,7
Quintile 4	126,6	90,3	36,0	18,8	14,9	5,0
Plus riches	133,5	90,9	64,1	41,0	37,5	15,6
Madagascar	122,3	85,6	30,5	16,5	13,0	4,9

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

VIII-3-2 Les rendements scolaires

Les indicateurs de rendement scolaire portent sur les taux de promotion, de redoublement ou d'abandon entre deux années scolaires. Pour l'EPM 2004, la période considérée concerne 2002-2003 et 2003-2004.

Au niveau primaire, le taux de promotion, c'est-à-dire l'admission en classe supérieure est estimée à 70,9%. Ce taux varie de 67% pour les enfants des ménages les plus pauvres à 80% pour ceux des plus riches.

Tableau 100: Rendement scolaire au niveau primaire selon le quintile

Unité: %

Quintile	Promotion	Redoublement	Abandon	Total
plus pauvres	67,4	29,7	2,9	100,0
quintile 2	69,0	27,8	3,2	100,0
quintile 3	65,9	30,0	4,1	100,0
quintile 4	74,6	22,8	2,7	100,0
plus riches	79,7	16,3	4,0	100,0
Ensemble	70,9	25,7	3,4	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Par contre, notons qu'il n'existe pas de différence notable entre les performances des garçons et celles des filles.

Tableau 101: Rendement scolaire au niveau primaire par genre

Unité: %

	Promotion	Redoublement	Abandon	Total
Masculin	71,0	25,9	3,2	100,0
Féminin	70,8	25,6	3,6	100,0
Ensemble	70,9	25,7	3,4	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

VIII-3-3 Les dépenses scolaires

L'EPM 2004 a enregistré divers types de dépenses de scolarité regroupés en trois grands postes :

- Droits et frais de scolarité, incluant les assurances et les cotisations aux associations de parents d'élèves ;
- L'achat de livres et fournitures ;
- Les autres frais : uniformes, linges de sport, transport pour l'école, etc.

Un ménage dépense en moyenne 115 000 FMG par an par enfant scolarisé, tous niveaux confondus. De grandes disparités existent selon le milieu de résidence, comme le montre le tableau suivant.

Tableau 102: Niveau et structure des dépenses scolaires, par enfant scolarisé, tous niveaux confondus par le milieu

	Dépenses par tête, FMG	Structure (%)			Total
		Frais de scolarité et écolages	Livres et fournitures scolaires	Autres	
GCU	410 000	50,8	21,7	27,5	100,0
CUS	122 000	42,2	33,9	23,9	100,0
Rural	69 000	40,8	33,8	25,4	100,0
Ensemble	115 000	45,0	29,0	26,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Différents facteurs peuvent expliquer ces différences : écarts de revenus entre les ménages des trois milieux, niveau d'études plus élevés en milieu urbain, et également disponibilité d'établissements privés payants. Ceci est corroboré par la structure des dépenses scolaires. En effet, si 41% des dépenses scolaires des plus pauvres (pour une moyenne de 33 000 FMG) sont constitués par l'achat de livres et fournitures scolaires, les plus riches dépensent près de la moitié d'une somme moyenne de 319 000 FMG, soit près de dix fois plus, en frais de scolarité et écolages.

Tableau 103: Niveau et structure des dépenses scolaires, par enfant scolarisé, tous niveaux confondus par quintiles de consommation

	Dépenses par tête, FMG	Structure (%)			Total
		Frais de scolarité et écolages	Livres et fournitures scolaires	Autres	
Plus pauvres	33 000	33,9	41,0	25,1	100,0
Quintile 2	52 000	31,4	38,3	30,3	100,0
Quintile 3	61 000	41,3	35,3	23,4	100,0
Quintile 4	99 000	44,5	34,1	21,5	100,0
Plus riches	319 000	49,2	23,6	27,3	100,0
Ensemble	115 000	45,0	29,0	26,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

IX- HABITATION

IX-1 Le type de logement

Pour l'EPM 2004, la classification de logement utilisée a été tirée des observations au cours des enquêtes auprès des ménages passées, selon le milieu (urbain, rural) les caractéristiques et le mode d'occupation du logement en question. Quatre types de logement ont été retenus : l'appartement, le studio, la maison individuelle de type traditionnel, la villa, auxquels on a ajouté la classe « autres » pour tout autre type de logement non cité.

Dans l'ensemble, 82,4% des ménages malgaches vivent dans des maisons individuelles de type traditionnel, 10,4% dans des studios et 4,5% dans des appartements. Les maisons individuelles de type traditionnel sont les plus observées en milieu rural (86,8% des ménages y habitent) et dans les centres urbains secondaires (82,2%) tandis que dans les grands centres urbains, les studios et les appartements sont aussi fréquemment occupés (respectivement par 30,0% et 13,2% des ménages).

Tableau 104: Type de logement par province

	Unité : %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Appartement	9,5	2,4	2,1	0,8	3,0	4,5	4,5
Studio	14,9	10,5	4,0	1,4	3,5	34,0	10,4
Maison individuelle de type traditionnel	70,5	86,5	93,7	91,2	92,2	60,3	82,4
Villa	4,2	0,3	0,2	0,6	0,6	1,1	1,6
Autres	0,9	0,2	0,1	6,0	0,8	0,1	1,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau 105: Type de logement selon le milieu

	Unité : %			
	GCU	CUS	RURAL	Ensemble
Appartement	13,2	6,4	3,0	4,5
Studio	30,0	8,8	8,2	10,4
Maison individuelle de type traditionnel	48,9	82,2	86,8	82,4
Villa	4,5	1,8	1,1	1,6
Autres	3,4	0,9	0,9	1,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Selon le niveau de vie des ménages, on constate que les maisons individuelles sont les plus fréquentes chez les ménages les plus pauvres avec un taux de possession de 90,5% et ce taux diminue à mesure que l'on remonte dans les quintiles (63,8% chez les ménages les plus riches) au profit de l'occupation des studios (18,5%), des appartements (10,2%) et des villas (6,6%).

Tableau 106: Type de logement par quintile

	Unité : %					
	Plus pauvre	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riche	Total
Appartement	2,0	2,8	2,2	5,0	10,2	4,5
Studio	6,3	7,9	8,0	11,3	18,5	10,4
Maison individuelle de type traditionnel	90,5	88,1	88,1	81,7	63,8	82,4
Villa	0,1	0,0	0,3	0,8	6,6	1,6
Autres	1,1	1,1	1,3	1,3	0,9	1,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

IX-2 Les types de matériaux utilisés**IX-2-1 Les murs**

La terre battue, les écorces et les briques sont les matériaux les plus utilisés par les ménages pour construire les murs extérieurs de leurs habitations avec des taux d'utilisation respectifs de 31,4%, 30,0% et 24,7%. L'utilisation de la terre battue est la plus fréquente dans les provinces de Mahajanga, Toliary et Fianarantsoa; les écorces d'arbre sont très utilisées dans les provinces de Toamasina et d'Antsiranana tandis que l'utilisation des briques est très fréquente dans la province d'Antananarivo.

Tableau 107 : Type de matériaux des murs extérieurs par province

	Unité : %																
	Terre		Contre		Tôle		Fût,		Pierre		Brique		Parpaing		Autres		Total
	Ecorce	battue	Planche	plaqué	Isorel	ondulée	bidon										
Antananarivo	1,5	26,7	2,9	0,5	0,3	0,3	0,0	2,8	64,1	0,9	0,1	100,0					
Fianarantsoa	41,3	36,9	1,9	0,0	0,0	0,2	0,0	0,7	15,8	0,4	2,9	100,0					
Toamasina	67,2	13,5	8,1	0,0	0,0	0,9	0,2	0,2	7,2	2,3	0,5	100,0					
Mahajanga	22,7	67,6	0,6	0,0	0,1	4,3	0,1	0,0	3,6	1,2	0,0	100,0					
Toliara	24,5	39,0	22,1	0,2	0,0	3,0	0,1	0,4	8,2	1,6	1,0	100,0					
Antsiranana	51,9	0,6	18,6	2,4	0,0	20,0	0,4	0,2	1,1	1,9	3,0	100,0					
Total	30,0	31,4	7,3	0,3	0,1	2,7	0,1	1,0	24,7	1,2	1,1	100,0					

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Selon le milieu, les ménages ruraux utilisent le plus couramment la terre battue (35,3%) et les écorces (33,2%) pour construire les murs et ils utilisent parfois les briques (20,7%). Dans les centres urbains par contre, les ménages utilisent le plus souvent les briques (60,2%) et pour certains les tôles ondulées (12,2%) et les planches (10,3%).

Tableau 108: Type de matériaux des murs extérieurs, par milieu

	Unité: %											
	Ecorce	Terre battue	Planche	Contre plaqué	Isorel	Tôle ondulée	Fût, bidon	Pierre	Brique	Par paing	Autres	Total
GCU	4,4	6,0	10,3	0,6	0,6	12,2	0,7	0,1	60,2	4,9	0,1	100,0
CUS	30,5	27,5	12,7	0,1	0,1	2,7	0,0	0,9	21,3	3,1	1,4	100,0
RURAL	33,2	35,3	6,1	0,4	0,1	1,5	0,0	1,2	20,7	0,5	1,2	100,0
Total	30,0	31,4	7,3	0,3	0,1	2,7	0,1	1,0	24,7	1,2	1,1	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Selon le quintile, les ménages pauvres sont ceux qui utilisent le plus les écorces (46,6%) et la terre battue (36,5%). A mesure que l'on remonte à un niveau de consommation supérieur, on remarque un recours de plus en plus fréquent aux briques et au niveau des quintiles les plus riches, ce sont les briques qui sont majoritairement utilisés par les ménages pour la construction des murs (46,9%).

Tableau 109: Type de matériaux des murs extérieurs, par quintile

	Unité: %											
	Ecorce	Terre battue	Planche	Contre plaqué	Isorel	Tôle ondulée	Fût, bidon	Pierre	Brique	Par paing	Autres	Total
Les plus pauvres	46,6	36,5	4,9	0,3	0,1	1,0	0,0	1,3	7,0	0,4	1,9	100,0
quintile_2	35,4	36,0	7,6	0,0	0,0	2,0	0,0	0,7	16,8	0,1	1,3	100,0
quintile_3	31,6	32,8	7,4	0,2	0,0	2,0	0,0	1,5	23,4	0,4	0,8	100,0
quintile_4	21,2	34,0	7,5	0,5	0,0	3,5	0,1	1,2	29,6	1,5	1,0	100,0
Les plus riches	15,1	17,7	9,2	0,7	0,4	5,1	0,2	0,5	46,9	3,7	0,6	100,0
Total	30,0	31,4	7,3	0,3	0,1	2,7	0,1	1,0	24,7	1,2	1,1	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

IX-2-2 Le plancher

La terre battue, le bois et le ciment sont les matériaux les plus utilisés par les ménages malgaches pour la construction du plancher avec des taux d'utilisation respectifs de 42,8%, 33,8% et 16,5%. L'utilisation de la terre battue est très fréquente dans la province de Mahajanga et Toliara tandis que l'utilisation du bois est prépondérante à Antsiranana et Toamasina. Le ciment est aussi de plus en plus utilisé dans tous les provinces, mais dans une moindre mesure à Fianarantsoa (6,4%) au profit de la terre battue et du bois tandis que l'usage du ciment est assez fréquent (24,3%) dans la province d'Antananarivo.

Tableau 110: Type de matériaux du plancher par province

Unité : %

	Terre battue	Bois	Pierre, brique	Ciment, béton	Autres	Total
Antananarivo	45,9	28,7	0,4	24,3	0,8	100,0
Fianarantsoa	43,6	31,9	0,1	6,4	18,0	100,0
Toamasina	14,6	62,5	0,1	13,8	9,1	100,0
Mahajanga	75,0	6,2	0,0	17,2	1,6	100,0
Toliara	60,1	19,8	0,7	18,1	1,3	100,0
Antsiranana	2,3	70,7	1,4	17,4	8,3	100,0
Total	42,8	33,8	0,3	16,5	6,6	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Selon le milieu, des différences sont à relever entre les villes et les campagnes par rapport aux matériaux utilisés pour le plancher. En milieu rural, l'utilisation de la terre battue (47,7%) est prépondérante ainsi que celle du bois (33,5%) tandis qu'en milieu urbain, le ciment (le béton) est dominant (47,9%) suivi du bois (34,3%). Cette situation est reliée à l'accélération des activités de construction (en particulier les constructions en dur) en milieu urbain au cours des années récentes.

Tableau 111: Type de matériaux du plancher, par milieu

Unité : %

	Terre battue	Bois	Pierre brique	Ciment béton	Autre	Total
GCU	15,3	34,3	0,3	47,9	2,2	100,0
CUS	34,0	35,4	0,5	25,7	4,4	100,0
RURAL	47,7	33,5	0,3	11,0	7,5	100,0
Total	42,8	33,8	0,3	16,5	6,6	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

L'analyse selon le quintile reflète les résultats par milieu, étant donné que les pauvres sont majoritaires en milieu rural et les riches sont concentrés dans les grandes villes. En effet, les ménages des deux premiers quintiles (les pauvres) construisent le plancher de leurs maisons à partir de la terre battue et du bois (46,4% et 52,0% pour la terre battue et 39,4% et 31,4% pour le bois) tandis que les deux quintiles supérieurs (les riches) utilisent le ciment (respectivement 38,4% et 21,7%).

Tableau 112: Type de matériaux du plancher, par quintile

Unité : %

	Terre battue	Bois	Pierre, brique	Ciment, béton	Autre	Total
Les plus pauvres	46,4	39,4	0,2	3,5	10,5	100,0
quintile_2	52,0	31,4	0,5	7,5	8,6	100,0
quintile_3	49,4	32,0	0,4	11,6	6,6	100,0
quintile_4	44,7	29,1	0,3	21,7	4,3	100,0
Les plus riches	21,4	37,2	0,2	38,4	2,8	100,0
Total	42,8	33,8	0,3	16,5	6,6	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

IX-2-3 Le plafond

60,6% des maisons sont sans plafond, 13,7% des ménages malgaches construisent leur plafond avec de la terre battue et du torchis, 13,0% utilisent le bois et 9,3% utilisent les écorces, tiges ou feuilles comme plafond.

Plus de neuf ménages sur dix ont des maisons sans plafond dans la province d'Antsiranana alors que ce rapport n'est que deux sur dix dans la province d'Antananarivo. L'usage du bois (planche, contreplaqué, isorel) et de la terre battue est le plus fréquent dans la province d'Antananarivo avec des taux d'utilisation respectifs de 33,0% et de 27,2% ; suivi de la province de Fianarantsoa avec un taux d'utilisation de 23,0% pour la terre battue et 5,8% pour le bois.

Tableau 113 : Type de matériaux fixe du plafond, par province

Unité : %

	Ecorce, feuille, tige	Terre battue, torchis	Bois (planche, contreplaqué, isorel)	Parpaing, ciment, béton, fibro- ciment	Natte	Sans plafond	Autre	Total
Antananarivo	10,6	27,2	33,0	3,0	1,8	20,1	4,3	100,0
Fianarantsoa	8,9	23,0	5,8	0,2	0,1	61,5	0,6	100,0
Toamasina	9,0	0,6	4,3	0,5	0,1	84,6	1,0	100,0
Mahajanga	8,8	2,6	1,8	0,1	0,8	85,9	0,0	100,0
Toliara	10,6	3,3	8,0	0,3	0,8	76,7	0,4	100,0
Antsiranana	3,9	0,0	1,4	0,3	0,0	93,8	0,6	100,0
Total	9,3	13,7	13,0	1,1	0,8	60,6	1,6	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Selon le milieu de résidence du ménage, les ménages ruraux utilisent le plus souvent comme matériaux pour le plafond, la terre battue et les écorces (tiges ou feuilles) tandis qu'en milieu urbain, le bois est plus utilisé (respectivement par 43,3% des ménages dans les GCU et par 14,1% des ménages dans les CUS).

Tableau 114: Type de matériaux fixe du plafond, par milieu

Unité : %

	Ecorce, feuille, tige	Terre battue, torchis	Bois (planche, contreplaqué, isorel)	Parpaing, ciment, béton, fibrociment	Natte	Sans plafond	Autre	Total
GCU	2,7	8,2	43,3	6,9	1,8	30,6	6,5	100,0
CUS	10,8	7,2	14,1	0,7	0,8	65,5	0,9	100,0
RURAL	9,9	15,5	8,9	0,4	0,6	63,7	1,1	100,0
Total	9,3	13,7	13,0	1,1	0,8	60,6	1,6	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Les maisons sans plafond sont moins fréquentes chez les riches (45,7% chez les plus riches) que chez les pauvres (73,5% pour les ménages du premier quintile) ; et à mesure que l'on remonte dans les quintiles, l'utilisation du bois comme matériaux pour le plafond s'accroît (passant de 2,5% chez les plus pauvres à 7,4% chez les ménages du troisième quintile et 33,9% chez les plus riches).

Tableau 115: Type de matériaux fixe du plafond selon le quintile

Unité : %

	Ecorce, feuille, tige	Terre battue, torchis	Bois (planche, contreplaqué, isorel)	Parpaing, ciment, béton, fibrociment	Natte	Sans plafond	Autre	Total
Les plus pauvres	8,6	14,2	2,5	0,0	0,3	73,5	0,8	100,0
quintile_2	12,0	18,7	5,2	0,3	1,0	62,1	0,7	100,0
quintile_3	10,1	15,8	7,4	0,2	0,3	63,5	2,8	100,0
quintile_4	9,2	12,2	15,8	1,1	1,6	58,3	1,7	100,0
Les plus riches	6,5	7,7	33,9	3,7	0,6	45,7	2,0	100,0
Total	9,3	13,7	13,0	1,1	0,8	60,6	1,6	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

IX-3 L'évacuation des ordures ménagères

67,7% des ménages jettent leurs ordures tandis que 19,8% les brûlent et 7,2% les enterrent. Le ramassage public est utilisé par 4,4% des ménages et ce mode d'évacuation des ordures est le plus fréquent dans la province d'Antananarivo (10,9%) contre 1,1% seulement à Toliara.

Tableau 116 : Type de débarrassage des ordures ménagères, par province

Unité: %

	Ramassage public	Jetées par le ménage	Brûlées par le ménage	Enterrées par le ménage	Autres	Total
Antananarivo	10,9	34,4	41,6	10,1	3,0	100,0
Fianarantsoa	1,2	75,2	17,9	5,3	0,2	100,0
Toamasina	3,6	78,3	7,2	10,9	0,0	100,0
Mahajanga	1,2	86,2	9,6	3,0	0,0	100,0
Toliara	1,1	87,3	7,1	4,4	0,1	100,0
Antsiranana	2,1	82,4	8,8	6,7	0,0	100,0
Total	4,4	67,7	19,8	7,2	0,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Le mode d'évacuation par brûlure est pratiquement utilisé par les ménages qu'ils soient riches ou pauvres mais par contre le ramassage public dépendrait plutôt des infrastructures communautaires.

Tableau 117 : Type de débarrassage des ordures ménagères par quintile

Unité: %

	Ramassage public	Jetées par le ménage	Brûlées par le ménage	Enterrées par le ménage	Autres	Total
Les plus pauvres	1,0	75,6	18,8	4,0	0,3	100,0
quintile_2	1,7	73,1	19,1	4,9	1,2	100,0
quintile_3	1,9	68,2	21,8	7,0	1,2	100,0
quintile_4	4,7	64,8	21,1	8,7	0,7	100,0
Les plus riches	12,8	56,5	17,9	11,5	1,3	100,0
Total	4,4	67,7	19,8	7,2	0,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

IX-4 Le type de combustible utilisé

Le bois ramassé est le plus utilisé par les ménages malgaches pour préparer la cuisine et se réchauffer. 71,6% des ménages y recourent, 17,1% utilisent le charbon et 5,8% achètent du bois. Seulement 0,42% des ménages utilisent du gaz et 0,12% du pétrole. L'usage du charbon est le plus marqué dans la province d'Antananarivo avec un taux d'utilisation de 31,6% contre 14,4% à Mahajanga et 8,1% à Toamasina.

Tableau 118: Type de combustible utilisé par province

Unité: %

	Bois ramassé	Bois acheté	Charbon	Gaz	Electricité	Pétrole	Autres	Total
Antananarivo	58,5	7,5	31,6	1,3	0,3	0,3	0,5	100,0
Fianarantsoa	87,2	3,6	9,0	0,0	0,0	0,0	0,2	100,0
Toamasina	86,5	5,2	8,1	0,1	0,0	0,0	0,1	100,0
Mahajanga	82,7	2,5	14,4	0,1	0,1	0,3	0,0	100,0
Toliara	75,9	10,1	13,5	0,0	0,1	0,0	0,5	100,0
Antsiranana	80,9	3,1	14,7	0,2	0,0	0,2	0,9	100,0
Total	76,1	5,8	17,1	0,4	0,1	0,1	0,3	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

L'usage du bois ramassé est plus fréquent en milieu rural (87,7%) qu'en milieu urbain (7,6% dans les GCU) alors que l'usage du charbon est dominant chez les ménages urbains. C'est à dire 84,3% dans les GCU et 31,4% dans les CUS contre 6,3% seulement en milieu rural.

Tableau 119: Type de combustible utilisé, selon le milieu

Unité: %

	Bois ramassé	Bois acheté	Charbon	Gaz	Electricité	Pétrole	Autres	Total
GCU	7,6	3,3	84,3	2,9	1,1	0,3	0,7	100,0
CUS	58,0	8,9	31,4	0,1	0,2	0,1	1,3	100,0
RURAL	87,7	5,6	6,3	0,2	0,0	0,1	0,1	100,0
Total	76,1	5,8	17,1	0,4	0,1	0,1	0,3	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Selon le quintile, 96,1% des ménages les plus pauvres ramassent du bois préparer la cuisine tandis que 1,4% seulement utilise du charbon. Ces proportions sont respectivement de 41,5% et 45,6% chez les ménages les plus riches.

Tableau 120: Type de combustible utilisé, par quintile

Unité: %

	Bois ramassé	Bois acheté	Charbon	Gaz	Electricité	Pétrole	Autres	Total
Les plus pauvres	96,1	2,3	1,5	0,0	0,0	0,0	0,2	100,0
quintile_2	90,3	3,5	6,1	0,0	0,0	0,0	0,2	100,0
quintile_3	81,9	6,1	11,3	0,2	0,0	0,2	0,4	100,0
quintile_4	70,7	7,4	21,2	0,0	0,1	0,0	0,6	100,0
Les plus riches	41,5	9,7	45,6	1,9	0,6	0,4	0,2	100,0
Total	76,1	5,8	17,1	0,4	0,1	0,1	0,3	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

IX-5 La source d'éclairage

Dans l'ensemble, le pétrole lampant est la source d'éclairage la plus utilisée par les ménages. 80,8% de la population utilisent du pétrole lampant, 14,4% ont l'électricité et 3,8% utilisent la bougie. Le taux d'utilisation du pétrole lampant est le plus élevé dans les provinces de Fianarantsoa et de Mahajanga (91,8%) mais le plus bas dans la province d'Antananarivo (60,1%). Par ailleurs, le taux d'utilisation de l'électricité est le plus élevé à Antananarivo (30,0%) et Antsiranana (13,9%).

Tableau 121: Répartition de la population selon la source d'éclairage, par province

	Unité: %					
	Electricité	Générateur	Pétrole lampant	Bougies	Autres	Total
Antananarivo	30,0	0,5	60,1	9,3	0,1	100,0
Fianarantsoa	5,9	0,4	91,8	0,9	1,0	100,0
Toamasina	7,2	0,4	87,3	4,7	0,3	100,0
Mahajanga	7,5	0,3	91,7	0,4	0,0	100,0
Toliara	9,7	1,0	87,6	1,1	0,7	100,0
Antsiranana	13,9	1,0	84,6	0,2	0,3	100,0
Total	14,4	0,6	80,8	3,8	0,4	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Le degré d'utilisation de l'électricité est un critère frappant de différenciation entre le milieu rural et le milieu urbain. En effet, 4,4% seulement des ménages ruraux ont l'électricité contre 75,0% des ménages dans les grands centres urbains et 28,8% dans les centres urbains secondaires. 90,8% des ménages ruraux utilisent le pétrole lampant alors que cette proportion est de 18,7% dans les GCU.

Tableau 122: Répartition de la population selon la source d'éclairage, par milieu

	Unité: %					
	Electricité	Générateur	Pétrole lampant	Bougies	Autres	Total
GCU	75,0	0,8	18,7	5,4	0,0	100,0
CUS	28,8	0,2	67,8	3,1	0,1	100,0
RURAL	4,4	0,6	90,8	3,7	0,5	100,0
Total	14,4	0,6	80,8	3,8	0,4	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

La source d'éclairage utilisée par les ménages permet également de caractériser les ménages selon leur niveau de vie. Les ménages pauvres utilisent abondamment le pétrole lampant (plus de 90% des ménages dans les deux premiers quintiles) tandis que les ménages riches ont plus accès sur l'électricité (45,3% chez les plus riches et 16,7% chez les ménages du quatrième quintile).

Tableau 123: Répartition de la population selon la source d'éclairage, par quintile

	Unité: %					
	Electricité	Générateur	Pétrole lampant	Bougies	Autres	Total
Les plus pauvres	0,3	0,3	98,4	0,7	0,4	100,0
Quintile_2	3,4	0,1	94,1	1,6	0,8	100,0
Quintile_3	6,1	0,7	89,6	3,3	0,3	100,0
Quintile_4	16,9	0,7	76,4	5,9	0,2	100,0
Les plus riches	45,3	1,0	45,6	7,6	0,4	100,0
Total	14,4	0,6	80,8	3,8	0,4	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

IX-6 Le type de toilette

Le type de toilette le plus fréquemment utilisé par les ménages (44,7%) est le latrine de type traditionnel et bon nombre de ménages malgaches (40,1%) ne possèdent aucune toilette. Cette situation est très fréquente en milieu rural (46,1%) qu'en milieu urbain (1,6% seulement dans les GCU), et surtout chez les ménages pauvres. L'usage des types de toilette modernes comme les toilettes à la turque avec chasse et les cabinets avec siège à l'anglaise est surtout observé dans les grands centres urbains.

Tableau 124: Répartition des ménages selon le type de toilette, par milieu

	Unité: %									
	Cabinet avec siège anglais	Toilette à la turque avec chasse	Latrines avec		Latrines		Trou	Aucune toilette		Total
			Latrines à la turque	dalles nettoyables	traditionnelles	Tinette	ouvert	Autres		
GCU	8,0	4,5	2,1	10,7	67,5	3,6	1,5	0,6	1,6	100,0
CUS	1,4	1,0	0,8	2,5	51,3	5,1	4,8	0,0	33,1	100,0
RURAL	0,7	0,6	0,5	1,7	40,7	4,2	5,4	0,0	46,1	100,0
Total	1,5	1,1	0,7	2,7	44,7	4,3	5,0	0,1	40,1	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

IX-7 La principale source d'eau à boire

17,3% des ménages utilisent le robinet public comme principale source d'eau à boire, seulement 3,2% des ménages boivent de l'eau protégée et la grande majorité s'approvisionne en eau auprès de rivières, lacs et mares (26,5%), de sources non protégées (22,8%) et de puits sans pompe non recouverts (16,2%).

Tableau 125: Répartition des ménages selon la source principale d'eau à boire, par milieu

	Unité: %			
	GCU	CUS	RURAL	Ensemble
Plomberie intérieure	4,8	0,3	0,3	0,8
Robine intérieur	14,7	3,4	0,6	2,3
Robinet privé extérieur	5,8	5,0	0,4	1,5
Eau de pluie	0,0	0,4	0,4	0,4
Vendeur d'eau	2,2	3,5	1,4	1,7
Service camion citerne	0,0	0,0	0,0	0,0
Robinet public	56,1	26,3	10,9	17,3
Puits avec pompe	5,2	1,1	1,8	2,1
Puits sans pompe recouverts	5,9	13,4	3,8	5,1
Puits sans pompe non recouverts	1,2	12,3	18,7	16,2
Source protégée ou couverte	2,1	2,8	3,4	3,2
Source non protégée	1,8	12,9	27,0	22,8
Rivière, lac, marais	0,0	18,4	31,2	26,5
Autres	0,1	0,5	0,1	0,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

L'usage des pompes publiques est le plus fréquent dans les provinces d'Antananarivo (34,0%) et de Toliara (17,3%) et surtout en milieu urbain tandis que le taux d'utilisation des sources protégées est le plus élevé à Fianarantsoa (7,1%). Seulement 3,1% des ménages malgaches ont une plomberie ou du robinet intérieur et ces ménages sont localisés dans les villes et parmi les plus riches.

Tableau 126: Répartition des ménages selon la source principale d'eau à boire, par province

	Unité: %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Plomberie intérieure	1,9	0,2	1,2	0,1	0,0	0,1	0,8
Robine intérieur	4,4	1,6	1,3	1,5	1,6	1,4	2,3
Robinet privé extérieur	1,7	0,8	0,5	0,5	3,1	3,0	1,5
Eau de pluie	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,0	0,4
Vendeur d'eau	0,3	0,3	0,0	0,0	9,4	1,9	1,7
Service camion citerne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Robinet public	34,0	11,1	8,5	5,8	17,3	5,9	17,3
Puits avec pompe	0,1	1,7	9,7	1,0	0,3	0,0	2,1
Puits sans pompe recouverts	2,9	1,7	9,5	16,0	0,0	9,5	5,1
Puits sans pompe non recouverts	17,6	11,8	1,9	11,1	37,5	17,1	16,2
Source protégée ou couverte	4,8	7,1	0,8	1,2	0,3	0,0	3,2
Source non protégée	30,3	43,6	10,5	18,3	4,6	2,2	22,8
Rivière, lac, marée	2,0	20,2	56,1	44,4	23,0	59,1	26,5
Autres	0,1	0,1	0,1	0,0	0,7	0,0	0,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

IX-8 Accès à l'eau contrôlée

On définit l'eau contrôlée comme eau provenant d'une installation plus ou moins contrôlée telle que les branchements particuliers, les bornes fontaines, les forages et puits munis de pompe à motricité humaine, l'adduction d'eau gravitaire ou par pompage en milieu rural..

L'accès à l'eau protégée reste un luxe pour bon nombre de malgaches. En effet, elle ne concerne que le tiers de la population. Ce sont surtout les ménages ruraux qui en souffrent car près de quatre ménages sur cinq s'approvisionnent en eau dans les rivières, lacs, etc.

Tableau 127: Taux d'accès à l'eau contrôlée, par milieu

	Unité: %
GCU	94,8
CUS	52,2
RURAL	21,2
Ensemble	32,3

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

X- AVOIR

X- 1 Possession de biens durables

Dans l'ensemble 80,1% des ménages possèdent une maison contre 79,6% en 2001 et 80,8% en 2002. Cette proportion atteint 87,8% dans la province de Toamasina contre 69,5% à Antananarivo et est plus élevée en milieu rural (86,0%) qu'en milieu urbain (48,7% dans les GCU et 71,9% dans les CUS).

Tableau 128: Taux de possession de certains biens, par province

	Unité: %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Maisons	69,5	81,6	87,8	85,5	84,7	83,9	80,1
Chaises	70,0	33,6	65,5	41,4	44,5	72,0	55,2
Tables	73,6	35,8	65,0	55,5	60,5	74,6	60,8
Lits	88,3	48,9	77,3	70,3	73,1	91,5	74,6
Natte	56,8	83,9	74,2	73,2	83,8	75,7	72,4
Autres meubles	35,8	13,7	18,1	12,7	14,6	12,8	20,9
Lampe à pétrole artisanale	54,9	86,5	87,8	86,2	81,0	77,5	75,9
Lampe à pétrole moderne (industrielle)	1,5	3,7	2,1	3,0	7,1	10,1	3,7
Machines à coudre	17,1	12,9	18,1	11,1	11,6	16,8	14,9
Cuisinière à gaz	5,8	0,3	1,4	1,1	0,5	1,8	2,3
Réfrigérateur	5,2	0,5	2,3	1,4	1,1	2,6	2,6
Congélateur	1,1	0,4	0,5	1,0	0,7	1,8	0,8
Radios	44,5	27,3	36,6	26,1	29,6	39,9	35,2
Radio-cassette	35,8	22,6	18,7	26,0	27,8	27,9	27,4
Chaînes HIFI	8,4	1,1	1,9	1,8	2,1	5,1	3,9
Appareils TV	29,5	4,9	6,7	6,6	7,2	11,5	13,5
Voitures privées (hors voiture de fonction)	2,4	0,4	0,5	0,4	0,7	1,2	1,1
Cyclomoteurs/Véломoteurs	1,1	0,4	0,6	0,4	0,1	0,9	0,6
Bicyclette	27,0	8,0	17,1	15,5	14,4	17,5	17,7
Appareil photo	5,3	1,3	2,5	1,3	1,8	0,7	2,7
Instruments de musique	2,4	0,5	0,6	0,3	0,9	1,0	1,1
Téléphones fixes	1,0	0,2	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4
Téléphones portables	9,6	0,4	1,9	1,6	1,1	3,7	3,9
Ordinateurs	1,3	0,1	0,2	0,4	0,1	0,3	0,5
Vidéo	4,8	0,5	1,9	1,2	1,3	4,4	2,5
Caméra	0,5	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Les taux de possession d'appareils électroménagers (cuisinière à gaz, réfrigérateurs et congélateurs) sont restés relativement stables par rapport à 2001 et 2002, tandis que le taux de possession de radios est passé de 24,0% en 2001 à 35,1% en 2004. Le taux de possession de voiture privées a diminué légèrement en 2004, s'établissant à 1,1% contre 1,5% en 2002 tandis que la proportion des ménages ayant une bicyclette ou un vélomoteur a augmenté

considérablement, passant de 3,6% en 2002 à 18,3% en 2004.

Une hausse a été également marquée au niveau de la possession de téléphones portables et d'ordinateur puisque les taux de possession respectifs de ces biens sont passés de 1,8% à 3,9% entre 2001 et 2004 pour les téléphones, et de 0,2% à 0,5% pour les ordinateurs. Ce phénomène s'explique essentiellement par le développement rapide du secteur de la télécommunication à Madagascar et l'utilisation par un nombre de plus en plus grand des nouvelles technologies de l'information. D'ailleurs, les mesures de détaxation de certains biens d'équipements (appareils électroménagers, appareils audiovisuels et équipements agricoles entre autres) adoptées par le Gouvernement en 2003 et qui visaient en partie à améliorer l'accès des ménages à ces biens là, ont sans aucun doute poussé à la hausse les achats de ces biens par les ménages.

Le taux de possession de maison est toujours plus élevé en milieu rural (86,0%) qu'en milieu urbain (48,7% dans les GCU) tandis que la possession d'appareils électroménagers et de voitures reste le privilège des ménages urbains. Par ailleurs, seule la possession de maisons ne distingue pas les ménages riches des ménages pauvres alors qu'en général, ce sont les ménages aisés qui sont les mieux équipés en biens durables.

Tableau 129 : Taux de possession de certains biens, par milieu

	Unité: %			
	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Maisons	48,7	71,9	86,0	80,1
Chaises	92,4	63,4	48,5	55,2
Tables	93,9	68,7	54,7	60,8
Lits	96,1	77,9	71,0	74,6
Natte	23,3	69,2	80,0	72,4
Autres meubles	52,0	25,3	15,7	20,9
Lampe à pétrole artisanale	17,2	67,1	85,7	75,9
Lampe à pétrole moderne (industrielle)	0,9	3,6	4,1	3,7
Machines à coudre	30,8	16,7	12,4	14,9
Cuisinière à gaz	13,7	1,9	0,8	2,3
Réfrigérateur	13,7	2,3	1,0	2,6
Congélateur	2,3	2,0	0,4	0,8
Radios	29,6	35,7	35,9	35,2
Radio-cassette	51,9	31,6	23,2	27,4
Chaînes HIFI	18,8	5,9	1,5	3,9
Appareils TV	66,2	19,6	4,9	13,5
Voitures privées (hors voiture de fonction)	4,5	1,5	0,6	1,1
Cyclomoteurs/Véломoteurs	2,1	0,8	0,4	0,6
Bicyclette	22,1	21,3	16,4	17,7
Appareil photo	10,3	2,4	1,6	2,7
Instruments de musique	5,6	0,6	0,6	1,1
Téléphones fixes	3,3	0,3	0,0	0,4
Téléphones portables	25,2	2,9	1,0	3,9
Ordinateurs	3,9	0,2	0,1	0,5
Vidéo	9,7	4,1	1,2	2,5
Caméra	1,0	0,2	0,1	0,2

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

X- 2 Etat de privation des ménages en biens durables

Un regroupement des biens est nécessaire pour mieux analyser la situation des avoirs des ménages et surtout l'état de privation des ménages par rapport à certains types de biens dont la possession ou non pourrait être déterminant dans l'appréciation du niveau de vie.

Nous avons donc considérés sept regroupements de biens :

1. les biens immobiliers (terrain, plage, lac, maison),
2. les meubles (tables chaises, lits et autres meubles),
3. les appareils électroménagers (cuisinière à gaz, réfrigérateur et congélateur),
4. les appareils audiovisuels (radio, radiocassette, chaîne HIFI, appareil TV, téléphone, appareil photo, instrument de musique, ordinateur, vidéo et caméra),
5. les voitures,
6. les cyclomoteurs et vélomoteurs et,
7. les équipements agricoles (bêche, charrette, charrue, sarcluse, herse, motoculteur et brouette).

Tableau 130 : Taux de privation de certains types de biens, selon le groupe socio-économique du chef de ménage

	Unité: %							
	Immeubles	Meubles	Appareils électroménagers	Appareils audiovisuels	Voitures	Bicyclettes / cyclomoteurs	Equipements agricoles	Ensemble
Cadre supérieur	41,9	0,0	36,4	0,7	84,1	63,2	66,3	41,8
Cadre moyen ou agent de maîtrise	46,4	0,0	49,2	11,0	94,9	60,0	48,0	44,2
Ouvrier ou salarié qualifié	42,0	0,6	67,5	10,9	98,0	65,0	43,1	46,7
Ouvrier non qualifié	37,5	0,1	82,0	27,6	99,1	81,1	44,2	53,1
Manœuvre	32,8	0,3	95,5	43,0	99,6	90,2	35,1	56,6
Stagiaire rémunéré	14,0	0,0	71,7	4,7	100,0	64,5	22,6	39,7
Indépendant	32,1	0,5	71,9	27,5	96,3	73,4	46,7	49,8
Chomeur	61,8	0,0	84,4	36,7	100,0	50,7	94,6	61,2
Inactif	36,7	0,6	67,6	33,7	96,3	88,4	72,6	56,6
Petit exploitant agricole	8,2	0,1	91,6	55,0	99,9	88,5	13,5	51,0
Moyen exploitant agricole	6,0	0,4	87,5	43,3	100,0	83,7	10,8	47,4
Grand exploitant agricole	6,2	2,1	77,8	33,6	99,8	74,7	5,7	42,9
Pêcheur	16,3	0,0	81,4	37,9	100,0	76,7	51,8	52,0
Autre	41,1	0,0	76,7	38,1	99,5	68,5	58,2	54,6
Total	18,0	0,4	83,1	41,0	98,9	81,9	25,2	49,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

On dit qu'un ménage est dépourvu ou n'a pas accès à un groupe de biens lorsqu'il ne possède pas au moins un bien du groupe. Ainsi, presque tous les ménages malgaches (98,9% des ménages) n'ont pas accès à la voiture ; huit ménages sur dix ne possède pas d'appareil électroménager ; de même pour les cyclomoteurs. 18,0% des ménages sont dépourvus de biens immobiliers et cette proportion atteint 27,9% dans la province d'Antananarivo.

Tableau 131 : Taux de privation de certains types de biens, par province

	Unité: %							Ensemble
	Immeubles	Meubles	Appareils électroménagers	Appareils audiovisuels	Voitures	Bicyclettes / cyclomoteurs	Equipements agricoles	
Antananarivo	27,9	0,2	79,0	20,6	97,6	72,2	30,5	46,9
Fianarantsoa	15,5	0,6	86,5	55,3	99,6	91,8	11,5	51,6
Toamasina	11,7	0,3	81,0	49,6	99,5	82,7	29,5	50,6
Mahajanga	13,7	0,7	87,5	51,7	99,6	84,2	18,3	50,8
Toliara	13,6	0,2	87,6	46,9	99,3	85,6	32,5	52,2
Antsiranana	14,9	0,2	80,5	36,4	98,8	81,7	27,6	48,6
Total	18,0	0,4	83,1	41,0	98,9	81,9	25,2	49,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Mais la situation de privation est en général moins prononcée en milieu urbain qu'en milieu rural. Six ménages sur dix sont privés d'appareil électroménager dans les GCU contre neuf ménages sur dix en milieu rural. Un ménage sur dix est privé d'appareil audiovisuel en milieu urbain (GCU) tandis que cette proportion est de cinq sur dix en milieu rural. Par contre et selon toute logique, les ménages ruraux sont moins privés d'équipements agricoles que les ménages urbains étant donné que les ménages ruraux sont en majorité des agriculteurs.

Tableau 132 : Taux de privation de certains types de biens, par province

Milieu	Unité: %							Ensemble
	Immeubles	Meubles	Appareils électroménagers	Appareils audiovisuels	Voitures	Bicyclettes / cyclomoteurs	Equipements agricoles	
GCU	47,3	0,3	60,8	11,1	95,5	76,5	73,8	52,2
CUS	26,1	0,3	80,8	34,9	98,5	78,1	33,5	50,3
Rural	12,4	0,4	86,7	46,3	99,5	83,4	16,8	49,3
Total	18,0	0,4	83,1	41,0	98,9	81,9	25,2	49,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Le taux de privation est en général plus élevé chez les ménages dirigés par des femmes (55,1%) que chez ceux des hommes (48,5%). Selon le groupe socioéconomique, les inactifs et les chômeurs sont les plus dépourvus avec des taux de privation respectifs de 56,6% et de 61,2% par rapport à l'ensemble des biens ; tandis que les cadres, les ouvriers qualifiés et les grands exploitants agricoles sont les moins dépourvus (respectivement 41,8%, 46,7% et 42,9%). Enfin, le niveau d'instruction du Chef de ménage exerce une légère influence sur l'état de privation des ménages en biens durables puisque du niveau primaire au niveau supérieur, le taux de privation diminue, passant de 48,9% à 44,6%).

Tableau 133 : Taux de privation de certains types de biens, selon le genre du chef de ménage

Ménage	Unité: %							Ensemble
	Immeubles	Meubles	Appareils électroménagers	Appareils audiovisuels	Voitures	Bicyclettes / cyclomoteurs	Equipements agricoles	
Masculin	17,6	0,4	83,3	37,5	98,7	79,4	22,7	48,5
Féminin	19,7	0,3	82,5	55,5	99,7	92,3	35,7	55,1
Total	18,0	0,4	83,1	41,0	98,9	81,9	25,2	49,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

X- 3 Mode d'Acquisition des Biens

70,8% des ménages ont acquis leurs maisons par leurs propres moyens, c'est à dire en les construisant eux-même. 18,7% des ménages ont reçu en héritage leurs maisons et 8,3% des ménages ont acheté leur maison. L'acquisition de maison par héritage ou par achat est très fréquent en milieu urbain tandis qu'en milieu rural, les ménages construisent eux-mêmes leurs maisons.

Tableau 134: Mode d'acquisition des maisons selon les provinces

Unité: %

	Milieu	Achat	Héritage	Dons	Propre	Autres	N'a pas répondu	Ensemble
Antananarivo	Urbain	12,1	40,8	0,2	45,5	1,4	0,0	100,0
	Rural	7,9	17,7	1,1	72,9	0,2	0,1	100,0
Fianarantsoa	Urbain	9,0	30,9	1,3	58,1	0,6	0,2	100,0
	Rural	4,1	27,2	1,6	66,4	0,0	0,7	100,0
Toamasina	Urbain	13,1	16,2	1,8	68,5	0,0	0,4	100,0
	Rural	7,3	19,9	1,9	70,5	0,5	0,0	100,0
Mahajanga	Urbain	12,4	9,4	6,3	72,0	0,0	0,0	100,0
	Rural	8,9	8,5	1,7	80,7	0,0	0,2	100,0
Toliara	Urbain	16,7	15,8	1,2	66,3	0,0	0,0	100,0
	Rural	9,7	10,7	1,1	77,0	1,4	0,0	100,0
Antsiranana	Urbain	14,2	26,7	0,3	58,8	0,0	0,0	100,0
	Rural	8,1	8,1	3,4	80,2	0,0	0,2	100,0
Ensemble		8,3	18,7	1,6	70,8	0,4	0,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Les terrains (non agricoles) sont par contre le plus souvent acquis par voie d'héritage (pour 70,7% des ménages); seulement 19,4% des ménages ont acheté leur terrain. Les achats de terrains sont plus fréquents dans la province de Toamasina tandis que le mode d'acquisition par héritage domine dans les provinces de Fianarantsoa et Toliara. Généralement, les achats de terrains sont plus fréquents en milieu urbain qu'en milieu rural et chez les ménages riches.

Tableau 135: Mode d'acquisition de terrain non agricole selon les provinces et milieu

Unité: %

	Milieu	Achat	Héritage	Dons	Autres	N'a pas répondu	Ensemble
Antananarivo	Urbain	30,1	67,4	0,0	2,5	0,0	100,0
	Rural	33,2	48,8	8,5	9,5	0,0	100,0
Fianarantsoa	Urbain	18,5	73,0	4,3	2,1	2,1	100,0
	Rural	8,7	91,3	0,0	0,0	0,0	100,0
Toamasina	Urbain	37,7	32,9	16,2	11,9	1,3	100,0
	Rural	55,1	39,5	2,7	2,7	0,0	100,0
Mahajanga	Urbain	34,5	46,1	3,6	15,9	0,0	100,0
	Rural	8,5	83,8	0,0	7,8	0,0	100,0
Toliara	Urbain	25,6	62,8	2,5	8,7	0,6	100,0
	Rural	2,8	82,2	5,9	8,8	0,4	100,0
Antsiranana	Urbain	32,1	48,9	6,4	12,7	0,0	100,0
	Rural	10,4	48,6	41,0	0,0	0,0	100,0
Ensemble		19,4	70,7	4,7	5,1	0,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

X- 4 Durée Moyenne de possession des biens

La durée moyenne d'acquisition des biens immobiliers (de la première acquisition à la date de l'enquête) est de 14 ans révolus suivis des appareils électroménagers qui ont duré en moyenne de 10 ans révolus. Pour ce dernier, la durée d'acquisition est plus courte dans les provinces d'Antsiranana et de Mahajanga que dans les provinces de Fianarantsoa et de Toliara.

Tableau 136 : Durée de possession moyenne de certains biens durables, par province

Unité : Année

	Immeubles	Meubles	Appareils électroménagers	Appareils audiovisuels	Voitures	Bicyclettes / cyclomoteurs	Equipements agricoles
Antananarivo	16,5	8,4	9,3	4,9	7,0	4,4	6,6
Fianarantsoa	13,5	5,9	15,3	4,8	4,1	4,7	5,2
Toamasina	14,2	6,0	10,2	4,3	3,8	4,1	5,9
Mahajanga	13,3	5,6	8,3	4,7	2,6	3,7	6,7
Toliara	14,0	5,8	13,8	4,7	3,6	4,2	5,9
Antsiranana	13,6	5,1	6,0	3,6	3,4	4,2	6,2
Ensemble	14,4	6,6	10,4	4,7	5,7	4,3	6,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

La durée moyenne d'acquisition d'une voiture est d'environ 6 ans. Cette durée atteint presque 8 ans en milieu urbain et seulement environ 5 ans en milieu rural. Par contre, la durée d'acquisition d'une bicyclette est plus longue en milieu rural qu'en milieu urbain puisque la bicyclette est plus utilisée et plus commode dans les campagnes.

Tableau 137 : Durée de possession moyenne de certains biens durables, par milieu

Unité : Année

	Immeubles	Meubles	Appareils électroménagers	Appareils audiovisuels	Voitures	Bicyclettes/ cyclomoteurs	Equipements agricoles
GCU	17,6	9,0	8,4	5,0	7,6	3,6	7,6
CUS	14,6	6,2	9,9	4,3	3,1	4,0	6,0
Rural	14,1	6,3	11,6	4,6	4,6	4,5	6,1
Total	14,4	6,6	10,4	4,7	5,7	4,3	6,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

XI- CONSOMMATION DES MENAGES

Remarque Préliminaire :

Lors de l'EPM 2004, la période de référence des consommations d'un ménage couvre les 12 derniers mois précédant son interview. Cela veut dire qu'en général il s'agit des consommations pendant une grande partie de l'année 2004 et non des consommations pendant une période particulière (période de soudure, période de récolte etc...).

La notion de bien être étant basé sur un ensemble de concepts subjectifs et objectifs, l'approche quantitative et objective des conditions de vie des ménages est basée sur leurs consommations. Il s'agit alors de quantifier les composantes de consommation, même celles qui n'ont pas fait l'objet de transaction. Cette notion de consommation est alors élargie et ne s'arrête pas seulement au niveau des dépenses monétaires ou des consommations dont l'évaluation monétaire est directe (telle que les autoconsommations ou les cadeaux) mais inclut aussi une estimation de la valeur monétaire des éléments matériels qui peuvent avoir une influence non négligeable sur les conditions de vie comme les loyers imputés ou la valeur locative des biens durables. Ainsi les composantes de la consommation sont :

Les Dépenses alimentaires	(C1)
Les Dépenses alimentaires quotidiennes	(C2)
Les Dépenses non alimentaires	(C3)
Les cadeaux et dons alimentaires	(C4)
Les cadeaux et dons non alimentaires	(C5)
Les auto-consommations agricoles	(C6)
Les produits de l'élevage autoconsommés	(C7)
Les auto-consommations issues des entreprises non agricoles	(C8)
Les Dépenses liées à l'éducation	(C9)
Les Dépenses liées à la santé	(C10)
Les paiements reçus en nature alimentaire	(C11)
Les paiements reçus en nature non alimentaire	(C12)
Les loyers imputés	(C13)
Les valeurs locatives des biens durables	(C14)

XI-1 Comparabilité des données

Deux dimensions peuvent rendre les consommations non comparables : une dimension spatiale et une dimension dynamique.

XI-1-1 Comparaison spatiale :

La structure des prix auxquels les ménages font face peut avoir des influences sur le niveau nominal des consommations. Ainsi pour contourner cette distorsion, un déflateur régional a été construit sur la base des structures des prix dans les différentes localités. L'idéal étant de construire des déflateurs pour chaque ménage ou pour chaque zone de dénombrement,

la structure de l'échantillon ne permet d'effectuer cela. En effet, la représentativité des données s'arrête au niveau des strates (croisement entre milieu et province). De ce fait, les déflateurs régionaux ont été construits pour chaque strate. Le numéraire considéré est le prix dans la capitale. Cela permet de construire facilement le déflateur temporel. L'indice construit est un indice de Paasche dont les pondérations sont issues des consommations moyennes dans la strate de chaque article. L'indice est ainsi calculé comme suit :

$$I_s = 1 / \left(\sum_i w_i^s \frac{P_i^0}{P_i^s} \right)$$

i indique les biens inclus dans le calcul de l'indice

w_i^s représente la part du budget du ménage de la strate s attribué au bien i

P_i^s représente le prix moyen du bien i dans la strate s

P_i^0 représente le prix moyen du bien i dans la strate numéraire (Antananarivo Capitale)

XI-1-2 Comparaison temporelle

La période de référence des estimations des consommations des ménages est généralement l'année. Comme l'enquête a été menée sur des mois différents, deux ajustements sont nécessaires pour aboutir à la comparaison avec les données des années précédentes :

- un premier ajustement pour ramener les consommations de 2004 sur la même période
- un deuxième ajustement pour ramener les consommations à la même période que les données obtenues en 2001.

Dans la pratique, les consommations ont été d'abord ramenées au prix de 2001, avant de refléter pour avoir les consommations nominales en 2004. Dans l'analyse de la dynamique, l'année de référence considérée est essentiellement l'année 2001 dans la mesure où cette année peut être considérée comme année normale contrairement à 2002 caractérisée par les crises socio économiques.

XI-2 Les quintiles de consommation

A des fins de comparaison entre les ménages, des quintiles de consommation ont été définies. Il s'agit alors d'un classement des ménages selon leurs consommations respectives sans aucun jugement de valeur de leur situation (pauvre ou non pauvre). Aussi parlera-t-on de pauvreté relative, par différenciation à la pauvreté absolue. Les limites des quintiles de consommations sont les suivantes :

XI-3 Niveau des consommations moyennes par tête

XI-3-1 Selon les strates

La consommation nominale annuelle par tête des individus en 2004 s'élève à 1,241 millions de Fmg. La plus forte consommation moyenne se retrouve dans les provinces de Toamasina et d'Antananarivo qui ont des consommations moyennes annuelles par tête de 1,481 millions de Fmg. La plus faible consommation est détenue par les individus vivant dans la province de Fianarantsoa où elle n'est que de 877 500 Fmg.

Du point de vue du milieu de résidence, le milieu rural consomme généralement moins que les individus vivant en milieu urbain : 1,124 millions de Fmg en milieu rural contre 1,241 millions en milieu urbain. Mais l'écart entre les consommations des individus en milieu rural et en milieu urbain a fortement diminué entre 2001 et 2004. En effet, si les consommations moyennes des individus en milieu rural ne représentaient que 53% de celles en milieu urbain en 2001, ce rapport est maintenant de 68% en 2004.

Tableau 138: Consommation par tête, par strate

	Unité : millier de FMG		
	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	2,073.6	1,230.9	1,475.5
Fianarantsoa	1,098.5	835.4	877.5
Toamasina	1,492.4	1,477.9	1,481.1
Mahajanga	1,485.4	965.9	1,070.5
Toliara	1,379.0	1,092.4	1,154.6
Antsiranana	1,851.3	1,237.8	1,347.4
Ensemble	1,653.0	1,124.5	1,241.5

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

En termes nominaux, les consommations par individus ont augmenté entre 2001 et 2004 mais cette augmentation a été érodée par l'inflation. De ce fait, en termes réels, la consommation moyenne par capita a diminué de 2,9% dans l'ensemble. Les individus vivant en milieu urbain ont été les plus touchés par les effets de cette inflation en subissant une baisse réelle des consommations de 17,6%. Les ruraux ont plutôt profité de la hausse générale des prix, notamment des prix des produits vivriers car leurs consommations ont augmenté en terme réel de 5,8%. En effet, l'inflation pendant l'année 2004 a touché principalement les produits vivriers (en particulier le riz) qui ont eu pour effet d'augmenter les revenus des ménages ruraux vendeurs nets. La consommation moyenne des individus vivant à Toamasina rural a ainsi substantiellement augmenté car cette région est un grand producteur de riz. A Antananarivo, même les ruraux ont subi l'effet néfaste de l'inflation. Cela s'explique par le fait que les ruraux d'Antananarivo sont en général des petits exploitants acheteurs nets.

Tableau 139: Evolution des consommations par capita en termes réels

Unité : en millier de Fmg

Province	2001			2004		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	2 030	1 335	1 541	1 591	944	1 132
Fianarantsoa	1 119	559	653	843	641	673
Toamasina	1 075	569	674	1 145	1 134	1 136
Mahajanga	1 368	702	842	1 140	741	821
Toliara	1 244	662	801	1 058	838	886
Antsiranana	1 717	780	967	1 421	950	1 034
Total	1 539	815	981	1 268	863	953

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

XI-3-2 Selon le GSE du ménage

Selon les groupes socioéconomiques, le rang obtenu à partir des consommations moyennes des individus sont compatibles avec la classification a priori. En effet, parmi les salariés, ce sont les cadres supérieurs qui détiennent la plus forte moyenne de consommation. Ce sont les manœuvres qui détiennent la consommation la plus faible avec 974 500 Fmg par an. Chez les ménages agricoles, les grands exploitants agricoles sont les plus aisés.

Tableau 140: Consommation annuelle moyenne par tête selon le GSE du chef de ménage

Unité : millier de FMG

	Urbain	Rural	Ensemble
Cadre supérieur	3 563,3	3 198,3	3 418,5
Cadre moyen ou agent de maîtrise	2 401,8	1 754,4	2 082,2
Ouvrier ou salarié qualifié	1 739,9	1 371,0	1 534,5
Ouvrier non qualifié	1 429,0	1 130,8	1 248,8
Manœuvre	1 170,1	905,1	974,5
Stagiaire rémunéré	1 879,6	1 500,6	1 604,3
Indépendant	1 970,6	1 276,1	1 592,8
Chômeur	1 773,0	795,3	1 590,9
Inactif	2 564,4	1 046,6	2 103,8
Petit exploitant agricole	951,3	855,9	866,8
Moyen exploitant agricole	1 166,0	1 040,7	1 051,0
Grand exploitant agricole	1 279,2	2 567,3	2 432,3
Pêcheur	1 162,1	986,7	1 069,3
Autre	1 334,6	1 868,5	1 502,1
Ensemble	1 653,0	1 124,5	1 241,5

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

XI-3-3 Selon quelques caractéristiques du ménage

Les ménages dirigés par les hommes consomment en moyenne autant que ceux dirigés par les femmes. La consommation moyenne des individus vivant dans les ménages dirigés par les femmes n'est pas significativement différente de ceux vivant dans les ménages dirigés par les hommes.

Tableau 141 : Consommation par tête suivant le sexe du chef du ménage, par milieu

Unité : millier FMG

	Urbain	Rural	Ensemble
Homme	1 654,6	1 136,5	1 245,2
Femme	1 646,3	1 047,5	1 220,2
Ensemble	1 653,0	1 124,5	1 241,5

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

Selon l'âge du chef de ménage, ce sont les ménages dirigés par les individus âgés de 45 à 55 ans qui ont la plus forte consommation moyenne par tête. La structure n'est pas la même en milieu rural ou en milieu urbain. En effet, en milieu urbain, ce sont les ménages dirigés par les plus de 55 ans qui ont la plus forte consommation moyenne. Cela s'explique par le fait que dans le milieu rural, la productivité des chefs de ménage diminue quand l'âge augmente. La forte consommation moyenne des ménages dirigés par les jeunes s'explique en partie par la taille faible de ces ménages.

Tableau 142: Consommation par tête selon l'âge, par milieu

Unité : millier FMG

Age (ans)	Urbain	Rural	Ensemble
Moins de 25	1 722,5	1 285,1	1 372,4
25 à 35	1 569,3	1 045,6	1 165,4
35 à 45	1 532,6	944,4	1 074,6
45 à 55	1 661,7	1 392,9	1 448,8
Plus de 55	1 924,7	1 072,2	1 276,1
Ensemble	1 653,0	1 124,5	1 241,5

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

La consommation moyenne par individu décroît significativement quand la taille des ménages où il habite augmente, aussi bien dans le milieu rural que dans le milieu urbain. Cela signifie que la taille des ménages a une grande influence sur le niveau de vie des ménages. Mais, ce résultat doit être nuancé dans la mesure où aucun ajustement n'a été effectué au niveau de la consommation des biens indivisibles.

Tableau 143: Consommation par tête suivant la taille du ménage, par milieu

Unité : millier FMG

	Urbain	Rural	Ensemble
Singleton	4 063,8	2 499,1	2 991,0
2 à 4	2 295,9	1 377,1	1 608,0
5 à 7	1 434,6	1 174,8	1 234,8
8 à 10	922,7	763,0	790,4
>11	911,2	705,7	737,4
Ensemble	1 653,0	1 124,5	1 241,5

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

Le niveau d'instruction du chef de ménage a aussi une influence non négligeable sur le niveau de consommation des ménages. En effet, la consommation moyenne des individus augmente avec le niveau d'instruction des chefs de ménage. Le niveau de consommation des individus vivant dans les ménages dirigés par des individus de niveau primaire représente seulement 39% de celle dans les ménages dirigés par des niveaux supérieurs. Ce constat est valable aussi bien dans le milieu rural que dans le milieu urbain mais il est plus marqué dans le milieu urbain.

Tableau 144: Consommation par tête suivant le niveau d'instruction, par milieu

Unité : en millier FMG

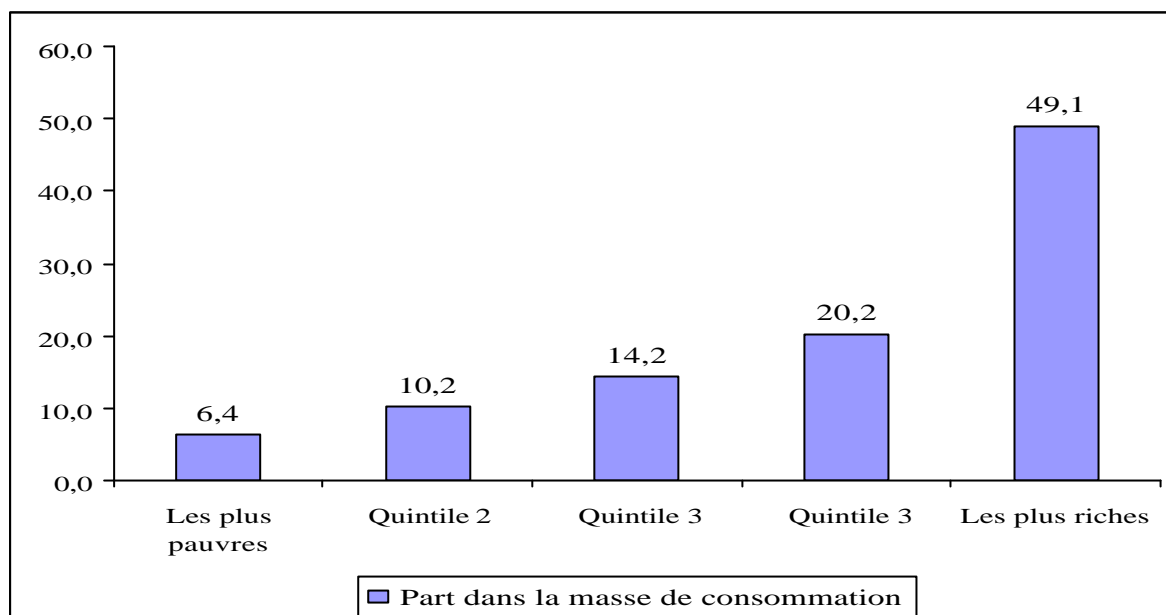
	Urbain	Rural	Ensemble
Primaire	1 292,2	1 131,1	1 159,8
Secondaire	1 802,9	1 395,0	1 555,2
Supérieur	3 306,0	2 394,6	2 960,9
Ensemble	1 653,0	1 124,5	1 241,5

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

XI-4 Répartition de la consommation

La masse de consommation totale est inégalement répartie à travers les différents quintiles de consommations. En effet, les 20% les plus pauvres de la population consomment seulement 6,4% de la masse de consommation totale. Cette augmente selon les quintiles. Les 20% les plus riches de la population consomment un peu moins de la moitié de la consommation totale.

Graphique 16 : Part des quintiles dans la masse de consommation



Source : INSTAT/DSM/EPM2004

La comparaison de la répartition de la population et de la consommation montre une inégalité apparente. Dans l'ensemble, la population d'Antananarivo détient la plus grande part de la consommation dans la masse de consommation totale. Leur part dans le consommation de 34,2% est supérieure à leur contribution en termes de population qui n'est que de 28,8%. Par contre, Fianarantsoa, la province détenant la plus forte incidence de la pauvreté présente une tendance tout à fait différente.

En effet leur part de population (21,9%) est supérieure à la part dans la consommation totale (15,4%). Les mêmes constats sont valables au niveau des milieux urbains et ruraux, mais ils sont plus marqués en milieu urbain. En effet, la population du milieu urbain d'Antananarivo consomme 47,3% de la consommation totale du milieu urbain. En milieu rural, la différence la plus marquée se retrouve dans la province de Toamasina qui est une région essentiellement productrice de riz et a donc été avantagée par la hausse d prix du riz au cours de l'année.

Tableau 145 : Comparaison de la répartition de la population et de la consommation

Unité : %

	Urbain		Rural		Ensemble	
	Population	Consommation	Population	Consommation	Population	Consommation
Antananarivo	37,7	47,3	26,2	28,7	28,8	34,2
Fianarantsoa	15,8	10,5	23,6	17,5	21,9	15,4
Toamasina	15,3	13,8	15,4	20,3	15,4	18,4
Mahajanga	10,2	9,2	11,5	9,9	11,2	9,7
Toliara	15,0	12,5	15,4	15,0	15,4	14,3
Antsiranana	6,0	6,7	7,9	8,6	7,5	8,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

Selon les groupes socio économiques, les bénéficiaires de la situation économiques en 2004 sont essentiellement les grands exploitants agricoles. En effet, ne représentant que 6,3% de la population, ils consomment 12,3% de la masse de la consommation totale. Les petits exploitants agricoles en ont au contraire souffert.

Tableau 146: Comparaison de la répartition de la population et de la consommation selon le groupe socio-économique

Unité : %

Groupe Socio-économique	Consommation	Population
Cadre supérieur	2,7	1,0
Cadre moyen ou agent de maîtrise	4,8	2,9
Ouvrier ou salarié qualifié	7,1	5,7
Ouvrier non qualifié	5,7	5,7
Mancœuvre	3,0	3,8
Stagiaire rémunéré	0,2	0,1
Indépendant	13,8	10,8
Chômeur	0,1	0,1
Inactif	4,1	2,4
Petit exploitant agricole	27,7	39,7
Moyen exploitant agricole	17,2	20,4
Grand exploitant agricole	12,3	6,3
Pêcheur	0,3	0,4
Autre	1,0	0,9
Total	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

XI-5 Structure de la consommation

XI-5-1 Part de l'alimentation

La loi d'Engel stipule que la part de l'alimentation dans la consommation totale augmente quand l'individu est plus pauvre. Cela se justifie par le fait que le peu de revenu que l'individu a est attribué au premier besoin fondamental de se nourrir. Dans l'ensemble, en 2004, l'alimentation représente 70,0% de la consommation totale. Ce ratio est en hausse par rapport à la situation de 2001 où il se trouvait à un niveau de 62,1%. Cela se justifie par l'accroissement important du prix des biens agricoles en 2004. Leur ensemble n'étant pas parfaitement substituable, en particulier le riz, leur part dans la consommation a augmenté de manière sensible. Selon les strates, c'est la province de Toamasina, notamment la zone rurale, qui détient la plus forte part de l'alimentation dans les consommations.

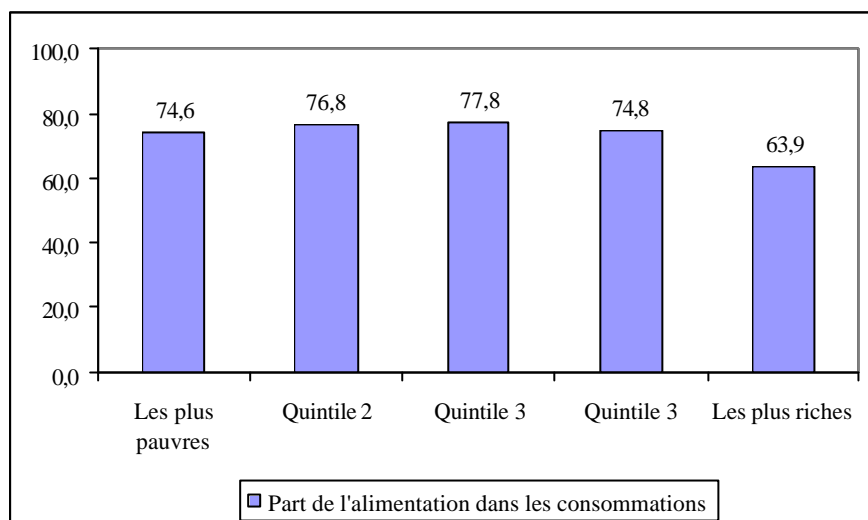
Tableau 147: Part de l'alimentation dans la consommation totale

	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	45,0	66,9	57,4
Fianarantsoa	59,6	83,3	77,9
Toamasina	56,8	86,3	80,2
Mahajanga	57,5	81,1	75,0
Toliara	61,6	77,7	73,1
Antsiranana	52,3	79,9	73,2
Ensemble	51,7	78,0	70,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

La loi d'Engel n'est pas entièrement respectée en 2004. En effet, la part de l'alimentation croît dans les premières quintiles avant baisser. Avec le besoin fondamental de se nourrir, les individus ont besoin d'un minimum de consommation non alimentaire (par exemple se vêtir et se loger). Les consommations des gens des premières quintiles étant faibles, ces consommations non alimentaires tiennent une place importante dans leur consommation. Ce qui justifie la hausse de la part dans les premiers quintiles.

Graphique 17 : Part des quintiles de consommation dans l'alimentation



Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

Selon la taille des ménages, la part de l'alimentation augmente avec la taille des ménages. Ce qui semble tout à fait justifié dans la mesure où la probabilité d'être croît avec la taille des ménages.

Selon les groupes socioéconomiques, une nette différence apparaît entre les ménages agricoles vivant essentiellement dans le milieu rural et les non agricoles vivant en milieu urbain. En effet, pour les premiers, la part de l'alimentation dans la consommation totale est élevée. Par contre, pour les ménages non agricoles, celle-ci est nettement plus faible. Cela se justifie par le fait qu'en milieu urbain, la part des consommations alimentaires nécessaires (ne serait-ce que le logement) est plus important. Mais à travers les groupes des salariés l'ordre a priori est satisfait. En effet, la part de l'alimentation dans la consommation baisse des groupes favorisés (cadre supérieur) vers les groupes les plus défavorisés (manœuvre).

Tableau 148 : Part de l'alimentation dans la consommation selon les GSE

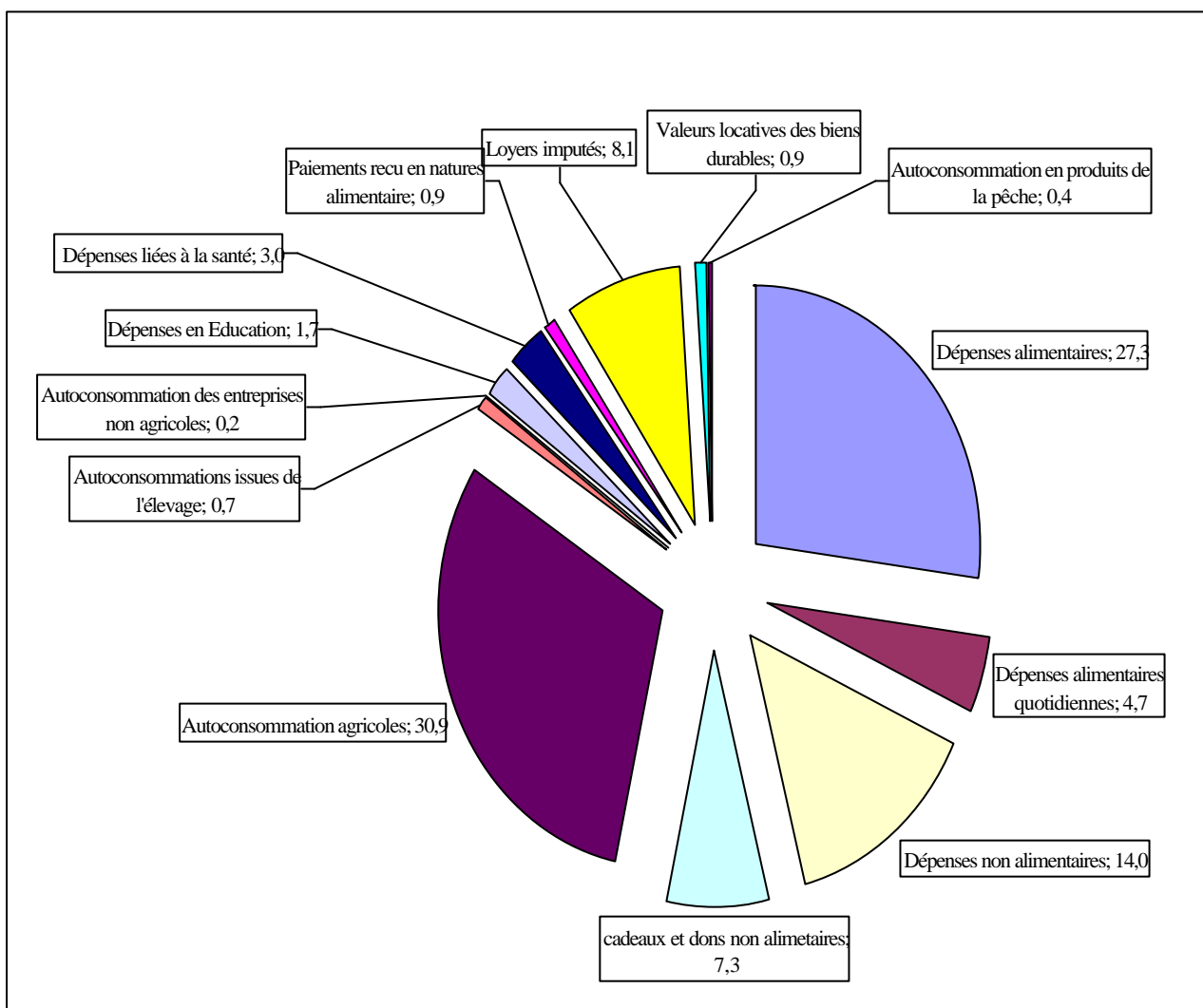
	Part de l'alimentation
Cadre supérieur	46,5
Cadre moyen ou agent de maîtrise	49,6
Ouvrier ou salarié qualifié	56,2
Ouvrier non qualifié	62,1
Manœuvre	71,4
Stagiaire rémunéré	60,9
Indépendant	53,8
Chômeur	40,1
Inactif	39,9
Petit exploitant agricole	78,6
Moyen exploitant agricole	82,2
Grand exploitant agricole	89,1
Pêcheur	67,5
Autre	52,6
Total	70,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

XI-6 Structure par type de consommation

Les dépenses alimentaires et les dépenses non alimentaires (éducation et santé exclues) représentent la grande partie des consommations des malgaches. Cela traduit aussi l'existence de deux milieux de comportements de consommations différents : les ruraux qui tirent l'essentiel de leur consommation des autoconsommations et des urbains qui les tirent surtout des dépenses. Les dépenses liées à la santé et à l'éducation ne représentent respectivement que 3,0% et 1,7% de la consommation totale. Relativement à l'année 2001, la structure de la consommation n'a pas beaucoup évolué, sauf la baisse sensible de la part des biens durables qui ont baissé sensiblement.

Graphique 18 : Répartition des Consommations par grand poste



Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

Un regroupement proche de la classification Coicop (classification of individual consumption by purpose) a été construit afin de voir les parts allouées par les ménages à ces différents postes dans leurs budgets. Le logement et combustible tiennent une part importante de la consommation en milieu urbain, en particulier dans les grands centres urbains. Dans le milieu rural, le logement n'est pas primordial. Ce qui explique la part de la consommation qui y est attribuée (10,5% contre 26,9% dans les GCU). Dans les grands centres urbains, la part allouée aux tissus et vêtements est aussi importante avec 11,8% de la consommation totale.

Tableau 149 : Répartition des Consommations par grand poste par milieu

	Unité: %			
	GCU	CUS	RURAL	Ensemble
Alimentaire	41,9	62,0	78,5	70,3
Logement et combustible	26,9	20,2	10,5	14,5
Tissus et vêtements	11,8	6,4	3,5	5,2
Ameublement et équipement ménager	2,7	2,1	1,9	2,1
Santé	2,7	2,2	1,6	1,9
Transports et communication	3,1	1,3	0,7	1,2
Loisirs	0,4	0,2	0,1	0,1
Enseignements	4,7	2,4	1,2	2,0
Hôtel et restaurant	0,1	0,0	0,0	0,0
Autres biens et services	3,6	1,8	1,1	1,6
Valeurs locatives des biens durables	1,9	1,4	0,7	1,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

Selon les quintiles de consommation, l'ordre d'importance des différents postes est similaire au profil moyen. Ce profil est caractérisé par une importance de la consommation alimentaire et le logement.

Tableau 150: Répartition des Consommations par grand poste suivant les quintiles de consommation

	Unité: %					Ensemble
	Plus Pauvres	Quintile 2	Quintile 3	Quintile 4	Plus riches	
Alimentaire	74,2	76,6	77,6	75,0	64,4	70,3
Logement et combustible	15,2	13,3	12,0	13,2	15,9	14,5
Tissus et vêtements	4,0	3,6	3,8	4,5	6,5	5,2
Ameublement et équipement ménager	2,6	2,2	2,2	2,1	2,0	2,1
Santé	1,4	1,4	1,6	1,6	2,3	1,9
Transports et communication	0,1	0,1	0,2	0,4	2,1	1,2
Loisirs	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,1
Enseignements	1,6	1,7	1,5	1,7	2,3	2,0
Hôtel et restaurant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens et services	0,3	0,4	0,4	0,7	2,8	1,6
Valeurs locatives des biens durables	0,5	0,6	0,6	0,8	1,4	1,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

XII- PAUVRETE

Un des objectifs principaux inscrits dans l'OMD et dans le DSRP est la réduction du taux d'incidence de la pauvreté de moitié en 2015. Ceci requiert un outil de mesure objectif de la pauvreté, comparable géographiquement et dans le temps. L'Enquête Auprès des Ménages en constitue un car elle traite différentes informations englobant les consommations des Ménages, les dépenses monétaires et les autoconsommations.

Cette mesure monétaire de la pauvreté se distingue de la pauvreté subjective développée dans un autre chapitre dans sa perspective absolue en définissant un seuil de pauvreté. Dans cette démarche, on définit par pauvre toute personne qui se trouve dans un état de privation se manifestant par l'impossibilité de subvenir aux besoins alimentaires quotidiens de 2133 kcal. A ce seuil de pauvreté alimentaire vient s'ajouter un seuil de pauvreté non alimentaire étant donné qu'une personne doit aussi subvenir à des besoins essentiels autres qu'alimentaires.

Les composantes du panier de consommation des ménages sont constituées par les dépenses monétaires en biens de consommation ainsi que l'équivalent monétaire d'autres postes comme le loyer imputé, les autoconsommations agricoles, les cadeaux reçus, les locations de biens durables et autres avantages liés à l'emploi. Ces différentes composantes ont permis d'estimer les consommations des ménages et de les comparer au seuil de pauvreté. On va retenir le seuil calculé en 2001 qui était de 988 600 FMG au prix de la Capitale pour faciliter la détermination de l'évolution du taux d'incidence dans le temps.

Les principaux indicateurs issus du seuil de pauvreté sont de type FGT et résumés par la formule:

$$P_a = \frac{1}{N} \sum_{i \in \{y_i < z\}} w_i \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^a$$

où N est la taille de la population
 y_i la consommation de l'individu i
 w_i le poids de l'individu i
z le seuil de pauvreté

Dans ce cas, P0 sera le taux d'incidence de la pauvreté et exprime la proportion de la population vivant au-dessus du seuil de pauvreté; P1 mesure l'écart moyen entre le revenu des personnes vivant au-dessus du seuil de pauvreté. P2 appelé souvent "sévérité" exprime la somme des carrés des écarts entre le revenu et le seuil de pauvreté.

Pour une meilleure lecture des données, d'autres mesures d'inégalité telle l'indice de Gini et les indices d'Atkinson seront aussi abordées simultanément avec les indices FGT.

$$G = 1 + \left(\frac{1}{N} \right) - \left[\frac{2}{mN^2} \right] \sum_{i=1}^n (N - i + 1) y_i$$

Où m est la moyenne des consommations de l'ensemble de la population
G l'indice de Gini
Dans ce calcul, les y_i sont rangés dans l'ordre croissant.

Les indices d'Atkinson A(e) sont résumés par la formule suivante:

$$A(e) = 1 - [Yede(e)/m].$$

où

$$Yede(e) = \left[\sum_{i=1}^n \left(\frac{w_i}{N} \right) y_i^{(1-e)} \right]^{\frac{1}{1-e}} \text{ pour } e > 0 \text{ et } e \neq 1$$

$$Yede(e) = \sum_{i=1}^n \left(\frac{w_i}{N} \right) \log y_i \text{ pour } e=1$$

Yede est appelé la consommation de distribution équivalente c'est-à-dire une moyenne géométrique des consommations (pour le cas où $e \neq 1$) et logarithmique pour $e=1$. Plus ces indices se rapprochent de 1, plus on est en présence d'inégalité entre les riches et les pauvres.

XII-1 Contexte économique

Madagascar a renoué avec la croissance économique en 1996 et ce jusqu'à l'année 2001. Le taux d'inflation est passé de 45% en 1994 à moins de 7% en 2001. La croissance économique a dépassé le taux de croissance démographique pendant 4 ans et est évaluée à 6,0% en 2001. Les investissements directs étrangers ont repris avec la création des zones franches qui ont vu leur nombre passer de 241 en 1997 à 308 en 2001. Leurs exportations passent ainsi de 1783,5 milliards de FMG en 1999 à 2978,7 milliards en 2000. Le nombre d'emplois générés par ces entreprises a triplé en cinq ans, fournissant 110000 emplois en 2001.

Cette croissance économique qui a permis la création de nouveaux emplois s'est estompée brusquement en 2002 avec la crise post-électorale. Plusieurs milliers d'emplois ont été perdus notamment dans les zones franches. Le taux d'inflation atteint 16% et la croissance économique atteint son taux le plus bas: -12%. Toutefois, la reprise s'est amorcée dès l'année 2003 et pour la première fois le taux d'inflation est devenu négatif. En outre, la flambée du prix du pétrole et du riz sur le marché international accompagné par la dépréciation de la monnaie en 2004 ont fortement handicapé la reprise. Ceci a eu pour effet une forte inflation en 2004.

La reprise économique depuis 2003, a surtout profité au secteur BTP avec les politiques de désenclavement entamées par la réhabilitation ou l'aménagement de nouveaux axes routiers et la politique de la détaxation. Ces politiques visent à améliorer l'environnement économique et à améliorer le bien être de la population.

La détermination du taux de pauvreté permet de mesurer ces effets. En effet, malgré le fait que la hausse des prix du riz en 2004 a pénalisé les consommateurs, elle peut profiter aux producteurs qui constitue la majorité de la population malgache. La hausse du prix au producteur accompagnée par l'ouverture de nouveaux marchés à travers la réhabilitation des routes devrait en principe permettre aux agriculteurs d'augmenter leur revenu et d'améliorer leur bien-être.

L'évolution du taux de pauvreté entre 1999 et 2004 permet donc de transcrire sur le bien-être de la population nos performances et nos défaillances économiques. De plus, elle permet au pays de se situer sur le chemin restant à parcourir pour la réalisation des objectifs de l'OMD.

XII-2 L'évolution de l'incidence et de l'intensité de la pauvreté

En 2004, 72,1% de la population malgache vivent au dessous du seuil de pauvreté. Elle est essentiellement car quel que soit la province, le taux le plus élevé se rencontre toujours en milieu rural. La population rurale la mieux lotie se retrouve dans la province d'Antananarivo dont le taux d'incidence avoisine 68,2%. La population urbaine d'Antsiranana présente le meilleur profil car le taux d'incidence y est seulement de 36,7% avec une intensité également faible (12,6%). La population la plus vulnérable se retrouve dans le milieu rural de la province de Fianarantsoa. La population vivant au dessous du seuil y atteint une proportion très élevée (87,5%) avec une intensité de pauvreté aiguë (41,5%). Cette proportion s'explique d'ailleurs par le fait que la population de cette région représente 18,4% de la population malgache alors qu'elle n'effectue que 12,4% de l'ensemble des consommations. A l'inverse, la population urbaine d'Antananarivo ne représente que 8,3% de la population alors que leur masse de consommation approche 13,9% de l'ensemble.

Le taux de pauvreté assez bas dans les provinces d'Antsiranana et d'Antananarivo s'explique d'ailleurs par l'intensité et la concentration des activités économiques dans ces régions. Antsiranana profite notamment des recettes des exportations, en particulier la vanille, et Antananarivo par la diversité des activités et l'implantation de différentes entreprises telles les zones franches.

Tableau 151 : Indicateurs de pauvreté par strate en 2004

		Unité : %			
		Ratio de pauvreté	Intensité de pauvreté	Part dans la population	Part des consommations
Antananarivo	Urbain	39,2	11,8	8,3	13,9
	Rural	68,2	26,6	20,4	20,2
Fianarantsoa	Urbain	78,4	34,4	3,5	3,1
	Rural	87,5	41,5	18,4	12,4
Toamasina	Urbain	63,7	25,3	3,4	4,1
	Rural	80,8	43,2	12,0	14,3
Mahajanga	Urbain	54,3	21,3	2,3	2,7
	Rural	79,0	36,6	9,0	7,0
Toliara	Urbain	60,5	23,6	3,3	3,7
	Rural	75,5	31,2	12,0	10,6
Antsiranana	Urbain	36,7	12,6	1,3	2,0
	Rural	71,7	30,5	6,1	6,1
Ensemble		72,1	31,6	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Même si cette pauvreté est essentiellement rurale, on peut dire que la situation s'est significativement améliorée entre 2001 et 2004 dans ces zones rurales à l'exception de celles localisées dans la province d'Antananarivo. A l'inverse, le ratio de pauvreté a augmenté dans les zones urbaines. En effet, la pauvreté qui a atteint respectivement 83,3% et 79% de la population rurale de Toliara et d'Antsiranana en 2001 n'atteint plus que 75,5% et 71,7%, soit une baisse respective de 7,8% et de 7,3%. Par contre, la pauvreté s'est accrue de 17,9 points dans la Capitale et de 18,6 dans les zones urbaines de Fianarantsoa. Ainsi, le désenclavement lié à l'amélioration des infrastructures a beaucoup profité aux populations rurales tandis qu'en 2004 la population urbaine n'a pas encore bénéficié de la reprise économique et a été lésée par l'inflation.

Cette amélioration des situations de la population rurale à l'exception de celle d'Antananarivo par rapport à la population urbaine a contribué à la baisse d'inégalité entre riches et pauvres étant donné que les ruraux composent la majorité de la population malgache. Les indices de Gini et d'Atkinson confirment cette réduction de l'inégalité.

Cette amélioration de la situation en zone rurale s'est aussi accompagnée d'une diminution de l'intensité de la pauvreté. En effet, l'écart moyen entre le revenu et le seuil de pauvreté pour ceux qui vivent au dessus du seuil est passé de 34,9% en 2001 à 31,6%. Cette baisse est palpable dans toutes les zones rurales et dans la moindre mesure dans les Centres Urbains Secondaires. Par contre, la pauvreté devient beaucoup plus sévère chez la population habitant les Grands Centres Urbains où l'intensité de la pauvreté (P1) s'est accrue de 9,5 points entre les deux périodes.

Tableau 152 : Evolution du taux de pauvreté et de quelques indices

		Unité: P0 et P1 en %													
		P0		P1		A(0,5)		A(1)		A(2)		Gini			
Année		2004	2002	2001	2004	2002	2001	2004	2001	2004	2001	2004	2001	2004	2001
Antananarivo	Urbain	50,2	51,2*	50,1	16	23,1*	21,1	0,085	0,132	0,158	0,251	0,278	0,465	0,326	0,402
	Rural	68,2	72,3	57,1	26,6	38,1	25,6	0,099	0,174	0,18	0,311	0,306	0,492	0,346	0,47
Fianarantsoa	Urbain	78,4	78,5	59,8	34,4	42,4	25,5	0,152	0,136	0,241	0,246	0,372	0,411	0,394	0,411
	Rural	87,5	93,5	87,9	41,5	60,7	49,5	0,075	0,111	0,141	0,202	0,249	0,345	0,306	0,369
Toamasina	Urbain	63,7	66,9	60,8	25,3	33,2	28,5	0,148	0,145	0,26	0,267	0,416	0,454	0,424	0,423
	Rural	80,8	91,9	87,9	43,2	57,1	48,3	0,109	0,101	0,195	0,189	0,330	0,332	0,357	0,356
Mahajanga	Urbain	54,3	71,0	50,7	21,3	33,6	17,4	0,106	0,125	0,202	0,225	0,366	0,373	0,361	0,394
	Rural	79,0	93,8	78,4	36,6	63,8	40,0	0,1	0,107	0,182	0,2	0,31	0,357	0,347	0,365
Toliara	Urbain	60,5	58,3	53,3	23,6	25,1	25,5	0,112	0,165	0,206	0,302	0,36	0,503	0,368	0,449
	Rural	75,5	87,5	83,3	31,2	53,5	43,6	0,104	0,121	0,187	0,221	0,324	0,376	0,346	0,385
Antsiranana	Urbain	36,7	62,5	30,1	12,6	28,1	8,7	0,103	0,094	0,186	0,181	0,318	0,334	0,346	0,342
	Rural	71,7	88,6	79,0	30,5	56,7	34,1	0,139	0,093	0,237	0,176	0,38	0,315	0,4	0,341
Ensemble	Urbain	53,7	61,6	43,9	20,2	29,3	18,1	0,137	0,155	0,243	0,284	0,404	0,485	0,404	0,437
	Rural	77,3	86,4	77,2	34,8	53,0	39,8	0,106	0,161	0,191	0,282	0,324	0,447	0,356	0,445
Ensemble		72,1	80,7	69,7	31,6	47,6	34,9	0,107	0,134	0,192	0,245	0,326	0,410	0,385	0,468

Source: INSTAT/DSM/EPM 2001, EPM 2002, EPM 2004

Cette baisse de l'inégalité est confirmée par une réduction de l'écart entre les tranches de revenu supérieur et inférieur. En effet, l'écart entre le neuvième décile⁸ représentait en 2001 plus de huit fois du premier décile contre cinq fois en 2004. Cette réduction de l'écart est constaté aussi bien parmi les revenus des tranches inférieures (au dessous du revenu médian) que dans les tranches supérieures (au dessus du revenu médian).

⁸ Le centile de revenu C_a est défini comme le revenu qui divise la population en deux: (i) a% ayant des revenus inférieur à C_a et (ii) (100- a)% ayant des revenus supérieurs à C_a

C_a est défini par le formule suivant: $a = \sum_{y_i < C_a} 1$

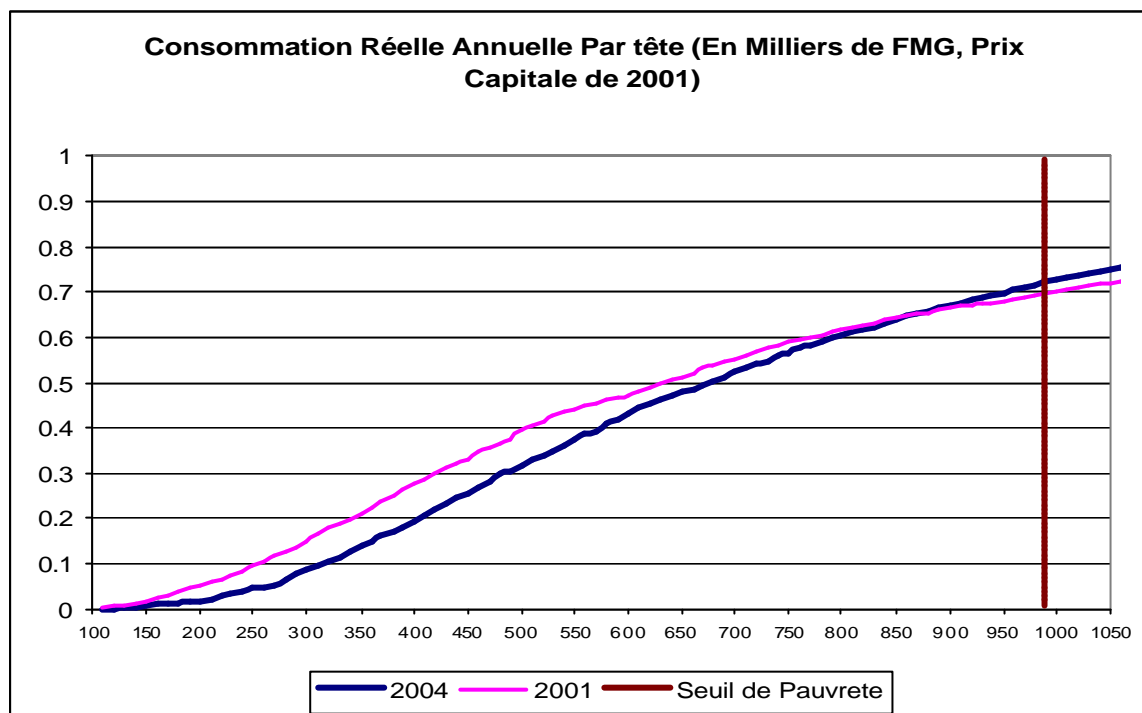
Si a=50, C_a est appelé le revenu médian.

Tableau 153 : Evolution des écarts entre les différents déciles

	p90/p10	p90/p50	p10/p50	p75/p25	p75/p50	p25/p50
2001	8,1	3,3	0,403	2,96	1,79	0,604
2004	5,2	2,4	0,469	2,36	1,55	0,656

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

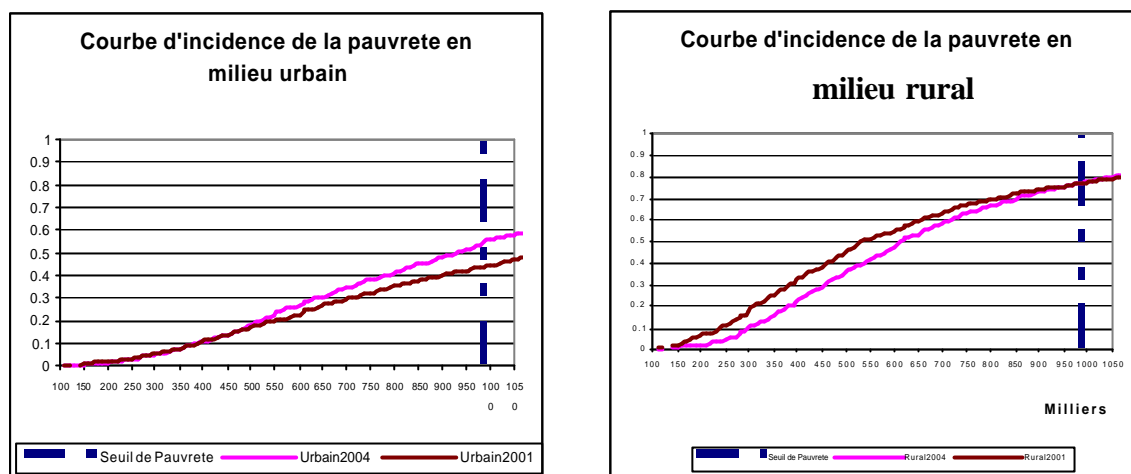
Graphique 19 : Courbe d'Incidence de la Pauvreté



Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Le graphique 2 permet de déceler le changement survenu sur le ratio et l'intensité de pauvreté entre 2004 et 2001. La courbe d'incidence de la pauvreté donne le pourcentage de la population (axe verticale) dont la valeur de consommation est inférieure à un seuil quelconque. On peut apercevoir dans ce graphique que les plus pauvres ont vu leur ratio de pauvreté diminuer. Cette diminution est perceptible pour les consommations inférieures à 780 000 fmg. Ce sont plutôt les personnes de forte consommation qui ont vu leur situation détériorer. Une part importante de ces personnes qui ont vu leur consommation chuter viennent des zones urbaines.

Graphique 20 : Courbes d'incidence de la pauvreté par milieu



Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Comme nous pouvons constater, la pauvreté s'est accentuée en milieu urbain notamment au niveau des classes riches. En milieu rural, les politiques de désenclavement ont porté leurs fruits sur les couches les plus pauvres, mais le ratio de pauvreté est resté le même.

En milieu urbain, le changement négatif est perceptible et significatif (test de dominance⁹) pour les revenus supérieurs à 560 000FMG. En d'autres termes, le pourcentage des personnes vivant annuellement au dessous d'un revenu supérieur à ce montant est plus élevé en 2004 qu'en 2001.

Par contre en milieu rural, les consommations des ménages ont fortement augmenté dans toutes les tranches de revenu inférieures à 830 000 FMG. C'est-à-dire que la courbe de 2001 domine celle de 2004 jusqu'à ce seuil. Comme ce montant est inférieur au seuil, cela n'a pas eu d'effet sur le taux d'incidence qui est resté pratiquement le même. Toutefois, l'intensité de la pauvreté s'est nettement atténuée si bien que la consommation moyenne se rapproche davantage du seuil de pauvreté. Ainsi, si auparavant, la moitié de la population rurale (de la tranche inférieure) consommaient en moyenne moins de 540 000 FMG en 2001, leur consommation maximale atteint 70 000 FMG de plus en 2004. Le pourcentage de ceux qui consomment moins de 540 000 FMG est devenu 40,4% soit un gain de 9,6 points en trois ans.

Dans le cadre de l'étude de l'évolution de la pauvreté, on peut classer les provinces en trois:

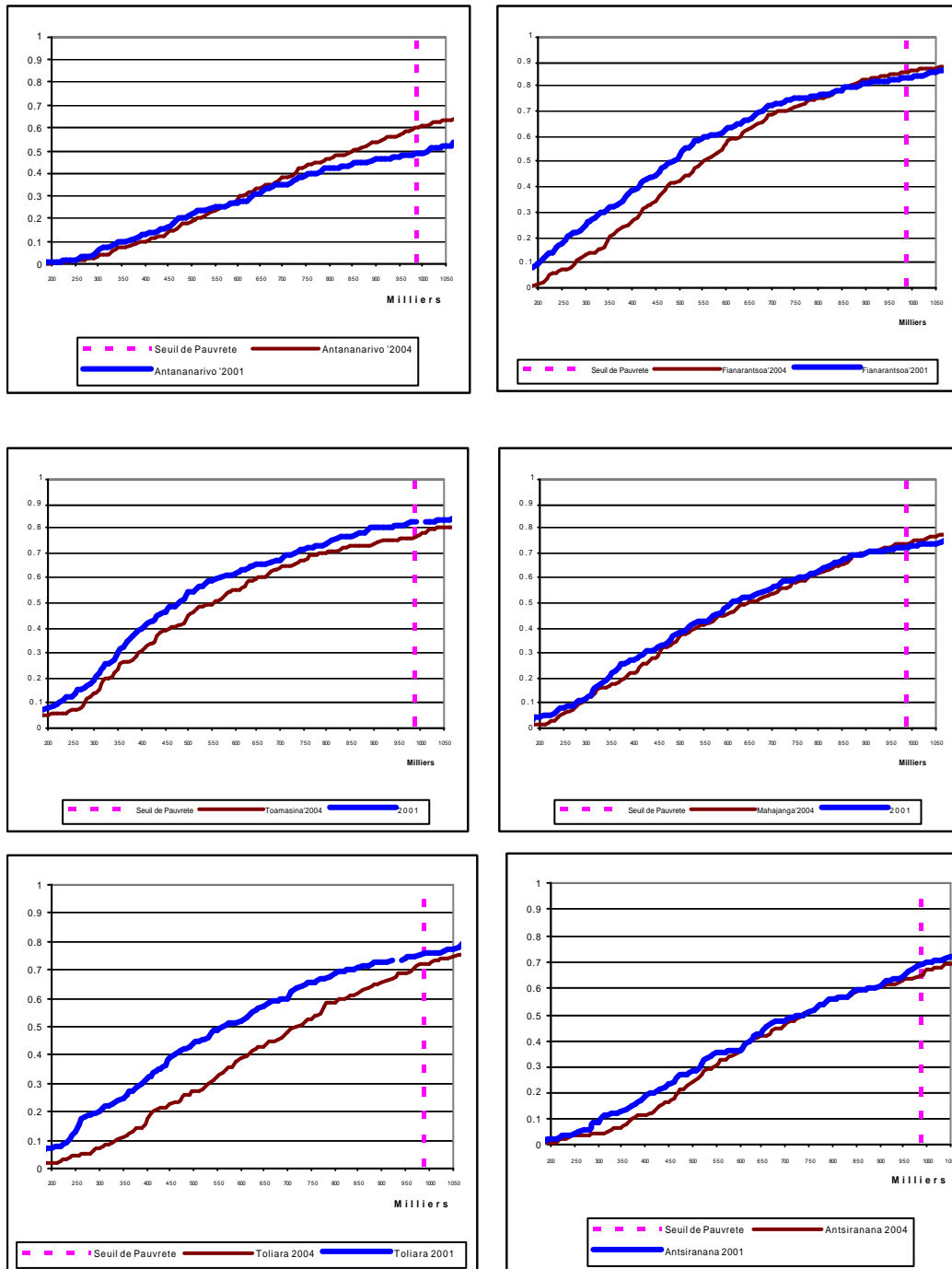
1. ceux qui ont vu les consommations des plus pauvres fortement augmenter et en même temps le ratio de pauvreté diminuer: Toamasina et Toliara
2. Ceux qui ont vu une augmentation significative des consommations des plus pauvres augmenter sans une amélioration significative du taux de pauvreté: Fianarantsoa et Antsiranana
3. Celui qui a vu les revenus des plus pauvres légèrement augmenter mais d'une manière non significative: Antananarivo et Mahajanga.

Il est donc indéniable que les revenus des ruraux suivent une tendance forte à la hausse mais elle est encore dans une proportion qui ne permet pas encore de changer d'une manière significative le taux de pauvreté. De plus, la population urbaine qui a été fortement lésée par la crise de 2002 a basculé pour une petite proportion d'entre eux dans la pauvreté.

⁹ Le test de dominance est le test statistique qui étudie la significativité de l'écart des valeurs des indicateurs FGT jusqu'à un seuil donné (généralement le seuil de pauvreté). En d'autres termes, il s'agit de tester si les valeurs des consommations sont significativement différentes dans chaque centile pour les données de 2004 et de 2001.

En bref, entre 2001 et 2004, quoique le taux de pauvreté a augmenté de 2,4%, l'augmentation des revenus des plus pauvres, facilitée par les programmes de désenclavement, a permis de rapprocher davantage les pauvres du seuil de pauvreté. Le problème de la pauvreté devient un peu plus urbain même si on admet que c'est toujours en milieu rural qu'elle est la plus enracinée. Une conjoncture plus favorable, comme l'augmentation des investissements privés fera sans doute reculer le taux de pauvreté en milieu urbain dans un délai assez bref. La poursuite des politiques de désenclavement permettra davantage d'atténuer l'écart entre le niveau de consommation moyen et le seuil de pauvreté.

Graphique 21 : Courbe d'incidence de la pauvreté dans les provinces



Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

XII-3 L'incidence de pauvreté par groupe socio économique

Pour mieux cibler les actions du gouvernement au profit des plus pauvres, il est important de déterminer les groupes les plus vulnérables. En effet, la pauvreté est aussi un phénomène social. Les contextes ou chocs intérieurs et extérieurs peuvent améliorer ou produire des effets néfastes sur le bien-être de chaque membre du ménage.

Le tableau qui suit affiche une liaison positive entre la taille du ménage et le ratio de pauvreté. En effet, si ce taux est de moins de la moitié pour un "petit" ménage, il atteint les 90% en milieu rural dès que le ménage est composé de plus de sept individus. Ce dernier constat se précise avec la prise en compte des rapports de dépendance. Les groupes qui comportent d'individus d'âge potentiellement actif ont le moins de ratio de pauvreté.

Tableau 154 : Ratio de pauvreté selon le milieu et la taille des ménages.

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Singleton	6,1 (0,0)	25,0 (0,0)	19,0 (0,0)
De 2 à 4	30,2 (0,7)	59,9 (0,9)	52,4 (0,8)
De 5 à 7	59,2 (1,3)	81,0 (1,5)	75,9 (1,4)
De 8 à 10	83,4 (1,4)	90,9 (1,7)	89,6 (1,6)
Plus de 11	85,5 (1,2)	91,3 (1,1)	90,4 (1,1)
Ensemble	53,7 (1,1)	77,3 (1,3)	72,1 (1,3)

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Ratio de dépendance entre parenthèses.

Comme ce fut toujours le cas, les personnes dont le chef de ménage se trouve dans la catégorie des petits exploitants agricoles sont les plus touchées par le phénomène de pauvreté. 84,3% d'entre eux vivent au dessus du seuil de pauvreté. Comme ils constituent la majorité de la population, ils forment la plus forte proportion (46,4%) des malgaches pauvres. Par rapport à 2001, le ratio de pauvreté a légèrement reculé de 1,6 points chez eux alors que chez les ménages des grands et moyens exploitants agricoles, les baisses sont très perceptibles et sont évaluées respectivement à plus de 27 et de 10 points.

A l'inverse, les cadres supérieurs sont les moins exposés à la pauvreté car 28,3% des personnes dont le chef en est un ont une consommation inférieure au seuil de pauvreté. Toutefois, il y a une proportion non négligeable d'entre eux qui sont vulnérables car les chocs extérieurs liés par la crise post-électorale et la crise du riz de 2004 ont en partie causé une hausse perceptible de 12 points de leur taux d'incidence entre 2001 et 2004.

Les personnes qui possèdent leurs propres affaires (propriétaires d'entreprise, commerçants, etc.) ont la probabilité d'être pauvre évaluée à 0,55. Ils sont de nature diverse car certains font de petits métiers comme marchands ambulants et d'autres sont propriétaires d'entreprises non agricoles de taille plus ou moins grande.

Tableau 155 : Indicateurs de pauvreté selon les Groupe Socio-Economique du chef de ménage

	Unité : %		
	Ratio de pauvreté	Intensité de pauvreté	Contribution
Cadre supérieur	28,3	9,6	0,4
Cadre moyen ou agent de maîtrise	38,6	13,4	1,5
Ouvrier ou salarié qualifié	50,1	20,2	4,0
Ouvrier non qualifié	66,6	25,1	5,2
Manœuvre	77,7	34,1	4,1
Stagiaire rémunéré	60,9	12,5	0,1
Indépendant	55,4	21,7	8,3
Chômeur	47,9	17,6	0,1
Inactif	46,6	19,2	1,5
Petit exploitant agricole	84,3	40,6	46,4
Moyen exploitant agricole	76,6	31,8	21,6
Grand exploitant agricole	63,3	24,6	5,5
Pêcheur	84,0	24,2	0,4
Autre	67,2	24,1	0,8
Ensemble	72,1	31,6	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

On peut voir à travers le mode de vie des ménages la qualité de leur vie. On peut facilement conclure qu'une personne qui puise de l'eau dans un puits pour faire cuire son repas avec le feu de bois vit moins décentement qu'une autre qui fait le sien avec l'eau du robinet et du gaz. Mais, cette appréhension subjective exclut certaines composantes qui ne sont pas toujours perceptibles. La première personne peut en effet ne pas avoir du problème pour trouver le riz contrairement à la seconde. Néanmoins, il existe une théorie qui nous rappelle que la proportion des dépenses alimentaires dans la totalité des dépenses diminue avec l'accroissement du bien-être.

Aussi en 2004, quoique très minoritaires, les gens qui utilisent le gaz ont une très faible probabilité d'être classés comme pauvres. De même, ceux qui utilisent le pétrole lampant comme mode d'éclairage voit cette probabilité multipliée par trois par rapport à ceux qui ont l'électricité. La non possession de toilette est aussi un signe de pauvreté ainsi que la non accessibilité à l'eau protégée.

Tableau 156 : Indicateurs de pauvreté selon quelques modes de vie des ménages

	Unité : %		
	Ratio de pauvreté	Intensité de pauvreté	Contribution
Eau A Boire			
Eau protégée	56,3	21,2	25,2
Eau Non protégée	79,7	36,6	74,8
Mode de cuisson			
Bois ramassé	81,8	37,7	86,3
Bois acheté	58,0	18,9	4,6
Charbon	36,2	10,0	8,6
Gaz	8,7	2,9	0,1
Electricité	11,2	0,3	0,0
Pétrole	29,6	8,4	0,1
Autres	71,3	26,8	0,3
Eclairage			
Electricité	27,1	6,5	5,4
Générateur	56,8	20,2	0,4
Pétrole lampant	81,5	37,0	91,3
Bougies	46,1	13,1	2,4
Autres	73,4	35,7	0,4
Assainissement			
Cabinet avec siège anglais	24,6	11,7	0,5
Latrines à la turque avec chasse	34,3	15,7	0,5
Latrines à la turque sans chasse	50,2	21,3	0,5
Latrines avec dalle nettoyable	35,0	10,4	1,3
Latrines traditionnelles	63,6	24,2	39,4
Tinette	76,8	40,8	4,5
Trou ouvert	90,9	52,7	6,2
Aucune toilette	84,3	39,0	46,9
Ensemble	72,1	31,6	100

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Ces signes extérieurs de la pauvreté méritent d'être figurés comme les principaux cibles des actions futures sans pour autant garantir la sortie des plus démunis du phénomène de la pauvreté. Néanmoins, elles peuvent contribuer indirectement à générer plus de revenu pour les catégories moins vulnérables. En effet si leur état de santé s'améliore, cela leur permet d'augmenter en conséquence leur productivité.

XII- 4 Sensibilité des indicateurs de pauvreté

On peut se poser des questions sur l'effet d'une hausse ou d'une baisse du seuil de pauvreté sur nos indicateurs de pauvreté. Une hausse du seuil peut être interprétée comme un choc défavorable car elle peut être assimilée par exemple à une conjoncture de tendance inflationniste.

Le taux d'incidence s'écarte de 10,1 points entre 90% et 110% du seuil. Cet écart est de 11,9 pour le milieu urbain et de 9,6 en milieu rural. Si on abaisse le taux de 10%, le taux d'incidence en milieu urbain diminuera de 7 points contre 4,9 en milieu rural. Dans le cas opposé, si on augmente le seuil de 10%, l'écart sera respectivement de 4,9 et de 4,7. Ainsi, il y a plus de gens en termes de proportion dans les zones urbaines, qui vivent au dessous du seuil de pauvreté, et qui en cas de chocs favorables se retrouvent plus rapidement parmi les gens classés non pauvres. Cette assertion est confirmée par une intensité de pauvreté qui est toujours moins élevée dans les zones urbaines. En cas de chocs défavorables (forte inflation), les habitants des zones urbaines sont les plus touchés mais dans une différence de proportion non significative par rapport aux ruraux.

En bref, les urbains sont les plus vulnérables aux chocs économiques ou aux crises majeures et dans un délai de temps court. Par exemple, en 2002, le taux de pauvreté est estimé à 61,6% contre 44,1% en 2001; soit 17,5 points en un an contre 9,3 points pour les ruraux pour la même période.

Tableau 157 : Sensibilité des indicateurs de pauvreté

	Urbain	Rural	Ensemble
Ratio de pauvreté par rapport à 90% du seuil	46,7	72,4	66,7
Ratio de pauvreté par rapport à 95% du seuil	50,2	74,8	69,4
Ratio de pauvreté par rapport au seuil	53,7	77,3	72,1
Ratio de pauvreté par rapport à 105% du seuil	56,4	79,7	74,5
Ratio de pauvreté par rapport à 110% du seuil	58,6	82,0	76,8

	Urbain	Rural	Ensemble
Intensité de pauvreté par rapport à 90% du seuil	30,4	27,4	16,9
Intensité de pauvreté par rapport à 95% du seuil	32,7	29,6	18,6
Intensité de pauvreté par rapport au seuil	20,2	34,8	31,6
Intensité de pauvreté par rapport à 105% du seuil	36,9	33,6	21,9
Intensité de pauvreté par rapport à 110% du seuil	38,9	35,5	23,5

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

XII-5 Déterminants de la pauvreté

Nous avons pu apercevoir les différents ratios de pauvreté selon des groupes spécifiques. Comme c'est un simple constat, on peut se demander quels sont les critères qui déterminent la pauvreté. En d'autres termes, on se demande si l'environnement extérieur ou intérieur influe positivement ou négativement sur la pauvreté.

Ainsi, la possession d'une Entreprise Non Agricole permet de réduire significativement la probabilité d'être pauvre de -0.084. Il est aussi surprenant que plus l'âge du Chef de Ménage croît, plus la probabilité d'être pauvre croît. Cela soulèverait des questions sur l'efficacité de la sécurité sociale dans le système de retraite. Habiter le Milieu Rural, Fianarantsoa, Toamasina augmentera significativement la probabilité d'être pauvre.

De plus, l'arrivée d'un nouveau né ou un pourcentage élevé d'enfants dans la composition des ménages affectera beaucoup la consommation par tête des membres du ménage et en conséquence augmentera la vulnérabilité. C'est ici qu'il est primordial pour la famille ou l'Etat de mettre en oeuvre le système de planification familiale. Enfin, la réussite d'une part plus importante des personnes adultes dans les études influe considérablement sur l'exposition des membres du ménage à la pauvreté.

Tableau 158: Déterminants de la pauvreté

	dF/dx	Std. Err.	z	P>z	x-bar	[95% C.I.]
Age du chef de ménage	0,005	0,001	7,58	0	42,39	0,00 0,01
Possession Ena	-0,084	0,018	-4,70	0	0,34	-0,12 -0,05
Distance pour l'eau a boire	0,000	0,000	2,07	0,039	201,95	0,00 0,00
Fianarantsoa	0,297	0,020	12,78	0	0,21	0,26 0,34
Toamasina	0,095	0,026	3,57	0	0,14	0,04 0,15
Mahajanga	0,013	0,028	0,48	0,63	0,12	-0,04 0,07
Toliara	0,053	0,025	2,08	0,037	0,19	0,00 0,10
Antsiranana	0,010	0,029	0,34	0,73	0,10	-0,05 0,07
Milieu Rural	0,093	0,018	5,02	0	0,46	0,06 0,13
Petit exploitant agricole	0,134	0,020	6,43	0	0,33	0,09 0,17
Moyen exploitant	-0,019	0,026	-0,73	0,464	0,14	-0,07 0,03
Grand Exploitant Agricole	-0,119	0,038	-3,09	0,002	0,04	-0,19 -0,04
Pourcentage d'adultes de sexe masculin	0,204	0,049	4,18	0	0,27	0,11 0,30
Pourcentage d'enfants dans le ménage	0,869	0,045	19,2	0	0,24	0,78 0,96
Pourcentage d'enfants 0 - 5 ans dans le ménage	0,978	0,063	15,56	0	0,15	0,85 1,10
Pourcentage des adultes atteignant le primaire	-0,104	0,031	-3,37	0,001	0,43	-0,16 -0,04
Pourcentage des adultes atteignant le Secondaire	-0,577	0,045	-12,84	0	0,14	-0,66 -0,49
Pourcentage des adultes atteignant le Supérieur	-1,163	0,102	-11,51	0	0,04	-1,36 -0,96

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

XIII- VULNERABILITE

Dans cette partie, l'objectif consiste à identifier l'ensemble des chocs rencontrés par les ménages, à évaluer leurs conséquences, à estimer l'impact de ces chocs à travers le temps de récupération de ces chocs et d'étudier les stratégies adoptées par les ménages pour les compenser.

XIII-1- Types de chocs rencontrés par les ménages

Au cours des douze derniers mois précédant l'enquête, les ménages ont rencontré des chocs liés au « *climat et environnement* » (43,6%), aux « *problèmes économiques* » (41,6%), aux « *maladies et décès* » (4,8%) et finalement à l'« *insécurité* » (4,6%). Parmi les chocs climatiques et environnementaux, les plus cités sont ceux causés par les cyclones, (21,8%) et inondation (6,1%), alors que les chocs économiques évoqués sont principalement ceux provoqués par l'« *inflation* » (30,1%) et par l'« *augmentation des prix des produits* » (7,5%). Quant aux chocs générés par les « *maladies et décès* » les plus redits par 2,6% les ménages sont les problèmes suite aux maladies d'un membre adulte du ménage.

Une analyse par milieu montre une autre facette du clivage urbain / rural. En effet, si les ménages ruraux sont plus nombreux à avoir rencontré des chocs d'ordre climatique et environnemental (45,0%) et des problèmes liés à l'insécurité (5,1%), en milieu urbain, ces pourcentages sont respectivement 38,2% et 2,7%. Cependant, les chocs engendrés par les problèmes économiques et par les maladies et décès sont beaucoup plus ressentis par les ménages en milieu urbain qu'en milieu rural (respectivement de 40,0% et 4,6%).

Tableau 159: Répartition des chocs rencontrés, par milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Total
Climat et environnement	38,2	45,0	43,6
Insécurité	2,7	5,1	4,6
Maladies, décès	5,3	4,6	4,8
Problèmes économiques	47,7	40,0	41,6
Autres types de problème	6,0	5,3	5,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

XIII-2- Conséquences des chocs

L'objectif de cette section est d'appréhender la vulnérabilité des ménages ayant connu des chocs, à travers leurs conséquences. A ce propos, la « *réduction de la consommation* » est la conséquence citée par 79,6% des ménages, contre 31,1% pour la « *perte de revenus* » et 12,8% pour la « *perte de biens* ».

Tableau 160 : Proportion de ménages ayant déclaré un type de conséquence suite au choc

	Unité : %
Perte de biens	12,8
Perte de revenus	31,1
Réduction de la consommation	79,6

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

XIII-2-1- Perte de biens

En analysant par lieu de résidence, la proportion (13,2%) de ménages ayant perdu leurs biens en milieu rural suite à des chocs est relativement plus forte que celle observée chez les urbains (11,5%). Par province, c'est à Mahajanga que le phénomène est le plus fréquent avec 21,3% en milieu urbain contre 22,0% en milieu rural. Ces pourcentages sont très faibles dans la province de Fianarantsoa respectivement de 6,7% et de 7,5%.

Tableau 161 : Répartition des ménages ayant subi une perte de biens suite au choc, par province et milieu

	Unité : %	
	Urbain	Rural
Antananarivo	8,6	11,4
Fianarantsoa	6,7	7,5
Toamasina	12,9	12,3
Mahajanga	21,3	22,0
Toliara	13,1	17,1
Antsiranana	13,8	14,7
Ensemble	11,5	13,2

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

XIII-2-2- Perte de revenus

La perte de revenu suite aux chocs a été ressentie différemment selon la résidence des ménages. En effet, dans l'ensemble de Madagascar, elle a été subie par 33,8% des ménages ruraux et par 23,8% des ménages urbains.

Suivant la province de résidence, la proportion des ruraux ayant subi la « *perte de revenu* » est la plus importante à Mahajanga avec 55,3%, contre 47,7% à Antsiranana, 32,7% à Fianarantsoa et 32,6% à Toamasina. Notons que dans la province d'Antananarivo, seulement 17,5% des ménages urbains ont reconnu avoir subi la « *perte de revenu* », alors que ce pourcentage est de 32,8% à Mahajanga et 36,5% à Antsiranana.

Tableau 162 : Répartition des ménages ayant déclaré une perte de revenus suite au choc, par province et milieu

	Unité : %	
	Urbain	Rural
Antananarivo	17,5	28,6
Fianarantsoa	32,6	32,7
Toamasina	23,6	32,6
Mahajanga	32,8	55,3
Toliara	20,7	25,2
Antsiranana	36,5	47,7
Ensemble	23,8	33,8

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

XIII-2-3- La réduction de la consommation

Dans l'ensemble du pays, le pourcentage des ménages ayant réduit leurs consommations après avoir subi est légèrement supérieur en milieu urbain (80,0%) qu'en milieu rural (79,5%). Des disparités sont constatées au niveau des provinces. Dans les provinces d'Antananarivo, de Toamasina, de Toliara et d'Antsiranana les ménages urbains ont été moindres (en terme de proportion respectivement de 81,6%, 79,6%, 83,9% et 70,9%, contre respectivement de 82,2%, 80,1%, 85,8% et 72,0% en milieu rural), à réduire leurs consommations suite aux chocs. Contrairement aux provinces de Fianarantsoa et de Mahajanga où cette situation est permutée avec une proportion respective de 80,8% et 73,1% en milieu urbain contre respectivement 77,4% et 70,3% en milieu rural.

Tableau 163: Répartition des ménages ayant déclaré une réduction de la consommation suite au choc, par province et milieu

	Unité : %	
	Urbain	Rural
Antananarivo	81,6	82,2
Fianarantsoa	80,8	77,4
Toamasina	79,6	80,1
Mahajanga	73,1	70,3
Toliara	83,9	85,8
Antsiranana	70,9	72,0
Ensemble	80,0	79,5

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

XIII-3 Le temps de récupération du choc

L'ampleur du choc peut être mesurée par le temps de récupération qu'un ménage a mis pour retrouver sa situation initiale.

XIII-3-1- Le temps de récupération

A cette question, dans l'ensemble du pays, seulement 6,3% des ménages ayant subi des chocs ont pu en retrouver leur situation initiale au plus tard un mois après le choc. Plus de la moitié des ménages (55,3%) ne sont pas encore rétablis du choc au moment de la collecte, et un peu plus du tiers (38,4%) ont pu se rattraper au niveau d'avant chocs entre 1 et 12 mois.

Tableau 164: Temps effectif de récupération du choc

	Unité : %
Moins d'un mois	6,3
Entre 1 et 6 mois	20,2
Entre 6 et 12 mois	18,2
Pas encore récupéré	55,3
Ensemble	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Selon le lieu de résidence, le pourcentage des ménages n'ayant pas encore repris le niveau de vie avant le choc au moment de l'enquête est légèrement plus élevé en milieu rural (55,4%) qu'en milieu urbain (54,8%). Le clivage urbain / rural est plus prononcé pour le temps de récupération entre 1 et 12 mois. En milieu urbain, 34,4% des ménages ayant été touchés par des chocs ont pu récupérer entre 1 et 12 mois, contre 38,5% en milieu rural. Par contre, pour ceux qui se sont recouverts en moins d'un mois, c'est dans les zones urbaines que l'on a observé une proportion plus forte de 10,8%, contre seulement 5,1% dans les zones rurales.

Tableau 165: Temps effectif de récupération du choc par milieu

	Unité %				
	Moins d'un mois	Entre 1 et 6 mois	Entre 6 et 12 mois	Pas encore récupéré	Total
Urbain	10,8	18,8	15,6	54,8	100,0
Rural	5,1	20,6	18,9	55,4	100,0
Ensemble	6,3	20,2	18,2	55,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Par rapport à celle de l'ensemble du pays, les provinces d'Antananarivo et de Mahajanga ont des proportions nettement inférieures, respectivement de 46,7% et 47,0% des ménages n'ayant pas regagné leur niveau d'avant chocs au moment de l'enquête. Alors que dans les provinces de Fianarantsoa (62,6%), de Toamasina (62,4%), de Toliara (57,2%) et surtout d'Antsiranana (64,7%), les proportions sont supérieures par rapport à celle au niveau national. Quant au temps de récupération de « moins d'un mois », la province de Toliara renferme le plus de ménages à le déclarer avec une proportion de 7,9%, suivi de Mahajanga avec 7,6%, de Toamasina 6,7% et d'Antsiranana 6,7%. Par ailleurs, près de la moitié (47,5%)

des ménages touchés par des chocs se récupèrent entre 1 et 12 mois dans la province d'Antananarivo, 45,4% dans la province de Mahajanga, contre 30,9% dans la province de Toamasina et seulement 28,5% dans la province d'Antsiranana.

Tableau 166 : Temps effectif de récupération du choc par province

Unité : %

	Moins d'un mois	Entre 1 et 6 mois	Entre 6 et 12 mois	Pas encore récupéré	Total
Antananarivo	5,8	23,1	24,4	46,7	100,0
Fianarantsoa	4,5	18,7	14,1	62,6	100,0
Toamasina	6,7	15,0	15,9	62,4	100,0
Mahajanga	7,6	28,9	16,5	47,0	100,0
Toliara	7,9	18,9	15,9	57,2	100,0
Antsiranana	6,7	12,8	15,7	64,7	100,0
Ensemble	6,3	20,2	18,2	55,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

XIII-3-2 Le temps estimé pour la récupération de choc

Dans cette section, nous nous focalisons aux ménages touchés par des chocs et qui ne sont pas encore rétablis de leur situation au moment de l'enquête. Comme nous l'avons déjà précisé, cette population représente 55,3% des ménages ayant connu des chocs au cours des douze mois de l'enquête. La question qui leur a été posée a été : «*A votre avis, combien de temps est ce que le ménage (votre ménage) va prendre pour récupérer de ce problème au niveau d'avant ?* ».

A cette question, la grande majorité (54,6%) des enquêtés ont estimé un temps de récupération au-delà d'une année et 27,8% ont jugé ne jamais pouvoir récupérer. Un peu plus de 1% uniquement ont affirmé avoir la capacité de récupérer en moins d'un mois et 16,3% entre 1 et 12 mois.

Tableau 167 : Temps estimé pour la récupération de choc

Unité : %

Moins d'un mois	1,3
Entre 1 et 6 mois	7,0
Entre 6 et 12 mois	9,3
Plus de 1 an	54,6
Jamais	27,8
Ensemble	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Par lieu de résidence, chez les urbains le pourcentage des ménages qui ne pourront jamais se rétablir au niveau d'avant choc est faiblement plus élevé (28,1%) que chez les ruraux (27,7%). Cette situation est conservée pour le temps de récupération «*moins d'un mois* » (1,6% chez les urbains et 1,3% chez les ruraux) alors que pour le temps de récupération «*entre 1 et 12 mois* », 18,6% pour les urbains et 15,7% pour les ruraux. Par contre, pour le temps de récupération estimé plus de douze mois, la proportion est plus forte parmi les ruraux (55,4%)

comparée à celle enregistrée parmi les urbains (51,7%).

Tableau 168 : Temps estimés pour la récupération du choc, par milieu

Milieu	Unité : %					Total
	Moins d'un mois	Entre 1 et 6 mois	Entre 6 et 12 mois	Plus de 12 mois	Jamais	
Urbain	1,6	9,2	9,4	51,7	28,1	100,0
Rural	1,3	6,4	9,3	55,4	27,7	100,0
Ensemble	1,3	7,0	9,3	54,6	27,8	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Par province de résidence, au moment de l'entretien, 47,4% des ménages qui n'ont pas encore récupéré dans la province de Mahajanga ont affirmé qu'ils ne pourront jamais reprendre leurs niveaux d'avant chocs. Alors que dans la province d'Antsiranana ce taux est de 40,5%, contre 38,0% à Toamasina, 15,7% à Antananarivo, 17,2% à Fianarantsoa et 31,4% à Toliara. C'est dans les provinces d'Antananarivo, de Fianarantsoa et de Toliara que les pourcentages des ménages estimant leur temps de récupération des chocs au-delà de 12 mois sont les plus élevés : respectivement de 54,7%, de 63,1% et de 59,4%. Dans la province d'Antananarivo, le temps de récupération estimé entre 1 et 12 mois a été indiqué par 28,6% des ménages, suivi de 17,9% dans la province de Fianarantsoa, de 14,8% à Antsiranana, 11,5% à Mahajanga, 8,3% à Toliara et 7,6% à Toamasina. Seulement 0,3% des ménages de la population considérée ont estimé leur temps de récupération en moins d'un mois dans la province d'Antsiranana. Cette proportion est de 2,5% à Toamasina, 1,8% à Fianarantsoa et 1,0% à Antananarivo et Toliara.

Tableau 169 : Temps estimés pour la récupération par province

Province	Unité : %					Total
	Moins d'un mois	Entre 1 et 6 mois	Entre 6 et 12 mois	Plus de 12 mois	Jamais	
Antananarivo	1,0	10,8	17,8	54,7	15,7	100,0
Fianarantsoa	1,8	10,0	7,9	63,1	17,2	100,0
Toamasina	2,5	3,1	4,5	52,0	38,0	100,0
Mahajanga	0,3	5,7	5,8	40,7	47,4	100,0
Toliara	1,0	3,9	4,4	59,4	31,4	100,0
Antsiranana	0,4	4,2	10,6	44,3	40,5	100,0
Ensemble	1,3	7,0	9,3	54,6	27,8	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

XIII-4 Compensation des chocs

Il s'agit ici d'explorer l'ensemble des stratégies prises par les ménages touchés par des chocs entreprennent pour compenser les pertes qu'ils ont subies.

XIII-4-1 Les principales stratégies pour compenser les chocs

Dans cette section, l'objectif est de comprendre les orientations des stratégies adoptées par les ménages touchés pour compenser le choc qu'ils ont supporté. Au niveau national, il est observé la prépondérance des gens qui ont eu à « travailler plus » (40,9%), réduit leur

« consommation alimentaire » (22,4%) et finalement ceux qui n'ont « rien fait »¹⁰ (19,8%) pour compenser le choc. Loin derrière ces trois facteurs, la « vente de bétail », l'« utilisation des épargnes ou des investissements » et l'« arrêt de consommation de certains produits et/ou services » ont également été énumérés par les ménages avec respectivement un pourcentage de 3,5%, de 3,0% et de 2,6%. Notons que les activités liées à la notion de « solidarité » telles que « emprunter auprès d'un membre de la famille, auprès d'un ami, auprès de l'employeur, auprès de quelqu'un d'autre » ne sont que très faiblement pratiquées.

Une approche par province montre que c'est à Mahajanga qu'on a trouvé la proportion la plus élevée (53,0%) de ménages ayant eu recours à « activités supplémentaires » pour compenser le choc, suivi de la province d'Antsiranana (47,2%), de Fianarantsoa (43,5%), de Toliara (39,1%) et de Toamasina (37,5%) et d'Antananarivo (35,9%). Pour ceux qui ont réduit leur « consommation alimentaire », c'est dans la province d'Antananarivo que cela s'est observé le plus avec une proportion de 30,8%. Dans les autres provinces tels que Toamasina, Fianarantsoa et Toliara cette proportion est respectivement de 25,7%, 20,8% et 18,6%, contre des faibles proportions de 15,0% et 8,2% observées dans les provinces d'Antsiranana et de Mahajanga. Quant à ceux que nous qualifions de « passifs » face au choc, le pourcentage le plus fort (26,4%) est observé à Toamasina, suivi de Mahajanga (22,5%), de Fianarantsoa (21,9%), d'Antananarivo (17,7%), d'Antsiranana (16,9%) et de Toliara (14,5%). S'agissant de la « vente de bétails », le pourcentage le plus élevé a été remarqué dans la province de Toliara, soit 9,5% contre 2,9% à Antananarivo, 2,8% à Fianarantsoa et 2,5% à Mahajanga. En outre, l'utilisation des « épargnes ou investissements » a été déclarée par le plus grand nombre dans la province de Toliara (6,9%), suivi de Mahajanga (4,9%), d'Antananarivo (2,5%), d'Antananarivo (2,5%), d'Antsiranana (1,9%), de Fianarantsoa (1,3%), et de Toamasina (1,1%). L'« arrêt de consommation de certains produits et/ou services » a été prononcé plus dans la province de d'Antananarivo avec un pourcentage de 3,5%, suivi de la province de Toliara 3,4%, d'Antsiranana 2,9%, de Fianarantsoa 2,2%, de Toamasina 1,1% et de Mahajanga 0,9%.

Par lieu de résidence, le recours à « plus de travail » a été pratiqué par plus de ménages chez les ruraux (41,8%) que chez les ménages urbains (37,4%). Cette tendance est inversée quant à la pratique de la « réduction de la consommation alimentaire » (27,7% en milieu urbain contre 21,0% en milieu rural), à la « passivité face au choc » (20,0% en milieu urbain contre 19,7% en milieu rural) et à l'« arrêt de la consommation de certains produits et/ou services » (3,2% en milieu urbain et 2,4% en milieu rural). Par ailleurs, la « vente de bétails » et le « recours aux épargnes et investissements » sont relativement plus pratiqués en milieu rural (respectivement de 4,0% et 3,0%) qu'en milieu rural (respectivement de 1,7% et 2,9%).

¹⁰ « Passivité » face au choc.

Tableau 170 : Principales stratégies adoptées pour compenser le choc, par milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Total
A travaille pour un HIMO	1,1	2,5	2,2
A travaille plus	37,4	41,8	40,9
Autres membres de la famille ont commence à travailler	1,2	0,9	1,0
Dépense des épargnes ou investissement	2,9	3,0	3,0
A obtenu un prêt auprès d'une banque	0,3	0,1	0,2
A obtenu un prêt auprès d'une mutuelle	0,0	0,1	0,1
A obtenu un prêt auprès d'un membre de la famille	0,7	0,4	0,4
A obtenu un prêt auprès d'un ami	0,6	0,7	0,7
A obtenu un prêt auprès d'un usurier	0,3	0,0	0,1
A obtenu un prêt auprès de l'employeur	0,0	0,0	0,0
A obtenu un prêt auprès de quelqu'un d'autre	0,2	0,0	0,1
A vendu la maison ou des terres	0,1	0,2	0,2
A vendu des bétails	1,7	4,0	3,5
A vendu des fournitures, équipement, machines, etc.	0,2	0,0	0,1
A vendu des bijoux	0,2	0,0	0,1
A vendu la récolte en avance	0,7	1,4	1,2
A vendu autres choses	0,5	0,4	0,4
A loué des terres	0,1	0,1	0,1
A réduit la consommation alimentaire	27,7	21,0	22,4
A arrêté de consommer certains produits/services	3,2	2,4	2,6
N'a rien fait	20,0	19,7	19,8
Autres	1,1	1,3	1,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Les stratégies prises par les ménages pour compenser le choc varient diversement selon qu'il est très pauvre, pauvre, riches et très riche. En effet, le pourcentage des ménages ayant eu recours à « *plus de travail* » diminue avec le quintile. Partant de 47,2% dans la couche des 20% plus pauvres, ce pourcentage n'est plus que de 34,3% dans le quintile des plus riches, en passant par 43,6% dans le deuxième quintile, 43,5% dans le troisième et 40,3% dans le quatrième. Par contre, le pourcentage des ménages qui ont eu à « *réduire leur consommation alimentaire* », de ceux ayant fait appel aux « *épargnes ou investissements* », ainsi que de ceux qui ont été « *passifs face au choc* », baisse globalement avec le quintile. Si dans le quintile des plus riches 24,4% ont déclaré avoir réduit leur consommation alimentaire, ce taux tombe à 20,2% dans le quintile des plus pauvres. Pour ceux qui n'ont « *rien fait* » pour compenser le choc, le taux passe de 33,8% chez les plus riches à 17,1% chez les plus pauvres, à l'exception du quatrième quintile où le pourcentage observé de 18,3% est inférieur à celui du troisième quintile de 19,6%. Cette tendance à la baisse d'un pourcentage de 4,3% dans le quintile le plus riche à 2,1% dans le quintile le plus pauvre est également respectée chez les ménages ayant utilisé leur épargne ou investissements. Mais à préciser le cas particulier du deuxième quintile où le taux de 1,6% est inférieur à celui du premier quintile de 2,1%. Cependant, le recours à la « *vente de bétails* » est faiblement observé chez les 20% plus riches de la population étudiée (seulement par 1,6%), mais adoptée avec des proportions plus ou moins égales (entre 3,8% et 4,9%) par les ménages des quatre quintiles moins riches. C'est dans le quintile plus riche que l'on a observé le pourcentage le plus élevé (3,0%) des ménages à avoir opté pour « *l'arrêt de la consommation de certains produits et/ou services* », suivi de 2,9% dans le deuxième quintile, 2,5% dans le troisième et 2,1% dans les premier et quatrième quintiles.

Tableau 171 : Principales activités pour compenser le choc, par quintile

	Unité : %					
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Total
A travaille pour un HIMO	1,7	1,9	1,5	3,0	2,5	2,2
A travaille plus	47,2	43,6	43,5	40,3	34,3	40,9
Autres membres de la famille ont commence a travailler	2,2	0,9	0,8	0,8	0,7	1,0
Dépense des épargnes ou investissement	2,1	1,6	2,6	3,4	4,3	3,0
A obtenu un prêt auprès d'une banque	0,0	0,3	0,0	0,1	0,3	0,2
A obtenu un prêt auprès d'une mutuelle	0,0	0,1	0,0	0,1	0,3	0,1
A obtenu un prêt auprès d'un membre de la famille	0,5	0,7	0,3	0,3	0,4	0,4
A obtenu un prêt auprès d'un ami	0,6	0,6	0,6	0,8	0,8	0,7
A obtenu un prêt auprès d'un usurier	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
A obtenu un prêt auprès de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A obtenu un prêt auprès de quelqu'un d'autre	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
A vendu la maison ou des terres	0,4	0,0	0,0	0,4	0,0	0,2
A vendu des bétails	3,9	4,9	3,8	4,3	1,4	3,5
A vendu des fournitures, équipement, machines, etc.	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
A vendu des bijoux	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1
A vendu la récolte en avance	0,7	1,2	0,8	1,3	1,8	1,2
A vendu autres choses	0,2	0,2	0,3	1,0	0,3	0,4
A loué des terres	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
A réduit la consommation alimentaire	20,2	20,7	22,3	22,8	24,4	22,4
A arrêté de consommer certains produits/services	2,1	2,9	2,5	2,1	3,0	2,6
N'a rien fait	17,1	17,8	19,5	18,3	23,8	19,8
Autres	0,9	2,4	1,2	0,8	1,0	1,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

XIII-4-2 La contribution des dons pour compenser les chocs

Parmi les ménages ayant subi des chocs, il leur a été demandé s'ils ont reçu des dons pour compenser les chocs. Ces dons peuvent provenir du Gouvernement malgache, des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et des organisations internationales.

A ce propos, la dissimilitude entre les milieux urbain et rural est évidente. En effet, 65,8% des ménages urbains ayant connu des chocs ont affirmé avoir reçu des dons, contre seulement 43,6% parmi les ménages ruraux.

Tableau 172 : Répartition par milieu des ménages ayant reçu des dons en compensation du choc

	Unité : %
Urbain	65,8
Rural	43,6

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Selon la province de résidence des ménages, c'est à Fianarantsoa qu'il a été vu le pourcentage le plus fort (79,1%) des ménages ayant reçu des dons. Ce taux baisse à 76,9% à Toamasina, à 56,3% à Antananarivo, à 50,1% à Toliara, à 31,9% à Mahajanga et à 13,9% à Antsiranana.

Tableau 173 : Répartition par Province des ménages ayant reçu des dons en compensation du choc

	Unité : %
Antananarivo	56,3
Fianarantsoa	79,1
Toamasina	76,9
Mahajanga	31,9
Toliara	50,1
Antsiranana	13,9

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Pour les dons provenant du Gouvernement, 21,6% des ménages urbains en ont bénéficié, contre 25,8% chez les ménages du milieu rural. C'est dans la province de Mahajanga que l'on a noté le plus de ménages (en terme de proportion) à avoir obtenu des dons du Gouvernement : 47,9% contre 42,2% à Antsiranana, 27,4% à Antananarivo, 14,7% à Toamasina, 13,5% à Toliara et 7,1% à Fianarantsoa.

Tableau 174 : Répartition par milieu des ménages ayant reçu des dons venant du gouvernement, en compensation du choc

	Unité : %
Urbain	21,6
Rural	25,8

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Tableau 175 : Répartition par Province des ménages ayant reçu des dons venant du gouvernement, en compensation du choc

	Unité : %
Antananarivo	27,4
Fianarantsoa	7,1
Toamasina	14,7
Mahajanga	47,9
Toliara	13,5
Antsiranana	42,2

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

S'agissant des dons reçus des ONG, c'est plutôt parmi les ménages des zones rurales que l'on a vu un pourcentage de bénéficiaires le plus important (20,8%), comparé à celui des zones urbaines (2,0%). Par province, Antsiranana renferme le pourcentage le plus grand de bénéficiaires avec 68,9%, alors que cette proportion est de 10,0% à Toliara, 9,0% à Toamasina, 7,6% à Mahajanga et 0,0% à Antananarivo et Fianarantsoa.

Tableau 176 : Répartition par milieu des ménages ayant reçu des dons venant des ONG, en compensation du choc

	Unité : %
Urbain	2,0
Rural	20,8

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Tableau 177 : Répartition par Province des ménages ayant reçu des dons venant des ONG, en compensation du choc

	Unité : %
Antananarivo	0,0
Fianarantsoa	0,0
Toamasina	9,0
Mahajanga	7,6
Toliara	10,0
Antsiranana	68,9

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Quant aux dons provenant des organisations internationales, le pourcentage des ménages bénéficiaires est également plus élevé (4,6%) en milieu rural qu'en milieu urbain (1,5%). Si dans les provinces d'Antananarivo, de Fianarantsoa, de Toamasina et d'Antsiranana aucun ménage n'a déclaré avoir obtenu des dons des organisations internationales, à Mahajanga et à Toliara, on en a dénombré respectivement 8,7% et 9,8% des ménages ayant reçu des dons.

Tableau 178 : Répartition par milieu des ménages ayant reçu des dons venant des organismes internationaux, en compensation du choc

	Unité: %
Urbain	1,5
Rural	4,6

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Tableau 179 : Répartition par Province des ménages ayant reçu des dons venant des organismes internationaux, en compensation du choc

	Unité: %
Antananarivo	0,0
Fianarantsoa	0,0
Toamasina	0,0
Mahajanga	8,7
Toliara	9,8
Antsiranana	0,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

XIV- OPINION DES MENAGES

XIV- 1 Opinion des ménages sur les conditions de vie

Selon l'approche monétaire de la pauvreté, basée sur l'évaluation des consommations des ménages, sont classés comme pauvres les ménages au sein desquels le revenu par tête est inférieur au seuil de pauvreté monétaire. En réalité, cette définition ne couvre qu'une petite facette de la pauvreté et présente quelques problèmes techniques. Sur plan technique, l'évaluation monétaire des biens et services n'est pas toujours facile (la nature, les services publics, etc.). Du côté de la demande, les préférences individuelles, le goût, l'habitude alimentaire, les coutumes et la substituabilité des biens et services, et du côté de l'offre, l'inaccessibilité due au manque d'infrastructures socio-économiques sont difficiles à capter par cette définition de la pauvreté même si leurs influences sur la perception des ménages concernant leur bien être sont considérables. A tous ces aspects matériels s'ajoutent les aspects immatériels tels que le manque de connaissance ou l'exclusion sociale dont l'évaluation est presque impossible.

Pour combler ces lacunes, des approches fondées sur des critères non monétaires ont été apparues pour mesurer la pauvreté. Elles peuvent être classées en deux grandes catégories : approche objective et approche subjective. Pour les mesures objectives, le principe de base est de fixer à priori un indicateur appelé seuil de pauvreté dont la valeur est déterminé en fonction des critères et des niveaux que les analystes ont retenus sur la base des études préalables sans tenir compte des appréciations des ménages eux-mêmes. On peut citer le seuil de pauvreté en termes de conditions d'existence, en termes de capital humain et en termes d'exclusion sociale. Quant aux mesures subjectives, on laisse à chaque ménage d'apprécier son propre niveau de vie et de son bien-être. Parmi ces mesures, on a la pauvreté en fonction de la perception générale, en fonction de la non-satisfaction des besoins jugés vitaux et en fonction des difficultés financières.

Cette section se propose de décrire la pauvreté à Madagascar dans toutes ses dimensions à travers les données issues de l'Enquête Permanente auprès de Ménages en 2004. Nous n'allons plus insister sur la pauvreté monétaire mais axer les investigations sur les autres approches non monétaires (objective ou subjective). Nous allons également essayer de comparer et d'analyser les relations entre les résultats issus des différentes approches de la pauvreté.

XIV-1-1 Description de la pauvreté selon les opinions des ménages

XIV -1-1-1 Pauvreté selon la perception générale du niveau de vie absolu

Cette approche de la pauvreté est fondée sur la question suivante « selon la situation financière actuelle de votre ménage, pensez vous que vous vivez à l'aise ou vous vivez moyennement bien ou vous vivez moyennement bien mais avec beaucoup d'attention ou vous vivez difficilement ». La grande majorité des ménages se sent en difficulté dans leur vie quotidienne. Près de 53% des ménages déclarent vivre en difficulté, et 30% vivre avec beaucoup d'attention (contre 24% en 2002). Moins de 1% se sentent à l'aise et 16% ont un niveau de vie moyenne (contre 21% en 2002). Les citadins et les ruraux approuvent les mêmes

perceptions mais dans une proportion plus élevée chez les ménages ruraux (56% contre 45% chez les ménages urbains).

La proportion des ménages en difficulté est la plus élevée dans la province de Toliara avec 69% contre 49% à Mahajanga et 44% à Antananarivo. Selon le sexe du chef de ménage, les ménages dirigés par les femmes ont déclaré plus fréquemment vivre en difficulté par rapport à ceux dirigés par un homme : 60% contre 52%. Le niveau d'instruction du chef de ménage discrimine bien le niveau de vie déclaré des ménages malgaches. Plus le niveau d'instruction du chef de ménage est élevé, plus le sentiment de vivre en difficulté est moins fréquent. En effet, si près de 67% des ménages dirigés par un non instruit se sentent en difficulté dans la vie quotidienne (resp. 54% chez les ménages ayant atteint le niveau primaire), ils ne représentent plus que 40% et 21% chez ceux dirigés par un secondaire et par un universitaire. Chez ces derniers, 45% vivent moyennement.

Tableau 180 : Perception des ménages sur leur niveau absolu des conditions de vie

	Unité : %			
	A l'aise	Moyen	Avec attention	En difficulté
Province				
Antananarivo	0,6	23,0	32,5	43,8
Fianarantsoa	0,4	15,0	30,7	54,0
Toamasina	0,3	11,4	31,6	56,6
Mahajanga	1,4	13,7	35,7	49,2
Toliara	0,4	15,4	14,8	69,5
Antsiranana	0,5	13,1	31,6	54,9
Sexe				
Masculin	0,5	17,5	29,7	52,3
Féminin	1,0	10,6	28,7	59,7
Niveau d'instruction du CM				
Sans instruction	0,5	8,8	23,8	67,0
Primaire	0,6	13,5	31,8	54,1
Secondaire	0,5	29,9	29,7	39,9
Universitaire	0,7	45,0	33,2	21,0
Ensemble	0,6	16,5	29,6	53,4

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

XIV -1-1-2 Pauvreté en termes de la perception générale du niveau de vie relatif

Dans cette partie, on essaie d'analyser les propres perceptions des ménages en ce qui concerne leur niveau de vie par rapport à ceux des autres ménages de la société. On a demandé au représentant du ménage de classer son ménage dans les catégories suivantes selon le niveau de vie : plus riches, riches, moyens, pauvres, plus pauvres.

Un ménage sur dix se positionne dans la catégorie des ménages les plus pauvres de la société contre un ménage sur quatre en 2002. Toutefois, cette proportion de ménages qui est sortie de l'extrême pauvreté (relativement) est passée dans la catégorie des pauvres (60% contre 32% en 2002). Au total, plus de 70% des ménages se sont déclarés pauvres en 2004 contre 57% en 2002. Ceux qui se placent dans les catégories riches et très riches ne représentent que moins de 5% de l'ensemble des ménages. Comme pour le niveau de vie absolu, on retrouve la proportion la plus élevée des ménages relativement très pauvres dans la

province de Toliara (24%) alors que ce pourcentage n'est que de 6% à Mahajanga. Les ménages relativement riches sont par ailleurs localisés dans les provinces d'Antananarivo et de Mahajanga (respectivement 5% et 1%). Les résultats montrent encore une fois que le niveau d'instruction du chef de ménage discrimine assez bien le niveau de vie des ménages selon leur propre perception. En effet, si environ 33% des ménages dirigés par un universitaire sont déclarés être parmi les pauvres voire les plus pauvres dans la société, ils sont plus de 70% chez les ménages dirigés par les sans instruction.

Tableau 181 : Perception des ménages sur leur niveau de vie relatif selon le niveau d'instruction du chef de ménage

Niveau d'instruction	Unité : %				
	Très riches	Riches	Moyennes	Pauvres	Très pauvres
Sans instruction	0,0	2,1	14,7	63,6	19,6
Primaire	0,2	3,0	23,9	64,2	8,7
Secondaire	0,1	3,7	43,5	49,3	3,5
Universitaire	0,0	12,3	54,5	32,6	0,7
Ensemble	0,1	3,3	26,3	60,1	10,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

XIV -1-1-3 Pauvreté en termes de non-satisfaction des besoins jugés vitaux

Lors de l'enquête, on a essayé de demander aux responsables s'ils sont satisfaits de leur consommations actuelles dans les domaines suivants : alimentation, logement, habillement, éducation des enfants et équipements ménagers. Cet aspect permet d'appréhender une autre facette de la pauvreté due à l'inaccessibilité à ces biens et services. Certes, le manque d'argent constitue une des principales causes de la non satisfaction des besoins (pauvreté monétaire), mais l'insuffisance de l'offre de ces types de biens et des services, la précarité des infrastructures et des moyens de communication, les obligations sociales et les coutumes y ont des influences non négligeables.

Si l'on fait une analyse plus approfondie de la non satisfaction des ménages selon les catégories de dépenses, on voit que les ménages accordent plus d'importance dans les domaines des consommations de biens matériels telles que l'alimentation, l'habillement et les équipements ménagers. Plus de 76% des ménages ont déclaré non satisfaits de leur consommation actuelle en équipements ménagers, 67% en ce qui concerne l'habillement et 68% en alimentation. Tandis que pour les rubriques des services : logement et éducation des enfants, les degrés d'insatisfaction sont relativement faibles, respectivement de l'ordre de 44% et de 27%.

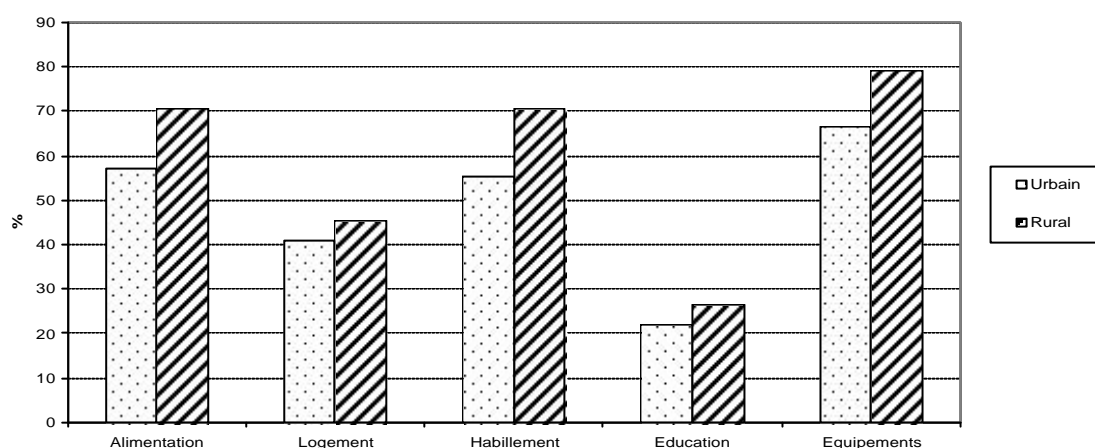
Concernant les équipements ménagers, les ruraux sont moins satisfaits que les urbains. Le degré d'insatisfaction atteint 79% chez les premiers contre seulement 66% chez les derniers. Les ménages dans les provinces de Toamasina et de Toliara affichent les niveaux d'insatisfaction les plus élevés. L'aisance des ménages dirigés par les plus instruits se reflète à travers la satisfaction de leur consommation actuelle. A peine 43% des ménages dirigés par un universitaire ne sont pas satisfaits de leurs équipements ménagers actuels et 88% chez les ménages dirigés par un chef non instruit.

Dans le domaine de l'habillement, l'insatisfaction est toujours plus élevée chez les ruraux que chez les citadins (70% contre 55%). Les ménages des provinces de Toamasina et de Toliara demeurent les plus touchés par ce problème. Le niveau d'instruction du chef de ménage

constitue toujours un facteur déterminant dans le degré de satisfaction dans ce domaine de consommation. La proportion des ménages non satisfaits passe de 29% chez les ménages universitaires à 84% chez les ménages non instruits.

Concernant l'alimentation du ménage, l'insatisfaction touche 68% des ménages. Les ménages ruraux sont toujours plus vulnérables que les ménages urbains (70% contre 57%). Les provinces de Toamasina et Toliara sont les plus insatisfaits par rapport aux besoins alimentaires et les ménages instruits se plaignent moins de leur alimentation (28%) que les ménages non instruits (83%).

Graphique 22 : Pourcentage des ménages non satisfaits par rapport à leurs besoins essentiels



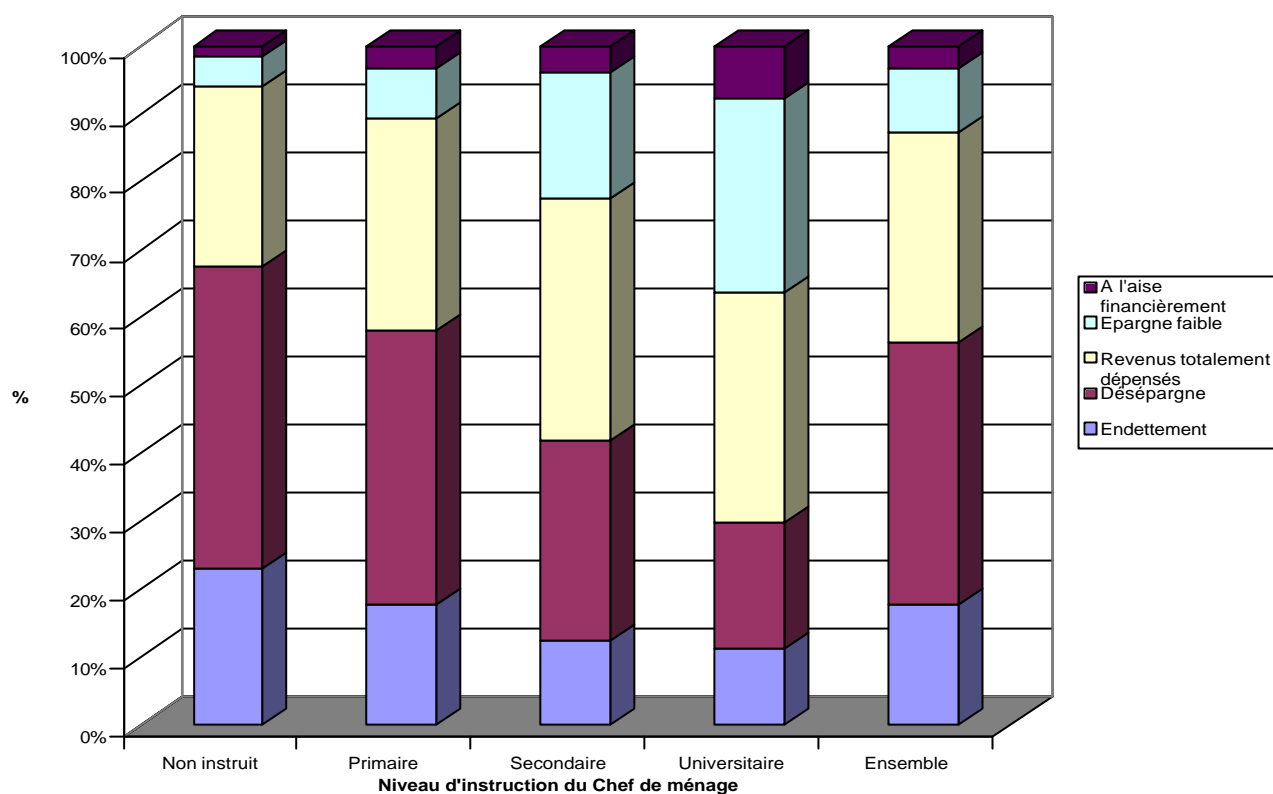
Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

XIV -1-1-4 Pauvreté en termes de perception de l'aisance financière

L'étude de la situation financière des ménages est une approche plus ou moins objective de la pauvreté, puisqu'elle permet d'éliminer certains aspects étroitement liés à des préférences purement individuelles telles que les goûts, les habitudes alimentaires, les coutumes, etc. La seule préférence influant dans cette analyse est le niveau de la propension à épargner ou à consommer. Cinq possibilités de réponses ont été proposées aux responsables des ménages selon leur situation financière : à l'aise financièrement, faible capacité à épargner, revenus juste pour les dépenses, obliger à puiser sur l'épargne antérieure, obliger de s'endetter.

Selon les résultats de l'enquête, une grande majorité des ménages malgaches sont très vulnérables en ce sens que leur situation financière était déficitaire en 2004. En effet, 18% des ménages ont déclaré avoir recours à des endettements pour subvenir à leurs besoins quotidiens et plus de 38% ont dû puiser dans leur épargne antérieure. Pour 31% ménage, leurs revenus correspondent juste à leurs dépenses. Et seulement 13% des ménages ont pu économiser une partie de leurs revenus ; proportion égale à celle de 2002. Les ménages ruraux sont plus en difficultés financières que les ménages urbains. En milieu urbain, moins de 48% des ménages étaient déficitaires contre 59% en milieu rural. La situation dans la province de Toliara est la plus alarmante puisque plus de 67% des ménages y sont vulnérables. De l'autre côté, à Antsiranana, les ménages sont relativement à l'aise financièrement : moins de 43% de ménages sont déficitaires. Le niveau d'instruction du chef a une fois encore un pouvoir discriminatoire relativement important sur la situation financière des ménages. En effet, moins de 29% des ménages ayant à leur direction un universitaire ont approuvé une difficulté financière, alors que cette proportion dépasse plus de 62% chez ceux dirigés par un non instruit.

Graphique 23 : Perception de l'aisance financière selon le niveau d'instruction du chef de ménage



Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

XIV -1-1-5 Retard de paiement des principales factures

La difficulté financière des ménages pauvre se matérialise souvent à des retards dans le paiement des factures des dépenses obligatoires et dont le respect des échéances devrait figurer parmi les priorités des ménages. Il s'agit du paiement des loyers, des factures de la JIRAMA, frais de scolarité des enfants et des rémunérations des domestiques. L'analyse n'a pas pu être menée compte tenu de la faiblesse des observations.

La grande majorité des ménages ne se sentent pas concernés puisqu'ils ne bénéficient pas de ces services. Néanmoins, environ 4% des ménages ont répondu qu'à un moment donné, le paiement du loyer et de la facture d'eau et d'électricité a été en retard. 7% des ménages ont connu un retard de paiement des écolages de leurs enfants.

XIV -1-1-6 Ligne de pauvreté subjective

L'approche objective de la pauvreté propose un seuil de consommation de 1 288 375 Fmg pour mesurer l'intensité de la pauvreté à Madagascar. Sont ainsi classés pauvres, les ménages dont le niveau de consommation ne dépassent pas ce seuil. Cette mesure se base sur un panier de consommation standard «ou moyen» et ne tient pas compte des habitudes alimentaires, les préférences individuelles et la substituabilité des produits dans les différentes régions et leurs évolutions. Pour combler à ces lacunes, on a inventé une autre approche de la pauvreté «subjective» dont le principe de base est de demander aux ménages eux-mêmes le niveau minimum de revenus qu'ils jugent suffisants pour pouvoir vivre décemment. Dans cette étude, nous avons essayé d'analyser les valeurs moyennes des revenus minima déclarés par les ménages qui ne peuvent être, en aucun cas, interprétées comme des seuils de pauvreté subjective.

XIV -1-1-6-1 Niveau minimum de revenus selon les quintiles de dépenses

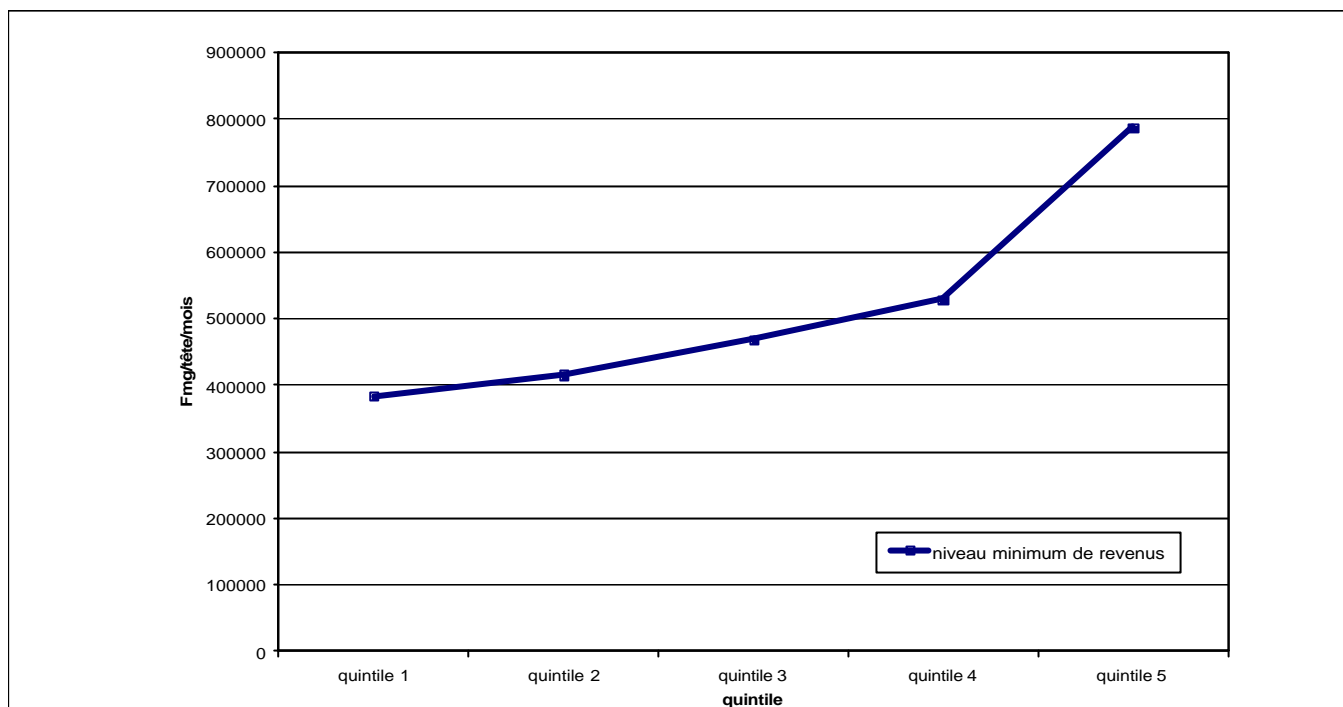
En moyenne, le niveau minimum de revenus jugé par les ménages suffisant pour avoir une vie décente est estimé à 569 628 Fmg par tête par mois, soit presque quatre fois du niveau estimé en 2002 (152 000 Fmg). Cette hausse s'explique par la perte du pouvoir d'achat des ménages suite au renchérissement du coût de la vie entre temps et en particulier en 2004.

En milieu rural, en moyenne, le niveau de revenus requis est de 457 448 Fmg tandis qu'en milieu urbain, ce niveau passe à 725 539 Fmg en raison notamment des différences dans les habitudes de consommation et le mode de vie dans les deux milieux.

Les provinces de Toliara et d'Antsiranana se démarquent des autres provinces du fait du niveau relativement élevé de revenus requis par les ménages, respectivement de 707 170 Fmg et de 786 631 Fmg. Le niveau de revenu minimum requis par les ménages est de 368 534 Fmg à Fianarantsoa, 385 520 Fmg à Mahajanga, 415 963 Fmg à Toamasina et 563 979 Fmg à Antananarivo.

Si l'on fait l'analyse selon le niveau d'instruction du chef de ménage, on se rend compte que plus le niveau d'instruction est élevé, plus les besoins du ménage augmentent en valeur. Le niveau minimum de revenus réclamé par les universitaires est, en moyenne, de 1 006 153 Fmg contre 408 340 Fmg pour les non instruits. Pour les ménages dont le Chef a atteint respectivement le niveau primaire et secondaire, le niveau est de 444 447 Fmg et de 780 759 Fmg.

Graphique 24 : Niveau minimum moyen de revenus réclamé selon le quintile de dépenses



Source : INSTAT/DSM/EPM 2004

XIV -1-1-6-2 Ligne de pauvreté subjective

L'étude de l'écart entre le niveau de revenus déclaré suffisant pour avoir une vie décente et le niveau de vie actuel permettrait de déterminer ce qu'on appelle la ligne de pauvreté subjective. Le niveau de vie est mesuré par le niveau de revenus effectivement perçu actuellement.

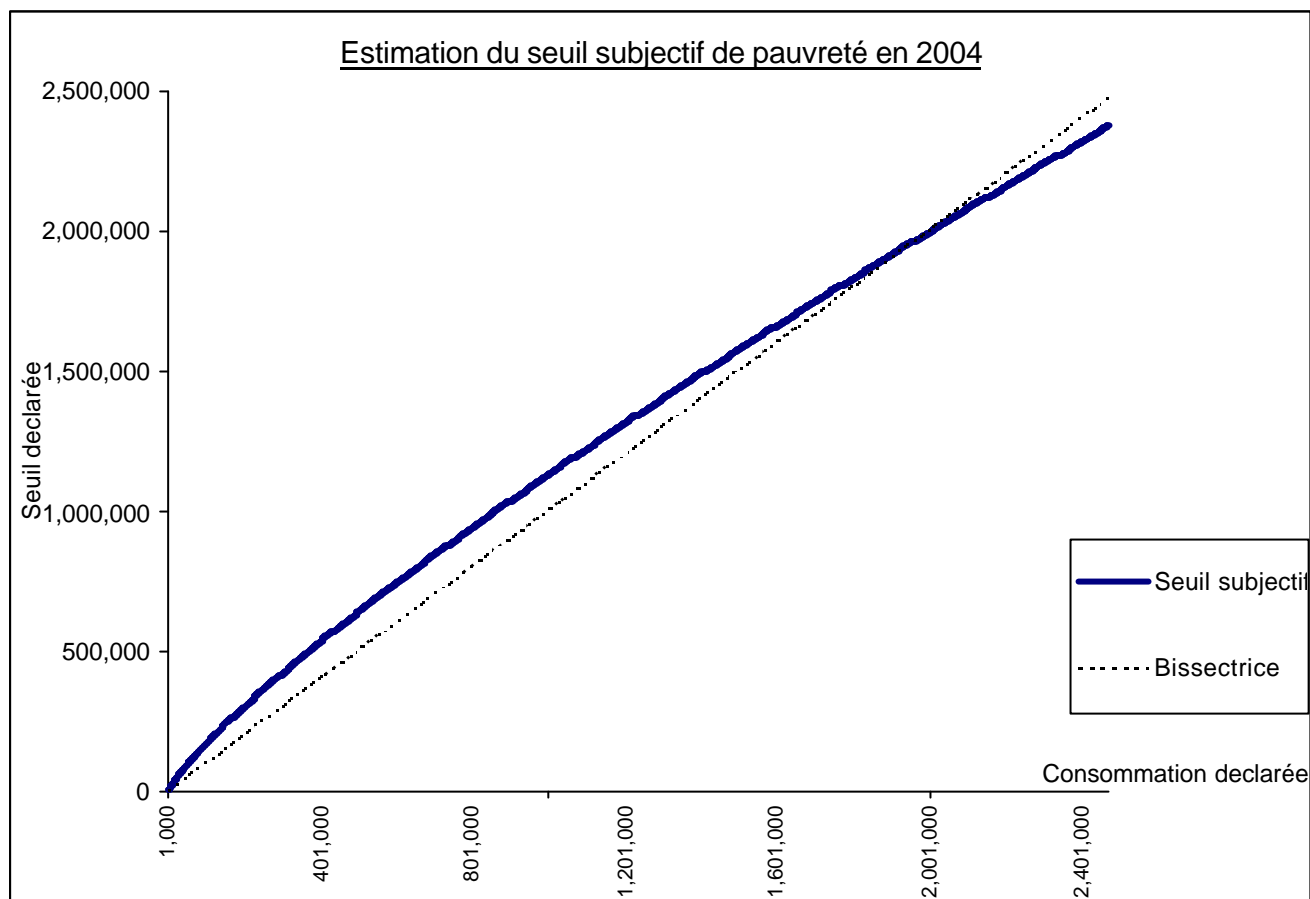
Si le niveau de revenus déclaré suffisant est supérieur à ce que celui que le ménage perçoit effectivement, le ménage est classé comme pauvre. Dans le cas contraire, le ménage est non pauvre. L'étude consiste à déterminer le point d'intersection de la courbe liant le niveau de revenus minimal réclamé en fonction du niveau actuel de revenus et celle de la bissectrice (fonction identique). L'ordonnée de ce point d'intersection z^* délimite ce qu'on appelle la ligne de pauvreté subjective. Les ménages dont le niveau actuel de revenus par tête est inférieur à z^* sont classés comme pauvres. Si le niveau actuel de revenus par tête est supérieur à z^* , alors le niveau de revenus jugés suffisant pour avoir une vie décente est inférieur au niveau actuel de revenus par tête, donc le ménage n'est pas pauvre.

Pour déterminer la fonction liant le niveau de revenus minimal réclamé en fonction du niveau actuel de revenus, un essai de modélisation a été entrepris à partir des données de l'EPM 2004. Le résultat donne le modèle suivant :

$$R_{\min} = \exp[0,82 * \text{Log}(C_{\text{tête}} + 2,61)] \quad \text{avec } R^2 \text{ ajusté} = 0,56$$

Ce résultat de régression du modèle logarithmique nous donne un seuil subjectif de pauvreté qui se situe aux environs de 1 983 000 fmg par personne par an.

Graphique 25 : Estimation du seuil de pauvreté en 2004



Source : INSTAT/DSM/EPM2004

XIV -1-2 Comparaisons des différentes approches de pauvreté

L'approche objective de la pauvreté nous permet de déterminer un seuil de pauvreté et de catégoriser les ménages par rapport à ce seuil. Cette approche fournit une mesure monétaire du niveau de vie des ménages et permet une comparaison assez aisée du niveau de vie et donc de la pauvreté dans le temps et dans l'espace (province, milieu). Cette approche n'est cependant pas suffisante pour capter le bien-être des individus car elle ne prend en compte que les facteurs pouvant faire l'objet d'évaluation monétaire. La perception réelle, subjective du niveau de vie intègre une vision plus large du bien être, dont l'évaluation monétaire est souvent difficile et trop complexe. Il en va des conditions d'existence des ménages (caractéristiques du logement, accès à l'eau potable et à l'électricité, accès à l'éducation et aux soins de base...), l'environnement économique et sociopolitique, l'environnement naturel, lesquels influencent d'une manière ou d'une autre la perception du ménage concernant son niveau de vie. C'est pourquoi, il est intéressant de compléter l'approche objective de la pauvreté par l'approche subjective.

XIV -1-2-1 Pauvreté en termes de la perception générale des conditions de vie selon les quartiles de dépense

Si on suppose que la perception subjective de la pauvreté est d'abord liée aux conditions de vie matérielles et monétaires, on s'attend à ce que les deux approches donnent des résultats assez proches. Nous allons donc essayer de comparer les deux approches en croisant les quartiles de dépenses aux différentes classes de pauvreté en termes de la perception générale du niveau absolu des conditions de vie.

En croisant le quartile de dépenses des ménages et leur perception générale de leur conditions de vie, on remarque une certaine corrélation entre les deux types de mesures (subjective et objective) notamment au niveau des pauvres (selon le quartile). Le taux de pauvreté subjective diminue quand on avance dans les quartiles supérieurs. La proportion des ménages déclarant en difficulté dans la vie quotidienne est passée de 69% chez le quartile 1, 61% chez le quartile 2, 51% chez le quartile 3 et à 36% chez le quartile 4. Mais plus on avance dans les quartiles plus élevés, on observe de moins en moins de correspondance entre niveau de vie objectif et subjectif. En effet, environ 1% seulement des ménages appartenant au quartile le plus élevé se déclarent vivre effectivement à l'aise et 36% des individus de cette classe déclarent toujours être pauvres.

Tableau 182 : Pauvreté en termes de perception générale des conditions de vie selon le quartile de dépenses en 2004

	Unité : %				
	Quartile 1	Quartile 2	Quartile 3	Quartile 4	Total
Vivre aisément	0,1	0,1	1,0	1,1	0,6
Vivre moyennement	9,2	10,2	16,6	30,0	16,5
Doit faire attention	25,4	28,2	31,7	32,9	29,6
Vivre difficilement	65,3	61,5	50,6	35,9	53,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Ces remarques sont également valables selon la province et le milieu. Le pourcentage des ménages du premier quartile qui se considèrent comme étant en difficulté est le plus élevé dans la province de Toliara, atteignant 87%. Le pourcentage le plus bas pour cette catégorie de ménages est de 50% dans la province de Mahajanga. La correspondance au niveau des ménages riches est inférieure à 5%, maximum observé dans la province de Mahajanga.

Dans l'ensemble, seulement 28% des ménages ont su apprécier leur niveau de vie¹¹, 16% dans la catégorie des ménages en difficulté, 7% dans la catégorie de ceux qui doivent faire attention, 4% dans la catégorie des ménages moyens et 0,3% dans la catégorie des ménages aisés. Cela confirme le fait que le bien être n'est pas forcément mesurable en terme monétaire, il est également lié à des préférences individuelles.

Par rapport aux résultats de l'enquête de 2002, la proportion de ménages pauvres qui se retrouvent dans les deux approches a légèrement diminué de 1 point de pourcentage, tandis que celle des ménages devant faire attention a progressé de 1 point de pourcentage. Le pourcentage d'individus appartenant au quartile supérieur et se considérant comme riches a aussi légèrement baissé tandis que la proportion d'individus moyens est restée stable.

¹¹ Ce chiffre est obtenu en sommant les pourcentages sur la diagonale opposée.

XIV -1-2-3 Comparaisons des différentes approches de pauvreté en utilisant la méthode des scores

Notre objectif est d'analyser les interrelations entre les différentes formes de pauvreté, Pour ce faire, on devrait fixer une même proportion de pauvres selon les différentes mesures de la pauvreté, Pour cette étude, on a retenu la proportion de 72,1% de ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté monétaire en 2004. Ainsi, on cherche à apprécier si les individus considérés comme pauvres, représentant cette même proportion dans la population, sont les mêmes d'une approche à l'autre ou bien constituent des groupes d'individus plus ou moins distincts.

On a fait appel à la méthode des scores pour pouvoir extraire de la population la même proportion d'individus pauvres, Pour chaque approche de la pauvreté, cette méthode consiste à choisir des items de base jugés au préalable en fonction des informations ou études disponibles comme caractéristiques de la pauvreté, A chaque item, en cas de réponses positives, on attribue des valeurs non nulles (pas forcément égales mais dépend de l'importance de l'item dans la définition de la pauvreté) et dont la somme constitue un score cumulatif, Ainsi, le score cumulatif croît à mesure que les formes de privations sont multiples ou que la perception du niveau de vie ou la satisfaction de l'individu se déprécie. Compte tenu de la disponibilité des données, outre la pauvreté monétaire, nous considérons dans cette étude deux mesures subjectives de pauvreté : la pauvreté de satisfaction et la pauvreté financière,

XIV -1-2-3-1 Pauvreté de satisfaction

La pauvreté de satisfaction repose sur le concept de satisfaction des besoins jugés vitaux, Les besoins vitaux sont hiérarchisés selon leur importance dans la consommation totale des ménages, On regroupe généralement les besoins en :

- besoins alimentaires,
- besoins en logement,
- besoins en articles d'habillement,
- besoins en santé,
- besoins en éducation,
- autres besoins

Pour chacun de ces besoins, les ménages ont été interrogés sur leur niveau de satisfaction. Les modalités de réponse sont : très insuffisante, insuffisante, moyenne, suffisante, pleine satisfaction. On attribue des valeurs aux niveaux de satisfaction les plus bas. On additionne ensuite ces valeurs pour tous types de besoins afin d'obtenir le score cumulatif de pauvreté de satisfaction. Plus le score est élevé, plus l'individu cumule les différentes caractéristiques de pauvreté considérées. Le seuil de pauvreté de satisfaction est alors obtenu en rapportant le taux de pauvreté monétaire (72,1%) à la fréquence cumulée décroissante des scores.

Tableau 183 : Score de la pauvreté de satisfaction

Score	Fréquence	Cumul
0	17,5	100,0
1	12,1	82,5
2	13,2	70,4
3	21,3	57,3
4	23,7	36,0
5	12,3	12,3
6	0,0	0,1
8	0,0	0,0
Total	100,0	

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

En retenant le taux de pauvreté monétaire de 72,1%, on peut prendre le score cumulatif 1 comme seuil de pauvreté subjective. Les individus dépassant ce score sont alors considérés comme pauvres, c'est-à-dire cumulant différentes formes de non satisfaction des besoins vitaux. Selon cette approche, 76% des individus sont pauvres. En croisant la distribution de pauvres issue de cette approche à celle de l'approche objective, on retrouve 59% de pauvres dans les deux approches. Ces chiffres sont en deçà de ceux de 2002 car le pourcentage de pauvres subjectivement étaient de 78% et environ 66% des pauvres se retrouvent dans les deux approches.

XIV -1-2-3-2 Pauvreté financière

La pauvreté financière repose sur le critère revenu mais d'un point de vue subjectif. On s'intéresse aux catégories de personnes qui ont approuvé des difficultés financières pour vivre décemment. Ces personnes sont très vulnérables et sont en quelque sorte dépendants et sont susceptibles de tomber dans la pauvreté.

Pour construire le score de pauvreté financière, nous nous sommes référés aux items suivants comme signes d'une faible aisance financière : des rentrées d'argent estimées insuffisantes pour vivre bien ou moyennement ; dés épargne ou endettement du ménage, retard de paiement au cours de l'année précédente pour : le loyer, les factures d'eau et d'électricité, l'écolage des enfants et le salaire des domestiques,

Notons toutefois que ces critères ne concernent pas uniquement les ménages en difficulté. L'usage d'eau et d'électricité, de domestiques relève souvent de ménages riches. Le retard de paiement pour ces raisons n'est donc pas toujours lié à l'insuffisance d'argent mais peut être du à l'oubli. A cet effet, un poids moindre sera affecté à ce critère par rapport aux deux premiers.

Tableau 184 : Score de la pauvreté financière

Score	Fréquence	Cumulé
0	13,0	100,0
1	1,2	87,0
2	28,5	85,7
3	2,6	57,3
4	47,7	54,7
5	5,3	7,1
6	1,4	1,8
7	0,3	0,3
8	0,0	0,0
Total	100,0	

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

En retenant le taux de pauvreté monétaire de 72%, on peut prendre le score cumulatif 2 comme seuil de pauvreté subjective. Les ménages ayant un score supérieur ou égal à 2 sont considérés comme pauvres. Selon cette approche, 57% des ménages sont pauvres et que seuls 0,04% accumule toutes les formes de difficultés financières. Le croisement de la pauvreté financière à la pauvreté monétaire donne 45% de pauvres cumulant les deux formes de pauvreté.

Tableau 185 : Croisement de la pauvreté financière à la pauvreté monétaire

Pauvreté financière	Pauvreté monétaire		
	Non pauvre	Pauvre	Total
Non pauvre	15,4	27,3	42,7
Pauvre	12,5	44,9	57,3
Total	27,9	72,1	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Dans l'approche consommation, nous obtenons un seuil de pauvreté de 1 288 375 Fmg qui donne 72,1% de pauvres à Madagascar. L'approche subjective quant à elle donne 76% de pauvres caractérisés par la non-satisfaction des besoins vitaux, 57% de pauvres caractérisés par des difficultés de paiement (endettement, retard de paiement des principales factures). Le croisement des quartiles de dépenses à la perception subjective du niveau de vie montre que 69% des ménages du premier quartile se considèrent effectivement comme pauvres. Par contre, les riches affichent un comportement opposé en se déclarant non satisfaits de leur niveau de vie. Dans l'ensemble, seulement 16% des ménages pauvres ont su apprécier leur niveau de vie contre 0,3% pour les riches.

On pourrait également chercher à identifier les pauvres qui cumulent toutes les formes de pauvreté. Selon l'approche subjective, on trouve 51% d'individus cumulant la non satisfaction des besoins vitaux et la pauvreté financière contre 64% en 2002. Plus de la moitié de la population ont accumulé toutes les formes de pauvreté en 2002 ; ce pourcentage est descendu à 41% en 2004.

Tableau 186 : Synthèse des différentes formes de pauvreté

	Unité : %	
Synthèse des résultats	2002	2004
Pauvreté monétaire (consommation < 986400 Fmg)	80,7	72,1
Pauvreté subjective		
Pauvreté de satisfaction	78,2	76,0
Pauvreté financière	64,0	57,3
Toutes formes de pauvreté subjective	64,0	50,8
Toutes formes de pauvreté	55,3	40,9

Source : INSTAT/DSM/EPM2002-2004

XIV-2 Perception des ménages sur le Document des Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP)

Madagascar, comme la majorité des pays en développement, s'est engagé dans la lutte contre la pauvreté depuis un certain nombre d'années. Le DSRP est un document repère dont l'objectif est de réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015, en conformité avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement. L'appropriation du Document par les nationaux est une des conditions de sa réussite et elle peut être appréhendée par la perception du grand public de ses tenants et aboutissants. Cette perception des ménages du DSRP fera l'objet de cette partie.

A la question de savoir si l'enquêté a déjà entendu parler du DSRP, il est observé qu'une proportion relativement faible de 12,3% des ménages ont répondu positivement. Les individus du milieu urbain sont les mieux informés avec un pourcentage de 24,3%, contre 8,6% ceux du milieu rural.

Par province, ce sont les individus d'Antananarivo avec une proportion de 17,3% (dont 31,0% en milieu urbain et 11,1% en milieu rural) qui sont les plus nombreux à avoir entendu parler du DSRP, suivi du province de Fianarantsoa avec 12,9%, de Toliara 10,2%, de Toamasina 9,7%, de Mahajanga 8,9% et du province de d'Antsiranana avec la proportion minimale de 6,4% (dont 18,9% en milieu urbain et 3,5% en milieu rural).

Tableau 187 : Proportion d'individus ayant déjà entendu parler du DSRP par milieu et province

	Unité: %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	31,0	11,1	17,3
Fianarantsoa	21,7	11,1	12,9
Toamasina	18,7	7,1	9,7
Mahajanga	22,0	5,1	8,9
Toliara	19,0	7,6	10,2
Antsiranana	18,9	3,5	6,4
Ensemble	24,3	8,6	12,3

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Quant à l'initiation du DSRP, dans l'ensemble du pays, plus de 60% des ménages ont répondu qu'il s'agit d'un document initié par le Gouvernement malgache. 12,8% ont affirmé que le DSRP est le fruit d'une concertation entre le Gouvernement malgache et ses partenaires financiers. La proportion des gens ayant déclaré qu'il a été élaboré suite aux directives des bailleurs de fonds de Madagascar est un peu moins de 11% et c'est également le pourcentage des ménages affirmant « *ne pas savoir* ».

Une approche par province montre qu'à Antsiranana, 74,9% des ménages ont déclaré que le DSRP a été initié par le Gouvernement de Madagascar, contre 71,1% à Toliara, 63,5% à Fianarantsoa, 60,3% à Antananarivo, 53,2% à Mahajanga et 42,5% à Toamasina. C'est également dans la province de Toamasina que le pourcentage des gens qui ne savent pas est le plus important, suivi du province d'Antsiranana (17,6%) de Mahajanga (15,5%), de Toliara

(6,7%), de Fianarantsoa (6,5%) et finalement à Antananarivo (6,3%).

Tableau 188 : Répartition des ménages selon leur perception sur l'initiateur du DSRP, par province

	Unité :%						Total
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	
Initié par le gouvernement Malgache	60,3	63,5	44,5	53,2	71,1	74,9	60,6
Directives des bailleurs de fond	12,7	12,2	12,1	6,2	9,8	0,9	10,9
Issu d'une concertation entre le gouvernement et les bailleurs de fond	15,2	14,4	10,8	17,7	5,9	2,6	12,8
Proposition des opérateurs Economiques	2,7	2,9	0,6	3,2	1,0	1,4	2,2
Proposition des partis Politiques	2,6	0,1	0,6	2,4	1,5	2,6	1,7
Souhaits des citoyens	0,0	0,1	0,0	0,5	3,1	0,0	0,4
Autres	0,4	0,3	0,0	0,0	0,7	0,0	0,3
Ne Sait Pas	6,3	6,5	31,5	15,5	6,7	17,6	10,9
Ne se Prononce Pas	0,0	0,0	0,0	1,2	0,2	0,0	0,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Un examen selon le niveau d'instruction du chef de ménage montre que c'est parmi les ménages dont les chefs ont atteint le niveau primaire que l'on a vu un pourcentage le plus élevé (66,0%) de ménages à déclarer que le DSRP a été initié par le Gouvernement malgache. Alors que ce pourcentage est de 62,4% chez les non instruits, 60,8% chez ceux qui ont le niveau supérieur et 55,7% chez ceux qui ont le niveau secondaire. Selon toute logique, la proportion des chefs de ménages qui ne savent pas sur cette question diminue avec le niveau d'instruction : de 14,7% pour les non instruits à 5,9% pour ceux qui ont le niveau supérieur.

Tableau 189 : Répartition des ménages selon leur perception, selon leur niveau d'instruction, de l'initiateur du DSRP

	Unité : %				
	Non instruits	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Initié par le gouvernement malgache	62,4	66,0	55,7	60,8	60,6
Directives des bailleurs de fond	6,1	7,8	11,7	15,0	10,9
Issu d'une concertation entre le gouvernement et les bailleurs de fond	0,8	7,2	18,2	13,6	12,8
Proposition des opérateurs économiques	0,0	1,8	3,0	1,8	2,2
Proposition des partis politiques	15,2	1,6	0,5	2,0	1,7
Souhaits des citoyens	0,0	0,9	0,2	0,2	0,4
Autres	0,9	0,2	0,1	0,8	0,3
Ne Sait Pas	14,7	14,5	10,5	5,9	10,9
Ne se Prononce Pas	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Lorsqu'il a été posé la question de savoir le mode avec lequel le ménage a pris connaissance du DSRP, très peu (7,9%) ont indiqué les « *ateliers participatifs* ». Par contre, une bonne majorité affirme l'avoir connu via « *les nouvelles des médias* » (85,6%), contre seulement 23,0% par la « *communication du Gouvernement* » et 15,2% à travers le « *compte-rendu des élus locaux* ».

Tableau 190 : Mode de prise de connaissance du DSRP

	Unité: %			
	Oui	Non	Non cité	Ensemble
Ateliers participatifs	7,9	47,3	44,8	100,0
Nouvelles des médias	85,6	7,9	6,7	100,0
Communication du gouvernement	23,0	36,6	40,4	100,0
Compte-rendu des élus locaux	15,2	40,8	44,0	100,0
De bouche à oreille	28,3	32,0	39,7	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

S'agissant des priorités du DSRP, les ménages les connaissent parfaitement bien et les différents axes stratégiques du DSRP sont globalement bien perçus. En effet, plus de 91% ont déclaré que les priorités du DSRP consistent à la réduction de la pauvreté. Les principales composantes des trois axes stratégiques ont été citées par la grande majorité des ménages : 32,8% pour la bonne gouvernance, 32,6% pour la lutte contre la malnutrition, 37,4% pour le développement des infrastructures routières, 42,9% pour la lutte contre la corruption, 22,1% pour l'Etat de droit etc.

Cette section a pour objectif de ressortir l'opinion des ménages sur la relation du DSRP et les réalités et besoins du pays. On a demandé aux ménages si le DSRP reflétait les réalités du pays et répondait aux besoins du pays.

A cette question, un pourcentage relativement faible des ménages ont répondu par « oui », soit 28,3%, et 36,6% ont déclaré « pas totalement », 19,1% « pas du tout » et 14,2% « ne sait pas ». En agrégeant les deux réponses négatives, on a un pourcentage très important de 56,3%.

Une observation par quintile de la pauvreté montre que c'est dans les deux quintiles extrêmes des plus pauvres et des plus riches que l'on a enregistré les pourcentages les plus élevés des ménages ayant répondu positivement, soit respectivement de 32,4% et de 30,0%. Dans les quintiles intermédiaires, on a observé 31,8% dans le troisième, 24,2% dans le deuxième et 21,9% dans le quatrième quintile. Il y a lieu de remarquer le pourcentage très important de 11,1% des ménages qui ne se sont pas prononcés dans la couche des 20% des plus pauvres.

Tableau 191 : Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, par quintile

	Unité : %					
	Plus pauvres	quintile 2	quintile 3	quintile 4	Plus riches	Total
Oui	32,4	24,2	31,8	21,9	30,0	28,3
Pas totalement	28,9	33,0	31,8	41,3	37,2	36,6
Pas du tout	16,8	21,4	19,2	20,3	18,6	19,1
Ne sait pas	10,8	18,9	16,9	15,5	12,8	14,2
Ne se prononce pas	11,1	2,5	0,3	1,0	1,4	1,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Par niveau d'instruction, « les sans instruction » ne sont pas nombreux (13,8%) à affirmer que le DSRP reflétait les réalités du pays ou qu'il répondait à ses besoins. Cette proportion est de 31,0% pour ceux qui ont le niveau primaire, 25,9% pour le niveau secondaire et 30,6%, la plus forte, pour ceux qui ont atteint le niveau supérieur. Notons que le pourcentage total des ménages qui ne savent pas et qui ne se sont prononcés baisse avec le niveau d'instruction : partant de près de la moitié dans la tranche non instruite des ménages à moins du dixième dans la population des ménages ayant un niveau d'instruction supérieur, en passant par 18,9% pour ceux qui ont le niveau primaire et 16,0% pour les ménages ayant le niveau secondaire.

Tableau 192 : Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, selon le niveau d'instruction

	Unité : %				Total
	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	
Oui	13,8	31,0	25,9	30,6	28,3
Pas totalement	21,7	28,9	38,5	46,6	36,6
Pas du tout	15,6	21,3	19,6	15,6	19,1
Ne sait pas	45,2	16,9	14,0	6,5	14,2
Ne se prononce pas	3,6	2,0	2,0	0,8	1,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Par milieu de résidence, la différence entre les ménages ruraux et urbains est visible. En effet, chez les ruraux, ceux qui ont répondu « *oui* » et « *non* », le DSRP reflétait les réalités du pays ou répondait à ses besoins, sont nombreux avec les proportions respectives de 30,4% et 53,2% (contre respectivement 25,8% et 48,6% parmi les ménages urbains). Cette situation est inversée quant aux ménages qui ne se sont pas prononcés et qui n'en savent pas : 25,6% chez les ménages urbains et 16,3% parmi les ruraux.

Tableau 193 : Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, par milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Total
Oui	25,8	30,4	28,3
Pas totalement	38,7	34,8	36,6
Pas du tout	19,9	18,4	19,1
Ne sait pas	14,5	14,0	14,2
Ne se prononce pas	1,1	2,3	1,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Une analyse par province de résidence des ménages montre que c'est dans la province de Toliara que le pourcentage maximal de 37,7% de réponses affirmatives a été observé, contre 36,1% à Mahajanga, 33,2% à Antananarivo, 24,5% à Fianarantsoa, 14,0% à Antsiranana et 11,7% à Toamasina. Les réponses négatives (« *pas totalement* » et « *pas du tout* ») sont prononcées par la majorité des ménages, soit 64,4% dans la province de Fianarantsoa, 64,1% à Toamasina, 60,6% à Mahajanga, 56,0% à Toliara, 52,4% à Antananarivo et 50,3% Antsiranana. Il y a lieu de noter le pourcentage très important de 35,6% des ménages qui ne se sont pas prononcés et qui ne savent pas.

Tableau 194 : Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, par province

	Unité : %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Total
Oui	33,2	24,5	11,7	36,1	37,7	14,0	28,3
Pas totalement	34,9	34,9	58,1	28,4	31,3	30,2	36,6
Pas du tout	17,5	29,5	16,0	12,2	14,7	20,1	19,1
Ne sait pas	12,9	9,0	14,3	22,9	11,8	34,1	14,2
Ne se prononce pas	1,5	2,2	0,0	0,4	4,5	1,6	1,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Dans le cadre du processus participatif de l'élaboration du DSRP, il a été question de faire participer le plus grand nombre d'individus, soit en les invitant à participer directement aux travaux des ateliers régionaux ou nationaux, soit à travers leurs représentants au niveau des diverses institutions privées et/ou publiques. L'objet de cette section est de voir selon l'opinion des ménages si toutes les entités ont été impliquées dans l'élaboration du DSRP. A ce sujet, seulement 28,5% des ménages ont affirmé que toutes les entités concernées ont participé à l'élaboration du DSRP en répondant par « *oui* » et 25,9% ont répondu négativement, alors que 33,0% ne savent pas et 7,7% ne se sont pas prononcés.

En analysant à travers les quintiles de la pauvreté, il est constaté que c'est dans les quintiles extrêmes des plus pauvres et des plus riches que l'on a enregistré les proportions les plus fortes des ménages répondant affirmativement, respectivement de 34,4% et 32,4%. Dans le deuxième quintile, on a répertorié 21,4%, 24,7% dans le troisième et 20,9% dans le quatrième quintile. Par ailleurs, si la proportion des ménages qui ont répondu négativement augmente avec le quintile (de 8,8% dans le premier quintile, 19,5% dans le deuxième, 25,2% dans le troisième, 26,0% dans le quatrième et 28,4% dans le cinquième quintile), pour ceux qui ne savent pas, elle baisse globalement d'une proportion comprise entre [50,9%-57,0%] dans les deux premiers quintiles à 43,9% dans le troisième, 40,8% dans le quatrième et finalement 31,8% dans le quintile des plus riches. La proportion des ménages qui ne se sont pas prononcés est plus forte dans le quatrième quintile avec un pourcentage de 12,4% contre seulement 2,1% dans le deuxième quintile.

Tableau 195 : Répartition des ménages si toutes les entités concernées ont participé à l'élaboration du DSRP, par quintile

	Unité : %					
	Les plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Les plus riches	Total
Oui	34,4	21,4	24,7	20,9	32,4	28,5
Non	8,8	19,5	25,2	26,0	28,4	25,9
Ne sait pas	50,9	57,0	43,9	40,8	31,8	38,0
Ne se prononce pas	5,9	2,1	6,2	12,4	7,4	7,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Selon le niveau d'instruction, on constate que globalement les ménages ayant atteint un certain niveau d'instruction (secondaire ou plus) sont les plus nombreux à avoir répondu négativement : soit un pourcentage compris entre [28,3%-36,6%] contre [17,5%-20,3%] chez les ménages n'ayant pas atteint le niveau secondaire. Par ailleurs, parmi les ménages ayant répondu négativement, la proportion augmente avec le niveau d'instruction, en allant de 18,9%

pour les « *sans instruction* » à 38,5% pour ceux qui ont le niveau supérieur. Cette tendance est contraire pour les ménages qui ne savent pas, car le pourcentage baisse avec le niveau d'instruction, passant de 61,7% chez les « *sans instruction* » à seulement 25,9% chez les ménages ayant atteint le niveau d'instruction supérieur. Notons que la proportion des ménages qui ne se sont pas prononcés est la plus importante (9,6%) chez ceux qui ont le niveau primaire, contre 7,3% parmi ceux qui ont le niveau supérieur, 6,7% pour ceux qui ont atteint le niveau secondaire et seulement 1,8% parmi les ménages « *sans instruction* ».

Tableau 196 : Répartition des ménages si toutes les entités concernées ont participé à l'élaboration du DSRP, selon le niveau d'instruction

	Unité : %				
	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Oui	17,5	20,4	36,6	28,3	28,5
Non	18,9	21,8	22,4	38,5	25,9
Ne sait pas	61,7	48,2	34,3	25,9	38,0
Ne se prononce pas	1,8	9,6	6,7	7,3	7,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Une observation par province a permis de montrer que les réponses affirmatives à la question sur la participation de toutes les entités concernées dans l'élaboration du DSRP sont prononcées par 34,6% des ménages dans la province de Toliara, suivi du province de Toamasina avec 32,2%, du province de Fianarantsoa 31,1%, du province d'Antsiranana 28,8%, de Mahajanga 15,8% et d'Antsiranana 14,8%. En plus, c'est dans la province de Mahajanga que la plus forte proportion des réponses négatives a été observée, contre 28,7% à Toliara, 27,4% à Antananarivo, 23,0% à Toamasina, 22,1% à Antsiranana et 18,2% à Fianarantsoa. Parmi ceux qui ont répondu « *ne sait pas* », c'est dans la province d'Antsiranana que l'on a enregistré la proportion maximale de 60,8%, contre 30,4% dans la province de Toliara et 32,8% à Antananarivo.

Tableau 197 : Répartition des ménages si toutes les entités concernées ont participé à l'élaboration du DSRP, par province

	Unité : %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Total
Oui	28,8	31,1	32,2	15,8	34,6	14,8	28,5
Non	27,4	18,2	23,0	41,0	28,7	22,1	25,9
Ne sait pas	32,8	45,7	40,4	35,5	30,4	60,8	38,0
Ne se prononce pas	11,1	4,9	4,4	7,7	6,3	2,4	7,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

ANNEXE

Tableau A 1: Répartition des ménages selon le quintile, par taille de ménage

	Unité: %					
	singleton	de 2 à 4	5 à 7	8 à 10	11 et plus	Total
Les plus pauvres	1,1	5,5	10,1	15,5	33,5	20,0
quintile_2	5,7	9,9	15,8	22,0	24,1	20,0
quintile_3	4,4	16,4	18,1	21,0	21,6	20,0
quintile_4	11,1	25,3	28,2	22,1	13,2	20,0
Les plus riches	77,7	42,9	27,7	19,4	7,6	20,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 2: Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par quintile

	Unité: %					
	Les plus pauvres	quintile_2	quintile_3	quintile_4	Les plus riches	Total
Sans instruction	36,1	28,1	25,7	19,0	12,1	24,2
Primaire	54,5	61,7	57,4	58,3	41,4	54,7
Secondaire	9,1	8,6	15,3	19,3	31,4	16,7
Supérieur	0,3	1,7	1,6	3,3	15,1	4,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 3: Répartition de la population par strate et selon les quintiles

		Unité: %					
	Milieu	Les plus pauvres	Quintile_2	quintile_3	quintile_4	Les plus riches	Total
Antananarivo	Urbain	1,8	3,5	5,0	9,6	21,8	8,3
	Rural	12,3	19,2	23,6	23,7	23,2	20,4
Fianarantsoa	Urbain	3,8	4,1	3,2	3,8	2,5	3,5
	Rural	25,9	23,6	21,2	13,2	7,9	18,4
Toamasina	Urbain	2,5	2,7	2,8	3,9	4,9	3,4
	Rural	21,9	14,2	9,6	8,0	6,5	12,0
Mahajanga	Urbain	1,2	1,5	2,1	2,1	4,2	2,3
	Rural	11,6	10,7	6,9	10,1	5,5	9,0
Toliara	Urbain	2,1	2,4	3,1	3,9	5,0	3,3
	Rural	12,3	10,4	14,3	14,2	8,9	12,0
Antsiranana	Urbain	0,2	0,8	0,8	1,6	3,3	1,3
	Rural	4,4	6,9	7,3	5,9	6,1	6,1
Total		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 4: Répartition de la population par groupe socio-économique et quintile

Unité: %

	Les plus pauvres	quintile_2	quintile_3	quintile_4	Les plus riches	Total
Cadre supérieur	0,2	0,2	0,6	0,5	3,4	1,0
Cadre moyen ou agent	1,4	1,0	1,5	2,3	8,1	2,9
Ouvrier ou salarié qu	4,0	2,7	4,3	5,6	11,9	5,7
Ouvrier non qualifié	3,1	5,0	6,1	6,7	7,3	5,7
Manceuvre	4,2	4,8	2,7	4,5	2,9	3,8
Stagiaire rémunéré	0,0	0,3	0,1	0,2	0,6	0,0
Indépendant	3,8	10,7	8,9	12,2	18,1	10,8
Chômeur	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
Inactif	1,7	0,9	1,9	1,7	5,7	2,4
Petit exploitant agri	56,6	50,5	40,0	32,4	19,1	39,7
Moyen exploitant agri	19,7	19,4	24,3	25,1	13,3	20,4
Grand exploitant agri	4,9	3,5	7,2	7,6	8,2	6,3
Pêcheur	0,0	0,3	0,9	0,3	0,2	0,4
Autre	0,5	0,7	1,0	1,0	1,2	0,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 5: Indicateurs de pauvreté selon le sexe du chef de ménage

Unité : %

	Ratio de pauvreté	Intensité de pauvreté	Contribution
Masculin	72,8	32,0	86,1
Féminin	68,1	29,5	13,9
Ensemble	72,1	31,6	100,0

Source:INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 6 : Indicateurs de pauvreté selon l'âge du chef du ménage

Unité : %

	Ratio de pauvreté	Intensité de pauvreté	Contribution
Moins de 20ans	67,1	31,6	1,4
20à 29 ans	64,9	27,1	11,2
30 à 39 ans	76,2	33,9	30,4
40 à 49 ans	73,0	32,5	28,3
50 à 60 ans	69,7	31,2	16,7
plus de 60 ans	72,1	29,3	11,9
Ensemble	72,1	31,6	100,0

Source:INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 7: Indicateurs de pauvreté selon le niveau d'instruction du chef de ménage

Unité : %

	Ratio de paupauvreté	Intensité de pauvreté	Contribution
Sans instruction	83,1	40,5	27,9
Primaire	77,1	33,4	58,4
Secondaire	52,0	19,2	12,1
Supérieur	26,5	8,0	1,6
Ensemble	72,1	31,6	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 8: Consommation des ménages par quintile, par province

Unité : %

	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Les plus pauvres	9,8	27,2	31,6	22,9	18,8	12,4	20,0
quintile_2	15,8	25,4	22,0	21,8	16,7	20,7	20,0
quintile_3	19,9	22,3	16,2	16,1	22,7	21,7	20,0
quintile_4	23,2	15,5	15,5	21,8	23,7	20,2	20,0
Les plus riches	31,3	9,6	14,8	17,4	18,2	25,1	20,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source:INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 9: Consommation des ménages selon la province, par milieu

Unité : %

	Urbain	Rural	Total
Antananarivo	13,9	20,2	34,2
Fianarantsoa	3,1	12,4	15,4
Toamasina	4,1	14,3	18,4
Mahajanga	2,7	7,0	9,7
Toliara	3,7	10,6	14,3
Antsiranana	2,0	6,1	8,1
Ensemble	29,5	70,5	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 10: Consommation par tête selon le groupe Socio-Economique du chef de ménage, selon le milieu

Unité : millier de FMG

	Urbain	Rural	Ensemble
Cadre supérieur	3 563,3	3 198,3	3 418,5
Cadre moyen ou agent de maîtrise	2 401,8	1 754,4	2 082,2
Ouvrier ou salarié qualifié	1 739,9	1 371,0	1 534,5
Ouvrier non qualifié	1 429,0	1 130,8	1 248,8
Manœuvre	1 170,1	905,1	974,5
Stagiaire rémunéré	1 879,6	1 500,6	1 604,3
Indépendant	1 970,6	1 276,1	1 592,8
Chômeur	1 773,0	795,3	1 590,9
Inactif	2 564,4	1 046,6	2 103,8
Petit exploitant agricole	951,3	855,9	866,8
Moyen exploitant agricole	1 166,0	1 040,7	1 051,0
Grand exploitant agricole	1 279,2	2 567,3	2 432,3
Pêcheur	1 162,1	986,7	1 069,3
Autre	1 334,6	1 868,5	1 502,1
Ensemble	1 653,0	1 124,5	1 241,5

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 11: Consommation par tête suivant le niveau d'instruction du chef de ménage, par milieu

Unité : millier de FMG

	Urbain	Rural	Ensemble
Primaire	1 292,2	1 131,1	1 159,8
Secondaire	1 802,9	1 395,0	1 555,2
Supérieur	3 306,0	2 394,6	2 960,9
Ensemble	1 653,0	1 124,5	1 241,5

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 12: Consommation par quintile

Unité : %

	Consommation alimentaire	Consommation non alimentaire
Les plus pauvres	6,6	5,2
quintile_2	11,0	7,8
quintile_3	15,5	10,3
quintile_4	21,3	16,7
Les plus riches	45,7	60,1
Total	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 13: Répartition de la population selon le groupe socio-économique et le niveau d'instruction du chef de ménage

Unité: %

	Non instruit	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Cadre supérieur	12,6	27,5	27,8	32,1	100,0
Cadre moyen ou agent	17,9	35,7	26,5	19,9	100,0
Ouvrier ou salarié qualifié	16,4	46,8	31,1	5,8	100,0
Ouvrier non qualifié	26,3	53,3	17,7	2,7	100,0
Manceuvre	33,0	57,5	9,3	0,2	100,0
Stagiaire rémunéré	11,5	38,0	27,9	22,6	100,0
Indépendant	24,4	51,7	18,8	5,1	100,0
Chômeur	4,3	68,0	19,4	8,4	100,0
Inactif	13,0	46,8	27,1	13,1	100,0
Petit exploitant agricole	44,3	50,6	4,7	0,5	100,0
Moyen exploitant agricole	39,2	55,5	4,8	0,5	100,0
Grand exploitant agricole	35,7	56,2	7,9	0,3	100,0
Pêcheur	33,3	59,6	6,9	0,2	100,0
Autre	20,1	56,0	20,1	3,9	100,0
Ensemble	35,2	51,6	10,5	2,7	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Tableau A 14: Répartition de la population selon le niveau d'instruction et par quintile

Unité: %

	Plus pauvres	Quintile 2	Quintile 3	Quintile 4	Plus riches	Ensemble
Non instruit	49,0	41,3	37,1	31,2	19,0	35,2
Primaire	47,3	53,0	54,7	54,6	48,2	51,6
Secondaire	3,6	5,1	7,6	12,6	22,9	10,5
Supérieur	0,2	0,6	0,7	1,5	10,0	2,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2004

Tableau A 15: Répartition des maladies déclarées par province

	Unité : %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Ira	13,1	5,7	2,8	7,8	8,4	13,1	8,1
Fièvre ou suspicion de paludisme	37,2	53,4	43,4	44,0	33,3	39,3	42,4
Maladies diarrhéiques	8,4	12,9	11,1	22,5	7,7	15,6	11,9
Infections cutanées	2,5	0,6	3,6	3,2	0,8	2,4	1,9
Infections bucco-dentaires	9,7	5,3	9,9	3,5	5,6	4,7	6,8
Blessures, brûlures, Infections de l'œil et de ses annexes	4,4	4,5	8,5	6,1	5,3	3,3	5,4
Hypertension artérielle	2,1	1,0	1,2	1,5	3,7	1,9	1,9
Toux de plus de trois semaines	5,4	1,4	6,1	0,9	2,3	1,3	3,1
Infection gynécologique	6,3	2,4	1,1	3,6	11,6	5,5	5,2
Autre	0,6	1,0	1,1	0,5	4,0	2,5	1,6
Total	10,2	11,8	11,3	6,5	17,4	10,4	11,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 16: Répartition des maladies par milieu

	Unité : %			
	GCU	CUS	RURAL	Ensemble
Ira (infections respiratoires aiguës)	13,7	9,9	7,1	8,1
Fièvre ou suspicion de paludisme	37,9	46,5	42,3	42,4
Maladies diarrhéiques	8,6	11,9	12,3	11,9
Infections cutanées	2,4	2,9	1,7	1,9
Infections bucco-dentaires	7,4	3,5	7,2	6,8
Blessures, brûlures, Infections de l'œil et de ses annexes	5,1	4,4	5,6	5,4
Hypertension artérielle	2,3	2,1	1,8	1,9
Toux de plus de trois semaines	7,8	2,9	2,6	3,1
Infection gynécologique	2,3	3,3	5,8	5,2
Autre	0,7	1,4	1,7	1,6
Ensemble	11,8	11,3	11,8	11,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 17: Répartition des malades selon la raison de non consultation, par type de maladie

	Unité : %							Ensemble
	Pas grave	Problème	Eloignement	Inutile	Ne veut pas	Autre	Non concerné	
Ira (infections respiratoires aiguës)	45,3	36,0	4,0	5,6	6,4	1,6	1,2	100,0
Fièvre ou suspicion de paludisme	57,7	17,6	13,7	3,6	3,0	4,4	0,0	100,0
Maladies diarrhéiques	52,4	30,0	12,7	1,2	1,5	2,3	0,0	100,0
Infections cutanées	19,3	62,6	0,0	15,2	2,9	0,0	0,0	100,0
Infections bucco-dentaires	47,3	25,1	10,0	7,0	6,4	4,3	0,0	100,0
Blessures, brûlures, Infections de l'œil et de ses annexes	46,2	21,0	7,2	7,8	7,5	10,3	0,0	100,0
Hypertension artérielle	28,7	46,9	13,8	0,0	0,0	10,6	0,0	100,0
Toux de plus de trois semaines	47,7	20,2	16,7	12,1	2,2	1,2	0,0	100,0
Infection gynécologique	42,5	38,6	5,2	5,5	4,0	4,3	0,0	100,0
Autre	2,2	80,0	2,4	0,0	0,0	15,4	0,0	100,0
Ensemble	37,4	38,4	3,2	7,9	3,9	8,7	0,5	100,0
Ensemble	50,0	26,2	10,4	4,8	3,7	4,8	0,2	100,0

Source:INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 18: Proportion des femmes connaissant ou utilisant le Planning Familial (PF) par province

	Unité : %		
	Connaissent le PF	Pensent que Le PF est utile	Utilisent le PF
Antananarivo	73,7	70,7	20,0
Fianarantsoa	56,4	76,0	12,4
Toamasina	71,3	66,9	12,6
Mahajanga	46,5	63,9	14,0
Toliara	48,5	68,0	13,7
Antsiranana	63,7	52,4	11,7
Ensemble	62,0	68,7	15,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 19: Répartition des femmes selon le motif de non utilisation du PF, par tranche d'âge

	[15-20[	[20-25[	[25-30[	[30-35[	[35-40[	[40-45[	[45-50[	Ensemble
Pas marié	37,0	21,6	11,7	9,4	7,0	9,1	11,1	18,3
Pas de rapport sexuel	19,8	11,8	5,6	7,6	8,1	9,1	9,5	11,3
Rapport sexuel peu fréquent	5,3	3,8	5,0	2,6	1,9	5,2	7,3	4,4
Ménopause/Hystérectomie	0,0	0,0	0,0	0,3	0,6	6,5	23,8	2,8
Stérile	0,0	0,4	0,2	0,4	0,9	1,2	1,1	0,5
Allaitement	5,0	9,8	9,4	9,1	7,8	2,4	2,8	6,9
Veut d'autres enfants	7,8	13,4	13,0	13,8	10,2	8,4	4,2	10,4
Enceinte	3,4	8,8	7,6	6,5	3,9	1,7	0,1	5,0
Enquêté opposée	0,7	1,1	0,8	2,3	4,4	3,0	2,4	1,8
Conjoint opposé	1,0	1,9	3,6	4,5	4,7	3,1	5,0	3,0
Autres personnes opposées	0,3	1,0	0,2	0,7	0,3	0,3	0,1	0,5
Interdits religieux	1,0	1,3	1,5	0,8	2,9	3,5	3,7	1,8
Ne connaît pas de méthode	8,1	7,1	11,9	11,0	13,6	12,5	6,9	9,9
Ne connaît pas de source	2,1	1,2	1,7	2,9	0,8	1,6	0,4	1,6
Problèmes de santé	0,7	1,8	3,8	3,2	5,4	5,2	2,4	2,8
Peur des effets secondaires	1,5	4,4	3,8	6,9	7,4	6,9	4,3	4,5
Pas accessible		0,2	0,3	0,0	0,4	0,2	0,6	0,2
Trop chère	0,1	0,0	0,6	0,8	0,2	0,2		0,3
Pas pratique à utiliser	0,3	0,3	1,6	1,9	1,0	1,2	1,3	1,0
Interférer avec le processus normal du corps	0,2	0,0	0,2	0,4	0,5	0,4	0,7	0,3
Utilise déjà une méthode contraceptive			0,2	0,1	0,6			0,1
Veulent utiliser les méthodes naturelles	2,9	7,1	11,9	9,3	11,7	13,6	7,2	8,4
Autres	1,0	1,1	1,6	2,9	3,0	2,3	4,0	2,0
Ne sais pas	1,8	2,2	4,1	2,7	2,8	2,5	1,2	2,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 20: Proportion des enfants protégés contre le tétanos néonatal par province et quintile

	Unité : %					
	Plus pauvre	Quintile 2	Quintile 3	Quintile 4	Plus riche	Ensemble
Antananarivo	65,9	55,9	60,9	64,6	64,5	62,2
Fianarantsoa	37,3	42,1	54,3	49,4	52,1	46,1
Toamasina	36,5	32,0	49,6	34,5	76,0	44,1
Mahajanga	26,5	24,0	8,7	19,8	64,2	25,3
Toliara	24,6	42,0	28,6	39,4	50,2	38,2
Antsiranana	3,8	16,4	44,4	37,0	18,6	26,3
Ensemble	37,4	41,2	46,2	44,8	55,5	45,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 21: Taux de possession de maison par province et par milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	51,5	81,3	72,7
Fianarantsoa	69,5	87,0	84,2
Toamasina	79,0	93,6	90,4
Mahajanga	67,4	95,1	89,5
Toliara	79,1	89,0	86,9
Antsiranana	52,3	93,9	86,5
Ensemble	64,4	88,3	83,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 22: Taux de possession de terrain du ménage selon le quintile, par milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Les plus pauvres	11,6	12,8	12,7
quintile_2	11,1	11,3	11,3
quintile_3	11,0	14,4	13,8
quintile_4	10,8	14,7	13,7
Les plus riches	10,5	14,8	13,0
Ensemble	10,8	13,5	12,9

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 23: Valeur actuelle déclarée de tous les avoirs selon le quintile et par milieu

	Unité: millier		
	Urbain	Rural	Ensemble
Les plus pauvres	1515	1610	1599
quintile_2	2864	2389	2460
quintile_3	3215	3730	3642
quintile_4	6461	4273	4820
Les plus riches	17910	9004	12732
Ensemble	9274,2	3847,5	5048,8

Source:INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 24: Répartition des ménages selon le mode d'acquisition des maisons par province et par milieu

Unité: %

	Milieu	Achat	Héritage	Dons	Propre	Autres	N'a pas répondu	Ensemble
Antananarivo	Urbain	12,1	40,8	0,2	45,5	1,4	0,0	100,0
	Rural	7,9	17,7	1,1	72,9	0,2	0,1	100,0
Fianarant soa	Urbain	9,0	30,9	1,3	58,1	0,6	0,2	100,0
	Rural	4,1	27,2	1,6	66,4	0,0	0,7	100,0
Toamasina	Urbain	13,1	16,2	1,8	68,5	0,0	0,4	100,0
	Rural	7,3	19,9	1,9	70,5	0,5	0,0	100,0
Mahajanga	Urbain	12,4	9,4	6,3	72,0	0,0	0,0	100,0
	Rural	8,9	8,5	1,7	80,7	0,0	0,2	100,0
Toliara	Urbain	16,7	15,8	1,2	66,3	0,0	0,0	100,0
	Rural	9,7	10,7	1,1	77,0	1,4	0,0	100,0
Antsiranana	Urbain	14,2	26,7	0,3	58,8	0,0	0,0	100,0
	Rural	8,1	8,1	3,4	80,2	0,0	0,2	100,0
Ensemble		8,3	18,7	1,6	70,8	0,4	0,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 25: Répartition des ménages selon le mode d'acquisition des maisons par age du chef de ménage

Unité: %

Age (ans)	Achat	Héritage	Dons	Propre co	Autres	N'a pas répondu	Ensemble
< 25	7,5	14,8	2,6	74,2	0,1	0,9	100,0
25 à 35	7,0	18,2	2,2	72,0	0,5	0,2	100,0
35 à 45	7,9	19,2	1,8	70,4	0,4	0,3	100,0
45 à 55	10,3	18,7	1,4	69,3	0,1	0,1	100,0
>55	7,5	19,3	0,7	71,8	0,7	0,1	100,0
Ensemble	8,3	18,7	1,6	70,8	0,4	0,2	100,0

Source:INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 26: Répartition des ménages selon le mode d'acquisition des maisons selon le quintile de consommation

Unité: %

	Achat	Héritage	Dons	Propre co	Autres	N'a pas répondu	Ensemble
Les plus pauvres	5,7	21,0	0,4	72,3	0,5	0,0	100,0
quintile_2	8,9	14,8	2,1	73,4	0,4	0,4	100,0
quintile_3	7,9	20,2	1,9	69,4	0,5	0,2	100,0
quintile_4	7,6	16,5	1,8	73,5	0,4	0,2	100,0
Les plus riches	11,9	21,6	1,9	64,4	0,1	0,2	100,0
Ensemble	8,3	18,7	1,6	70,8	0,4	0,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 27: Répartition des ménages selon le mode d'acquisition des terrains non agricole, par province et milieu

Unité: %

	Milieu	Achat	Héritage	Dons	Autres	N'a pas répondu	Ensemble
Antananarivo	Urbain	30,1	67,4	0,0	2,5	0,0	100,0
	Rural	33,2	48,8	8,5	9,5	0,0	100,0
Fianarantsoa	Urbain	18,5	73,0	4,3	2,1	2,1	100,0
	Rural	8,7	91,3	0,0	0,0	0,0	100,0
Toamasina	Urbain	37,7	32,9	16,2	11,9	1,3	100,0
	Rural	55,1	39,5	2,7	2,7	0,0	100,0
Mahajanga	Urbain	34,5	46,1	3,6	15,9	0,0	100,0
	Rural	8,5	83,8	0,0	7,8	0,0	100,0
Toliara	Urbain	25,6	62,8	2,5	8,7	0,6	100,0
	Rural	2,8	82,2	5,9	8,8	0,4	100,0
Antsiranana	Urbain	32,1	48,9	6,4	12,7	0,0	100,0
	Rural	10,4	48,6	41,0	0,0	0,0	100,0
Ensemble		19,4	70,7	4,7	5,1	0,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 28: Répartition des ménages selon le mode d'acquisition de terrain non agricoles, par quintile

Unité: %

	Achat	Héritage	Dons	Autres	N'a pas répondu	Ensemble
Les plus pauvres	17,9	71,9	5,4	4,8	0,0	100,0
quintile_2	4,8	84,3	6,4	4,5	0,0	100,0
quintile_3	15,6	73,4	5,3	5,5	0,2	100,0
quintile_4	20,0	72,3	3,5	4,1	0,1	100,0
Les plus riches	37,2	53,0	2,9	6,5	0,5	100,0
Ensemble	19,4	70,7	4,7	5,1	0,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 29 : Répartition des ménages selon le type de logement, par taille de ménage

Unité :%

	Singleton	2 à 4	5 à 7	8 à 10	Plus de 11	Ensemble
Appartement	3,3	4,8	4,0	4,5	6,1	4,5
Studio	19,3	14,2	9,9	7,0	6,0	10,4
Maison individuelle de type traditionnel	73,0	77,9	83,4	86,5	85,5	82,4
Villa	2,0	1,9	1,6	1,1	0,9	1,6
Autres	2,5	1,9	1,1	0,9	1,5	1,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 30: Répartition des ménages selon le type de logement, par niveau d'instruction du chef de ménage

Unité :
%

	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Appartement	0,9	3,4	9,0	19,3	4,5
Studio	7,6	8,2	17,7	25,8	10,4
Maison individuelle de type traditionnel	90,3	86,3	68,6	43,7	82,4
Villa	0,1	0,9	3,4	10,2	1,6
Autres	1,1	1,1	1,2	1,1	1,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source:INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 31: Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures, par niveau d'instruction du chef de ménage

Unité: %

	Ramassage public	Jetées par le ménage	Brûlées par le ménage	Enterrées par le ménage	Autres	Total
Sans instruction	0,5	84,0	10,6	4,1	0,5	100,0
Primaire	3,6	64,7	23,7	7,0	1,0	100,0
Secondaire	8,0	58,2	21,5	11,2	1,1	100,0
Supérieur	22,2	50,0	14,3	12,6	0,9	100,0
Total	4,4	67,7	19,8	7,2	0,9	100,0

Source:INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 32: Répartition des ménages selon le type de combustible utilisé, par taille du ménage

Unité: %

	Bois ramassé	Bois acheté	Charbon	Gaz	Electricité	Pétrole	Autres	Total
Singleton	61,9	3,0	32,2	1,6	0,1	0,5	0,8	100,0
De 2 à 4	70,0	6,2	22,1	0,9	0,3	0,4	0,2	100,0
De 5 à 7	76,1	5,7	17,3	0,3	0,1	0,0	0,4	100,0
De 8 à 10	82,5	6,1	10,9	0,2	0,0	0,0	0,4	100,0
Plus de 11	86,9	3,7	9,2	0,0	0,0	0,0	0,2	100,0
Total	76,1	5,8	17,1	0,4	0,1	0,1	0,3	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 33: Répartition des ménages selon le type de combustible utilisé, par niveau d'instruction du chef de ménage

Unité: %

	Bois ramassé	Bois acheté	Charbon	Gaz	Electricité	Pétrole	Autres	Total
Sans instruction	93,2	3,4	3,2	0,0	0,0	0,0	0,2	100,0
Primaire	81,7	5,8	11,9	0,1	0,0	0,1	0,4	100,0
Secondaire	47,8	10,0	41,0	0,6	0,2	0,3	0,3	100,0
Supérieur	19,4	3,0	67,3	6,7	1,9	0,7	0,9	100,0
Total	76,1	5,8	17,1	0,4	0,1	0,1	0,4	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 34: Répartition des ménages selon le type d'éclairage, par niveau d'instruction du chef du ménage

Unité: %

	Electricité	Générateur	Pétrole lampant	Bougies	Autres	Total
Sans instruction	1,8	0,5	96,3	0,6	0,8	100,0
Primaire	8,8	0,4	86,5	4,1	0,2	100,0
Secondaire	35,8	1,1	55,5	7,0	0,7	100,0
Supérieur	71,7	1,1	20,9	6,4	0,0	100,0
Total	14,4	0,6	80,8	3,8	0,4	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 35: Répartition des ménages selon le type d'éclairage, par groupe socio-économique du chef du ménage

Unité: %

	Electricité	Générateur	Pétrole lampant	Bougies	Autres	Total
Cadre supérieur	70,6	0,0	21,4	8,0	0,0	100,0
Cadre moyen ou agent	56,4	1,8	37,8	2,5	1,5	100,0
Ouvrier ou salarié qu	42,3	0,1	48,6	9,0	0,0	100,0
Ouvrier non qualifié	30,9	1,1	61,5	6,2	0,2	100,0
Manceuvre	15,1	0,5	79,0	5,5	0,0	100,0
Stagiaire rémunéré	26,6	0,0	70,2	3,2	0,0	100,0
Indépendant	36,7	1,1	54,8	7,1	0,2	100,0
Chômeur	87,2	0,0	5,8	7,0	0,0	100,0
Inactif	67,1	1,2	30,5	1,3	0,0	100,0
Petit exploitant agri	2,4	0,3	94,9	1,8	0,6	100,0
Moyen exploitant agri	1,2	0,5	95,0	2,9	0,4	100,0
Grand exploitant agri	1,8	0,6	90,4	7,3	0,0	100,0
Pêcheur	20,8	0,0	79,2	0,0	0,0	100,0
Autre	34,3	4,5	58,8	2,4	0,0	100,0
Total	14,4	0,6	80,8	3,8	0,4	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 36: Répartition des ménages selon la source d'eau à boire, par le niveau d'instruction du chef de ménage

	Unité: %				
	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Ensemble
Plomberie intérieure	0,1	0,8	0,9	4,0	0,8
Robine intérieur	0,6	1,1	4,6	17,5	2,3
Robinet privé extérieur	0,3	1,2	2,7	7,8	1,5
Eau de pluie	1,3	0,1	0,0	0,0	0,4
Vendeur d'eau	3,6	1,1	1,2	1,4	1,7
Service camion citerne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Robinet public	8,4	15,8	29,7	37,4	17,3
Puits avec pompe	2,0	1,8	2,6	2,6	2,1
Puits sans pompe recouverts	3,2	5,5	6,8	5,2	5,1
Puits sans pompe non recouverts	16,9	15,1	19,5	13,5	16,2
Source protégée ou couverte	2,2	3,8	2,8	3,5	3,2
Source non protégée	20,4	27,8	14,6	4,4	22,8
Rivière, lac, marais	40,9	25,8	14,5	2,7	26,5
Autres	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 37: Répartition des ménages selon la source principale d'eau à boire, par quintile

	Unité: %					
	Plus pauvre	quintile 2	quintile 3	quintile 4	Plus riche	Ensemble
Plomberie intérieure	0,2	0,4	0,5	0,4	2,4	0,8
Robine intérieur	0,5	0,2	0,8	1,7	8,4	2,3
Robinet privé extérieur	0,1	0,7	0,8	1,4	4,5	1,5
Eau de pluie	0,8	0,3	0,4	0,3	0,1	0,4
Vendeur d'eau	2,0	1,5	2,6	1,5	1,0	1,7
Service camion citerne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Robinet public	5,8	11,0	19,2	23,0	27,4	17,3
Puits avec pompe	4,6	1,9	0,7	1,0	2,0	2,1
Puits sans pompe recouverts	3,4	4,0	3,1	6,0	9,3	5,1
Puits sans pompe non recouverts	10,3	15,5	17,6	20,3	17,2	16,2
Source protégée ou couverte	2,4	3,2	4,5	3,3	2,8	3,2
Source non protégée	25,9	29,0	25,9	21,6	11,5	22,8
Rivière, lac, maré	44,0	32,1	23,8	19,5	13,3	26,5
Autres	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 38 : Temps moyen d'approvisionnement en eau à boire pour une journée, selon l'activité du chef de ménage

	Unité: minute
Ménage agricole	37,8
Ménage non agricole	27,8
Total	35,9

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 39: Distance moyenne entre le domicile et la source d'eau à boire, par province

	Unité: mètre
Antananarivo	124,4
Fianarantsoa	200,8
Toamasina	133,9
Mahajanga	185,3
Toliara	621,5
Antsiranana	137,7
Total	226,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 40: Distance moyenne entre le domicile et la source d'eau à boire, selon le groupe socio-économique du chef de ménage

	Unité: mètre
Cadre supérieur	90,5
Cadre moyen ou agent de maîtrise	89,7
Ouvrier ou salarié qualifié	108,4
Ouvrier non qualifié	110,5
Manœuvre	272,3
Stagiaire rémunéré	167,0
Indépendant	170,6
Chômeur	72,0
Inactif	91,1
Petit exploitant agricole	311,4
Moyen exploitant agricole	206,8
Grand exploitant agricole	188,1
Pêcheur	173,2
Autre	120,5
Total	226,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 41: Distance moyenne entre le domicile et la source d'eau à boire, par quintile

	Unité: mètre
Les plus pauvres	244,9
quintile_2	223,3
quintile_3	333,5
quintile_4	193,0
Les plus riches	137,5
Total	226,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 42 : Précision des estimations des tailles moyennes des ménages selon les strates

Strate		Taille moyenne	Erreur standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
Antananarivo	Urbain	4,43	0,12	4,19	4,68	1,81
Antananarivo	Rural	4,92	0,10	4,72	5,11	2,16
Fianarantsoa	Urbain	4,86	0,14	4,58	5,15	0,71
Fianarantsoa	Rural	5,38	0,18	5,03	5,74	4,63
Toamasina	Urbain	4,38	0,15	4,08	4,67	0,95
Toamasina	Rural	4,49	0,24	4,01	4,97	9,06
Mahajanga	Urbain	4,41	0,19	4,05	4,78	0,95
Mahajanga	Rural	5,11	0,17	4,79	5,44	1,67
Toliara	Urbain	5,00	0,14	4,73	5,27	0,54
Toliara	Rural	5,32	0,23	4,86	5,77	4,11
Antsiranana	Urbain	4,20	0,10	4,00	4,40	0,17
Antsiranana	Rural	4,51	0,16	4,19	4,83	2,07
Ensemble		4,89	0,06	4,76	5,01	3,62

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 43 : Précision des estimations des consommations des ménages selon les strates.

Strate		Consommation moyenne	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
Antananarivo	Urbain	414 714	47 027	322 158	507 270	6,47
Antananarivo	Rural	246 171	15 262	216 133	276 209	6,46
Fianarantsoa	Urbain	219 695	23 478	173 487	265 902	0,40
Fianarantsoa	Rural	167 089	8 754	149 860	184 318	6,92
Toamasina	Urbain	298 489	31 151	237 180	359 798	1,69
Toamasina	Rural	167 845	19 810	128 856	206 835	9,08
Mahajanga	Urbain	297 076	38 162	221 967	372 184	3,46
Mahajanga	Rural	193 173	13 350	166 897	219 448	3,43
Toliara	Urbain	275 800	14 878	246 517	305 082	0,71
Toliara	Rural	218 478	19 681	179 743	257 214	6,33
Antsiranana	Urbain	370 253	26 481	318 134	422 372	0,43
Antsiranana	Rural	247 560	36 543	175 638	319 482	5,46
Ensemble		248 300	18 738	211 421	285 178	4,42

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 44 : Mesure de sensibilité des indicateurs de pauvreté selon les seuils

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Total
Ratio de pauvreté par rapport à 90% du seuil	46,7	72,4	66,7
Ratio de pauvreté par rapport à 95% du seuil	50,2	74,8	69,4
Ratio de pauvreté par rapport au seuil	53,7	77,3	72,1
Ratio de pauvreté par rapport à 105% du seuil	56,4	79,7	74,5
Ratio de pauvreté par rapport à 110% du seuil	58,6	82,0	76,8
	Urbain	Rural	Total
Intensité de pauvreté par rapport à 90% du seuil	16,9	30,4	27,4
Intensité de pauvreté par rapport à 95% du seuil	18,6	32,7	29,6
Intensité de pauvreté par rapport au seuil	31,6	20,2	34,8
Intensité de pauvreté par rapport à 105% du seuil	21,9	36,9	33,6
Intensité de pauvreté par rapport à 110% du seuil	23,5	38,9	35,5

Source: INSTAT/DSM/EPM2004

Tableau A 45: Estimation de la précision des indicateurs de scolarisation

Unité : %

	Valeur	Erreur standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet de sondage
			Borne inférieure	Borne supérieure	
Taux net, primaire	0,85587	0,00662	0,8429	0,86885	1,65971
Taux net, secondaire premier cycle	0,1651	0,00893	0,1476	0,18259	1,49990
Taux net, secondaire second cycle	0,0487	0,00575	0,03743	0,05998	1,17934
Taux brut, primaire	1,22271	0,01544	1,19244	1,25298	1,78287
Taux brut, secondaire premier cycle	0,30453	0,01331	0,27844	0,33063	1,54971
Taux brut, secondaire second cycle	0,12974	0,00983	0,11047	0,149	1,19148

Source: INSTAT/DSM/EPM2004